

# SOMMAIRE



- **Avant-propos** 5  
par Olivier Compagnon

## **CHRONIQUE** 7

- **Brasil hoje : mais desenvolvimento e menos desigualdade** 9  
par Luiz Inácio Lula da Silva

## **DOSSIER**

### **LE BRÉSIL ET LA FRANCE AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE** 17

- **Introduction : le Brésil et la France au xx<sup>e</sup> siècle** 19  
par Olivier Compagnon et Martine Droulers

- **Le Brésil, sujet de la géographie régionale française. Continuités et ruptures** 23  
par Paulo Cesar Da Costa Gomes et Rodrigo R. H. F. Valverde

- **Febrônio/Fébronio. Transfigurations d'un fait divers dans l'imaginaire brésilien de Cendrars** 41  
par Anouck Cape

- **La *bossa nova* en France : un modèle musical ?** 59  
par Anaïs Fléchet

- **Formes et dynamiques des mobilisations politiques des exilés brésiliens en France (1968-1979)** 75  
par Maud Chirio

- **Compétences acquises en France et fabrication des élites politiques du Brésil contemporain. La trajectoire de Cristovam Buarque** 91  
par Daniella de Castro Rocha

## ÉTUDES

107

- **Aide sociale et coopération en Amazonie brésilienne.**  
**L'import-export des bons sentiments** 109  
par Benjamin Buclet
- **Pour une poignée de dollars ? Transmission et patrimonialisation  
de la culture chez les Trumai du Brésil central** 127  
par Emmanuel de Vienne et Olivier Allard
- **Ethniciser le territoire. Mouvements pendulaires transfrontaliers  
dans un contexte amazonien** 147  
par Jean-Pierre Goulard
- **Un secteur « résiduel ». Le télémarketing au Brésil** 169  
par Isabel Georges
- **L'institutionnalisation partisane.**  
**Une étude du *setorial* femmes du Parti des Travailleurs à São Paulo** 187  
par Marie-Hélène Sa Vila Boas
- **Religião e política no Brasil** 205  
par Ari Pedro Oro
- **Escrevendo e cartografando a cidade do Recife na passagem  
para o século XX** 223  
par Raimundo Pereira Alencar Arrais

## INFORMATION SCIENTIFIQUE

243

Lectures

245

## LES AUTEURS

267

Olivier Compagnon  
*Rédacteur en chef*

## Avant-propos

Bientôt quarantennaires, les *Cahiers des Amériques latines* constituent aujourd'hui une revue de référence dans le paysage latino-américaniste français et européen. Ouverts à toutes les sciences humaines et sociales en même temps qu'aux chercheurs de quelque horizon que ce soit, ils sont le produit d'une histoire déjà longue à l'origine de laquelle se trouve Pierre Monbeig, qui signa en 1968 le premier éditorial d'une publication qu'il désirait « scientifique mais vivante ». Support de transmission des savoirs universitaires dans toute leur diversité, mais également espace de réflexion et de débat sur l'actualité latino-américaine. Alors qu'approche le vingtième anniversaire de la mort du fondateur des *Cahiers*, le souhait qu'il exprimait demeure un programme convaincant que les équipes rédactionnelles successives se sont toujours attachées à perpétuer.

Publiés sous les auspices de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (Université Paris III – Sorbonne nouvelle) et du Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique latine (UMR 7169 CNRS – Université Paris III), diffusés par la Documentation française, les *Cahiers des Amériques latines* n'en connaissent pas moins les difficultés auxquelles toute publication scientifique – *a fortiori* en sciences humaines et sociales – est confrontée de nos jours : difficultés financières d'une part, celles-là même que Jean-Pierre Berthe, rédacteur en chef durant de longues années, évoquait dans le numéro spécial paru à l'occasion des 30 ans de la revue<sup>1</sup> ; « crise des vocations » d'autre part, dans un monde universitaire en pleine mutation, où les activités éditoriales viennent s'ajouter aux tâches traditionnelles d'enseignement et de recherche, mais aussi au poids croissant des charges administratives. Aussi convient-il de rendre un hommage appuyé à l'ensemble de ceux qui ont consacré ou consacrent une partie de leur temps à ce pro-

1. « À l'origine des CAL », *Cahiers des Amériques latines*, n° 28-29, 1998, p. 15-18.

jet collectif, et notamment à Alain Musset. Celui-ci dirigea la rédaction de la revue contre vents et marées pendant sept ans, du n° 25 de la deuxième série au récent n° 47 dont le dossier fut consacré aux changements démographiques en Amérique latine. Avec talent et efficacité, il mit un soin tout particulier à renforcer la tradition pluridisciplinaire des *Cahiers*, à promouvoir les renouvellements thématiques et épistémologiques du latino-américanisme et à publier les travaux de jeunes chercheurs souvent trop peu diffusés. Qu'il en soit ici vivement remercié.

S'il marque la prise de fonction d'une équipe partiellement renouvelée, ce numéro exclusivement consacré au Brésil s'inscrit dans la pleine continuité des volumes précédents. Des modifications d'ordre graphique sont intervenues – couverture, police de caractère, notes de bas de page, présentation détaillée des auteurs –, mais l'économie générale du volume demeure inchangée : une « Chronique » susceptible d'accueillir des points de vue sur l'Amérique latine et des documents de nature diverse (ici, un texte de l'actuel président de la République du Brésil) ; un « Dossier » composé d'une série d'articles portant sur un même thème et destiné à favoriser un dialogue interdisciplinaire ; une rubrique « Études » recueillant des contributions scientifiques variées ; quelques pages d'« Information scientifique » enfin, destinées notamment à rendre compte d'ouvrages récemment parus. Les numéros à venir (50 et 51-52 durant le deuxième trimestre 2006, 53 au début de l'année 2007, 54-55 au printemps 2007, 56 à l'automne 2007) ne dérogeront pas à cette organisation qui permet tout à la fois de croiser de multiples approches sur l'Amérique latine, de faire écho à l'actualité de la recherche et de valoriser le travail des chercheurs.

À bien des égards, ce début de XXI<sup>e</sup> siècle rappelle le contexte de la fin des années 1960 dans lequel naquirent les *Cahiers des Amériques latines*. Les lecteurs français découvraient alors Paz et Fuentes, Borges et Cortazar, Vargas Llosa et Neruda ; intellectuels et politiques voyageaient à Cuba ou dans le Chili de l'Unité populaire ; les salles de cinéma du Quartier latin projetaient les dernières productions du *Cinema Novo* brésilien. Bien qu'ayant revêtu de nouveaux atours, ce goût de l'Amérique latine ne s'est pas démenti aujourd'hui, bien au contraire : la démocratie participative a remplacé les *focos* révolutionnaires ; des regards polémiques se braquent sur le gouvernement Chávez comme sur l'expérience Allende trente ans plus tôt ; les touristes français n'ont jamais autant voyagé au sud du Rio Grande ; une mode *latina* – culinaire, musicale, cinématographique, chorégraphique, etc. – déferle sur la plupart des capitales européennes. Plus que jamais, il semble donc nécessaire de comprendre cet espace qui fut – et demeure – l'objet de tant de clichés et de représentations convenues : c'est là l'une des missions premières des *Cahiers*. Sans prétendre vouloir « tout dire en 200 pages [...] et renvoyer l'honnête lecteur avec, en poche, un beau passe-partout »<sup>2</sup>, nous espérons simplement continuer à éclairer les recherches des uns par les textes des autres et faire vivre notre passion commune pour l'Amérique latine.

2 C'est le danger dont se prémunissait Lucien Febvre dans l'introduction d'une livraison des *Annales. Économies – Sociétés – Civilisations* entièrement consacrée à l'Amérique latine (3<sup>e</sup> année, n° 4, octobre-décembre 1948, p. 387.

# CHRONIQUE



**Luiz Inácio Lula da Silva**

*Presidente da República do Brasil*

## **Brasil hoje : mais desenvolvimento e menos desigualdade**

**P**ara avaliar os 38 meses do meu governo é necessário passar os olhos, rapidamente, nos cinco séculos de história que o precederam. Essa retrospectiva ajuda a entender boa parte dos desafios que estamos enfrentando com serenidade, mas com o sentimento de urgência e de justiça que eles impõem. O Brasil tem 505 anos de existência. Viveu 322 anos como colônia. Durante 380 anos sua principal fonte de riqueza e de poder foi o trabalho escravo. Primeiro com a cana-de-açúcar, depois com o ciclo do café, ergueuse em nossa terra uma economia pujante com a cabeça plenamente inserida no mercado mundial e os pés na senzala. Em meados do século XIX, o comércio internacional brasileiro era superior ao da Alemanha. Nas fazendas, era o chicote que estalava a cadência do trabalho servil. Fomos a última nação da Terra a abolir a escravidão, em 13 de maio de 1888.

Ao ingressar no século XX, a jovem República exportadora de matérias-primas acomodava em seu metabolismo essa dupla engrenagem trazida dos ciclos anteriores, uma mistura de dinamismo econômico e regressividade social. A partir dos anos 30, e durante as cinco décadas seguintes, ela mostraria seu fôlego ao mundo com um processo de industrialização que originou uma das maiores taxas de crescimento do planeta (de 1947 a 1980, por exemplo, a média anual de crescimento da indústria foi de 8,5 %). A industrialização brasileira tornou-se assim um caso exemplar de expansão sem distribuição de renda. A verdade é que extinta a escravidão, sem que se alterassem os alicerces econômicos da sociedade, a desigualdade ocupou o lugar do cativo na lubrificação do capitalismo nacional.

Na década de 70, sob o regime ditatorial iniciado em 1964, as estruturas de distribuição de renda cristalizadas nesse processo revelaram toda a sua compacta rigidez. A expansão do emprego industrial, que até então suavizara a natureza socialmente regressiva do crescimento, perdia fôlego. Em seu lugar emergiu com força o torniquete da desigualdade, potencializado pelo colapso de um modelo de desenvolvimento baseado quase que exclusivamente na poupança externa. A fotografia mais recente desse nó estrutural revela que 1 % da população brasileira concentra renda equivalente à de 50 % da sociedade.

Não por acaso, o saudoso amigo e economista Celso Furtado dizia : *nossa doença é social*. Sabemos crescer, não aprendemos a distribuir. O horizonte brasileiro colou assim a uma polaridade que ele chamava de subdesenvolvimento. Não propriamente uma transição necessária e obrigatória para o desenvolvimento, mas uma dinâmica amadurecida na concentração da riqueza que perverte as estruturas sociais e distorce as instituições políticas, comprometendo a própria arbitragem do Estado na mediação dos conflitos do crescimento. Furtado soube extrair dessa identidade paralisante um diagnóstico para a mudança. Num país em construção, quando uma minoria desfruta de padrão de riqueza incompatível com os recursos disponíveis, criase uma espiral de desequilíbrios que contamina todo corpo social. Falta renda aos mais pobres. Escasseia o excedente para o investimento. Abreviase o fôlego fiscal dos fundos públicos comprometendose a retificação dos desníveis regionais e assimetrias históricas. Criase então um círculo vicioso no qual o acelerador da riqueza aciona o freio da distribuição, reproduzindo e agravando vulnerabilidades inclusive na área externa. O efeito mais ardiloso dessa engrenagem, todavia, conforme alertava o grande economista brasileiro, talvez seja imperceptível num primeiro momento. Trata-se de uma evolução silenciosa, quase sorrateira, até que toma de assalto o arcabouço cultural e político da sociedade. Caso se cristalize, um pedaço do país, sua porção mais rica, tende a distanciar-se da Nação. Os compromissos compartilhados que sustentam os valores da convivência republicana e democrática se enfraquecem. Os consensos indispensáveis ao desenvolvimento naufragam entre margens extremadas que não mais se enxergam, nem dialogam entre si.

A equação de Furtado, felizmente, não se limitou a constatar o impasse, mas trouxe inscrito na incógnita as bases de sua resolução. Se as estruturas econômicas e políticas do país impedem a transmissão dos ganhos do crescimento para os indicadores de bemestar social, é necessário desobstruir os canais para que a população possa avançar e a democracia regenerar os laços republicanos de solidariedade e justiça.

Desfazer esse torniquete de muitas voltas requer uma dose infinita de paciência e habilidade estratégica. Não raro, ao desatar uma ponta corre-se o risco de travar irremediavelmente o extremo oposto. Na negociação está o caminho que escolhemos para transformar, incluir e crescer – simultaneamente.





Um das pontas mais visíveis desse emaranhado histórico é a secular concentração da propriedade da terra no Brasil. No regime militar ela foi agravada por um processo de modernização agrícola que, levado a cabo num ambiente de supressão das liberdades, agravou a questão agrária. O necessário avanço da produtividade teve assim como contrapartida um êxodo de proporções épicas. Agigantado entre os anos de 1967 e 1980 ele produziu uma urbanização feita de cidades sem cidadania.

Um dado resume todos os demais : em quarenta anos de migrações o Brasil alcançou uma taxa de urbanização que os EUA levariam oito décadas para atingir. Hoje, mais de 80 % dos 180 milhões de brasileiros vivem nas cidades. Nelas concentra-se 75 % da pobreza nacional – 30 % emparedada em gigantescas periferias metropolitanas. O espaço rural, todavia, não perdeu importância na composição demográfica e social do nosso desenvolvimento. Ele ainda abriga um contingente que equivale a uma população inteira da Argentina (mais de 38 milhões de habitantes). Promover um *aggiornamento* da bandeira da reforma agrária em pleno século XXI é, portanto, um desafio da democracia e da sociedade brasileira.

Se me ateno às distorções produzidas pela modernização conservadora do campo é porque suas lições extrapolam as fronteiras rurais. Elas são a demonstração pedagógica de que, num país em construção, a luta pelo desenvolvimento não pode opor produtividade à justiça social. O Brasil precisa competir e gerar emprego – ao mesmo tempo e com igual intensidade. O amálgama entre as duas pontas porém escapa ao cálculo econômico puro. Essa é a grande tarefa atribuída à democracia participativa no século XXI brasileiro. Acanhá-la – ou suprimi-la, como o fez a ditadura – é tornar insolúvel uma equação da qual depende a própria renovação política da sociedade.

O leque dos nossos desafios, portanto, vem enfeixado nessa certeza histórica : não existe qualquer automatismo de mercado capaz de promover a retomada do crescimento com simultânea distribuição da renda. Ao optar pela mudança em 2002, a sociedade brasileira identificava esse ponto de partida e definia um novo objetivo de chegada. A construção desse caminho é o que temos feito nesses três anos e dois meses de governo.

Para dividir a riqueza acumulada do passado, libertar o potencial produtivo do presente e ampliar o horizonte do futuro, trabalhamos com três prioridades básicas.

\* \* \*

A principal e a mais constante das nossas preocupações, seja pela abrangência transversal, seja pelo potencial redefinidor de todas as demais, é essa : fortalecer, ampliar e multiplicar os canais de acesso da sociedade aos núcleos de poder e

decisão do Estado brasileiro. É o que temos feito. Construimos um governo de portas abertas. Criamos novas instâncias de participação popular para definir as diretrizes das políticas públicas, como o Conselho de Segurança Alimentar e as conferências nacionais de Saúde, Habitação e Meio-Ambiente, entre outras. Mantemos um diálogo intenso e democrático com os movimentos sociais. Instituímos fóruns qualificados para incentivar pactos e consensos entre os diferentes segmentos sociais, como é o caso do Conselho de Desenvolvimento Econômico e Social. Só para dar uma idéia, mais de um milhão de brasileiros e brasileiras participaram diretamente nesses 38 meses de encontros e Conferências para definir políticas públicas. No caso da I Conferência de Políticas para as Mulheres, foram 140 mil participantes em mais de três mil municípios. Queremos coroar esse processo com uma Reforma Política que adicione maior transparência e credibilidade às instituições, aos partidos e aos processos eleitorais, ampliando os espaços da cidadania no escrutínio democrático.

Essa Reforma Política tem grande importância no processo de aperfeiçoamento das instituições democráticas e no combate à corrupção no Brasil. Vou dar um exemplo concreto: por determinação da Presidência da República e do Ministério da Justiça, a Polícia Federal, de agosto de 2003 a maio de 2005, realizou 46 operações dirigidas especificamente ao combate à corrupção. O saldo dessas ações é simplesmente impressionante e inédito no país. Foram efetivadas 1.234 prisões, sendo formalmente acusadas 819 pessoas. A lista dos detidos inclui políticos – sem distinção partidária – empresários, juizes, servidores públicos.

A centralidade dessas preocupações tem razões internas que remetem ao nosso passado. Mas não só. Ela responde também à natureza inaudita da integração econômica em marcha no mundo, que reedita no plano internacional, talvez com virulência redobrada, a mesma pressão desestabilizadora que pretende subordinar a vida unicamente ao mercado e os valores republicanos à conveniência dos fluxos especulativos. Esse perigoso rebaixamento dos espaços de soberania democrática, adiciona um desafio desconhecido à luta pelo desenvolvimento. Pela primeira vez na História, forças econômicas deslocam-se através do planeta comandadas por impulsos financeiros intangíveis, desenhando assim um espaço de ação descolado e, não raro, conflitante com as demandas territoriais de progresso e justiça.

Nessa integração assimétrica, a soberania dos governos e dos Estados é em grande parte confiscada por circuitos autônomos de riqueza e de poder. Para que a Política não se transforme num espelho cativo dessa lógica exclusivamente econômica, a democracia precisa se fortalecer na esfera local e mundial. Ou seja, deve ser exercida onde se encontra o poder. A estrutura atual dos organismos internacionais, como o FMI e o Banco Mundial, negligencia as urgências do desenvolvimento econômico e social da maioria absoluta da humanidade. No

FMI apenas cinco nações, as mais ricas, detém 40 % dos votos. Todos os países africanos juntos têm apenas 1 % de peso nas suas decisões. Do Banco Mundial participam formalmente 180 países. Mas 173 têm sua vontade subordinada à decisão de sete, que detém a maioria das ações. Não há legitimidade quando o poder se reduz a uma correia de transmissão da lógica dominante. Reformar os organismos internacionais, e criar outros, com a representatividade necessária para coordenar as forças liberadas pela globalização é o grande desafio progressista do nosso tempo. Dele depende, em grande parte, o destino e o rosto do século XXI.

As contradições entre a soberania democrática dos povos e a dinâmica dos mercados marcam a agenda mundial. Temos a convicção profunda, porém, de que os impasses da História só se resolvem com mais democracia. Imaginar o oposto é reduzir a vida política a um ramo diletante da atividade social, em obediência cega a impulsos econômicos incontroláveis, aos quais alguns atribuem uma temerária exatidão de laboratório.

Portanto, não se trata de opor à globalização excludente uma agenda anacrônica de autarquia e retrocesso estatal. O verdadeiro desafio do século é multiplicar os vínculos de solidariedade e cooperação entre os povos e países para estabelecer uma ponte de humanismo no vazio da globalização. Essa tem sido a bússola de nossa política externa. A diplomacia brasileira acumula avanços bem-sucedidos na ampliação dos laços multilaterais entre Estados e blocos regionais, consolidando espaços e instrumentos para ampliar a coordenação democrática dos mercados, dos fluxos financeiros e tornar o comércio mundial mais justo.

Para ter voz e soberania nesse processo, é necessário recuperar a autonomia estratégica do país e de suas contas externas. Essa é outra das prioridades que guiam nosso governo. Nos anos 90, ela foi deliberadamente substituída por uma miragem. Disseminouse então a idéia de que um miraculoso estágio de equilíbrio aguardava nações e povos que, resignados, concluíssem a peregrinação aos livres mercados. Essa baldeação irrefletida, do envelhecido arsenal do desenvolvimento dos anos 50, para a renúncia a qualquer instrumental interno de coordenação da economia e do crescimento, atirou povos e governos no velho moedor da dependência externa de capitais. Ao final do percurso, ao contrário da prometida redenção mercantil, esperavaos a fatura explosiva de déficits paralisantes em contas correntes e a sangria desatada das reservas internacionais, restando-lhes no mais das vezes o apelo penitente ao Fundo Monetário Internacional.

O Brasil trouxe desse ciclo de equívocos uma safra de revezes. O déficit em contas correntes do país chegou a US\$ 188 bilhões em oito anos. A relação dívida externa/exportações saltou para 3,7 – enquanto a balança comercial acumulava um saldo negativo de US\$ 8,5 bilhões entre 1994-2002.

Tal fragilidade transbordou para os índices de crescimento. A taxa média de crescimento do PIB foi de apenas 2,3 % entre 1994 e 2002. O desemprego agravouse e a carga tributária – e que pese um açodado processo de privatização,

que leilou às pressas US\$ 100 bilhões do patrimônio nacional – saltou de 28 % para 36 % do PIB em oito anos. Nem por isso se conseguiu refrear o avanço da dívida pública – que passou de 28 % do PIB, em 1994, para 56 % em 2002.

Foi necessário um esforço gigantesco para reconquistar a estabilidade econômica corroída nesse turbilhão de erros e, a partir daí, recolocar o país na rota do desenvolvimento. Essa era a nossa terceira e dupla prioridade. Junto com ela, construímos um consenso valioso na sociedade. De um lado, consolidou-se a convicção de que a estabilidade – assim como o crescimento no passado – não basta para construir um país próspero, justo e democrático. De outra parte, todavia, aprendeu-se que o esforço para construí-la não foi em vão. A estabilidade é um ingrediente indispensável para que se possa concentrar as energias políticas da sociedade, e do Estado, na equação dos desafios históricos do desenvolvimento.

\* \* \*

Os números mostram que atravessamos a primeira metade do nosso governo promovendo avanços incontestáveis em relação ao passado. O Brasil de hoje é um país com mais desenvolvimento e com menos desigualdade. Um país no qual o econômico e o social, longe de ser excludentes, caminham lado a lado.

A mais recente Pesquisa Nacional por Amostragem de Domicílios (PNAD), feita pelo Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística – IBGE – e divulgada em novembro de 2005, confirma que estamos avançando na superação de injustiças históricas, com a redução da pobreza e da concentração de renda.

Nestes últimos três anos, foram criados mais de 3,4 milhões de novos empregos, todos com carteira assinada, sem contar os postos de trabalho informais. Além disso, mais de 80 % dos acordos salariais fechados em 2005 resultaram em reajustes iguais ou superiores à inflação.

Pela primeira vez em décadas, uma ampla negociação entre o Governo e as centrais sindicais definiu o valor do novo salário-mínimo, que já foi encaminhado ao Congresso Nacional na forma de um Projeto de Lei.

Ganha o trabalhador, que receberá um salário-mínimo mais digno, mas ganha também o País como um todo, com os R\$ 15 bilhões que irão aquecer a economia graças ao aumento do poder de compra de significativa parcela da população brasileira.

Nossos esforços e disciplina na condução da política econômica permitiram a devolução antecipada dos recursos emprestados pelo Fundo Monetário Internacional (FMI), economizando US\$ 900 milhões em juros. Não mais devemos ao FMI. Podemos caminhar com as próprias pernas, condição para avançar neste novo ciclo de desenvolvimento sustentável.

Estamos também retomando as grandes obras industriais e de infra-estrutura. Além de gerar milhares de empregos e reforçar as bases para o desenvolvimento

do País, obras como a ferrovia Transnordestina, o Pólo Siderúrgico do Ceará, a duplicação da BR-101 e a refinaria Abreu e Lima consolidam a industrialização do Nordeste, corrigindo desigualdades regionais históricas.

Fruto da parceria entre Brasil e Venezuela, a refinaria Abreu e Lima é um dos muitos símbolos da integração do continente, que temos buscado desde o primeiro dia de nosso Governo, assim como o Gasoduto do Sul que une Venezuela, Brasil e Argentina.

Enquanto avançamos na integração da América do Sul, nosso comércio exterior nos aproxima cada vez mais da Ásia e África, sem perder de vista parceiros tradicionais e importantes como os Estados Unidos e a Comunidade Européia.

Nossas exportações continuam crescendo, e chegaram ao patamar histórico de US\$ 118,309 bilhões em 2005, com um saldo comercial de US\$ 44,764 bilhões. As exportações continuarão a se expandir em 2006, gerando mais emprego e renda.

Ao mesmo tempo em que se prepara para atingir, em breve, a tão sonhada auto-suficiência em petróleo, o Brasil torna-se pioneiro na produção de uma alternativa energética menos poluente. Fortemente vinculado à agricultura familiar, o biodiesel é mais um exemplo de como a economia e a conquista de direitos sociais estão andando de braços dados no Brasil de hoje.

Estamos também criando condições para uma vida mais digna no campo. O Luz para Todos já leva energia elétrica a mais de 2,3 milhões de brasileiros que vivem na zona rural. Os empréstimos do Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar (Pronaf) subiram de R\$ 2,4 bilhões na safra 2002-2003 para R\$ 6,2 bilhões na de 2004-2005. Para a safra 2005-2006, foram disponibilizados R\$ 9 bilhões.

Mas o Pronaf não apenas cresceu em volume de recursos. Antes concentrado na região Sul, o Programa nacionalizou-se e hoje chega a todos os Estados e a 5.360 Municípios do País, também contribuindo para a redução das desigualdades regionais.

Superadas as dificuldades iniciais, o ritmo da Reforma Agrária se acelerou e, em 2005, assentamos 127.506 famílias. Nosso esforço tem sido no sentido de fazer uma Reforma Agrária de qualidade, com crédito, assistência técnica, educação, habitação, estradas e cisternas para assentamentos novos e antigos. Em 2006, pretendemos novamente ultrapassar a meta anual, avançando no cumprimento do estabelecido com os movimentos sociais do setor.

Queremos continuar avançando, e muito, na implementação das mudanças que o País precisa.

Ampliamos fortemente os investimentos sociais, que vêm crescendo a cada ano. Em 2003, investimos R\$ 11,4 bilhões em programas vinculados ao Ministério do Desenvolvimento Social. Em 2004, R\$ 14 bilhões. Em 2005, R\$ 17,8 bilhões. Este ano, vamos investir R\$ 21,2 bilhões.

O Programa Bolsa Família – principal instrumento do Fome Zero – já chega a 8,7 milhões de famílias, o equivalente a 77 % daquelas que vivem abaixo da linha de pobreza. Nossa meta é chegar ao final de 2006 beneficiando 100 % das famílias que vivem em extrema pobreza. Não se trata apenas de fazer transferência de renda – mas de resgatar cidadanias.

Se o Bolsa Família visa o combate imediato à extrema pobreza, cabe à Educação criar oportunidades para o futuro, sobretudo em benefício dos mais jovens. Com a contribuição do Congresso Nacional, na apreciação e aprovação do Fundo de Manutenção e Desenvolvimento da Educação Básica (Fundeb), a Educação deverá receber R\$ 21 bilhões a mais já em 2006.

Ao mesmo tempo, estamos criando dez novas universidades federais e 40 pólos universitários em várias regiões do Brasil. Estamos, também, possibilitando o acesso maciço de alunos de baixa renda ao ensino superior, por meio do Programa Universidade para Todos (ProUni), que desde o ano passado já concedeu 203 mil bolsas.

O ProUni oferece a milhares de jovens vindos da rede pública a oportunidade, antes remota, de chegar à universidade, com cotas para afrodescendentes e índios. Da mesma forma que o ProJovem, outro importante programa voltado para a juventude brasileira, está assegurando a inserção social de 200 mil rapazes e moças que vivem em situação de risco nas regiões metropolitanas.

Mais que listar resultados cabe sublinhar o fio condutor dessas ações. Ele expressa um compromisso em ação com a sociedade brasileira, feito de serenidade política mas de inquebrantável determinação histórica. Fomos eleitos para desobstruir os canais seculares que bloqueavam a transformação do crescimento em bem-estar da nossa população. É o que temos feito. Essa não é uma vitória da contabilidade sobre a política. Ao contrário. A democracia brasileira pavimenta e alarga seu caminho para colocar a economia a favor da Nação – e o progresso a serviço da imensa dívida da História com a nossa gente.

# **DOSSIER**

## **Le Brésil et la France au xx<sup>e</sup> siècle**





## Introduction : le Brésil et la France au xx<sup>e</sup> siècle

Les relations franco-brésiliennes constituent un thème de recherche ancien et fécond, qui a donné lieu à de très nombreuses publications des deux côtés de l'Atlantique dans le domaine des sciences humaines et sociales et des études littéraires. Pour ne citer que ceux-là, les travaux de Pierre Rivas et de Mario Carelli font désormais partie des « classiques » sur la question des cultures croisées et ont très largement défriché l'histoire d'une relation aussi vieille que la Découverte du Brésil<sup>1</sup>. Plus récents, ceux de Hugo Suppo ont montré l'importance des politiques culturelles dans la dynamique globale des échanges entre les deux pays<sup>2</sup>. De nombreuses revues ont consacré des dossiers ou numéros spéciaux à l'« histoire d'amour » – la métaphore est récurrente – liant les deux pays<sup>3</sup>. En 2005 enfin, l'année du Brésil en France a stimulé de nouvelles études prenant souvent l'allure de bilans, qu'il s'agisse du numéro spécial de la revue *Estudos Históricos* sur les relations entre le Brésil et l'Europe – où la France occupe une place importante –, de l'important volume bilingue consacré à la formation et à la coopération académique publié par la Fundação Joaquim Nabuco de Recife ou du numéro spécial de la *Revista brasileira*, émanation

1. Pierre Rivas, *Encontro entre literaturas. França, Portugal, Brasil*, São Paulo, Hucitec, 1995 ; Mario Carelli, *Cultures croisées. Histoire des échanges culturels entre la France et le Brésil de la Découverte aux temps modernes*, Paris, Nathan, 1993.
2. *La politique culturelle française au Brésil, 1920-1959*, thèse d'histoire (dir. Guy Martinière), Université Paris III – Sorbonne Nouvelle, 2000. Rapportée à ce qu'elle fut dans l'entre-deux-guerres, la coopération culturelle s'affaiblit aujourd'hui : on ne compte ainsi que 2 200 étudiants dans les trois lycées français du Brésil et 30 000 inscrits dans les Alliances Françaises (présentes dans 52 villes).
3. Cf. par exemple *Cahiers du Brésil contemporain* (Paris), n° 12, 1990, « France-Brazil : une histoire croisée ».

de l'*Academia Brasileira de Letras*, sur les échanges littéraires entre les deux pays<sup>4</sup>.

Au sein même des éditions de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine, cette relation séculaire fut également le motif de nombreux travaux. En 1989 fut ainsi édité, en collaboration avec les Presses Universitaires de Grenoble, un ouvrage intitulé *France-Brésil, vingt ans de coopération : coordonné par Luiz Claudio Cardoso et Guy Martinière*, il dressait un bilan de la fructueuse coopération scientifique et technologique et fut publié simultanément en France et au Brésil<sup>5</sup>. Deux ans plus tard, l'édition bilingue *Imagens / Images réciproques du Brésil et de la France* présenta les résultats d'une table ronde qui s'était déroulée au Sénat en décembre 1987 ; celle-ci constituait une étape importante dans le projet intergouvernemental liant alors Paris à Brasilia, qui visait à développer la coopération entre les deux pays. Placée sous la direction de Solange Parvaux et de Jean Revel-Mouroz, cette publication d'un millier de pages contenait plus de cinquante communications réunies en deux volumes et offrait de multiples témoignages de personnalités françaises et brésiliennes, la recension des différents programmes de coopération et des institutions afférentes et des analyses de fond sur la variété des échanges entre les deux pays.

Depuis la fin des années 1980 parurent également plusieurs dossiers consacrés au Brésil dans la nouvelle série des *Cahiers des Amériques latines* – revue née sous le signe des échanges franco-brésiliens puisque son créateur Pierre Monbeig était lui-même brésilianiste. Le n° 5 (1987) proposa une série d'articles sur « L'industrialisation au Brésil » ; les n° 20 (1995) et 24 (1997) furent consacrés aux dynamiques territoriales à l'œuvre dans le Brésil contemporain et mirent l'accent sur les nouveaux outils cartographiques permettant de mesurer les mutations spatiales à l'œuvre dans le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle ; enfin, le dossier du n° 34 (2000) aborda la commémoration des 500 ans de la Découverte du pays en proposant de « Redécouvrir le Brésil ». Par ailleurs, le Brésil ne cessa jamais d'être un terrain d'étude privilégié pour les sociologues et les anthropologues, qui fournirent régulièrement aux *Cahiers des Amériques latines* des contributions importantes – par exemple dans les n° 17 et 23 traitant des cultures noires et indiennes en Amérique latine.

Tout, cependant, n'a pas encore été dit à propos du Brésil en général et des relations franco-brésiliennes en particulier. Du moins est-ce l'ambition de ce dossier

4. Cf. *Estudos Históricos* (Rio de Janeiro), n° 35, janeiro-junho de 2005, p. 1-196 (par exemple l'article d'Odaci Luiz Coradini, "A formação da elite médica, a Academia Nacional de Medicina e a França como centro de importação", p. 3-22) ; Carlos Benedito Martins (org.), *Diálogos entre o Brasil e a França. Formação e Cooperação Acadêmica / Dialogues entre le Brésil et la France. Formation et Coopération Académique*, Recife, Fundação Joaquim Nabuco, Editora Massangana, 2 vol., 2005 ; *Revista Brasileira* (Rio), Fase VII, ano XI, n° 43, abril-maio-junho 2005.

5. Ce livre faisait suite à une première publication de Guy Martinière concernant *Les aspects de la coopération franco-brésilienne : transplantation culturelle et stratégie de la modernité*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, coll. « Brasilia », 1982, 224 p.



que de donner à connaître quelques recherches récentes et d'ouvrir de nouvelles pistes de réflexion. En effet, il ne s'agit pas de revisiter une fois de plus le leitmotiv de l'« influence » ou des « modèles » français au Brésil, qui continue d'alimenter bon nombre de travaux contemporains et ne saurait résumer la complexité des liens entre les deux pays. Au contraire, c'est même une inversion des termes traditionnels de l'échange culturel qui est suggérée par les cinq contributions réunies dans ce dossier. Certes, la chose n'est pas entièrement nouvelle puisque Roger Bastide écrivait, dès le milieu des années 1950, que « nos écrivains et nos musiciens [français] vont chercher au Brésil de nouvelles musiques et de nouvelles couleurs. Déjà Sainte-Beuve notait l'influence de la littérature de Minas aux origines du romantisme français [...]. Blaise Cendrars apprend la violence immobile sur les routes du *sertão*. Claudel écrit à Rio *La Messe là-bas* où les Tropiques donnent la réplique à Verdun et on retrouve le souvenir de la macumba carioque jusque dans *Le Soulier de satin*<sup>6</sup> ». Il n'empêche que cette intuition n'a guère fait d'émules jusqu'à nos jours et que les travaux proposant une rupture réelle avec l'eurocentrisme dominant dans l'analyse des échanges culturels franco-brésiliens demeurent rares. En ce sens, les articles de R. Valverde et de P. da Costa Gomes d'une part, d'Anouck Cape d'autre part, montrent bien comment l'expérience brésilienne influe profondément sur les pratiques de ceux qui l'ont vécue, qu'il s'agisse des géographes français définissant peu à peu les linéaments d'une nouvelle géographie régionale ou de Cendrars explorant de nouvelles formes narratives à l'aune du tueur Febrônio. Par ailleurs, les textes de M. Chirio sur l'exil des Brésiliens en France durant la dictature militaire et de D. Rocha sur les capitaux sociaux et culturels acquis en France par Cristovam Buarque rappellent utilement que les déplacements de personnes ne furent pas à sens unique et que l'histoire ne fut pas seulement faite de migrants, de voyageurs ou d'explorateurs français au Brésil. Enfin, l'article d'A. Fléchet sur la réception de la bossa nova en France étaye l'hypothèse selon laquelle existent des « modèles brésiliens » en France et confirme que l'espace euro-américain de circulation culturelle, tel que l'a par exemple défini l'historien François-Xavier Guerra<sup>7</sup>, ne fonctionne pas exclusivement d'est en ouest, mais repose au contraire sur des dynamiques d'allers-retours et d'échanges multipolaires demeurant aujourd'hui très largement méconnues.

6. Roger Bastide, « Échanges culturels entre la France et le Brésil », in *France et Brésil. Exposition à l'hôtel de Rohan*, Paris, mai-juin 1955, p. 82-83.

7. « L'Euroamérique : constitution et perceptions d'un espace culturel commun », in *Les civilisations dans le regard de l'autre*, actes du colloque international des 13 et 14 décembre 2001, Paris, Unesco, 2002, p. 183-192.

Paulo Cesar Da Costa Gomes\* et Rodrigo R. H. F. Valverde\*\*

# Le Brésil, sujet de la géographie régionale française

## Continuités et ruptures

Lorsque nous analysons les influences réciproques entre la géographie française et la géographie produite au Brésil, deux grandes questions émergent. En premier lieu, nous pouvons nous demander quelles marques laissées par la géographie française sont encore reconnaissables dans l'orientation méthodologique et le contenu thématique mis en œuvre par les géographes brésiliens. Même si nous supposons que la géographie brésilienne actuelle est, de manière générale, très autonome et différente de celle qui est pratiquée en France, on peut s'interroger sur le sens et la portée de l'héritage légué par l'influence française dans les travaux géographiques brésiliens.

Inversement, une autre question, tout aussi fondamentale, concerne l'effet qu'a pu susciter le Brésil sur les géographes français : quelle influence ont pu avoir les problématiques liées au contexte brésilien sur l'orientation de la géographie française ? Même si l'importance du contexte brésilien n'est directement sensible que sur les géographes qui ont travaillé ou qui travaillent sur le Brésil, l'effet de l'exemple brésilien sur l'ensemble de la géographie française n'a peut-être pas été entièrement négligeable. Il est ainsi tentant de déterminer comment le Brésil a été traité par la géographie française, dans quelle mesure ce traitement a cherché à donner un sens à l'évolution

\* Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ).

\*\* Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ).

de l'organisation spatiale au Brésil et peut finalement être révélateur des nouvelles tendances qui se sont succédées en France.

Nous sommes tout à fait conscients de l'ampleur de ce questionnement, qui dépasse très largement le cadre d'un article. Voilà pourquoi nous ne viserons ici qu'à mettre en lumière le rôle décisif de quelques géographes français sur la formation de l'image du Brésil offerte au public français. Nous traiterons tout d'abord du rôle primordial des géographes qui ont inauguré les études brésiliennes, sans toutefois remonter jusqu'aux voyageurs du XIX<sup>e</sup> ou à leurs prédécesseurs dans la mesure où il y avait encore dans ces œuvres une forte tradition naturaliste en même temps qu'il manquait alors des institutions susceptibles de créer de véritables lignes de pensée. Nous nous limiterons donc à la géographie institutionnalisée. Autres points que nous n'aborderons pas : les volumes qui font partie ou sont directement issus de géographies universelles ou d'encyclopédies ; nous estimons en effet que le plan préalable d'un projet plus vaste ne traduirait pas l'angle privilégié ici par notre analyse, c'est-à-dire la manière par laquelle le Brésil a pu contribuer au développement de nouvelles conceptions dans la géographie française.

La lecture de ce corpus nous amène à réfléchir sur l'importance des débats épistémologiques. Parfois de manière intentionnelle, mais le plus souvent indirectement, les synthèses sur le Brésil laissent entrevoir d'importants changements de thèmes et de méthodes dans l'évolution de la pensée géographique. Une série d'ouvrages nous semblent constituer de bons repères pour notre propos et nous avons choisi de les regrouper en trois parties. La première repose sur la présentation du livre de Pierre Denis, *Le Brésil au XX<sup>e</sup> siècle* (1909), dans lequel le passage d'une géographie naturaliste et déterministe à une géographie régionale, telle que pratiquée sous le cachet de l'École française de Géographie, semble clair. Dans la deuxième partie, nous avons choisi de regrouper des synthèses de cette géographie régionale, à savoir les œuvres de Monbeig – *Le Brésil* (1954) – et de Le Lannou – *Le Brésil* (1955) –, inspirées de la méthode classique prônée par Vidal de La Blache et ses disciples. Enfin, dans la dernière partie, nous traiterons de travaux apparus après les années 1980, qui ont également pour sujet la géographie régionale du Brésil, mais qui se démarquent de cette méthode classique ; nous analyserons ici les contributions de trois auteurs – Théry, Droulers et Claval – en insistant sur leur diversité.

### **Pierre Denis : entre culture et déterminisme**

Le livre de Pierre Denis intitulé *Le Brésil au XX<sup>e</sup> siècle* s'inscrit dans une période de transition entre deux modèles de géographie. En effet, nous trouvons encore dans cet ouvrage le genre du récit de voyage, avec beaucoup de narrations à la première personne et des témoignages d'aventures caractéristiques du naturaliste en voyage au XIX<sup>e</sup> siècle. En même temps émerge un modèle qui



commence à faire école au début du XX<sup>e</sup> siècle, celui du géographe au travail sur le terrain, imprégné d'un discours qui se veut à la fois scientifique et explicatif.

Toutefois, cet ouvrage laisse aussi apparaître une autre fracture : fréquemment, Denis propose un traitement identifié à l'École française de Géographie et inspiré de Vidal de La Blache – lequel est déjà, à cette époque, consacré comme personnage central de cette École. En même temps, il fait parfois appel à des raisonnements issus d'une géographie déterministe. Or, la géographie vidalienne était justement celle qui prônait le rôle fondamental de la culture au détriment d'autres éléments valorisés par le naturalisme, tels que les races ou l'environnement – que celui-ci soit morphologique, climatique, etc. Pourtant, Denis, qui a passé son agrégation d'histoire-géographie en 1906 à l'École normale supérieure, noyau institutionnel de la géographie vidalienne, s'inspire maintes fois d'une géographie puisant des explications dans le déterminisme le plus simpliste :

« Cette terre [le Brésil] a été peuplée par des hommes de race blanche, depuis plus de trois siècles. Les différences de sol et de climat surtout ont eu tout ce temps pour marquer leur empreinte sur les colons. Suivant la vie qu'elles leur ont imposée, suivant les cultures qu'ils ont dû pratiquer et les occupations qui leur sont échues, ils ont pris des coutumes et des âmes diverses. On n'y rencontre pas un type uniforme de civilisation, mais des modes différents d'existence où se traduit l'action lente d'influences physiques et morales. Cette diversité est accusée par la diversité des races. Ici, la race portugaise est restée à peu près pure ; ailleurs, elle s'est profondément mélangée et fondue avec la race indigène ; ailleurs, elle a importé des travailleurs noirs qui ont fait souche » [Denis, 1909, p. 3].

Cependant, l'ambiguïté du personnage ne se traduit pas exclusivement dans ses choix méthodologiques : elle est également présente dans ses positions politiques. Sans doute Denis fait-il parfois écho aux valeurs fondamentales établies par la III<sup>e</sup> République française, comme la démocratie, l'enseignement public ou l'équilibre des pouvoirs. Toutefois, cela ne l'empêche pas d'être un partisan des intérêts de l'aristocratie rurale au Brésil, de sa morale, et d'y trouver les principaux traits de continuité entre le Brésil et l'Europe. Par exemple, il voit dans le pouvoir aristocratique et dans la hiérarchie qui en découle la différence fondamentale entre le Brésil d'une part, les États-Unis ou l'Argentine d'autre part<sup>1</sup>. Selon lui :

« On est moins dépaysé au Brésil, on n'y éprouve pas cette sensation de surprise ou d'effroi que donnent l'Argentine et les États-Unis, avec leur

1. Cette différence notée par Denis sera fréquemment reprise dans les analyses comparatives entre le Brésil et d'autres pays d'Amérique – surtout les États-Unis. Souvent, elle sera toutefois vue de manière inverse, la valeur de la démocratie américaine étant pensée comme un avantage face à l'aristocratie brésilienne.

société mal assise, sans hiérarchie et sans racines, et conduite exclusivement par le goût de l'indépendance individuelle et par le souci de la fortune » [Denis, 1909, p. 3].

Par ce biais, le Brésil serait un pays davantage porteur d'avenir et d'une certaine supériorité morale car cette aristocratie aurait la charge de bien conduire le pays et de contrôler les autres couches sociales. Denis identifie comme souche caractéristique de la société brésilienne les propriétaires agricoles, idéologiquement démocratiques, fortement cultivés – « plus d'une fois j'ai discuté positivisme à la fazenda » –, hospitaliers, sources de l'autorité et du pouvoir, développant « un lien puissant entre les hommes et la terre » [Denis, 1909, p. 7] ; toutefois, il remarque aussi l'existence des classes populaires : le *caipira*, migrant qui arrive à la ville et venant surtout de la Zona da Mata de Minas Gerais, les colons européens de plus en plus présents dans le Brésil méridional. Le Sud du Brésil, selon sa conception, s'oppose au Nord (ou plutôt au Nord-Est) où « les nègres » sont nombreux. De cette manière, la race apparaît comme un élément fondateur pour la compréhension de la différenciation régionale brésilienne. De fait, à l'extrême Nord-Est, il identifie les *céarenses* comme des métis de Portugais et d'Indiens, lesquels fuyaient la sécheresse du Ceará et se dirigeaient vers le bassin de l'Amazone où « ils sont déjà formés au climat » [Denis, 1909, p. 13].

Un autre type d'opposition servant à dresser le tableau explicatif du Brésil repose sur le contraste entre un Brésil traditionnel, lié à la culture de la canne à sucre, et un Brésil moderne, représenté par São Paulo et sa culture du café<sup>2</sup>. Denis voit dans le premier un modèle semblable à celui des Antilles, tandis que le second lui rappelle les États-Unis – particulièrement la Virginie. En ce sens, le traditionalisme est attaché au colonialisme et à tout ce qui l'accompagne : l'esclavage, la traite des noirs, la dépendance par rapport au marché métropolitain. La modernité, en revanche, est plutôt associée à l'esprit entrepreneur, à l'indépendance et au libre-échange.

De cette façon, Denis envisage le Brésil comme un pays éminemment rural, voué à se développer presque exclusivement par la voie de la réussite agricole. Il faut dire qu'à cette époque n'avaient pas encore tout à fait émergé les premiers signes explicites de l'explosion urbaine et du développement industriel, qui seraient notables quelques décennies plus tard. Cela ne signifie cependant pas que Denis ne s'intéresse pas au phénomène urbain. Il remarque bien, par exemple, l'importance de l'urbanisation dans l'occupation du plateau *paulista* et souligne même la différence entre les villes de la côte et celles de l'intérieur : les premières sont plus anciennes, coloniales, bâties

2. Il convient de rappeler que la « modernité » de la culture du café décrite par Denis s'était bâtie sur la base d'un fort déboisement, d'un système de brûlis et de l'association entre le café et le maïs, tous ces traits étant aujourd'hui souvent pensés comme caractéristiques d'une agriculture traditionnelle.



sur des sites « plus particuliers », tandis que celles des plateaux (São Paulo, Curitiba, Belo Horizonte) se ressemblent toutes, villes ouvertes, avec une grande vitalité, où « l'horizon est également vaste » [Denis, 1909, p. 28]. Il reconnaît également la liaison insuffisante entre les différentes parties du territoire brésilien, caractéristique de ce qui sera dénommé plus tard « l'archipel brésilien ». Il interprète cette fragmentation comme le résultat du modèle fédéral brésilien qui octroie une très large autonomie à chaque État. Un des traits de cette fragmentation s'exprime dans l'architecture du réseau routier au début du XX<sup>e</sup> siècle, rarement complémentaire entre les régions. Denis fait aussi état des difficultés que soulèvent les déplacements au Brésil et souligne les conséquences négatives de cette situation pour le développement et pour l'intériorisation du peuplement<sup>3</sup>.

La description régionale contenue dans le livre privilégie fortement l'État de São Paulo. L'occupation de terres, l'organisation du travail, la division foncière, ainsi que tout ce qui a trait au café, attirent énormément l'attention de l'auteur. Le Sud du Brésil (Rio Grande et Paraná) bénéficie également d'une réflexion particulière, surtout en ce qui concerne la colonisation européenne de ces terres. Il s'intéresse aussi au Céara, où il voit la dominance d'une population métisse soumise aux difficiles conditions du climat. La sécheresse est déjà identifiée comme un problème en soi, sans que la structure sociale de la région ne soit mise directement en question – tendance explicative qui aura le vent en poupe ultérieurement. L'Amazonie – « le bassin de l'Amazone » – est alors considérée comme de peu d'intérêt : la récolte du caoutchouc est mentionnée sans faire l'objet de l'attention qu'elle suscitera ensuite lorsque l'on parlera de « ruée » ou de « fièvre ». Ce qui paraît le plus intéresser Denis à l'époque dans cette région, c'est l'arrivée d'une population métisse qui, en fuyant le Céara, commence alors à peupler le bassin.

Parmi les chapitres consacrés à la description régionale du Brésil, l'un est intitulé « Les populations nègres ». Il nous décrit leur localisation (Minas Gerais, Campos, Pernambouc, populations noires urbaines) et les possibles « causes » de leur infériorité économique. Là, il apparaît évident que la race est le critère fondamental envisagé par Denis dans sa classification régionale. Cet extrait, par exemple, nous invite à le comprendre :

« Tandis que la population du Brésil méridional a été renouvelée au XIX<sup>e</sup> siècle par l'immigration européenne, les provinces du Brésil équatorial

3. Néanmoins, c'est en interprétant les possibilités du développement économique brésilien que Denis a fait preuve de créativité. Il a reconnu dans l'établissement d'une politique de commerce international le cœur d'un problème : si le protectionnisme pouvait favoriser le développement industriel, il empêchait aussi la baisse de prix. Dès lors, ce protectionnisme freinait la consommation et pouvait aussi déclencher des guerres commerciales. Dans cette optique, Denis se montre sensible aux questions budgétaires et à leurs effets pour le développement du pays – sujets qui ne seront pris en compte par la géographie que bien plus tard.



n'ont reçu d'Europe qu'un petit nombre d'immigrants. Les nègres ne dépassent guère vers le nord de la Parahyba, limite des grands champs de canne ; au-delà dominent les populations métisses, issues des premiers colons portugais et des races indigènes » [Denis, 1909, p. 267].

Denis distingue donc nettement la culture brésilienne, blanche et métisse, de la culture européenne, même s'il voit beaucoup de continuité entre elles. Sa description du Brésil insiste sur les problèmes que l'hétérogénéité de la société brésilienne pose au développement de la nation. Par un tel raisonnement, il contribue à renforcer les clichés d'une géographie encore très raciste et déterministe à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il précise ainsi que :

« La hutte de torchis, dont le nègre se contente, est remplacée par la maison blanchie à la chaux où logent les Italiens et les Espagnols. Au Rio Grande et au Parana, autour de leurs habitations souvent coquettes, les colons venus de l'Europe septentrionale, race pleine de vertus domestiques, cultivent un jardin fleuri et étendent méthodiquement leurs défrichements » [Denis, 1909, p. 27].

Ou encore :

« Lorsqu'on cherche quelle influence ont eu sur l'histoire de Saint Paul ces conditions physiques, on est frappé tout d'abord de voir comment la disposition du sol a déterminé, en vertu de lois géographiques, la situation de la capitale. Le site de Saint-Paul était marqué d'avance sur le terrain » [Denis, 1909, p. 105].

Pour conclure, force est de reconnaître que cette transition entre deux sortes d'orientation géographique n'est pas du tout spécifique à Denis, d'autres géographes de la même époque en étant également les témoins et prouvant l'ampleur des transformations du champ scientifique. Quelques années plus tard, pour le volume sur le Brésil de la géographie universelle de 1927, la situation est toutefois bien différente : Denis fait alors preuve d'une stricte obéissance au projet d'une géographie régionale définie par Vidal de La Blache et ses disciples.

### **Le modèle classique de la géographie régionale et ses avatars : les contributions de Monbeig et de Le Lannou**

À l'inverse de Denis, la formation de Pierre Monbeig et de Maurice Le Lannou s'est effectuée dans un environnement beaucoup plus homogène et plus restreint, fondé sur la pensée de Vidal de La Blache. Selon le témoignage de Monbeig par exemple, Albert Demangeon et Emmanuel de Martonne ont été les géographes les plus influents dans sa formation. Une telle géographie se caractérise par un modèle de description détaillée qui reprend les mêmes thèmes généraux dans tous les ouvrages, à savoir la morphologie, le cli-



mat, la végétation, l'évolution de l'occupation, la dynamique démographique et l'activité économique – agriculture, industrie et commerce. Comme l'a bien présenté Robic, « l'impératif d'une "description explicative" des lieux fait figure de doctrine » jusqu'aux années 1950 [Robic, 1996, p. 28]. C'est dans ce contexte que Monbeig accepte l'invitation d'Henri Hauser pour occuper la chaire de géographie laissée libre par Pierre Deffontaines à l'Université de São Paulo à partir de 1935 ; il va y rester jusqu'en 1946, jouant un rôle très important tant dans l'institutionnalisation de la géographie au Brésil que dans l'orientation des études et la formation des nouveaux géographes.

Malgré l'influence de la pensée lablachienne chez Monbeig, il est important de remarquer que ce dernier a en partie renoncé aux limites strictes de la description régionale telle qu'elle était pratiquée en France. Nous avons déjà souligné ailleurs la souplesse démontrée par Monbeig au Brésil en ce qui concerne l'emploi de la méthode classique issue de l'École française de Géographie [Da Costa Gomes et Droulers, 1996]. Cette souplesse est surtout due à l'observation de la dynamique d'occupation de terres dans l'État de São Paulo, qui ne correspondait aucunement aux schémas observés dans les exemples classiques en France. C'est ainsi qu'il remplace le concept de région par celui de réseau, où le rôle des villes et des flux divers (capitaux, marchandises, main d'œuvre) est au premier plan. Par cette procédure, Monbeig peut mieux saisir l'organisation spatiale brésilienne, particulièrement complexe dans cette période, qui « se modifie de jour en jour » selon ses propres mots. En ce sens, il participe activement à la transition entre la géographie française classique et la géographie contemporaine.

De ce fait, dans l'exposition synthétique qui fait l'objet du livre *Le Brésil*, dans la collection *Que sais-je* (1954-1968), il ne choisit pas une présentation régionalisée telle que nous la connaissons d'habitude et qui suit, toutes proportions gardées, le modèle fondamental du *Tableau de la Géographie de la France* de Vidal de La Blache. Au contraire, Monbeig préfère présenter l'image d'un pays unitaire, qui jouit d'une identité commune à l'ensemble du territoire. Il faut notamment souligner son insistance à présenter le Brésil comme un pays de coexistence, ce qui correspond certainement à un essai pour valoriser l'idée de nation brésilienne unifiée, solide et bien soudée. Nous comprenons alors comment l'idée des fractures régionales pouvait gêner cette présentation valorisant la conception d'un ensemble bien amalgamé. Monbeig ajoute d'ailleurs : « La solidarité avec l'Europe et les États-Unis n'est pas contradictoire avec la formation d'une nation brésilienne. Elle peut connaître les ambitions, les faiblesses, les espoirs et les découragements de la jeunesse ; ses problèmes et ses contradictions témoignent de sa vitalité. Pour les comprendre, il faut savoir comment s'est élaborée l'unité nationale au cours des différentes phases de la conquête du sol » [Monbeig, 1954-1968, p. 39].

Cela ne veut pas dire qu'il ne voyait pas de différences régionales au Brésil. Il note en effet :

« Vu d'Europe, le Brésil apparaît comme un tout [...]. À y regarder de près, ce continent tropical se révèle moins simple. On peut y reconnaître plusieurs grands ensembles régionaux qui ne sont certes pas d'une parfaite homogénéité mais qui possèdent une unité due à la prépondérance d'un ou plusieurs caractères physiques dont les conséquences humaines sont des évidences » [Monbeig, 1954-1968, p. 34].

Bref, si, pour Vidal de La Blache, la richesse de la France était bâtie à partir de la diversité de ses régions, pour Monbeig, la nation brésilienne est plutôt fondée sur l'expansion de valeurs et de savoir-faire communs dans des environnements divers. C'est donc l'adaptation aux différents caractères physiques qui façonne les régions. Dès lors, l'unité nationale constitue le fait premier : un même « genre de vie » s'adapte aux problèmes soulevés par des types d'environnement variables ; de là proviendrait la différenciation régionale.

En outre, la description de Monbeig met toujours l'accent sur tout ce qui peut être conçu comme exclusif au Brésil. Certes, il ne manque pas de constater que la culture brésilienne a gardé les racines de la culture européenne : il insiste ainsi sur le passé commun partagé avec le reste de l'Amérique latine, ce qu'indique une même tradition ibérique présente dans la structure sociale, les institutions politiques ou le catholicisme. Pourtant, il souligne aussi l'individualité du Brésil par rapport au reste de l'Amérique latine, et ce à un moment où l'idée d'un même passé colonial est plutôt en vogue dans les sciences sociales. Il signale à ce propos :

« [...] vieux pays latin, mais à la condition de préciser : de civilisation portugaise, c'est-à-dire malléable et possédant une large expérience coloniale. Plus encore à la condition d'ajouter : si le passé est portugais et méditerranéen, le présent est américain » [Monbeig, 1954-1968, p. 6].

En outre, les années 1950 ont été fortement marquées par le dualisme explicatif, c'est-à-dire par l'idée d'une opposition fondamentale qui rendrait compte de tout l'éventail de la réalité. Cela explique par exemple l'importante diffusion de l'image de deux Brésils utilisée par Jacques Lambert pour présenter les principaux problèmes sociaux de l'époque. C'est aussi l'image qui va inspirer la sociologie de Roger Bastide dans *Le Brésil, terre de contrastes*. Même si Monbeig commence son livre en nous disant que, plutôt qu'une opposition, le Brésil pourrait être vu comme une terre de « coexistence et d'interpénétration », le recours à l'opposition binaire demeure toutefois présent dans tout son travail. Il mentionne en effet plusieurs de ces oppositions : entre le Brésil du littoral et le Brésil de l'intérieur ; entre le Brésil moderne et le Brésil traditionnel ; entre le Brésil peuplé et le Brésil du vide démographique ; entre le Brésil urbain et le Brésil rural – « un écart immense sépare



deux Brésil relevant de deux civilisations différentes » [Monbeig, 1954-1968, p. 123]. Même dans la description physique, l'appel à l'opposition binaire se fait sentir : « ainsi, s'opposent deux Brésil thermiques [...] ; le régime pluviométrique et leur mécanisme montrent donc l'existence de deux domaines » [Monbeig, 1954-1968, p. 9-13].

En somme, la synthèse régionale de Monbeig reconnaît le Brésil comme un véritable pays moderne. Le principal intérêt de cet ouvrage est de démontrer le défi que constitue la construction d'une nation et d'une culture fusionnées dans un immense territoire. Au service de cette démonstration, il ne va pas puiser ses éléments de réflexion dans la géographie classique française, mais examine les aspects véritablement originaux dans la démarche de l'occupation du territoire brésilien. C'est ainsi qu'il reconnaît l'empreinte de la frontière et la façon inédite dont les terres ont été occupées au Brésil. En ce sens, la géographie régionale de Monbeig dépasse largement le moule classique qui était à l'origine de sa formation.

Un an après la publication du « Que sais-je » de Monbeig, Maurice Le Lannou publie un livre également intitulé *Le Brésil* [Le Lannou, 1955-1971]. Tout en s'inscrivant dans la continuité du travail de Monbeig, cet ouvrage n'en reprend pas moins, dans une certaine mesure, la géographie de tournure classique. Le plan de l'ouvrage lui-même dévoile l'attachement aux préceptes traditionnels : une première partie générale, avec une description physique (relief, climat, sol et végétation), une description de la marche de l'occupation et une présentation de l'économie brésilienne ; une deuxième partie, occupant presque la moitié du livre, est consacrée aux régions géographiques ; dans la troisième partie sont finalement traités les principaux problèmes brésiliens. Néanmoins, il faut insister sur le fait que Le Lannou se montre également très sensible à certains problèmes sociaux, thème qui est la plupart du temps absent dans la géographie de l'époque. Notons ainsi l'importance qu'il accorde aux inégalités sociales, à la pauvreté, aux déséquilibres régionaux – autant de sujets qui n'ont pas l'habitude de figurer dans le récit de la géographie régionale, laquelle cherche plutôt à décrire des genres de vie ou les paysages et présuppose l'idée d'un équilibre harmonieux entre les hommes et leurs environnements. Le Lannou précise ainsi que « le Brésil n'est pas encore un tout harmonieux [...]. Les énormes progrès vont ici de pair avec de redoutables ruines » [Le Lannou, 1955-1971, p. 172], faisant ainsi écho à de vifs débats qui avaient cours dans le Brésil des années 1950. D'ailleurs, il est le premier à reconnaître l'importance du dialogue avec ses collègues brésiliens dans la construction de sa pensée sur le Brésil.

Le passage de la tradition géographique vers une pensée plus contemporaine apparaît chez Le Lannou à de nombreuses autres reprises, comme dans ses commentaires à propos de la structure régionale brésilienne. Il remarque par exemple que :

« Nous sommes loin de la vieille Europe et de ses personnes géographiques bien claires. Le désordre même des choses dans un monde où, plus que partout ailleurs, la vie refuse d'entrer dans les catégories classiques de notre géographie » [Le Lannou, 1955-1971, p. 66].

Le Lannou fait donc preuve d'une grande ouverture d'esprit lorsqu'il se rend compte que le processus de construction spatiale du Brésil ne correspond pas exactement à celui de l'Europe. De ce fait, le résultat ne saurait être le même, à savoir des régions bien classiques. Selon lui :

« La géographie "régionale" du Brésil nous a fait apercevoir plus de problèmes que de régions. Elle ne nous a jamais laissés dans la tranquillité des limites traditionnelles et des économies sages. Elle nous a invités à penser des dynamiques plus qu'à décrire des organisations. C'est dire qu'il y a eu lieu maintenant de revoir cela sous un signe d'ensemble » [Le Lannou, 1955-1971, p. 172].

Pourtant, la complexité de l'organisation spatiale et la vitesse avec laquelle les changements se produisent lui apparaissent comme autant de signes d'un désordre ou d'une faiblesse : « sous nos yeux, c'est une gestation qui se poursuit, sans desseins ordonnés. Des secteurs se vident, dans d'autres les hommes affluent » [Le Lannou, 1955-1971, p. 65]. Ou encore :

« [...] les économies désordonnées, les déséquilibres démographiques, les cohabitations ethniques, n'empêchent pas une conscience brésilienne solide. [...] Mais il existe un grand divorce entre la conscience nationale et la réalité nationale. [...] L'ordre existe dans la vie civique, pas dans la construction géographique. Contre ces malfaçons, qui tiennent aux séquelles du passé colonial, le Brésil lutte aujourd'hui. Les problèmes qu'il affronte sont différents de ceux qui préoccupent nos États rassis d'Europe. » [Le Lannou, 1955-1971, p. 172].

La constatation de la différence entre le Brésil et l'Europe ne se borne pas à cette évocation du passé colonial<sup>4</sup>, qui fait d'ailleurs écho à la pensée sociale de Le Lannou. Au contraire, l'auteur tente d'expliquer une partie de la spécificité des problèmes brésiliens à l'aune des évolutions de l'époque :

« Ni l'industrialisation, ni l'urbanisation n'ont profondément transformé le Brésil traditionnel. Elles ne lui ont en tous cas pas donné, jusqu'à présent, le moyen de briser certains cadres hérités de temps coloniaux. Sans doute même, loin de compléter une unité assez merveilleusement acquise et maintenue depuis trois siècles, la ville et l'usine menacent-elles de la compromettre par les inégalités, les déséquilibres, les distorsions qu'elles renforcent. Le problème de la cohésion est ainsi de nouveau posé, et sa solution exigerait des plans fermes suivis avec continuité » [Le Lannou, 1955-1971, p. 213].

4. Monbeig, dans *Pionniers et planteurs de l'État de São Paulo*, a aussi signalé cette différence.



En tentant de comprendre les raisons présentes qui pourraient expliquer cette spécificité brésilienne au-delà de l'héritage colonial, Le Lannou constate alors la valeur fondamentale de la notion de mouvement pour comprendre la formation spatiale brésilienne :

« Le style même d'exploitation des terres brésiennes, s'il favorisa la construction nationale par le mouvement, était peu favorable à la constitution d'unités régionales bien personnelles » [Le Lannou, 1955-1971, p. 65].

Dans cette perspective, il souligne l'extrême mobilité de la population dans le territoire national et note que, si cette population aide à construire une unité par la dissémination des mêmes habitudes, elle est peu ancrée dans un territoire spécifique et, partant, beaucoup moins régionalisée. En somme, Le Lannou, tout comme Monbeig, participe du mouvement de construction d'une géographie contemporaine lorsqu'il se rend compte des limites de la géographie régionale pour la compréhension de nouveaux cadres spatiaux<sup>5</sup>.

### **Théry, Droulers et Claval : continuités et ruptures avec le modèle classique de la géographie régionale française**

L'héritage de Monbeig ne se limite pas à sa production bibliographique : il a aussi su léguer son intérêt pour le Brésil et le faire fructifier par deux de ses anciens élèves au moins, Martine Droulers et Hervé Théry. Il convient toutefois de différencier chacune de ces contributions. Tandis que Théry a appliqué de nouvelles techniques et parcouru de nouveaux thèmes tout en conservant quelques traits communs avec la géographie régionale française classique, on trouve chez Droulers, notamment dans son livre intitulé *Brésil. Une géohistoire*, une orientation de la description plutôt thématique qui échappe au créneau classiquement établi.

En 1985, Théry publie un livre qui marque un tournant dans les études sur le Brésil [Théry, 1985-1989]. Il s'agit d'une géographie renouvelée et résolument moderne, qui ne se prive d'aucun outil ou moyen d'analyse. Notamment, les cartes ne sont plus seulement une façon de localiser les phénomènes, mais constituent désormais un moyen actif de l'analyse spatiale. De la même manière, l'obsession que la géographie classique avait de découper le

5. Au début des années 1970, Jean Demangeot écrit un livre intitulé *Le continent brésilien* où le poids des éléments environnementaux tient une part assez importante [Demangeot, 1972]. Toutefois, le plan de la description révèle encore une très forte influence de la géographie régionale française, en comprenant tous les chapitres prévus dans le modèle de monographie. Cette description est accompagnée de cartes, photos, graphiques, tableaux et diagrammes. Même si le livre de Demangeot reprend la forme des ouvrages classiques, il propose une actualisation de la division régionale au Brésil, tout en présentant l'enjeu de l'énorme poussée urbaine et industrielle qui caractérisent les années 1970 et en posant des questions sur le sens de la croissance économique au vu de la résistance des inégalités socio-spatiales.

territoire à la recherche de la meilleure – voire la seule – régionalisation disparaît au profit d'une présentation de plusieurs découpages possibles, selon des critères et des techniques distincts – c'est-à-dire selon différents objectifs démonstratifs. Ainsi l'auteur semble-t-il prendre conscience de l'ampleur de la tâche, voire de l'impossibilité de présenter une image synthétique du Brésil et de résumer la richesse et la complexité de ce pays en un seul livre.

Dans cette optique, Théry constate que l'organisation socio-spatiale du Brésil, particulièrement complexe, ne peut pas être réduite à des raisons simples s'appuyant sur une explication exclusive, pratique dominante autrefois. En tenant compte de la diversité des phénomènes socio-spatiaux et de leurs logiques multiples, l'auteur saisit également le fait que le schéma dualiste, si présent dans la tradition géographique précédente, compromet la compréhension de la complexité du Brésil et réduit ainsi le débat. Si, en effet, le dualisme était devenu un cliché déjà fortement critiqué par quelques penseurs brésiliens, il demeurerait fréquemment repérable dans les références bibliographiques étrangères. Théry fait écho à ces critiques et démontre les limites de l'approche dualiste à partir des données empiriques. Autrement dit, *Le Brésil* de Théry constitue un exemple éloquent d'une géographie définitivement ouverte à différents modèles explicatifs et techniques : chorèmes, cartes thématiques, analyse factorielle, etc. En se vouant à la modernité, ce livre perd cependant l'ambition de présenter l'ensemble du Brésil au sein d'un même cadre. Dès lors, l'ouvrage de Théry ressemble davantage à une ouverture générale sur les thèmes qui concernent le Brésil qu'à une synthèse régionale classique. L'auteur nous invite davantage à débattre de divers aspects et questions qu'il ne prétend épuiser tous les thèmes : autrement dit, il ouvre la discussion.

Ce livre marque peut-être la fin d'une époque où il était encore possible d'envisager une présentation du Brésil d'un seul point de vue, la grande synthèse régionale. Aujourd'hui, présenter le Brésil signifie qu'il faut s'ouvrir à plusieurs thématiques au lieu de les sacrifier toutes à un seul axe explicatif général et totalisant. Les dilemmes autour du développement de l'Amazonie ou du développement durable, de la biodiversité ou des réserves indigènes, forment par exemple un contexte si particulier et complexe qu'ils ne peuvent pas se confondre avec l'analyse de la situation du Nord-Est, de sa structure agraire archaïque ou de son régionalisme. À l'intérieur même de ces régions, le cadre ne se présente pas de manière homogène, loin de là. *L'agribusiness* vit côte à côte avec l'agriculture traditionnelle, la structure urbaine héritée du sous-développement coexiste avec des îles de technologie de pointe, cela devant moins être pensé comme une dichotomie que comme une association complexe de phénomènes prenant une forme plutôt hybride.

C'est justement cette multiplicité d'entrées thématiques et analytiques possibles qui est exposée dans le dernier ouvrage de Martine Droulers et de



Céline Broggio, nouvelle publication de la collection « Que sais-je » sur *Le Brésil*<sup>6</sup>. Presque cinquante ans après celui de Monbeig, ce volume des Presses Universitaires de France correspond tout à fait au nouvel esprit d'ouverture de la géographie actuelle. Pour se faire une idée précise de la différence entre ces deux moments de la géographie, il suffit de comparer les plans et la table des matières. Dans le livre de 2005 par exemple, la présentation de chaque grande région est faite selon un certain angle privilégié : le Sud-Est et la mondialisation, le Centre-Ouest et l'*agribusiness*, l'Amazonie et le développement durable, le Nord-Est et le sous-développement. Dans cette forme de présentation se lit le choix d'une perspective particulière parmi beaucoup d'autres possibles.

Le privilège donné à un angle d'analyse particulier dans les ouvrages dressant un tableau général du Brésil est également mis en évidence dans d'autres ouvrages récemment parus, comme *La fabrication du Brésil, une grande puissance en devenir*, de Paul Claval, qui prend un point de départ bien précis : le défi de comprendre la construction de la nation brésilienne. D'une certaine manière, Claval a produit une synthèse comme Droulers a déjà pu le faire dans *Brésil. Une géohistoire*<sup>7</sup>. Tous deux ne s'attachent cependant pas exactement au même genre de géographie régionale et adoptent un point de vue bien particulier dès le début de leur description. Droulers s'intéresse à l'originalité de la construction du Brésil et à la « brésilianité », au travers de différents moments et de différents contextes. L'hypothèse très originale développée dans ce travail nous montre comment l'idéologie de la conquête territoriale, associée au puissant mythe du métissage, forme le noyau dur de cette idée de « brésilianité ». Aujourd'hui, lorsque l'on constate que la frontière territoriale se ferme, la question qui se pose est donc de savoir comment redéfinir le sentiment qui fonde l'unité nationale et les nouvelles formes de gestion du territoire brésilien. Chez Claval, la question fondamentale est plutôt de savoir comment le Brésil s'est formé en tant que nation. Le parcours est donc historique, mais prend son ancrage dans les transformations du territoire et dans la formation d'une culture autonome. D'une certaine manière, le problème central est de savoir comment une population a pu mettre en valeur un territoire et, chemin faisant, comment elle s'est constituée une culture originale et unie, même si la diversité régionale et sociale demeure un trait fondamental.

Ces deux livres sont les produits de préoccupations récentes de la géographie. Le premier traduit une sensibilité aiguë aux problèmes géopoliti-

6. Cet ouvrage fait l'objet d'une recension dans la rubrique « Information scientifique » de ce numéro des *Cahiers des Amériques latines* (note de la rédaction).

7. Il serait également possible de citer l'un des autres livres du même auteur, *Amazonie. Vers un développement durable*, en guise d'exemple de cette description qui est davantage thématique et n'ambitionne pas d'être une synthèse.



tiques et c'est dans ce cadre majeur qu'il pose la question du processus de construction de la nation brésilienne. Le second valorise la perspective culturelle, ce que l'on connaît dans la géographie actuelle sous le nom de virage culturel – c'est-à-dire la conscience profonde que la culture est le produit de l'histoire, mais aussi de la manière dont une société transforme son environnement.

Ce survol de quelques livres de géographes français qui, tout au long du XX<sup>e</sup> et au début du XXI<sup>e</sup> siècle, ont porté le projet de constituer une synthèse ou de donner une image d'ensemble du Brésil, nous permet d'établir un certain nombre d'observations. Ils sont, à la fois, très proches et très différents. Au fil du temps, les centres d'intérêt se sont déplacés du Sud-Est – surtout de São Paulo – vers le Nord-Est, puis finalement vers l'Amazonie. Les descriptions sont de plus en plus sensibles aux problèmes sociaux et font état du grand fossé entre les classes, soulignant la richesse en ressources du pays et la ténacité de la misère. Les problèmes ayant trait au développement gagnent également du terrain, l'analyse se révélant plus profonde et plus diversifiée. Enfin, l'une des évolutions les plus notables réside dans l'importance grandissante de la production bibliographique brésilienne dans ces ouvrages produits en France, qui va de pair avec la reconnaissance de la nécessité de collaborer avec la géographie produite au Brésil.

Ces livres représentent et traduisent, chacun à leur manière, une phase différente du développement de la géographie française. Malgré cela, ils partagent un certain nombre de points communs. L'un des premiers aspects convergents apparaît dans la manière d'organiser le contenu de la description, qui se laisse voir d'emblée dans le plan de ces ouvrages. Même si les auteurs prennent acte des transformations propres à chaque période – transformations de la réalité ou transformation de la pensée géographique –, ils conservent fréquemment les mêmes axes. Ainsi la présentation du cadre physique est-elle généralement suivie de l'histoire de l'occupation du territoire. Vient ensuite la description des activités économiques et, finalement, une proposition de régionalisation. Sans doute cela s'explique-t-il en partie par le rapport maintenu avec la géographie traditionnelle, ce plan traduisant l'idée classique selon laquelle la géographie consisterait à décrire le rapport entre les hommes et leurs milieux et à identifier, à partir des variations de ce rapport, des régions géographiques.

L'attachement à cette géographie régionale traditionnelle délimite certains domaines qui figurent dans l'exposition de manière récurrente : des descriptions reviennent sur les mêmes thèmes à partir des mêmes sources et, si aucune recherche n'a été menée dans ce domaine, la répétition est presque la règle. De cette manière, la fidélité au genre de la « géographie régionale » appauvrit les possibilités de l'analyse et crée une certaine répétitivité des ren-



vois. La filiation entre les livres qui ont été examinés ici est assez frappante de ce point de vue<sup>8</sup>.

En conséquence persiste l'appel presque réflexe à l'idée d'opposition, comme si cette caractéristique était fondatrice de la société brésilienne – voire innée. Ce jeu d'oppositions prend souvent la forme de paradoxes : moderne / traditionnel ; pauvre / riche ; littoral / intérieur ; peuplé / vide ; etc. La simplification évidente de ce genre de raisonnement laisse peu de place à un monde de nuances et de positions intermédiaires : en accentuant les contradictions, on évite les vertiges de la complexité. Chemin faisant, ce type de présentation a l'effet nuisible de mettre l'accent sur les cas extrêmes, l'analyse qui en découle étant forcément simplificatrice et réductrice. Toutefois, il faut bien reconnaître que les sciences sociales au Brésil ont elles aussi utilisé ce genre de raisonnement, et ce depuis longtemps. Aujourd'hui, l'exagération caricaturale peine cependant à s'imposer face à une réalité de plus en plus souvent reconnue comme versatile et complexe ; il s'agit là d'une flexibilité difficile à concevoir dans le genre restreint de la géographie régionale du Brésil.

Voilà donc le principal dilemme de cette géographie régionale : pour se développer, elle doit d'une certaine façon se défaire de sa structure ; si elle y parvient, pourrait-elle toutefois être encore reconnue comme une géographie régionale ? Ne deviendrait-elle pas quelque chose de complètement différent si elle valorisait un traitement plus thématique au détriment de la synthèse ? Finalement, est-ce que la géographie régionale est aujourd'hui condamnée à épouser le style des manuels et à se contenter de dresser des panoramas très généraux et introductifs ?

8. À ce titre, il est très intéressant de voir que parmi les sept livres examinés, trois d'entre eux, avec un intervalle de plusieurs années, font appel à une blague qui raconte la création du monde par Dieu et joue sur le chauvinisme brésilien. Autre formule commune, présente cette fois dans les sept livres : « l'immensité brésilienne » , « 15 fois la France ».

## BIBLIOGRAPHIE

- BROGGIO Céline et DROULERS Martine, *Le Brésil*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005.
- CLAVAL Paul (dir), *La Géographie Française à l'époque classique*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- CLAVAL Paul, *La fabrication du Brésil, une grande puissance en devenir*, Paris, Belin, 2004.
- DA COSTA GOMES Paulo C. et DROULERS Martine, « Pierre Monbeig, un pionner de la géographie », dans CLAVAL Paul (dir), *La Géographie Française à l'époque classique*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- DA COSTA GOMES Paulo C. et VIDAL Laurent, « Déplacement des savants, déplacement des savoirs », *Bastidiana*, n° 35-36, juillet-décembre, 2001.
- DEMANGEOT, Jean, *Le continent brésilien. Étude géographique*, Paris, Société d'édition d'enseignement supérieure, 1972.
- DENIS Pierre, *Le Brésil au xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 1909.
- DROULERS Martine, *Brésil. Une géohistoire*, Paris, PUF, 2001.
- DROULERS Martine, *Amazonie. Vers un développement durable*, Paris, Armand Colin, 2004.
- LE LANNOU Maurice, *Le Brésil*, Paris, Armand Colin, 1955/1971.
- MONBEIG Pierre, *Le Brésil*, Paris, Presses Universitaires de France, 1954/1968.
- ROBIC Marie-Claire, « Des vertus de la chaire à la tentation de l'action », dans CLAVAL Paul (dir), *La Géographie Française à l'époque classique*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- THÉRY Hervé. *Le Brésil*, Paris, Masson, 1985/1989.

## RÉSUMÉ/RESUMO/ABSTRACT

Cet article se penche sur la contribution apportée par cinq livres de géographie régionale publiés en France et consacrés au Brésil. Ces ouvrages ont été publiés tout au long du xx<sup>e</sup> siècle et sont tous issus d'un travail de recherche directe. Ce parcours nous montre, d'un côté, les principaux changements dans l'organisation de l'espace brésilien ; de l'autre, il témoigne des transformations subies à l'intérieur même de l'évolution de la géographie régionale française. Le défi réside dans le fait de croiser ces deux domaines, en essayant de démontrer qu'ils se sont nourris l'un de l'autre.

**Este artigo analisa a contribuição trazida por cinco livros de geografia regional publicados na França e que têm por título « o Brasil ». Estes livros foram publicados ao longo de todo o século XX e são todos frutos de um trabalho de investigação direta. Este percurso nos**

**mostra, de um lado, as principais mudanças na organização do espaço brasileiro e, de outro, testemunha as transformações sofridas dentro mesmo da evolução da geografia regional francesa. O desafio é cruzar estes dois domínios, tentando demonstrar que cada um se alimentou do outro.**

This article considers the contribution brought by five books of regional geography published in France and which have "Brazil" as a title. These books were published throughout the XX<sup>th</sup> century and are all resulting from a direct research. This following shows us, on the one hand, the main changes in the organization of Brazilian space and, on the other, it witness the transformations undergone inside the evolution of the French regional geography. The challenge is to combine these two fields, while trying to show that they had grown one out of the other.

**MOTS CLÉS**

- Brésil
- France
- géographie régionale
- École française de géographie

**PALAVRAS CHAVES**

- Brasil
- França
- geografia regional
- Escola francesa de geografia.

**KEYWORDS**

- Brazil
- France
- regional geography
- French school of geography

Anouck Cape\*

## Febrônio/Fébronio

Transfigurations d'un fait divers  
dans l'imaginaire brésilien de Cendrars

**E**n 1927, on arrête à Rio un certain Febrônio, mettant ainsi fin à une vague de crimes particulièrement sordides : le meurtrier, qui s'en prenait à des jeunes hommes, les violait, les tuait et mutilait les cadavres selon un rituel immuable, avant de les tatouer de signes cabalistiques. L'inculpé est un vagabond ; très rapidement on décèle en lui des signes de psychose. Il délire, prétend être le fils de Dieu, prophète d'une religion nouvelle au nom de laquelle il aurait opéré les sacrifices ; il a consigné son délire dans un livre, *As Revelações do Príncipe do Fogo*<sup>1</sup>, qu'il a publié à compte d'auteur, et que la police interdit et détruit. Déclaré fou, il échappe à la prison et finit ses jours au Manicômio Judiciario de Rio de Janeiro, construit à l'occasion de cette affaire. Ce fait divers a marqué profondément l'histoire de Rio de multiples manières ; on en verra un indice dans le fait que le nom de Febrônio est entré dans le vocabulaire pour désigner un meurtrier à caractère sexuel.

Mais la renommée de Febrônio a dépassé le Brésil. Blaise Cendrars en a fait le thème d'une série de reportages parus en 1938 dans un grand quotidien. Le texte sera ensuite repris et remanié pour sa publication en volume, chaque modification témoignant d'un approfondissement dans l'édification de ce qui devient peu à peu une figure mythique. C'est l'insensible glissement du fait divers au mythe personnel, du reportage à la fiction, qui se manifeste dans la

\* Université Paris X-Nanterre.

1. Le livre était considéré comme définitivement perdu quand Carlos Augusto Calil en a retrouvé, récemment, un exemplaire dans la bibliothèque de l'écrivain Mario de Andrade. Il s'occupe actuellement de sa publication ; un extrait en a été proposé en français dans Freitas et Leroy, 1998, p. 157-161.

réapparition successive de ces avatars. Febrônio, que Cendrars orthographe Fébronio<sup>2</sup>, devient sous sa plume l'emblème d'un Brésil fantasmé ; on verra qu'il incarne également un double du poète. À cet égard, le glissement de Febrônio à Fébronio témoigne exemplairement des processus d'écriture cendrarsiens. Précisons ici que rien ne prouve à ce jour que Cendrars ait vraiment rencontré Febrônio, comme il le prétend dans son récit ; plus probablement, il aura travaillé à partir de coupures de presse brésiliennes.

Blaise Cendrars a fait trois séjours au Brésil, pour une durée totale d'un an et demi. Il a débarqué pour la première fois à Rio en 1924 pour un séjour de six mois ; il y est revenu en janvier 1926 pour six mois encore, puis en septembre 1927, où il entendit probablement parler de Febrônio pour la première fois ; il quitta définitivement le Brésil en janvier 1928. Mais l'influence du Brésil – qu'il appelle sa « deuxième patrie spirituelle » – sur son œuvre est sans commune mesure avec la durée effective de ses voyages. Il s'y est fait de nombreux amis, notamment dans la communauté littéraire et le pays lui a inspiré plusieurs textes ; en retour, Cendrars a eu une influence importante sur l'avant-garde brésilienne. Cendrars marqua le mouvement de son empreinte, non sans ambiguïté<sup>3</sup>. Sa première arrivée au Brésil a été saluée en 1924 par les écrivains modernistes de Rio ; ce voyage était le résultat d'amitiés déjà nouées à Paris, où Cendrars avait rencontré Oswald de Andrade et Paulo Prado. C'est ce dernier qui l'invite à São Paulo en 1924. Quand Cendrars débarque à Rio, il est attendu avec impatience. Ses séjours au Brésil seront marqués d'échanges fructueux avec la communauté artistique.

Curieusement, c'est très tardivement que Cendrars se décidera à utiliser la matière du fait divers de Febrônio. Il avait publié en 1926 *Moravagine*, qui raconte les tribulations d'un psychopathe, tueur et mutilateur de jeunes filles ; déclaré fou, le héros s'échappe de l'asile où il est interné dans les premiers chapitres, grâce à la complicité de son psychiatre ; il commence alors un tour du monde semé de cadavres au cours duquel il séjourne notamment au Brésil dans une tribu indienne, où il procède à un véritable carnage sacrificiel et cynique ; le livre se clôt sur une ultime rencontre, vingt ans plus tard, entre le psychiatre et Moravagine : ce dernier a sombré dans le délire, il passe son temps à écrire le récit de ses voyages sur Mars. Folie, meurtre, écriture, les éléments clefs de *Moravagine* se retrouvent dans l'histoire de Febrônio, et on peut imaginer que Cendrars dut être quelque peu troublé de rencontrer en Febrônio un double étrange (étranger) de sa propre création. Il est d'ailleurs admis d'évidence chez

2. Nous écrivons Febrônio chaque fois qu'il est fait référence au personnage réel, et Fébronio lorsqu'il est question du héros du texte de Cendrars – notre propos étant notamment de comprendre ce qui, de l'un, sert à l'élaboration de l'autre.

3. Pour plus d'informations sur les rapports riches et complexes entretenus par Cendrars avec le Brésil, et notamment pour des éclaircissements sur sa position dans l'avant-garde brésilienne, voir Freitas et Leroy, 1998.



la critique que Cendrars voit dans Febrônio, et projette dans Fébronio, certains éléments constitutifs de son imaginaire romanesque. Ce rôle singulier a été maintes fois relevé par les commentateurs. Nous nous attacherons ici à décrire le glissement d'une figure à l'autre, tout au long du texte, et, faisant la part de ce qui dans le récit relève de l'élaboration fantasmatique, à comprendre comment le fait divers réel est recomposé pour révéler le fonctionnement de la poétique cendrarsienne. On voit alors la matière brésilienne de *Fébronio* se transposer dans des représentations culturelles qui s'en éloignent grandement. En ce sens, le texte de Cendrars est exemplaire, témoignant de la part d'illusion et de projection qui imprègne peut-être tout travail ethnographique ; le regard de Cendrars est tout empreint de sa culture française, et prétendant rendre compte d'une forme de vérité de la société brésilienne mise à nu par le fait divers, il est rapidement repris par ses propres hantises. Et l'écart se comble entre le Brésil vécu, et le Brésil rêvé.

## « Fébronio, Indio do Brasil »

### Le projet cendrarsien

Contre l'hypothèse d'une folie aveugle, Cendrars propose une grille de lecture susceptible de rendre leur sens symbolique aux actes meurtriers de Fébronio. On connaît l'anti-freudisme de Cendrars<sup>4</sup>. Si on trouve pourtant dans *Fébronio* tout un vocabulaire freudien (Cendrars évoque la « psychogénèse », le « mécanisme morbide », les « refoulements » [Cendrars, 1962, p. 536]), c'est précisément pour remarquer combien l'explication strictement psychanalytique est pauvre, combien elle s'égare en négligeant les composantes culturelles dans lesquelles s'insère toute psychose. À l'explication psychanalytique Cendrars va substituer une interprétation d'ordre ethnopsychiatrique<sup>5</sup>, avant de réinsérer la folie dans une constellation littéraire.

Car il s'agit d'arracher le personnage de Fébronio à son étiquette de « sadique intégral », de « type classique de l'assassin à répétition » [Cendrars, 1962, p. 534], de le sauver de la folie – ou plutôt, de lui donner un sens. Cendrars affirme que :

4. « Si la psychanalyse m'eût intéressé j'aurais pu faire un grand papier ou écrire une brochure pour vulgariser cette théorie en France. Mais je n'y croyais pas », écrit-il dans *L'Homme foudroyé* [Cendrars, 1992, p. 400] ; dans *Moravagine*, elle est définie dédaigneusement comme « une sorte de pataphysique de la pathologie sociale, religieuse et artistique » où il s'agit de « forger de toutes pièces une symbolique sentimentale, dite rationnelle, des lapsus acquis ou innés du subconscient, espèce de clé des songes à l'usage des psychiatres » [Cendrars, 2003, p. 12].

5. Du moins pour la France, car il existait au début du siècle au Brésil une école d'ethnopsychologie qui étudiait spécifiquement la question de l'intégration dans la société des anciens Africains esclavagisés. Un médecin légiste, Raymundo Nina Rodrigues, écrit en 1899, en français, *Métissage, dégénérescence et crime* (Lyon, Storck), dont il n'est pas exclu que Cendrars ait eu connaissance.

« Tant que la Loi où la science des Blancs ne tiendra pas compte ou n'étudiera pas cette base chiffrée [qu'il] note en contrepoint, – visions, rêves, voix, raisonnements et langages gratuits, images-forces, actes symboliques dont l'histoire de Fébronio est pleine, on ne comprendra jamais rien à la psychogenèse, mécanisme morbide, au comportement de la mentalité, ni rien aux refoulements, aux imaginations, au délire, à l'épuisement de l'âme des Indigènes et des transplantés » [Cendrars, 1962, p. 534].

Il précise en note :

« Je désirerais qu'on relise l'histoire de Fébronio comme on lit un palimpseste, c'est-à-dire en tâchant de rétablir [...] tout ce qui a quelque résonance ou est en correspondance avec ce que nous savons de la mentalité des primitifs ou avec ce que nous savons de l'Afrique, tout ce qui transparaît et peut être interprété » [Cendrars, 1962, p. 536].

Il s'agira donc de relire les meurtres, de les relier, de les interpréter, et de réinsérer l'acte fou dans un contexte culturel et social.

Mais les références ethnologiques de Cendrars sont pour le moins surprenantes au vu de son projet : il mentionne les livres du révérend père Trilles, « le plus grand connaisseur de l'âme noire », un missionnaire en Afrique qui a publié de nombreux livres sur les Fang, et sa propre *Anthologie nègre*, selon lui « la meilleure illustration de la mythomanie des Noirs »<sup>6</sup> [Cendrars, 1962, p. 536-537] ... Il s'agit moins, on le voit, de donner à lire une étude rigoureuse que d'arracher Fébronio à l'emprise paralysante des médecins pour révéler ce que son geste contient de subversif, et ce que son texte contient de poésie.

## Histoire du texte

Il faudra attendre 1938 pour que Cendrars revienne sur le fait divers, à l'occasion d'une série de reportages pour *Paris-Soir*. Visitant le pénitencier de Rio de Janeiro, Cendrars rapporte sa rencontre avec Fébronio, qui lui raconte son histoire.

Voici les titres, chapeaux et sous-titre qui introduisent chaque article : tous ces éléments donnent un premier aperçu de leur contenu.

Le 30 mai paraît « Pénitenciers pour Noirs » : « Un hallucinant reportage de Blaise Cendrars, dans les pénitenciers du Brésil. L'assassin cultive des violettes... depuis trente-deux ans dans un coin de la cour de la prison. [sous-titres :] Le prisonnier aux violettes ; Le forcené ; Le monstre apprivoisé » : ce premier reportage présente trois portraits de détenus ; le dernier est Fébronio.

Le 31 mai, suite du reportage sous le titre de « Dans un pénitencier brésilien... Fébronio », « Le Landru nègre. Mage, sorcier, possédé par d'étranges

6. Cendrars cite (imparfaitement) *Le Totémisme chez les Fân*, d'Henri-L. Trilles (Münster-Paris-Londres, Aschendorffsche Verlagsbuchhandlung-Picard fils-Luzac, 1912), et sa propre *Anthologie nègre*, parue en 1919 aux Éditions de la Sirène.





forces occultes, ce fils de boucher est devenu un monstre sanguinaire. [sous-titres :] Le fils du boucher ; L'indompté ; Retour à la ville ». Ce second reportage raconte l'enfance révoltée de Fébronio, puis son errance dans Rio à l'époque des crimes.

Le 1<sup>er</sup> juin, sous le titre de « Pénitenciers de Noirs » : « Dans la brousse sauvage une femme blonde rayonnante apparaît au Nègre extasié. Le misérable Fébronio poursuivi par une hallucination devient un monstre en se croyant un dieu. [sous-titres :] Le rêve sur le Pain de Sucre ; L'extase ; L'Illuminé ». Ce reportage fait corps avec le suivant du 2 juin : « Pénitenciers noirs » : « Le Nègre halluciné lutte contre l'oiseau magique, et Fébronio en proie à ses rêves insensé habité par l'esprit du Dieu vivant, ivre de sang, tue... tue... tue... [sous-titres :] Deuxième rêve de Fébronio ; Dernière apparition de la femme blonde ; Nouveau rêve halluciné ; Dans la cage ». Dans ces deux derniers textes, Cendrars s'attache à décrire le délire mystique de Fébronio et ses hallucinations.

Suite à la publication de ces textes, le journal reçut de nombreux courriers de lecteurs (de la communauté brésilienne de Paris), choqués par la vision du Brésil véhiculée par le récit ; Cendrars y répondit en protestant de son amour pour le Brésil et de son respect pour ses habitants. Si la bonne foi de Cendrars n'est pas en cause, on verra toutefois que le texte ne laisse pas de poser quelques problèmes d'interprétation.

Réunis, ces reportages sont publiés dans le recueil *La vie dangereuse* en 1938 sous le titre : « Fébronio, magia sexualis ». Cendrars a supprimé chapreaux et sous-titres ; le texte qui en résulte se donne à lire davantage comme une nouvelle, inspirée d'un fait réel, que comme un reportage au sens strict. Il est divisé en trois parties, intitulées « Le prisonnier aux violettes » (environ 5 pages), description de la prison et des prisonniers, « Fébronio Indio do Brasil » (une vingtaine de pages), et « Noël à Bahia » (une dizaine de pages). Autre indice de ce changement de statut : le « prisonnier aux violettes » est comparé à... Moravagine, « rajout qui en dit long sur les mécanismes de reprise du texte pour la publication en volume » [Maria Teresa de Freitas dans Michèle Touret, 1998, p. 218]. L'irruption inopinée de Moravagine confère en effet au texte une tonalité irréelle : la mention d'un personnage imaginaire, héros d'un roman cendrarsien, vient étrangement grever le texte. C'est le contraire exact de l'effet de réel selon Barthes : un détail au fort potentiel de réalité a pour effet d'authentifier l'invention. Ici au contraire, l'allusion à Moravagine ramène la réalité du reportage à la fiction. De plus, Cendrars a apporté une modification majeure au texte d'origine : il a ajouté un dernier chapitre en guise de conclusion, « Noël à Bahia » (qu'il reprendra, sous une forme écourtée, dans une autre série de reportages consacrés à la fête de Noël à l'étranger. « Noël à Bahia » est ainsi publié dans *Paris-Presses*

*L'Intransigeant* le 23 décembre 1951, puis repris en 1953 dans *Noël aux quatre coins du Monde*). Cette insertion en conclusion de « Fébronio, magia sexualis » complète substantiellement la lecture que l'on pouvait en faire, et confère au texte un sens nouveau.

Ce changement de statut du texte ne se lit pas seulement à travers les aléas de publication ; la transformation de Febrônio en Fébronio, sa transfiguration en personnage romanesque, en figure emblématique, s'effectue insidieusement tout au long du récit.

Tout d'abord, la date de la rencontre qui donne son support au texte n'est pas donnée : fait pour le moins inhabituel puisqu'il s'agit d'un reportage, le genre se fondant précisément sur son rapport au réel authentifié par une date précise, qui ici fait défaut. Or, la biographie de Fébronio n'est, elle non plus, ponctuée d'aucune notation chronologique. On ne connaîtra ni sa date de naissance (qui permettrait approximativement de situer celle de la rencontre par recoupements successifs, puisqu'on sait qu'il a été arrêté à 32 ans), ni aucune autre, exceptée celle de son internement chez les fous, en 1927. Le récit tout entier baigne dans une atemporalité diffuse.

Le texte est écrit à la première personne par Cendrars narrateur. Il garde au début une distance notable et s'en tient à un récit factuel, utilisant le plus souvent le présent historique et la focalisation externe, utilisant le dialogue pour retranscrire sa conversation avec Fébronio. Mais la seconde partie de son récit bascule subitement dans la fiction. « Fébronio était revenu à Rio, plus pauvre et plus sournois que jamais » : à ce point du texte, Cendrars prend sur Fébronio un point de vue omniscient, détaillant ses perceptions, ses pensées, ses rêves : en nous permettant ainsi de pénétrer artificiellement dans sa psyché, en changeant de point de vue, en adoptant la focalisation interne, Cendrars transforme Fébronio héros de roman. Il est significatif à cet égard que Fébronio reprenne la parole lors du récit de ses rêves : ce qu'il raconte alors n'est pas à strictement parler de l'ordre du réel, et son discours direct ne fait que l'ancrer plus profondément dans l'irréalité du songe, et de la littérature.

### **Fébronio : figures du mythe**

Trois points retiendront notre attention : la façon dont le primitivisme de Cendrars s'exprime à travers Fébronio, la folie meurtrière considérée comme une allégorie de la révolte noire, et enfin le délire prophétique considéré comme folie poétique. Ces trois points assurent la transformation d'un fait divers en œuvre littéraire, à travers laquelle le meurtrier se mue en figure plus complexe, caractéristique de l'imaginaire cendrarsien, où un primitivisme fantasmé se mêle à la vocation poétique. Toute la stratégie du texte tend à faire apparaître le poète sous le meurtrier, la révolte sous la folie. Et du réel, Cendrars prend appui pour repartir vers le mythe.



## Le primitif

De toute évidence, Fébronio représente pour Cendrars l'incarnation même du primitif. Le début du XX<sup>e</sup> siècle a vu naître un engouement généralisé dans le monde artistique pour la figure du sauvage, mouvement qu'on a qualifié ensuite de primitivisme<sup>7</sup>. Il ne s'agit pas tant de découverte de cultures différentes que d'un moyen détourné d'attaquer la culture occidentale, perçue comme sclérosante et moribonde. On célèbre l'animalité, la cruauté en l'homme : « Il est inconcevable qu'on exalte en l'homme ses facultés mineures, par exemple la sociabilité, aux dépens de ses facultés majeures, comme la faculté de tuer », écrit par exemple Aragon [Aragon, 1925, p. 23-24]. On est loin ici des clichés sur le bon sauvage ; mais le texte de Cendrars prouve, si besoin en était, que le discours primitiviste fonctionne sur la mythification plus que sur la précision. Le sauvage devient le meilleur symbole de l'incontrôlable et du spontané, de tout ce qui est mutilé par la civilisation. Il est principe destructeur et régénérateur. Cendrars ne s'embarrasse pas, on le verra, d'exactitude ethnographique. De l'histoire de Fébronio, il retient surtout ce qui l'inscrit dans sa propre démarche créatrice. Tant le primitivisme en dit plus sur le civilisé, que sur le prétendu sauvage...

L'appartenance de Fébronio à un monde sauvage se lit dans la transformation extraordinaire de l'espace urbain en espace naturel. Autour de lui se reconstruit un espace sauvage, au sein même de la civilisation. Ce processus d'ensauvagement se révèle d'autant plus étonnant que Rio de Janeiro représente sous la plume de Cendrars un des exemples les plus aboutis de l'urbanisme moderne (Fébronio évoque, à la fin de son entretien avec Cendrars, la fierté des Cariocas pour ses éclairages nocturnes, les plus beaux du monde). La description de la ville laisse peu à peu place, sous les pas de Fébronio, à celle de la nature. Fébronio est en effet invinciblement attiré par le bord de mer :

« l'espace, l'immensité, la lumière palpitante, le ciel cru, la mer éblouissante de la baie du Guanaba ou les rouleaux de l'Atlantique lui tambourinaient longtemps les tempes. Enfin son regard se fixait sur le Pain de Sucre, ce cône de granit, qui des profondeurs de l'océan, d'un seul jet, jaillissait dans profondeurs de l'azur comme un rêve de pierre émergeant d'une frange d'écume et d'un ourlet de palmiers » [Cendrars, 1962, p. 538].

Seuls les éléments naturels sont mentionnés, exaltés. Le Pain de Sucre devient le lieu emblématique de la capitale, envahi « de taillis, de débris rocheux, [...] qui forment un bastion impraticable » [Cendrars, 1962, p. 538]. Enfin, en escaladant à mains nues le Pain de Sucre, en traversant la brousse, en y accédant seul, de nuit, Fébronio lui rend son caractère de nature vierge,

7. Sur le primitivisme, Robert Goldwater écrit dès 1938 une étude qui deviendra classique, *Le primitivisme dans l'art moderne* ; on peut aussi lire, parmi un très grand nombre d'études, la somme dirigée par William Rubin, *Le primitivisme dans l'art du XX<sup>e</sup> siècle*.

indomptée. Il s'en va lorsque le téléphérique se met à tourner, amenant avec lui son cortège de touristes. Fébronio alors le maudit, lui jette des sorts pour le faire tomber, pour faire disparaître ce symbole de la civilisation, rendre ce lieu élu à sa sauvagerie originelle. Là, nu, « niché comme un vautour dans son aire » [Cendrars, 1962, p. 539], il contemple la ville, qui se transforme sous son regard en territoire de chasse<sup>8</sup>.

Ce qui pour Cendrars constitue la nature de Fébronio, ses racines *primitives* (en tant qu'originelles et culturelles), et le ressort secret de ses actes, se dévoile progressivement. On assiste à un retournement méthodique des préjugés primitivistes de l'époque. Les notions de race, d'atavisme, de mentalité primitive... sont couramment employées. Mais ce qui servait dans le discours scientifique à démontrer la supériorité d'une race, la blanche, sur toutes les autres, s'inverse sous le regard de l'écrivain. « Chez Cendrars ces mythes sont rédimés de leur signification dépréciative », écrit Jean-Claude Blachère [Blachère, 1981, p. 85]. On assiste ainsi à un retournement hiérarchique, une sorte de racisme à l'envers, au profit des valeurs nègres : sauvagerie contre civilisation, instinct contre raison, animalité contre humanité. Les meurtres commis par Fébronio dans ce contexte ont déjà changé de signification : non plus symptôme de folie, mais signe de sauvagerie salutaire.

Une théorie complète vient relayer l'interprétation de Cendrars. Si « les annales criminelles sont à nulles autres pareilles » au Brésil, ce serait en raison du « mélange des races » [Cendrars, 1962, p. 530]. En Fébronio se mêlent culture chrétienne et « atavisme » [Cendrars, 1962, p. 533] nègre. Ce mot désigne pour Cendrars les caractères primitifs supposés résister au processus d'acculturation. Il englobe à la fois des particularités physiques (ici par exemple, la beauté de sa musculature), résistant au métissage, et des pratiques culturelles. Plus exactement, ce que l'on pense actuellement en termes de pratiques culturelles est ramené, sous le concept d'atavisme, à une identité de nature : Cendrars parle ainsi, à propos des « gens de couleur », de « leurs instincts et leurs réflexes les plus naturels » [Cendrars, 1962, p. 530]. Suremployé au XIX<sup>e</sup> siècle dans les sciences humaines et la psychiatrie, le terme en 1938 a déjà une connotation raciste, et la notion est contestée en anthropologie. Chez Cendrars, comme pour nombre d'intellectuels de l'époque, et dans la lignée d'Apollinaire et de Tzara<sup>9</sup>, s'inverse la distribution traditionnelle des valeurs entre « civilisé » et « sauvage » ; on valorise cette supposée faculté qu'aurait le Nègre de puiser aux sources vives de sa culture ancestrale. Et tout le vernis occidental craque sous la pression de l'Afrique.

Car Fébronio, dans le texte, est constamment désigné comme Nègre (et non pas Métis, ou Brésilien par exemple). Si le mot sous la plume de Cendrars

8. « Fébronio s'était mis à chasser en ville » [Cendrars, 1962, p. 545].

9. Voir, à ce propos, Blachère, 1981.



est totalement dénué de la forte connotation péjorative qu'il revêt souvent, il suppose par contre, comme le suppose le concept d'atavisme, une identité de nature. C'est ainsi que « tous les Nègres qui viennent au monde sont musiciens et chanteurs » [Cendrars, 1962, p. 533], ou que la « haute spiritualité » est « la marque transcendante de l'âme nègre » [Cendrars, 1962, p. 556]. De même, on lit du « petit peuple » brésilien que « [sa] bonté foncière, [son] innocence et [sa] mansuétude sont légendaires » ; suit une explication mêlant théories du climat et des races (« c'est peut-être dû au climat et au mélange des sangs » [Cendrars, 1962, p. 524]), par ailleurs fort répandues au début du XX<sup>e</sup> siècle. On peut par exemple en lire de semblables chez Gustave Le Bon dans sa *Psychologie des Foules* qu'avait lue Cendrars, et qui s'ouvre sur ces mots :

« L'ensemble de caractères communs imposés par le milieu et l'hérédité à tous les individus d'un peuple constitue l'âme de ce peuple » [Le Bon, 1895].

Quand Fébronio, prophète illuminé, entend la voix de Dieu, elle sera donc inévitablement mêlée à « une voix de tam-tam lui [venant] sans repos du fond des âges, égarée et déroutante comme celle d'un ventriloque anthropophage, la voix insatiable et insatisfaite d'un grand fétiche d'Afrique, zoomorphe et nécrophile, [disant] le maître mot de passe : TABOU » [Cendrars, 1962, p. 533]. Tous les fantasmes occidentaux attachés à l'Afrique se retrouvent ici, mêlés au plaisir évident d'accumuler ces mots exotiques et effrayants : anthropophage, zoomorphe, nécrophile, fétiche, tabou. Cette partie du texte n'est d'ailleurs pas attribuée à Fébronio, nous ne sommes pas dans le cas d'un discours rapporté. C'est Cendrars qui, fasciné, se laisse aller sous couvert d'explication scientifique au plaisir de déployer sa mythologie.

Le passage suivant mélange inextricablement informations avérées et détails fantaisistes. À titre d'exemple, le nagualisme<sup>10</sup>, ici évoqué à propos de Fébronio et donc de l'Afrique, n'existe en fait qu'au Mexique. De même, tout ce passage rassemble ainsi différentes pratiques éclatées dans différentes cultures, avec pour ciment l'interprétation syncrétique de Cendrars. Sur un fond de vérité, de faits étudiés par les ethnologues de l'époque, Cendrars brode.

De certains signes, Cendrars déduit de Fébronio « qu'il était sorcier de descendance, et même à son insu » [Cendrars, 1962, p. 533]. Partout où il passe, on chuchote qu'il a le mauvais œil, on le soupçonne de jeter des sorts. La sorcellerie semble, dans l'esprit de Cendrars, caractéristique de la « mentalité primitive ». Fébronio sera donc l'héritier d'une longue lignée de sorciers, dont les pratiques visent à resserrer le lien qui l'unit « au grand tout », et « dont le baptême est le sang » [Cendrars, 1962, p. 533-534]. Ainsi s'explique le tatouage, dont Fébronio se marque lui-même ainsi que ses victimes, toujours selon Cendrars pratique rituelle qui marque les initiés.

10. À l'origine, pratique rituelle des Indiens du Mexique préhispanique, basée sur la croyance selon laquelle chaque être humain possède son double animal.

## Le prophète

Si Fébronio est sorcier par ses ascendances africaines, son environnement culturel l'attache à la religion catholique ; le métissage de ces deux traditions produit chez lui une sorte de messianisme hérétique. Car Fébronio est un illuminé. Il crée une nouvelle religion dont il est le prophète, il se voit investi d'une mission par les voix qu'il entend, il a des visions. Contre Nietzsche, la « dame blonde » de ses hallucinations lui annonce que :

« Dieu n'était pas mort et que [il avait] pour mission de l'annoncer au monde entier. Que [il devait] dans ce but écrire un livre et marquer les jeunes gens élus des lettres D.C.V.X.V.I., tatouage qui est le symbole du Dieu-Vivant » [Cendrars, 1962, p. 541].

Hallucinations auditives et visuelles ne sont plus symptômes de folie, mais attributs traditionnels des prophètes bibliques, de même que les rêves prémonitoires envoyés par Dieu : ainsi Fébronio prend-il connaissance de sa mission par l'intermédiaire d'un songe. Comme nombre de prophètes (Moïse, Jonas, ...), Fébronio renâcle d'abord à obéir : « sans savoir pourquoi, j'étais plein de doutes sur l'efficacité de ma mission, et convaincu de ma faiblesse et de mon impuissance pour lutter avec le diable » [Cendrars, 1962, p. 544]. Le livre prophétique écrit par Fébronio est lui aussi inscrit dans une tradition chrétienne. Il est d'ailleurs qualifié par Cendrars d'« évangile de Fébronio » [Cendrars, 1962, p. 541]. Enfin Fébronio prêche sa religion nouvelle. Lorsqu'il est arrêté et enfermé, c'est donc en toute logique qu'il peut accuser le docteur et ses geôliers d'être « tous des suppôts du diable... » [Cendrars, 1962, p. 546].

Le prophétisme fait basculer la folie meurtrière de Fébronio dans la folie inspirée, le tirant vers la foi des grandes figures bibliques ou religieuses (les extases des saints), et des poètes mystiques (saint Jean de la Croix). De ce rapprochement, il sort comme anobli.

Cendrars s'attache à débusquer tout ce qui, dans son délire, ne relève pas du christianisme, mais de rites et mythes païens, de « la tradition panthéiste et de la religion animiste de sa race » [Cendrars, 1962, p. 534]. En soi, c'est déjà une subversion du discours religieux, un retournement de la religion des Blancs. Il est curieux que Cendrars ait cherché de lointaines racines africaines à un phénomène caractéristique des Indiens du Brésil. Dans un article datant de 1931, Alfred Métraux étudiait les éléments de ce prophétisme récurrent. Il évoquait « l'action de certains magiciens qui, au début de la colonisation et à l'époque contemporaine, avaient fait revivre chez les Indiens Tupi [...] d'anciens mythes et les avaient entraînés à la recherche du Paradis terrestre [...] Selon les cas, ces mouvements s'orientent soit vers un retour pur et simple à un passé aboli et presque mythique, soit vers une synthèse nouvelle dans laquelle des traditions anciennes, en quelque sorte revitalisées, s'harmoniseraient » à la société moderne. En plus



des conditions historiques, les traditions mythiques de nombreuses tribus sud-américaines ont, selon lui, favorisé l'apparition de personnages revendiquant la qualité de Dieu, et « on rencontre donc en Amérique du Sud le schéma classique des mouvements messianiques ; la croyance en un prophète ou homme-dieu, le développement d'une action tendant à hâter l'avènement de l'âge d'or, la réaction sociale et culturelle contre la civilisation blanche et souvent aussi la formation d'une religion syncrétique » [Métraux, 1968, p. 11-13]. Dans les années 1930, Cendrars n'est pas le seul à se pencher sur la question. Fébronio prophète serait donc un des représentants de ces mouvements messianiques, connus et alors quelque peu étudiés. Ignorance ou déplacement volontaire, il est curieux de constater au passage que Cendrars attribue le mysticisme de Fébronio à une sorte de métissage catholico-nègre, sans se pencher aucunement sur la composante indienne. Mais ce point même est propre à souligner la dimension fantastique pour Cendrars, relevant d'un imaginaire personnel, de la culture nègre. Plus qu'aucune autre, elle semble comporter une dimension magique et animiste qui exerce sur lui une incomparable fascination.

Enfin, une dernière variation vient s'ajouter aux figures du prophète. Lors de sa première escalade du Pain de Sucre, la partie de terre qui le relie à la côte est comparée par Cendrars à un dos d'éléphant. La comparaison pourrait paraître fortuite si elle n'était reprise plus loin : « l'énorme dôme que Fébronio chevauchait comme le roi mage venu des Indes sur le dos d'un éléphant » [Cendrars, 1962, p. 540]. L'assimilation de Fébronio au roi mage ne prend tout son sens que bien plus loin, dans la troisième partie du texte, « Noël à Bahia », où Cendrars décrit la messe de Noël :

« et la foule des fidèles qui se presse autour de la crèche n'adore pas tant le Divin Enfant, comme le font les trois Rois Mages, que, touchée par la grâce de l'un d'entre eux, qui est noir, elle jubile à l'idée que Gaspar et son grand éléphant venus d'Orient, du royaume de Saba, ont su mériter le paradis et ouvrir largement les portes du ciel non seulement aux Africains, mais aussi à leurs animaux » [Cendrars, 1962, p. 549].

Dans un extraordinaire retournement, ce n'est plus Jésus qui est adoré, mais le roi mage, et derrière lui, Fébronio. Tous deux semblent venus promettre le salut et la libération au peuple noir exilé. Fébronio, au détour d'une comparaison, est transfiguré en roi sauveur, conduisant son peuple vers les portes du paradis. En profilant le roi derrière le meurtrier, Cendrars efface symboliquement le crime et accrédite le titre que s'auto décerne Fébronio : le Prince du Feu.

Le primitif, le prophète, ces visages éclatés de Fébronio, qui dessinent d'autres contours à sa folie, sont différents visages de sa révolte. Primitif, Fébronio échappe à la société occidentale et à ses normes ; prophète, il prêche une nouvelle religion qui subvertit le sens du christianisme. Dans tous les cas,

sa folie l'oppose violemment à la civilisation. Le récit de Kadota, qui introduit l'histoire de Fébronio puisqu'on le trouve présenté dans les premiers portraits de bagnards qui ouvrent le texte, donne explicitement le sens de cette révolte orgueilleuse. Ce Japonais avait égorgé toute sa famille sous l'ordre d'une vision, avant de se rendre à la police. Il présente quelques analogies avec le cas de Fébronio : hallucination, injonction surnaturelle, meurtre rituel. Le sens de son geste est selon Cendrars à trouver dans un « défi à l'homme blanc » [Cendrars, 1962, p. 532]. On retrouve cette composante dans tous les actes de Fébronio. Peut-être est-ce là même la signification ultime de sa folie – c'est du moins ce que suggère Cendrars. Car Fébronio est avant tout un révolté. Petit voyou, il connaît la prison, puis la maison de correction, dont il s'échappe à chaque fois. « Et dans toutes les institutions où il séjourne il donne l'exemple de l'insubordination » [Cendrars, 1962, p. 535].

En interprétant la criminalité comme « un court-circuit, un retour de flamme, un choc en retour » [Cendrars, 1962, p. 530] contre la culture blanche, Cendrars entend rendre toute sa dimension contestataire au geste de Fébronio. En effet, le chiffre dont Fébronio tatoue ses victimes, 666, est traditionnellement l'attribut du diable. Si Fébronio en fait son emblème, c'est probablement moins contradiction et ignorance, que provocation inconsciente. Il faut y voir le signe emblématique de sa nouvelle religion, qui vient prendre la place de celle instaurée depuis plus de deux mille ans par les Blancs<sup>11</sup>. Le prophétisme religieux possède un sens politique. Il est d'autant plus intéressant chez Fébronio que ce dernier procède par subversion, c'est-à-dire qu'il reprend les éléments de la culture dominante (l'écriture, la religion catholique, la Bible, mais aussi la médecine, puisque Fébronio, sans aucun diplôme, s'improvise parfois médecin) pour les utiliser contre la société dont ils sont extraits : le prophétisme est hérétique, la pratique de la médecine, illégale, etc. Le meurtre apparaît alors comme le geste ultime de la contestation, celui qui exclut sans retour de la communauté, non pas de la communauté des hommes, mais de celle de la culture dominante dans laquelle elle a lieu.

## Le poète

Enfin, la troisième partie du texte, « Noël à Bahia », vient parachever l'édifice. À première lecture, ses liens avec « Fébronio, magia sexualis » semblent

11. Alfred Métraux notait encore cette dimension politique et contestataire des mouvements prophétiques : « ces crises à la fois mystiques, sociales et politiques [...] tendent à se multiplier en situation coloniale [...]. L'agitation messianique est généralement considérée comme le signe d'un profond malaise social. Elle est l'expression d'un désespoir, plus ou moins conscient, qui s'empare des sociétés archaïques qui se sentent menacées dans leurs traditions les plus chères et dans leur existence même. La situation coloniale, par les réactions qu'elle suscite, engendre souvent ces soulèvements politico-mystiques » [Métraux, 1968, p. 12]. On pense aussi à *Os Sertões* d'Euclides da Cunha, que Cendrars avait eu un temps pour projet de traduire.





lâches : il n'en est pas même fait mention. Cendrars se promène à Bahia un soir de Noël, et note les chansons et les spectacles auxquels il assiste, avant de conclure par une méditation sur « l'âme nègre ». Pourtant, cette dernière partie en forme d'épilogue reprend et rassemble tous les thèmes abordés dans les parties précédentes, les fait dialoguer ensemble, et tire la conclusion du texte. En écho au prophétisme de Fébronio, Bahia, par excellence la ville noire du Brésil, est toute empreinte de religiosité. L'ambiance de fête qui surprend Cendrars lors de son arrivée en ville répond exactement à celle du début du texte, lors de son entrée dans la prison<sup>12</sup>. Cendrars décrit ensuite une crèche dans une église noire, et reprend à cette occasion l'image du roi mage (auquel était comparé Fébronio) pour lui donner son plein développement : derrière Gaspar, on l'a vu, se profile alors l'image de Fébronio adoré par son peuple comme le Sauveur.

La toute fin du texte, s'interrogeant sur la « haute spiritualité de l'âme nègre », permet de synthétiser tous les thèmes abordés par Cendrars : Fébronio-sorcier, Fébronio-primitif, Fébronio-révolté, et Fébronio-poète. Cendrars rappelle que dans les lots d'esclaves exilés on trouvait « des individus fortement évolués, des sorciers, des médecins, des tambourineurs, des féticheurs, des sculpteurs, des conteurs, des poètes, des vociférateurs des conjurateurs, des prêtres et des guerriers, en un mot des fils de roi ». Tous ces parias, ces révoltés, ne se soumettaient pas, et « prêchaient, se souvenaient, racontaient des histoires, initiaient, militaient secrètement, sévissaient, régnaient par la terreur et l'occultisme ». « Ce sont ces criminels qui ont sauvé leur peuple en exil », conclut Cendrars [Cendrars, 1962, p. 556-557], élevant ainsi enfin implicitement Fébronio à ce rôle de sauveur qu'il s'était lui-même attribué. Derrière l'apparent désordre de la narration, s'instaure une cohérence d'ordre poétique, fondée sur un réseau d'image et de métaphores, reprises, obstinément filées. Au lecteur de renouer les fils.

« Noël à Bahia » achève la transfiguration ultime : celle de Fébronio en poète insurgé. Cette métamorphose s'effectue sous le signe de Nerval. Il est nommé, semble-t-il à propos de tout autre chose, lorsque Cendrars rapporte les cantiques de Noël de Bahia : « mais il faudrait être un Gérard de Nerval noir pour recueillir tous ces versets et noter ces cantilènes naïves d'adoration et d'heureuse simplicité » [Cendrars, 1962, p. 551]. Il est ici fait allusion à la dernière partie de *Sylvie*<sup>13</sup>, intitulée « Chansons et légendes du Valois » qui, comme « Noël à Bahia », occupe dans la nouvelle une place de clôture, et qui contient également des textes de chansons et de légendes populaires, de tradition orale. Il n'est pas jusqu'au regret exprimé dans la phrase de Cendrars

12. Le texte s'ouvre sur la description de l'ambiance festive de la prison. Albert Londres, censé accompagner Cendrars, demande s'il y a un bal...

13. Dans *Sylvie*, une des nouvelles du recueil *Les Filles du feu*, le narrateur, hanté par le souvenir d'un amour de jeunesse, part de Paris au beau milieu de la nuit pour Chaâlis, où il retrouve par hasard, dans une fête, une amie d'enfance. *Les Filles du feu* paraît en 1854.

qui ne rappelle le style de Nerval, déplorant l'oubli dans lequel tombe peu à peu cette culture traditionnelle, « ces charmantes et naïves productions de poètes modestes » [Nerval, 1993, p. 167].

Cette parenté structurale, thématique et stylistique nous invite à relire *Sylvie*. On découvre alors dans la dernière partie du texte de Cendrars une intertextualité à demi cachée. C'est ainsi que le récit de Cendrars, qui raconte assister incognito à une fête nocturne dans les environs de Bahia, peut se lire comme une réécriture partielle de *Sylvie* : « J'ai assisté, une nuit, au bal des Astres, célébré parmi les dunes, dans une palmeraie, [...] où je m'étais rendu incognito », écrit Cendrars [Cendrars, 1962, p. 552]. La fête nocturne, en plein air, l'intrusion furtive d'un spectateur non invité<sup>14</sup>, tout rappelle ici le récit de Nerval. Le narrateur raconte ces fêtes de son enfance, et il commente : « sans savoir que nous ne faisons que répéter d'âge en âge une fête druidique, survivant aux monarchies et aux religions nouvelles » [Nerval, 1993, p. 133] : ce thème de la culture ancestrale résistant à la religion chrétienne dominante est précisément celui de *Fébronio*. L'organisation du récit où le narrateur part de nuit observer une fête mi-religieuse mi-profane est commune aux deux textes, et Nerval parle à ce propos d'« allégorie païenne », de « mysticisme fabuleux », d'une « sorte de représentation allégorique » : « cela remontait aux premiers essais lyriques importés en France du temps des Valois. Ce que je vis jouer était comme un mystère des anciens temps » [Nerval, 1993, p. 147]. Le mot mystère (au sens de théâtre religieux populaire du Moyen Âge), répété trois fois dans *Sylvie*, est précisément celui qu'emploie Cendrars pour qualifier le genre de la pièce à laquelle il assiste : « *O Baile dos Astros*, mystère cosmique, était un spectacle simple et enchanteur » [Cendrars, 1962, p. 553]. Bref, tout ce passage de « Noël à Bahia » trouve son origine dans une réminiscence de *Sylvie*.

Mais rien ne semble justifier cette référence à la nouvelle de Nerval ; la coïncidence apparaît fortuite, et le récit a tout d'une digression hétérogène. Pourtant ce passage qui met le texte en relation avec Nerval, est à prendre comme un indice : on se rapproche peu à peu de *Fébronio*. *Sylvie* est une des nouvelles qui composent le recueil, *Les Filles du feu*. Or, *Fébronio* se surnomme lui-même « Prince du Feu » et « Fils de la Lumière ». On peut penser que ces deux noms ont appelé naturellement celui de Nerval. Cendrars déroule à partir de là tout une parenté thématique (les mystères nocturnes, le mélange de paganisme et de catholicisme), et structurale (l'organisation de « Noël à Bahia »).

On peut à partir de là relire tout le texte de *Fébronio* en rapport avec Nerval. Les récits de rêves à la première personne sont caractéristiques d'*Aurélia*<sup>15</sup>, et la parenté thématique est évidente : dans les deux cas, un héros

14. *Sylvie*, Ch. 7, nuit à Châalis : « Nous étions des intrus, le frère de Sylvie et moi, dans la fête particulière qui avait lieu cette nuit-là » [Nerval, 1993, p. 147].

15. Dans *Aurélia*, paru en revue en 1855, Nerval fait le récit autobiographique d'un épisode de folie, dans lequel il raconte ses rêves et ses hallucinations.



pris d'une folie messianique qui a pour ambition de sauver le monde est en quête d'un Dieu, et rencontre (ou hallucine) une femme mystérieuse qui lui sert de guide spirituel. « Mon rôle me semblait être de rétablir l'harmonie universelle par l'art cabalistique et de chercher une solution en évoquant les forces occultes de diverses religions » [Nerval, 1993, p. 341] : cette phrase du narrateur d'*Aurélia* pourrait presque être mise dans la bouche de Fébronio.

L'allusion incidemment faite à Nerval invite donc à relire tout le texte et projette sur lui un éclairage nouveau. L'intertextualité tend tout d'abord à assimiler subrepticement le personnage de Fébronio au narrateur nervalien. Les fragments qui subsistent de son livre perdu ont, dans leur ton prophétique, quelque chose des « Mémoires » qui concluent *Aurélia*<sup>16</sup>. La métamorphose de Fébronio, fou sanguinaire, meurtrier pervers, en poète prophétique illuminé, passe nécessairement par ce détour par Nerval. La poésie rapproche alors ces deux prophètes, et parfois se dissimule sous le masque tragique de la folie. Cendrars se place lui-même sous le signe de Nerval (qui écrivit, dans *Aurélia*, que « l'homme est double » [Nerval, 1993, p. 316]<sup>17</sup>), et le cite à plusieurs reprises. Quel meilleur guide pour ce voyage dans la folie ? Cette référence achève enfin le processus de fictionnalisation de Fébronio, qui prend place aux côtés de Nerval dans la constellation des poètes maudits.

\* \* \*

À travers les figures du meurtrier ou du prophète, Fébronio est transformé en porte-parole de la contestation. Cendrars procède à la restitution d'un sens politique insurrectionnel à l'acte meurtrier du fou. Il rejoint par là les analyses d'un jeune psychiatre, alors compagnon des surréalistes, Jacques Lacan, publiées en 1933. Dans un article méconnu, Lacan montrait alors que la paranoïa est féconde en modes d'expression symbolique, irrationnelle mais de signification intentionnelle, et d'une grande puissance de communication. Lacan observait de plus que les réactions meurtrières des paranoïaques s'opèrent le plus souvent « en un point névralgique des tensions sociales de l'actualité historique » [Lacan, 1933, p. 69]. C'est ce sens politique que Cendrars met en avant, arrachant ainsi le fou à sa condition d'insensé, et surtout brandissant la folie comme un symbole : celui d'un refus violent de la civilisation occidentale. Le mythe primitiviste, qui par ailleurs n'est pas étranger aux théories psychiatriques du XIX<sup>e</sup> siècle (le fou, dans son langage et sa sociabilité, régresse dans son histoire personnelle et dans celle de l'humanité : il est donc comparable à la fois

16. « C'est alors que je suis descendu parmi les hommes pour leur annoncer l'heureuse nouvelle » [Nerval, 1993, p. 351].

17. Cendrars cite cette autre phrase de Nerval dans *Moravagine* : « "Je suis l'Autre", écrit Nerval au bas de l'une de ses très rares photographies. Mais qui est cet Autre ? » [Cendrars, 2003, p. 234].

à l'enfant et au sauvage), est également utilisé en ce sens : le meurtre comme le retour à un atavisme supposé sont exaltés, magnifiés, dans une méthodiquement inversion des valeurs. Mais la folie est aussi poétique. L'intertextualité nervalienne renforce cet accent mis sur les modalités créatrices de la folie, qui fait de Fébronio un double de l'écrivain – un « confrère »<sup>18</sup>.

## BIBLIOGRAPHIE

- ARAGON Louis, « Chroniques : libre à vous », *La Révolution surréaliste*, n° 2, 15 janvier 1925.
- BLACHÈRE Jean-Claude, *Le modèle nègre, aspects littéraires du mythe primitiviste au XX<sup>e</sup> siècle chez Apollinaire, Cendrars, Tzara*, Dakar-Abidjan-Lomé, Les Nouvelles Éditions africaines, 1981.
- CENDRARS Blaise, *Anthologie nègre*, Paris, Éditions de la Sirène, 1921, Denoël, Tout autour d'aujourd'hui, tome 10, 2005.
- CENDRARS Blaise, *Moravagine*, Paris, Grasset, 1926, Denoël, Tout autour d'aujourd'hui, tome 7, 2003.
- CENDRARS Blaise, « Fébronio, magia sexualis », dans CENDRARS Blaise, *La vie dangereuse*, Paris, Grasset, coll. Les cahiers rouges, 1938.
- CENDRARS Blaise, *Noël aux quatre coins du Monde*, Paris, Robert Cayla, 1953.
- CENDRARS Blaise, *Œuvres Complètes*, tome 4, Paris, Denoël, 1962.
- CENDRARS Blaise, *L'Homme foudroyé*, Paris, Denoël, 1945, Gallimard, coll. Folio, 1992.
- FREITAS Maria Teresa de et LEROY Claude (dir.), *Brésil, L'Utopialand de Blaise Cendrars*, actes du colloque de São Paulo, 4-7 août 1997, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998.
- GOLDWATER Robert, *Le primitivisme dans l'art moderne [1938]*, trad. fr., Paris, PUF, 1988
- LACAN Jacques, « Le problème du style et la conception psychiatrique des formes paranoïaques de l'expérience », *Le Minotaure*, juin 1933, p.68-69.
- LE BON Gustave, *Psychologie des foules*, Paris, Félix Alcan, 1895.
- MÉTRAUX Alfred, *Religions et magies indiennes d'Amérique du Sud*, Paris, Gallimard, Bibliothèques des sciences humaines, 1967.
- NERVAL Gérard de, *Les Filles du feu*, Paris, Giraud, 1854, *Les Filles du feu* suivi de *Aurélia*, Gallimard, Folio, 1993.
- RUBIN William (dir.), *Le primitivisme dans l'art du XX<sup>e</sup> siècle : les artistes modernes devant l'art tribal [1984]*, trad. fr., Paris, Flammarion, 1991.
- TOURET Michèle (dir.), *Cendrars au pays de Jean Galmot : roman et reportage*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1998.

18. À leur première rencontre, Cendrars se présente comme écrivain, réclame le livre de Fébronio qui, jusque-là muet, se précipite vers lui : « Confrère, confrère, murmurait le nègre haletant, cependant que sa main d'étrangleur serrait doucement la mienne ».



## RÉSUMÉ/RESUMO/ABSTRACT

Febroniô est le nom d'un tueur en série appréhendé à Rio en 1927, que l'écrivain français Blaise Cendrars va transfigurer en personnage romanesque dans une série de reportages consacrés à ce fait divers dans le quotidien *Paris-Soir* puis publiés en volume en 1938 sous le titre *Fébronio, magia sexualis*. Cet article étudie la transformation de Febrônio en Fébronio (c'est ainsi que Cendrars orthographe son nom), la conversion du meurtrier en figure mythique et la manière dont le fait divers réel est recomposé pour révéler le fonctionnement de la poétique cendrarsienne.

**Febrônio é o nome de um assassino em série detido no Rio de Janeiro em 1927 a quem o escritor francês Blaise Cendrars dedicou uma série de reportagens, publicadas no jornal *Paris-Soir* e reunidas**

**sob o título *Fébronio, magia sexualis* em 1938. Este artigo estuda a transformação de Febrônio em *Fébronio* (segundo a ortografia de Cendrars), sua conversão numa figura mítica, assim como a recomposição de uma história real, a fim de revelar o funcionamento da poética de Cendrars.**

Febrônio is the name of a serial killer arrested in Rio in 1927. The French writer Blaise Cendrars transfigured this character in a series of reports published in the journal *Paris Soir* and in a volume called *Fébronio, magia sexualis*, in 1938. This article studies the transforming of Febrônio into Fébronio (the spelling used by Cendrars) i.e. the murderer's conversion into a mystical figure and the rewriting of a real story in order to analyze Cendrars' poetic.

### MOTS CLÉS

- Cendrars
- folie
- littérature
- primitivisme

### PALAVRAS CHAVES

- Cendrars
- loucura
- literatura
- primitivismo

### KEYWORDS

- Cendrars
- madness
- literature
- primitivism



Ambiance *bossa nova* à l'affiche du film franco-italien *Copacabana Palace* réalisé à Rio en 1963.  
 Entre les deux actrices italiennes censées représenter le charme brésilien, le guitariste João Gilberto se prête au jeu (*Copacabana Palace*, bande originale du film, Festival, 1963)

Anaïs Fléchet\*

## La *bossa nova* en France : un modèle musical ?<sup>1</sup>

Le succès de la *maxixe* dans les salons parisiens de la Belle Époque a constitué le point de départ de l'exportation des musiques populaires brésiliennes. Si ce genre musical et chorégraphique n'entraîna qu'un engouement passager des élites européennes, d'autres rythmes comme la *samba*, le *choro*, le *baião*, la *bossa nova* ou le *forró* suscitèrent l'adhésion du public et l'intérêt des musiciens occidentaux tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. La musique populaire – née de la rencontre entre les traditions africaine, portugaise et, dans une moindre mesure, amérindienne – signe l'identité du Brésil aux yeux des étrangers, elle constitue également un ensemble de pratiques et de référents rythmiques et harmoniques dont on peut se demander à quel point et de quelle manière ils purent servir de modèles pour les musiciens européens, nord-américains ou japonais.

La présence de la culture française au Brésil ainsi que le rayonnement culturel de Paris avaient fait de la France le lieu privilégié de la réception des musiques populaires brésiliennes dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle [Carelli, 1993 ; Rivas, 1991]. La Seconde Guerre mondiale rompit cet équilibre, la politique de bon voisinage et l'émergence de New York comme nouvelle capitale culturelle mondiale instaurant une relation privilégiée entre les musiciens brésiliens d'une part, les institutions, le public et les musiciens nord-américains de l'autre. La France n'en resta pas moins une référence quant aux rythmes brésiliens, et Paris est aujourd'hui encore, avec New York, Londres et Tokyo, un pôle de diffusion pour les musiques populaires venues de la *terra*

\* Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne / CNRS-UMR IRICE.

1. Une version abrégée de cet article a été publiée dans *América* (Paris), n° 34, 2006.

*brasilis*. Aussi l'arrivée de la *bossa nova* en France fut-elle à proprement parler une « nouvelle vague » qui succéda, dans l'histoire des échanges musicaux entre le Brésil et la France, aux deux temps forts qu'avaient constitué la découverte de la *maxixe* et les débuts de la *samba* dans les années 1910 et 1920, puis la grande mode de la *samba* chantée en français dans les années 1940. Le moment *bossa nova*, initié en France par la sortie en 1959 du film *Orfeu Negro* et qui culmina dans les années 1965-1975, se distingua cependant des précédents à différents égards. À l'opposé de la *maxixe* et de la *samba*, la *bossa nova* n'est pas une musique de danse – ce qui constitue une spécificité de taille quand on songe aux genres musicaux latino-américains qui ont séduit les Français depuis près d'un siècle, du *tango* à la *salsa* [Decoret, 1998]. Par ailleurs, si la *bossa nova* a été une mode dans les années 1960, elle a aussi marqué la production musicale française plus avant et constitué une source d'inspiration durable, revendiquée comme telle par de nombreux musiciens qui ont enregistré des versions françaises de chansons brésiliennes, ont improvisé dans les clubs de jazz sur des thèmes de Tom Jobim devenus des standards, et qui aujourd'hui encore se plaisent à inventer des *bossas*. Le titre marquant le retour d'Henri Salvador, *Chambre avec vue*, composé par deux représentants de la nouvelle génération de la chanson française, Benjamin Biolay et Keren Ann, illustre une permanence qui nous invite à penser la *bossa nova* en termes de modèle et de transferts culturels – au sens où cette notion a été définie par M. Espagne et M. Werner [Espagne et Werner, 1987 ; Espagne, 1999].

La *bossa nova* a-t-elle constitué un « modèle » pour les musiciens français dans les années 1960 et 1970 ? Si oui, ce modèle fut-il défini par les musiciens brésiliens lors de l'invention de la *bossa nova* et des traits musicaux qui la caractérisent, ou résulta-t-il de l'interprétation qu'en firent les musiciens français ? Autrement dit, quels sont les décalages temporels ou de contenu existant entre la définition d'un genre musical dans un lieu donné (Rio de Janeiro) et son acceptation dans un autre (Paris) ? Et surtout, quelles sont les conditions de possibilité de cette acceptation ? Comment la *bossa nova* parvint-elle très concrètement aux oreilles des musiciens français ? Comment la *bossa nova* a-t-elle modifié, au sein d'un langage musical commun fondé sur le système tonal, l'harmonie et le contrepoint, les pratiques de ces musiciens, notamment au niveau de l'instrumentation, du rythme et des arrangements ? Des sources très diverses permettent de penser ces questions : sources écrites (articles de presse, livres sur la musique publiés en France, mémoires et correspondance de musiciens, mais aussi partitions, affiches de spectacles, pochettes de disques), sources audiovisuelles (disques, émissions de radio, films et émissions de télévisions relatives faisant place aux musiques brésiliennes) et sources orales (entretiens menés auprès de musiciens français et brésiliens, acteurs des échanges musicaux entre les deux pays dans les années 1960 et 1970, ainsi que





de producteurs, agents, impresarios). L'analyse de ces documents permet de mettre à jour le rôle des acteurs, des supports institutionnels et du « système technique » [Ory, 2004, p. 59] dans la diffusion de la *bossa nova* en France, et invite à mettre l'accent, non sur le contenu du modèle, mais sur sa circulation dont l'étude permet de mettre à jour la dynamique de transfert culturel.

### L'invention de la *bossa nova*

Dans l'étude qu'il a consacrée à la présence du *tresillo* cubain dans la musique latino-américaine de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Carlos Sandroni s'est interrogé sur la définition des genres musicaux. Comment définir un genre, la *habanera* par exemple, alors que la formule rythmique qui le caractérise, le *tresillo*, est utilisée avec la même efficacité pour décrire un ensemble de genres, entre autres la *conga*, la *milonga*, le *lundu*, le *choro* et la *maxixe* ? Confronté à cette difficulté, le musicologue propose de penser le genre comme « lieu de rencontre entre un ensemble de traits musicaux formels et un ensemble d'association extra-musicales » [Sandroni, 2000, p. 57]. Dans cette optique, nous pouvons définir la *bossa nova* à la fois comme un style musical et comme le mouvement artistique qui a marqué le paysage culturel brésilien entre 1958 et 1965.

La *bossa nova* est un genre musical, né à Rio à la fin des années 1950 de la rencontre entre le rythme de la *samba* et les recherches harmoniques du *cool jazz* nord-américain [Garcia, 1999]. L'une des innovations fondamentales de la *bossa* réside dans sa structure rythmique qui affecte les bases de la *samba* classique [Béhague, 1999, p. 93-97]. Le rythme 2/4, très syncopé, est beaucoup plus complexe que les rythmes de *samba* traditionnels, car il se caractérise par un décalage entre les temps forts et faibles de la ligne mélodique et son accompagnement, ce qui produit une sorte de bi-rythmie. Le chanteur et guitariste João Gilberto est considéré comme le principal auteur de cette nouvelle formule rythmique appelée *batida* (temps ou rythme de base) de la *bossa nova*. Le rythme est indissociable des recherches harmoniques menées par les compositeurs qui privilégient la guitare et le piano, deux instruments permettant d'intégrer les fonctions rythmiques et harmoniques dans les mêmes enchaînements d'accords et de syncopes. L'influence du jazz est perceptible dans l'utilisation d'harmonies chromatiques et dissonantes, qui contribuent au caractère moderniste de la *bossa nova* et invitent les musiciens à porter une attention nouvelle au chant. Les compositeurs entendent aussi créer une atmosphère intimiste dans laquelle le chant répond à la complexité harmonique et mélodique. Le *canto falado* (chant parlé) est caractéristique de la *bossa* : dépouillé et sophistiqué. Il consiste à intégrer la voix à l'ensemble instrumental, comme un autre timbre, la voix et les instruments fonctionnant alors en demi-teintes, sans étalage de virtuosité. *Desafinado*, morceau composé par Tom Jobim et Vinicius de Moraes et interprété par João Gilberto en

1959, illustre ces trois traits formels propres à la *bossa nova* : une formule rythmique en constant décalage, des harmonies complexes, une grande attention portée au chant et à la relation entre musique et poésie.

La *bossa nova* n'a pas été définie par un manifeste comme le fut, dans le domaine de la musique brésilienne, le tropicalisme [Naves, 2001, p. 9-10]. Cependant, l'appellation et l'esthétique musicale furent revendiquées par de nombreux musiciens brésiliens entre 1958 et 1965. Le terme *bossa nova* renvoyait alors une chronologie spécifique, des figures mythiques, des lieux de rencontre et un discours commun qui sont autant d'éléments caractéristiques d'un mouvement artistique.

À l'inverse de nombreux genres de musique populaire, une chronologie très précise marque l'histoire de la *bossa nova*. De l'avis unanime des spécialistes, elle est née en 1958 lors de la sortie du 33 tours d'Elizeth Cardoso, *Canção do amor demais*, où la chanteuse interprétait les compositions de Tom Jobim et Vinicius de Moraes, accompagnée à la guitare par João Gilberto dont la *batida* fut une révélation pour les musiciens et le public brésiliens [Velooso, 2002, p. 35]. Cette révélation fut confirmée lors de la sortie, la même année, du 78 tours de João Gilberto, *Chega de saudade*. La voix et le *violão gago* (l'expression « guitare bègue » désigne les éléments de déphasage systématique de la *batida*) séduisirent la jeunesse de Rio et São Paulo. Ce succès permit à Gilberto d'enregistrer en 1959 *Desafinado*, dont les paroles évoquaient pour la première fois la « *bossa nova* ». La fin du mouvement est, quant à elle, plus difficile à cerner que ses origines : la plupart des auteurs s'accordent cependant sur l'année 1965, l'organisation des premiers festivals de la chanson et l'essor de la MPB (l'acronyme désigne le courant de « Musique populaire brésilienne » représenté entre autres par Elis Regina) ouvrant un nouveau cycle de production musicale au Brésil.

Par ailleurs, trois figures mythiques inspirèrent le mouvement : le chanteur et guitariste João Gilberto, le compositeur Tom Jobim et le poète Vinicius de Moraes<sup>2</sup>, chacun d'entre eux illustrant un trait caractéristique du genre – la *batida*, les recherches harmoniques et l'attention portée au chant – et servant de modèle aux jeunes musiciens de Rio. Ces derniers jouèrent un rôle essentiel dans la propagation du mouvement : les guitaristes Carlos Lyra et Roberto Menescal, le parolier Ronaldo Boscôli, les frères Castro Neves et la chanteuse Nara Leão – la muse de la *bossa nova* – formaient le noyau dur de la *turma* (la bande) de la *bossa nova*, autour duquel gravitaient des personnalités plus isolées comme Baden Powell ou Edu Lobo. La bande réunissait des musiciens blancs, pour la plupart, nés dans les classes moyennes ou aisées de la capitale bré-

2. D'autres musiciens contribuèrent à la genèse de la *bossa nova* sans pour autant acquérir le statut de père fondateur : des instrumentistes passionnés de jazz comme le trompettiste Júlio Barbosa et le saxophoniste Moacir Santos, ou des figures plus isolées comme l'accordéoniste, compositeur et pianiste João Donato.



silienne. Tous avaient fréquenté les lycées, certains l'université ; tous avaient reçu une éducation musicale. Le contraste est frappant avec la *samba* née dans les quartiers noirs et populaires du centre ville au cours des années 1910, dont les premiers représentants étaient souvent analphabètes et incapables de transcrire la musique qu'ils produisaient. À cet égard, les musiciens de la *bossa nova* étaient plus proches des musiciens français ou nord-américains qui s'intéressèrent au genre musical : ils possédaient un langage commun.

Le mouvement est également indissociable de l'univers urbain de Rio de Janeiro. La ville offrait alors aux musiciens de nombreux lieux de rencontre qui fonctionnèrent comme autant de structures de sociabilité « productrices » et contribuèrent aussi à définir la *bossa nova* [Castro, 2002 ; Trebitsch, 1992, p. 14]. Les appartements où se retrouvaient les musiciens, les bars et les clubs où ils improvisaient ensemble, étaient situés dans les beaux quartiers de Copacabana et d'Ipanema, alors que les universités – fédérale et catholique – étaient plus dispersées dans la ville. Organisatrices de « nuits *bossa nova* », celles-ci jouèrent un rôle important dans la définition même du mouvement qui réunit autour d'aspirations communes musiciens et étudiants<sup>3</sup>.

Les musiciens de la *bossa nova* se retrouvaient enfin dans l'admiration vouée aux pères fondateurs, mais aussi dans un discours sur la musique pensée en termes de modernité et de rupture. Ils entendaient rompre avec toute une tradition de la musique populaire brésilienne, condamnée au nom de l'excès : excès de l'instrumentation et des arrangements, des voix, de pathos. Aux grands thèmes dramatiques du désespoir ou de l'amour trahi, ils opposaient une vision hédoniste de l'amour et de la nature illustrée par le deuxième album de João Gilberto, *O Amor, o sorriso e a flor*. En proposant une esthétique moderne et intimiste, les compositeurs et interprètes de la *bossa* se pensaient comme l'avant-garde de la production musicale brésilienne.

### La découverte de la *bossa nova*

Mouvement d'avant-garde au Brésil, la *bossa nova* fut également un phénomène international. En novembre 1962, le concert *Bossa Nova : New Brazilian Jazz* réunit dans la prestigieuse salle de Carnegie Hall João Gilberto, Tom Jobim, Carlos Lyra, Roberto Menescal, Agostinho dos Santos, Luís Bonfá, Oscar Castro Neves et Sérgio Mendes. L'opération montée par la maison de production américaine Audio Fidelity, avec le soutien du ministère des Affaires étrangères brésilien, lança officiellement le style musical sur les scènes internationales, au moment précis où le mouvement commençait à s'essouffler au Brésil.

En France, les débuts de la *bossa nova* furent même antérieurs et l'impact du concert de Carnegie Hall ne suffit pas à les expliquer. La découverte de la

3. Notons que l'expression *bossa nova* est utilisée pour la première fois dans un tract annonçant une fête étudiante organisée par le groupe universitaire hébraïque en 1958.

*bossa* fut souvent présentée par les musiciens français comme une « rencontre amoureuse », un enthousiasme du premier instant<sup>4</sup>. Cependant, la diffusion et la réception de ce genre musical furent plus complexes : alors que les premières *bossas* arrivèrent sur le marché en 1959, il fallut attendre six ans pour que la musique brésilienne devint une véritable mode, six années au cours desquelles le cinéma apparût comme un vecteur de diffusion de premier ordre. En 1959, *Orfeu Negro*, réalisé par Marcel Camus, remportait la palme d'or à Cannes et faisait découvrir aux Français les compositions de Luiz Bonfá et Tom Jobim. Le succès du film permit à la chanteuse brésilienne Vanja Orico d'enregistrer chez Philips deux titres, chantés en français et en portugais : *Manhã de Carnaval* et *A Felicidade*<sup>5</sup>, aujourd'hui devenus des standards, constituèrent la première incursion de la *bossa* dans le paysage culturel français. En 1965, *Un homme et une femme*, réalisé par Claude Lelouch, consacrait ce style musical. La bande originale du film reprenait le thème de *Samba da benção*, une *bossa* composée par Baden Powell et Vinicius de Moraes ; aux côtés du *chabadabada*, la chanson connue en français sous le titre *Saravah* contribua au succès du film dont elle bénéficia en retour. Entre ces deux dates, le cinéma fut un allié efficace de la musique brésilienne en France : certains réalisateurs poursuivirent l'expérience du film musical tourné au Brésil sur le modèle de Marcel Camus<sup>6</sup>, tandis que les cinéastes brésiliens effectuèrent avec le *cinema novo* une entrée remarquée sur le marché français [Estève, 1972]. Les voyages entrepris par les musiciens entre le Brésil et la France, bien que restant le fait d'individus isolés, contribuèrent également à diffuser le nouveau rythme brésilien : ceux du producteur André Midani, de Pierre Barouh et de Sacha Distel permirent ainsi de diffuser, dans un cercle restreint mais influent car composé d'intellectuels, de producteurs et d'artistes, les premiers disques de João Gilberto<sup>7</sup>. Cependant, le vecteur de diffusion décisif de cette période fut un autre genre musical objet de transferts culturels : le jazz.

La présence des jazzmen en France [Tournès, 1999], au moment même où les États-Unis connaissaient une mode *bossa nova*, contribua à la légitimation du genre auprès des musiciens français. En effet, à partir de 1962, des musiciens nord-américains s'intéressèrent au « nouveau jazz brésilien » [Leymarie, 2003, p. 97-109] : Stan Getz, Charlie Byrd, Kenny Dorham, Ella Fitzgerald, Dizzy Gillespie, Miles Davis, Cannonball Adderley, Ahmad Jamal, Sarah

4. L'itinéraire de Pierre Barouh est exemplaire de cette « rencontre amoureuse » : le musicien se trouvait à Lisbonne quand il entendit pour la première fois une chanson de Gilberto, interprétée par l'accordéoniste et chanteur Sivuca. « Ébloui », il acheta le premier disque du guitariste. « Ébloui », il décida de partir à la rencontre de son idole et s'embarqua sur un navire marchand en partance pour le Brésil. Entretien avec P. Barouh, Paris, 11 septembre 2003.

5. *Sonorama* n° 9, juin 1959.

6. Voir notamment *Copacabana Palace*, production franco-italienne tournée à Rio avec la participation de Tom Jobim et Vinicius de Moraes, sorti en France en 1964.

7. Entretiens avec A. Midani (Rio de Janeiro, 21 août 2003) et avec P. Barouh, *loc. cit.*



En 1962, le trompettiste Dizzy Gillespie est le premier jazzmen à jouer de la *bossa nova* en France (*Bossa Nova*, Philips, 1962).

Vaughan, Lalo Schiffrin et Quincy Jones enregistrèrent, parmi d'autres, des *bossas* composées par des Brésiliens ou par des Nord-américains sur le modèle défini plus haut. La mode connut son apogée en 1964, lors de la sortie du disque *Getz et Gilberto*, enregistré à New York par Stan Getz, Tom Jobim, Astrud et João Gilberto<sup>8</sup>. L'engouement pour la *bossa nova* aux États-Unis et l'influence de la scène américaine en France étaient tels que de nombreux Français découvrirent la *bossa nova* dans les disques ou lors des concerts de jazzmen nord-américains. La presse spécialisée se fit l'écho de cette découverte, à l'instar de *Jazz Hot* où l'expression de *bossa nova* apparut pour la première

8. L'album gagna quatre Grammy Awards dont le meilleur 33 tours de l'année et le meilleur single pour *The Girl from Ipanema* interprété par Astrud Gilberto.

fois en novembre 1962, trois articles mentionnant le nouveau genre musical dans le même numéro de la revue et définissant « la bombe » dans la relation qu'elle entretenait avec le jazz nord-américain<sup>9</sup>. Jean Tronchot écrivait alors :

« Tout a commencé il y a plus de deux ans, lorsque Charlie Byrd puis Dizzy Gillespie en tournée en Amérique du Sud découvrirent ce nouveau rythme brésilien. L'un et l'autre furent séduits par l'idée d'improviser sur les thèmes déjà classiques de la *bossa nova* comme *Desafinado* ou *One note samba* écrits par les compositeurs brésiliens Antonio Carlos Jobim et Newton Mendonça »<sup>10</sup>.

L'historique du genre permet au critique de procéder à un glissement de taille, puisque la *bossa nova* désigne ici un ensemble de thèmes brésiliens, mais également le fait d'improviser sur ces thèmes. L'ambiguïté de la phrase est significative des chemins de la découverte : la *bossa nova* existe en tant que New Brazilian Jazz, *via* les États-Unis.

Les critiques de *Jazz Hot* s'intéressèrent de plus près à la *bossa* en 1963, point culminant de la vogue nord-américaine pour ce style<sup>11</sup>. La musique brésilienne ne fit pas l'objet d'articles en tant que telle, mais était présentée dans la rubrique « Disques » à propos de toutes les nouveautés venues des États-Unis. L'afflux de disques nord-américains de *bossa* offrait une actualité musicale au genre, dont les critiques de *Jazz Hot* ne rendaient pas toujours compte avec le même enthousiasme. Si certains d'entre eux s'indignaient de l'aspect « commercial » de ces productions – une condamnation sans appel pour l'époque, par opposition au « jazz pur » qu'incarnaient le *be-bop* et le *hard-bop* –, les jazzmen jouaient toutefois un double rôle en faveur de la *bossa nova*. Un rôle matériel tout d'abord, les concerts et les disques de jazz rendant disponibles pour la première fois des thèmes brésiliens en France. Un rôle de légitimation ensuite, l'intérêt porté par les jazzmen étant à l'origine de la curiosité des journalistes de *Jazz Hot*. L'article d'Henri Renaud consacré au disque *Dizzy on the French Riviera* évoque ainsi « cette nouvelle chose brésilienne dont Dizzy raffole », « le brillant compositeur Antônio Carlos Jobim » dont les morceaux « n'ont rien à envier aux chansons de Richard Rogers ou de Duke Ellington » et « la réflexion de Miles : "lorsque je veux apprendre quelque chose, c'est encore Dizzy que je vais entendre" »<sup>12</sup>. Gillespie introduisait la musique brésilienne, Davis confirmait le choix de Gillespie, Rogers et Ellington créaient un référent permettant au lecteur d'apprécier la *bossa nova*. Le jazz fournissait donc des éléments d'introduction et de comparaison essentiels à la bonne réception de la *bossa nova* dans la presse musicale. Sa part matérielle et symbolique dans la diffusion de la

9. Jean Tronchot, « Charlie Byrd : des idées et une atmosphère » et « Qu'est-ce que la *bossa nova* ? » ; Henri Renaud, « Dizzy Gillespie, *Dizzy on the French Riviera* ».

10. Jean Tronchot, « Qu'est-ce que la *bossa nova* ? », *Jazz Hot* n° 181, novembre 1962, p. 6.

11. En 1963, six numéros de la revue évoquent la *bossa nova*, soit plus d'un numéro sur deux.

12. Henri Renaud, *op. cit.*



*bossa nova* soulignait également la complexité de la circulation des musiques populaires : l'influence de ce genre sur les musiciens français ne fut pas le résultat d'un passage en ligne droite de la culture brésilienne à la culture française, mais d'un passage dans lequel a interféré la culture nord-américaine. Les débuts de la *bossa nova* en France furent le résultat de transferts culturels triangulaires mettant en présence trois pôles : Rio de Janeiro, Paris et l'ensemble bicéphale New York/Los Angeles.

À partir de 1965, la *bossa nova* sortit de la relative confidentialité dans laquelle elle était tenue – le public du jazz ne pouvant être assimilé au grand public – grâce à de nouveaux vecteurs de diffusion, liés à l'évolution des techniques et à l'évolution politique du Brésil. À la fin des années 1960 en effet, le progrès des communications et des moyens de transports fut à l'origine de l'organisation de nombreux festivals internationaux de jazz et de musique populaire au Brésil et en France. Ceux-ci permirent aux musiciens qui y participaient, au public qui y assistaient ainsi qu'aux personnes qui en suivaient les retransmissions à la radio ou à la télévision, de se familiariser avec la musique brésilienne. Au Brésil, les chaînes de télévisions Record et Globo organisèrent ainsi entre 1965 et 1973 un festival international de la chanson, avec le soutien du ministère des Affaires étrangères<sup>13</sup>. La manifestation constitua un tremplin pour la nouvelle génération de la musique populaire brésilienne représentée par Elis Regina, Chico Buarque, Milton Nascimento, Caetano Veloso ou Gilberto Gil. Le festival fut également un lieu de rencontre privilégié, des artistes de nationalités diverses étant invités chaque année à concourir. Les délégations françaises étaient composées de musiciens (Michel Legrand, Colette Renard, Pierre Barouh, Francis Lai, Françoise Hardy, Marie Laforêt, Georges Moustaki, Serge Gainsbourg et Jane Birkin entreprirent le voyage), de producteurs de disques comme Eddie Barclay ou de spectacles comme Bruno Coquatrix, et de journalistes qui couvraient l'événement<sup>14</sup>. Nombre d'entre eux découvrirent la musique brésilienne à cette occasion et s'enthousiasmèrent pour des rythmes qu'ils assimilèrent à la *bossa nova* et décidèrent de diffuser à leur retour.

En France, le Marché international du disque et de l'édition musicale (MIDEM), dont la première édition eut lieu en 1967, joua un rôle similaire. Il s'agissait alors d'un festival dans lequel se produisaient des musiciens brésiliens représentant les compagnies de disques nationales. Les concerts d'Elis Regina, de Jorge Ben, ou plus tard des Mutantes, furent ainsi l'occasion de dévoiler au

13. Brasília, Arquivo Itamaraty, 640.36 « Música, 1963-1972 ».

14. La présence des journalistes fit l'objet d'une attention particulière du pouvoir militaire et est, de ce fait, référencée dans les archives du ministère. En 1970, par exemple, tous les médias étaient représentés : la télévision avec Liliane Saporta et Pierre Croissiaux de l'ORTF, la radio avec Philippe Adler de RTL et Arlette Tabart d'Europe n° 1, la presse avec Claude Sarraute du *Monde*, Jean-Claude Sauer et Vick Vance de *Paris-Match*. DDC/640.36(00). 14 octobre 1970.

public français une production brésilienne qui n'était plus de la *bossa nova*, mais qui continuait à être reçue comme telle. Mais les concerts, soirées de gala brésilien et bals de carnaval<sup>15</sup> n'ont pas constitué l'apport le plus important du MIDEM à la musique brésilienne. Le MIDEM était avant tout un marché, une rencontre entre professionnels de l'édition et de la distribution musicale et une occasion de conclure des accords afin de lancer des disques brésiliens sur le marché français. Le producteur André Midani, qui avait enregistré et diffusé les premiers disques de João Gilberto au Brésil, sut profiter de cette nouvelle donne pour lancer les disques produits par la filiale brésilienne de Philips en accord avec deux compagnies : Polydor France et Philips France<sup>16</sup>. Cette dernière inaugura alors une série brésilienne comprenant des disques de Tom Jobim, Maria Bethânia, Jorge Ben, Chico Buarque, Elis Regina et Gilberto Gil<sup>17</sup>.

En cette fin des années 1960, l'actualité de la musique brésilienne en France prenait une ampleur d'autant plus grande que certains artistes brésiliens vivaient à Paris, contraints à l'exil par le coup d'état militaire de 1964. Les exilés comptaient dans leurs rangs des cinéastes reconnus dont les films étaient toujours l'occasion de présenter de la musique brésilienne – Glauber Rocha et Carlos Diegues, chefs de file du *cinema novo*, jouèrent parmi d'autres ce rôle de médiation. Ils comptaient également des musiciens tels Nara Leão, jeune épouse de Carlos Diegues, Edu Lobo, Egberto Gismonti, Ricardo Vilas et Teca Calazans. Regroupés à Paris, ceux-ci contribuèrent aussi à faire connaître la *bossa nova* aux musiciens. S'ils n'eurent que peu de prise sur le grand public, ils participèrent de concerts et d'enregistrements d'artistes français, favorisant l'émergence de rythmes brésiliens dans la production musicale du pays.

Cette intensification des échanges entre les deux pays fut à l'origine d'une véritable mode de la *bossa nova* en France à la fin des années 1960. Mais s'agissait-il encore de *bossa nova* ? Près de dix ans ont séparé la création du mouvement au Brésil et l'arrivée du style musical en France. Le décalage temporel s'est accompagné d'une transformation de contenus, les musiciens brésiliens ne jouant plus à strictement parler de la *bossa nova* après 1965. Alors que l'ère des festivals renouvelait en profondeur la musique populaire brésilienne (la chanson protestataire puis le tropicalisme rompait avec l'hédonisme et le caractère intimiste de la *batida* de João Gilberto), le public français continuait à assimiler toute musique en provenance du Brésil, soit à de la musique de carnaval, soit à de la *bossa*. L'appellation désignait désormais tout rythme brésilien qui n'était ni *samba* de carnaval, ni musique folklorique. Les musiciens français eux-mêmes n'échappèrent pas à l'ambiguïté des termes : ainsi leur

15. Le succès des artistes brésiliens au MIDEM était tel que fut organisé en 1975 un « carnaval brésilien » présentant plus de dix artistes pour une nuit de musique sur la Croisette.

16. Entretien avec André Midani, *loc. cit.*

17. On peut suivre cette production discographique dans l'article de Laurent Goddet, « 1974, année Brésil ? », *Jazz Hot*, n° 304, avril 1974, p. 20-21.





arrivait-il de définir la *bossa nova* en fonction de quatre éléments – le rythme, les recherches harmoniques, la virtuosité des guitaristes et l'énergie sensuelle des voix féminines – dont les trois premiers correspondaient au style musical tel qu'il avait été pensé au Brésil en 1958, mais dont le quatrième s'en éloignait d'autant plus que les voix citées étaient celles d'Elis Regina ou de Gal Costa, certes puissantes et sensuelles mais sans aucun rapport avec le *canto falado*.

### ***Bossa nova*, jazz et chanson française**

Le décalage temporel et la déformation du modèle n'ont pas empêché les transferts culturels entre le Brésil et la France où la réception de la *bossa nova* répondit aux logiques de circulation internationale des musiques populaires, mais également à « l'horizon d'attente » [Koselleck, 2000, p. 307-329] d'un certain nombre d'artistes venus du jazz et de la chanson.

Dans le monde du jazz français, Michel Legrand a été l'un des premiers à se passionner pour cet univers. Rien d'étonnant dès lors à trouver un de ses titres, *Once upon a summertime*, aux côtés de *Desafinado* dans l'album brésilien de Miles Davis, *Quiet nights*, enregistré entre 1962 et 1963 – une indication nous permettant de suggérer que les transferts culturels triangulaires ne fonctionnaient pas à sens unique. Impressionné par le nouveau style brésilien et la virtuosité de ses représentants, Legrand proposa à Baden Powell de participer à l'enregistrement du 33 tours *Sérénades du XX<sup>e</sup> siècle* dès le premier séjour du guitariste à Paris en 1964. Dix ans plus tard, Stéphane Grapelli enregistra à son tour un disque en duo avec Baden Powell intitulé *La Grande Réunion*, illustrant la permanence de l'esthétique *bossa nova* auprès des jazzmen français. Le monde de la chanson s'est intéressé de plus près encore au style musical brésilien, et la liste est longue des chanteurs « amoureux » du Brésil : Pierre Barouh, Sacha Distel, Brigitte Bardot, Françoise Hardy, Marie Laforêt, Claude Nougaro, Georges Moustaki, Maxime le Forestier, Nicoletta et tant d'autres. Notons que ces artistes étaient pour certains proches du cinéma (Bardot, Laforêt, mais aussi Barouh et Moustaki qui composaient alors les musiques des films de Lelouch), pour d'autres proches du milieu jazz (Distel et Nougaro), deux vecteurs de diffusion évoqués plus haut. Distel, notamment, joua un rôle important dans la diffusion de la *bossa nova* en France après avoir découvert Tom Jobim, Vinicius de Moraes, João Gilberto et Baden Powell lors d'une tournée au Brésil en 1961 [Dreyfus, 1999, p. 69-71]. Séduit, il en proposa des reprises et adaptations en français (*Desafinado*, *Chanson sur une seule note* ou *Loin de toi*) grâce auxquelles il obtint le prix de l'Académie du disque<sup>18</sup> et devint le premier ambassadeur du genre auprès du public.

Qu'ils soient musiciens de jazz, chanteurs ou compositeurs, les artistes français ont intégré les traits musicaux de la *bossa nova* selon trois modalités. La première fut l'interprétation de morceaux brésiliens qui devint une pratique com-

18. Cf. Sacha Distel, *Les pendules à l'heure*, Paris, Éditions 13, 1985.

mune au cours des années 1960. Les jazzmen français commencèrent à improviser sur des morceaux de Tom Jobim, désormais considérés comme des standards comme en témoigne la création en 1974 du premier *Real Book*, un recueil de partitions de jazz que les musiciens se revendaient sous le manteau<sup>19</sup>. Mais le phénomène ne se limita pas au jazz puisque des chanteurs de variété proposèrent des versions françaises de succès brésiliens dès 1962. La version française – enregistrée en français et jouée par des musiciens français – de *bossas* devint une pratique courante à laquelle s'essayèrent des artistes aussi divers que Brigitte Bardot (*Maria ninguém*, Carlos Lyra, 1964), Pierre Barouh (*Ce n'est que de l'eau*, Vinicius de Moraes, 1971) et plus tard Bernard Lavilliers (titres composés par Ivan Lins).

Par ailleurs, les collaborations entre musiciens français et brésiliens se multiplièrent à la fin des années 1960. Rendues possibles par la multiplication des voyages et la présence physique des Brésiliens en France, ces collaborations prirent plusieurs formes dont l'enregistrement de disque et l'organisation de tournées communes furent les plus courantes. Les musiciens brésiliens accompagnaient des grands noms de la chanson française : Teca Calazans et Ricardo Vilas et Baden Powell accompagnèrent par exemple la tournée de Claude Nougaro en 1974<sup>20</sup>. En outre, Baden Powell enregistra la même année en duo avec Stéphane Grappelli un disque intitulé *La grande réunion*, qui plaçait sur un pied d'égalité le guitariste et le violoniste.

Troisième modalité, la composition par des musiciens français de *bossas* constitua l'un des aspects les plus intéressants des échanges musicaux entre la France et le Brésil. Il s'agit là de la phase la plus avancée des transferts culturels entre les deux pays, lorsque des chanteurs français sont assez familiers du style pour composer des *bossas* ou ce qu'ils considèrent comme telles ou quand les jazzmen « jouent *bossa* » des standards qui n'avaient au départ rien de brésilien. Plus difficile à apprécier, cette dernière modalité est aussi plus lente à se mettre en place, en tant qu'elle suppose une bonne connaissance des traits formels spécifiques du genre. Elle est manifeste dans la production musicale française postérieure à la période que nous avons choisi d'étudier ici, les itinéraires de Lavilliers, de Salvador ou de Moustaki étant à cet égard exemplaires.

Georges Moustaki s'est exprimé à de nombreuses reprises sur la musique brésilienne. Il a évoqué la *bossa nova* dans les textes de ses chansons, dans son autobiographie et lors d'entretiens<sup>21</sup>. La « découverte » de ce style musical s'est déroulée en plusieurs étapes que le chanteur identifie très nettement :

19. Le *Real Book I* comportait 435 titres dont 20 étaient clairement identifiés comme *bossas*. L'entrée de compositeurs brésiliens comme Tom Jobim (10 morceaux), Luis Bonfá, Marcos et Sérgio Valle dans le *Real Book*, fut la conséquence d'un état de fait : les jazzmen jouaient des *bossas*. Loin d'être un simple reflet du répertoire jazz du début des années 1970, le *Real Book* eut aussi un rôle actif sur l'évolution de ce répertoire en contribuant à l'institution de standards

20. Entretiens avec Ricardo Vilas (Paris, 1<sup>er</sup> mars 2004) et Teca Calazans (Saint Gratien, 26 juillet 2005).

21. Georges Moustaki, *Les Filles de la mémoire*, souvenirs, Paris, Calmann-Lévy, 1989, p. 188-194 ; *Un chat d'Alexandrie. Entretiens avec Marc Legras*, Paris, Éditions de Fallois, 2002, p. 117-122.



« Quand j'étais enfant, je lisais des récits sur l'Amérique latine et le Brésil. Puis, il y a eu une vague mode des musiques brésiliennes... disons des brésiliannades comme *Joseph est au Brésil*<sup>22</sup> ou *Maria da Bahia*<sup>23</sup>. Ce n'était pas très excitant, plutôt de l'exotisme de bas étage. Ensuite j'ai découvert l'œuvre de Jorge Amado et l'idée d'aller au Brésil a commencé à me hanter sérieusement. Quatrième chose, dans l'ordre toujours, Pierre Barouh est venu me voir un jour. Il m'a dit : « tu connais ça ? » et m'a fait entendre João Gilberto. Et là ça été un peu le choc parce que j'ai découvert tous les ingrédients de la *bossa nova*. C'était un grand choc : je ne comprenais pas, j'étais charmé, j'étais enthousiaste... Et puis, le temps a passé un peu. Je suis devenu un chanteur connu, enfin... ma réputation a dépassé les frontières. Des émissaires sont venus me demander d'aller au Brésil chanter pour un festival, c'était en 72. Mais, juste avant j'ai connu une femme merveilleuse qui s'appelait Nara Leão. Elle était venue me voir (j'habitais l'île Saint-Louis juste à côté) pour me montrer quatre de mes chansons qu'elle avait traduites. J'étais dans le ravissement total en retrouvant mes chansons avec la magie de la langue brésilienne et de ses harmonies »<sup>24</sup>.

Les différents vecteurs de diffusion de la *bossa nova* apparaissent très clairement dans cet extrait : le cinéma à travers Barouh dont Moustaki a fait la connaissance grâce à Lelouch, les festivals et les exilés politiques figurés ici par Nara Leão. Par ailleurs, le discours du chanteur rompt avec l'image traditionnelle d'un Brésil exotique. Il oppose aux « brésiliannades » des années 1940 les « ingrédients de la *bossa nova* », à « l'exotisme de bas étage » la rencontre « de la langue brésilienne et de ses harmonies ». Il suggère une lecture plus technique de la musique brésilienne que ses compositions ont confirmée tout au long des années 1970 selon les trois modalités décrites plus haut. Ébloui au même titre que Barouh, le chanteur a adapté en français trois morceaux de Tom Jobim et Vinicius de Moraes – *Les eaux de mars*, *Quotidien*, *Je suis une guitare*<sup>25</sup> – en respectant autant que possible l'instrumentation et les arrangements originels, il a travaillé avec des musiciens brésiliens résidant à Paris – dont le percussionniste Jorge Arena et la muse de la *bossa nova* Nara Leão –, et a composé des chansons brésiliennes afin de retrouver en français « la magie de la langue brésilienne »<sup>26</sup>.

Exemple parmi d'autres, l'itinéraire brésilien de Georges Moustaki permet de suivre les échanges musicaux et les transferts culturels entre le Brésil et la France. De la fin des années 1950 au milieu des années 1970, les musi-

22. *Joseph est au Brésil* (M. Fontenoy-Syam), interprété par Félix Paquet, P. Déant et son orchestre © Forlane, UMIP-France, 2001.

23. *Maria de Bahia*, « le succès du grand film musical *Mademoiselle s'amuse* » (Paul Misraki-André Hornez) interprété par Giselle Pascal, Ray Ventura et son orchestre © Polydor, 1944.

24. Entretien avec Georges Moustaki, Paris, 30 août 2004.

25. Georges Moustaki, *En Ballades*, Paris, Christian Pirot, 1996, vol. 1, p. 110-111, 127-128 et 135.

26. L'instrumentation (*cuíca*, *surdo*) et les harmonies (jeu sur les enchaînements majeur/mineur) utilisées par Georges Moustaki rappellent à bien des égards la musique brésilienne. Voir *Bahia*, 1977, Polydor.

ciens français ont découvert un nouveau style musical qu'ils ont admiré et tenté d'adapter. La diffusion de la *bossa nova* et les transferts triangulaires qui y ont présidé furent à l'origine de nouvelles pratiques – interprétation, collaboration, composition –, mais également d'un nouveau discours sur le Brésil. À l'exotisme facile et réducteur des *sambas* de Dario Moreno, les musiciens opposèrent une rencontre entre trois traditions musicales différentes : la *bossa nova*, le jazz et la chanson française. L'identification de pratiques spécifiques d'une part, d'un discours de l'authenticité permettant de revendiquer ces pratiques d'autre part, nous invite à penser que la *bossa nova* a constitué une rupture dans l'histoire des échanges musicaux entre le Brésil et la France. Inversion des termes de l'échange, inversion du sens des voyages : une nouvelle altérité brésilienne s'est imposée dans les années 1960.

## BIBLIOGRAPHIE

- BÉHAGUE Gérard, *Musique du Brésil. De la cantoria à la samba-reggae*, Paris-Arles, Cité de la Musique-Actes Sud, 1999, p. 93-97.
- CARELLI Mario, *Cultures croisées. Histoire des échanges entre la France et le Brésil de la Découverte aux Temps modernes*, Paris, Nathan, 1993.
- CASTRO Ruy, *Chega de Saudade. A história e as histórias da bossa nova*, São Paulo, Companhia das Letras, 2002.
- DECORET Anne, « Danse sociale et interculturalité : la dansomanie exotique de l'entre-deux-guerres », dans MONTANDON Alain (dir.), *Sociopoétique de la danse*, Paris, Anthropos, 1998, p. 505-520.
- DREYFUS Dominique, *O violão vadio de Baden Powell*, São Paulo, Editora 34, 1999.
- ESPAGNE Michel et WERNER Michael, « La construction d'une référence culturelle allemande en France : genèse et histoire (1750-1914) », *Annales ESC*, Paris, juillet-août 1987, n° 4, p. 969-992.
- ESPAGNE Michel, *Les Transferts culturels franco-allemands*, Paris, PUF, 1999.
- ESTÈVE Michel (dir.), *Le « cinéma nôvo brésilien »*, I, Paris, Lettres modernes / Études cinématographiques, n° 93-96, 1972.
- GARCIA Walter, *Bim Bom. A contradição sem conflitos de João Gilberto*, São Paulo, Paz e Terra, 1999.
- KOSELLECK Reinhardt, *Le futur passé : contribution à la sémantique des temps historiques* [1979], trad. fr., Paris, EHESS, 2<sup>de</sup> édition, 2000.
- LEYMARIE Isabelle, *Latin Jazz* [1998], Paris, Buchet-Chastel, 2003.
- NAVES Santuza Cambraia, *Da bossa nova à Tropicália*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 2001.
- ORY Pascal, *L'histoire culturelle*, Paris, PUF, 2004.
- RIVAS Pierre, « Le Brésil dans l'imaginaire français : tentations idéologiques et récurrences mythiques 1880-1980 », dans PARVAUX Solange et REVEL-MOUROZ Jean (coord.), *Images réciproques du Brésil et de la France*, Paris, IHEAL, 1991.
- SANDRONI Carlos, « Le tresillo. Rythme et "métissage" dans la musique populaire latino-américaine imprimée au XIX<sup>e</sup> siècle », *Cahiers de musique traditionnelle*, n° 13 : « Métissage », Genève, Georg, 2000, p. 54-64.
- TOURNÈS Ludovic, *New Orleans sur Seine : histoire du jazz en France*, Paris, Fayard, 1999.
- TREBITSCH Michel et RACINE Nicole (dir.), *Cahiers de l'IHTP*, n° 20 : *Sociabilités intellectuelles. Lieux, milieux, réseaux*, Paris, CNRS, mars 1992.
- VELOSO Caetano, *Verdade Tropical*, São Paulo, Companhia das Letras, 1997.



## RÉSUMÉ/RESUMO/ABSTRACT

La mode de la *bossa nova* en France dans les années 1960 et 1970 signe une inversion et une complexification croissante des échanges musicaux entre l'Amérique latine et l'Europe, étudiés ici dans l'optique des transferts culturels. L'analyse des mécanismes de diffusion, réception et appropriation de la *bossa nova* met à jour l'émergence d'une nouvelle altérité brésilienne en France au cours des années 1960.

**A moda da *bossa nova* na França, durante os anos 1960 e 1970, indica uma inversão e uma diversificação dos fluxos musicais entre a América Latina e a Europa. Esse artigo questiona os intercâmbios entre o**

**Brasil e a França a partir da teoria das transferências culturais – difusão, recepção, apropriação. Mostra como uma nova alteridade brasileira foi construída na França durante os anos 1960.**

The success of *bossa nova* in France in the 1960's and the 1970's corresponds to an inversion and a diversification of the musical flows between Latin America and Europe. This article studies the musical exchanges between France and Brazil via the theory of « cultural transfers » – diffusion, reception, acculturation. It aims to demonstrate that a new Brazilian otherness was built in France during the 1960's.

### MOTS CLÉS

- bossa nova
- Brésil
- France
- transferts culturels

### PALAVRAS CHAVES

- bossa nova
- Brasil
- França
- transferências culturais

### KEYWORDS

- bossa nova
- Brazil
- France
- cultural transfers

Maud Chirio\*

## Formes et dynamiques des mobilisations politiques des exilés brésiliens en France (1968-1979)

L'exil politique brésilien pendant le régime militaire (1964-1985) a longtemps été un oublié de la recherche universitaire et le renouveau d'intérêt qu'il suscite est très récent<sup>1</sup>. Dans cet oubli, les modalités d'élaboration d'une mémoire de la dictature sont déterminantes. Certes, la « guerre de la mémoire » [Martins Filho, 2003] a été gagnée par l'opposition de gauche, au moins à l'Université et dans la plus grande partie des médias : la mise en avant de la répression, de la torture, de la sujétion de la justice et du processus démocratique a pris le pas sur celle d'une légitimité du coup d'État du fait d'une menace communiste et de la corruption généralisée de la classe politique – ce qui était le discours des militaires. L'exil n'est pas devenu pour autant un thème central de la mémoire de gauche, en partie parce qu'il a toujours été marqué par une forte ambivalence : si, en 1979, les *retornados* sont brièvement considérés comme des héros, certains des opposants restés sur le sol national les accusent d'avoir renoncé au combat – d'où l'appellation de *desbundados*, « dégonflés » – ou d'avoir vécu un « exil doré » confortable et réservé aux plus aisés [Cruz, 1999, p. 16-18]. Le malaise, au sein de la gauche brésilienne, lié au séjour à l'étranger des exilés a empêché de considérer ceux-ci comme des victimes

\* Université Paris I-Panthéon-Sorbonne.

1. Le premier colloque international sur le thème de l'exil brésilien en France a eu lieu les 23, 24 et 25 novembre 2005, organisé notamment par l'Université Paris X-Nanterre, sous le titre « Mémoire, histoire et imaginaires de l'exil brésilien en France ».

de la dictature et plus encore comme des résistants. Les rares travaux réalisés depuis le milieu des années 1980, souvent par d'anciens exilés, mettent plus l'accent sur la souffrance, le déracinement et les recompositions identitaires [Vasquez et Araújo, 1988 ; Pietracolla, 1996] que sur la poursuite d'une activité politique : cette approche, que sous-tend la revendication d'un statut de victime, laisse de côté l'engagement et les convictions politiques, caractéristiques premières des exilés.

Faire l'histoire politique de l'exil brésilien est donc une approche inhabituelle, parce qu'elle fait ressurgir la question d'un abandon du combat politique avec la fuite hors du pays, ou du moins de l'inutilité de celui-ci : la mise en accusation de l'exil d'un point de vue politique a abouti à son oubli par les chercheurs. Nous ne poserons pas la question de « l'efficacité » des luttes politiques des réfugiés brésiliens en France – pays d'accueil où s'est concentrée, dans la seconde moitié des années 1970, la plus grande communauté exilée. Non parce qu'il s'agit d'un sujet polémique, mais parce qu'il met à tort les activités militantes au Brésil et en exil sur le même plan. La déstructuration des partis due au départ à l'étranger, les contacts noués dans les pays d'accueil et même l'éloignement spatial sont des éléments qui poussent plutôt à se demander s'il existe une « action politique » d'exil. Plus précisément, la présence à l'étranger d'exilés qui sont à la fois victimes d'une violence d'État et militants réduit-elle leur activité politique à la dénonciation du régime en vigueur dans le pays d'expulsion ? Comment cette nouvelle forme de mobilisation s'articule-t-elle avec les combats menés – dans le cas des exilés brésiliens, souvent révolutionnaires – avant le départ du Brésil ?

Après une présentation de l'exil brésilien et des problèmes de recherche qu'il pose, nous aborderons la question des formes de mobilisation des exilés en France, en tentant de comprendre quels sont les facteurs, externes et internes, qui en font un type d'action politique particulier.

## **Caractéristiques d'un exil original**

Si les migrations politiques posent souvent aux chercheurs des problèmes de définition et de quantification, l'exil brésilien pendant la dictature militaire cumule les raisons d'être un objet historique insaisissable : tout d'abord parce que les départs se sont effectués par vagues successives, à mesure de la radicalisation de la dictature. Les politiques répressives mises en œuvre par les militaires au cours des vingt-et-une années de leur présence au pouvoir sont en effet d'une violence très inégale. Les mois qui suivent le coup d'État (ou *golpe*) du 31 mars 1964 correspondent à la persécution des ennemis historiques des « *golpistes* » proches du Parti travailliste (Partido Trabalhista Brasileiro, PTB) ou du Parti communiste (Partido Comunista Brasileiro, PCB). La répression « *pós-golpe* » exclut donc du pays une minorité d'opposants composée d'hommes politiques, de journalistes, de militaires et d'intellectuels souvent proches du pouvoir renversé



en 1964. Un « coup d'État dans le coup d'État »<sup>2</sup> survient le 13 décembre 1968 avec le vote de l'Acte institutionnel n° 5 (AI5) : il suspend le Congrès, supprime la majorité des libertés publiques et reprend le processus de destruction et de suspension des droits politiques dont le rythme s'était ralenti depuis la fin de l'année 1964. Cette date inaugure les années les plus dures de la dictature, de 1968 à 1974, qui ont reçu le surnom d'*anos do chumbo*, « années de plomb ». L'historien Jacob Gorender parle pour ces années d'une phase d'« extermination physique des militants de gauche sans visibilité publique » [Fico, 2001, p. 11], qui a pour corollaire le début d'un exil plus massif, composé d'opposants plus jeunes, à l'engagement plus récent et orienté à l'extrême-gauche de l'échiquier politique. Enfin, les retours au pays débutent discrètement dès le milieu des années 1970, lorsque le président Ernesto Geisel lance une politique « d'ouverture lente, graduelle et sûre ». Mais ce n'est qu'après le vote de la loi d'amnistie des crimes et délits politiques, en août 1979, que la plupart des Brésiliens expatriés rentrent au pays. Cette absence de date précise d'expulsion rend difficile la différenciation de l'exil politique des autres formes d'émigrations, qui augmentent également au cours des années 1960.

Par ailleurs, l'itinérance caractéristique de l'exil brésilien rend difficile l'établissement d'un suivi collectif. Le *golpe* du 31 mars 1964 est précoce dans la chronologie des dictatures militaires du sous-continent, si bien que les exilés brésiliens migrent à plusieurs reprises, chassés par des coups d'État. Au début, la plupart des migrants élisent comme pays d'accueil des nations proches : Bolivie, Uruguay, Argentine. Cependant, c'est au Chili que l'énorme majorité de la communauté exilée se rassemble, dès la fin des années 1960 et plus nettement encore à partir de l'arrivée au pouvoir de Salvador Allende et du gouvernement de l'Unité populaire, en septembre 1970<sup>3</sup>. 1973 est l'année de la diaspora : les exilés s'éparpillent alors hors de l'Amérique latine, avec comme destination privilégiée l'Europe, tout particulièrement la France et dans une moindre mesure l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre et la Suède. L'itinérance ne prend cependant pas fin, puisque la Révolution des Œillets au Portugal en avril 1974 et les indépendances des colonies portugaises d'Afrique en font de nouveaux lieux d'asile. L'instabilité des communautés exilées rend difficile de déterminer non seulement leur taille dans chacun des pays d'accueil, mais aussi leur ampleur globale.

Les chiffres de l'exil brésilien sont donc plus des ordres de grandeur que des résultats précis. Les seules données disponibles apparaissent dans la presse de la

2. Remarquons que les thèmes de la césure radicale de 1968, ainsi que du fossé entre deux groupes de militaires, les « durs » et les « castélistes » modérés, sont de plus en plus controversés après avoir longtemps dominé l'historiographie [Martins Filho, 1996, p. 82-88].

3. L'étude de la répartition des lieux d'exil d'une cohorte de 896 personnes permet de conclure que l'Amérique latine est le lieu d'un premier exil pour 70 % des migrants, dont 54 % au Chili [Chirio, 2004].



période des retours (entre 1979 et 1982), qui parle de 5 000 à 10 000 exilés [Machado, 1979]<sup>4</sup>. Ces chiffres sont probablement « gonflés » par l'utilisation politique dont ils font l'objet au moment de la lutte pour l'amnistie, comme ce fut le cas de ceux des exilés argentins (évalués initialement à 2 millions) et chiliens (1 million) [Wettstein, dans Paillet, 1985, p. 209], pour lesquels des recherches postérieures ont finalement abouti au chiffre commun de 200 000 exilés [Franco, 2003, p. 51-52 ; Gaillard, 1997, p. 11].

Quant à l'exil brésilien en France, ni les quelques statistiques produites ni les témoignages d'exilés ne permettent de conclure à une estimation précise. Les données des préfectures<sup>5</sup> indiquent que 1 189 Brésiliens résident en France en 1964 et que leur nombre croît de façon régulière jusqu'au milieu des années 1980, avant de se stabiliser autour de 7 000 au début des années 1990. Une légère inflexion a lieu en 1967 et une autre, plus franche, entre 1972 et 1975 : alors que la croissance moyenne de la population brésilienne est de 11,8 % par an entre 1964 et 1979, elle atteint 18,9 % au cours de ces trois années. L'accélération de la croissance de l'immigration brésilienne à ces dates est en partie due aux exilés expulsés du Chili en septembre 1973 : c'est la seule information sur l'exil à laquelle il est possible de conclure.

Avec toutes les réserves que l'exposé précédent implique, l'exil brésilien en France peut être évalué à 1 000 à 2 000 personnes à son effectif maximal. Au sein de ce groupe, une partie seulement garde un militantisme politique : elle seule laisse, le plus souvent, des traces écrites pour l'historien. Traces qui posent des problèmes archivistiques : les documents d'époque, en particulier les diverses publications d'exil, ont été inégalement conservés. Le retour au Brésil s'est souvent accompagné d'un éparpillement ou d'une perte des archives personnelles et les quelques collections déposées dans des centres de recherche et des bibliothèques sont fréquemment incomplètes<sup>6</sup>. Le caractère erratique des sources crée donc, en lui-même, une impression de discontinuité de l'action politique des exilés. Avec cette réserve, trois phases peuvent être distinguées, tant du point de vue de l'importance que des formes de mobilisations.

4. Les évaluations des comités luttant pour l'amnistie en 1978-1979, reprises dans les journaux, sont plus hautes : on parle des « 10 000 » ; le journal opposant *Em Tempo* (n° 3, février-mars 1978) avance le chiffre de 12 000 exilés en incluant leurs familles.

5. Document de la Préfecture de Police de Paris constitué à partir de statistiques de l'INSEE et de données des préfectures. La confrontation avec d'autres statistiques (françaises ou européennes) laisse à penser que ces données peuvent sous-évaluer la présence d'étrangers en France.

6. Les archives utilisées pour cette recherche sont celles déposées à la Bibliothèque de Documentation internationale contemporaine (Université Paris X-Nanterre), à l'Institut des Hautes Études d'Amérique latine (Université Paris III-Sorbonne Nouvelle), au CEDETIM-CEDIDELP (Centre de Documentation pour le Développement et la Libération des Peuples-Centre d'Études et d'Initiatives de Solidarité internationale) et les archives personnelles de Michel Löwy.



## Les phases de l'exil : de la dénonciation à la lutte pour l'amnistie

Le début des *anos do chumbo*, de 1968 à 1971, entraîne une forte activité de dénonciation des pratiques répressives mises en œuvre au Brésil, en particulier à l'encontre des prisonniers politiques. Avant 1968 peu d'actions sont menées : les exilés sont encore très peu nombreux et le gouvernement Castelo Branco, qui prend peu de mesures radicales, n'est pas vu comme dictatorial à l'étranger. De plus, ce n'est qu'en 1968 que la torture devient une pratique systématique dans les prisons brésiliennes : elle devient alors le thème principal des mobilisations des exilés, qui se concentrent à cette époque sur la dénonciation des atteintes aux droits de l'homme perpétrées par les policiers et les militaires brésiliens. Des organisations sont créées dans ce but : la principale est le Front brésilien d'Informations (FBI), une structure internationale fondée en Algérie par Miguel Arraes, ex-gouverneur de l'État de Pernambuco et membre de l'aile gauche du PTB. Des relais du FBI se créent dans d'autres pays d'exil et le siège s'installe à Paris. Le feuillet de présentation indique le lien avec la frange révolutionnaire de la gauche brésilienne, mais les publications du FBI comprennent plus de témoignages et de preuves de la violence d'État que de prises de positions politiques :

« Le Front brésilien d'Informations fut créé pour rompre le cercle de silence que la censure de presse et l'intérêt de quelques agences internationales d'informations firent autour des véritables conditions de vie imposées au peuple brésilien par une dictature militaire sanguinaire. Son siège est à Paris et il dispose d'une équipe de correspondants au Brésil et dans d'autres pays de l'Amérique latine.

Les nouvelles transmises par le Front brésilien d'Informations sont recueillies parmi toutes les organisations révolutionnaires brésiliennes. Une équipe de militants d'idéologies diverses est chargée de les sélectionner et de les vérifier. Toutes les nouvelles divulguées sont absolument véridiques et objectives. Les combattants de la résistance brésilienne ne s'intéressent pas à divulguer des mensonges. Notre arme est la vérité »<sup>7</sup>.

Le Comité de Défense des Prisonniers politiques brésiliens est fondé à Paris en 1969 ; sans dimension internationale, il a plus d'impact à l'échelle française du fait des soutiens qu'il obtient dans les milieux politiques, religieux, artistiques et associatifs – réseau qui demeure inchangé jusqu'à la fin des années 1970. Le Comité est exclusivement tourné vers la dénonciation de la torture et de la répression politique, comme l'indiquent son nom et son manifeste fondateur :

« La presse a mis l'opinion française au courant de la terrible situation des prisonniers politiques au Brésil : détentions arbitraires, tortures systématiques (coups et sévices de toutes sortes, supplices à l'électricité, viols, castrations, mutilations, exécutions simulées). Ces violences, souvent exercées sur les

7. Feuillet de présentation du Front brésilien d'Informations, s.d., Archives Michel Löwy.

détenus en présence de membres de leur famille, ont entraîné la mort de nombreuses victimes. Sachant que des milliers de personnes sont soumises quotidiennement à ces traitements et que le nombre des arrestations ne cesse de s'accroître, les soussignés ont considéré que cet état de fait exigeait d'extrême urgence la constitution d'un Comité de Défense des Prisonniers Politiques Brésiliens. Ils font appel à tous les Français qui veulent mettre un terme à l'arbitraire et à la violence policière qui s'étendent chaque jour un peu plus et ils leur demandent de se joindre à eux pour les combattre. [...] »<sup>8</sup>.

Les « soussignés » sont tous français<sup>9</sup> : bien que des Brésiliens soient à l'origine du Comité, leur présence n'est pas rendue publique, pour des raisons de sécurité et parce qu'ils ne constituent pas encore un groupe important – probablement moins de cent personnes à Paris. La stratégie est d'obtenir une visibilité médiatique grâce aux noms de personnalités françaises plutôt que de se mettre en avant comme exilés. Les courants représentés dans le réseau de soutien sont divers. Le principal est celui des « chrétiens de gauche » : des groupes comme le Mouvement international des Juristes catholiques, l'Association française des Juristes démocrates, la CIMADE, l'Association des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture sont précocement et continûment actifs dans leur soutien à toute dénonciation de la répression au Brésil. À ce premier cercle s'ajoutent les mouvements de défense de droits de l'homme (Amnesty International et la Ligue de Droits de l'Homme) et individuellement, des intellectuels et des artistes. Les partis politiques et les syndicats sont au contraire absents du réseau de soutien à de rares exceptions près.

Deux actions importantes peuvent être vues comme l'aboutissement de cette première forme de mobilisation. La première est un meeting organisé à la salle parisienne de la Mutualité le 15 janvier 1970, où tous les courants susnommés sont représentés et qui obtient une excellente couverture médiatique. La seconde est l'action menée en faveur d'Apolônio de Carvalho : opposant au régime militaire, militant historique du PCB puis fondateur d'une dissidence révolutionnaire (le Partido Comunista Revolucionário Brasileiro, PCBR), il a également combattu dans les Brigades internationales pendant la Guerre d'Espagne puis dans la Résistance française au cours de la Seconde Guerre mondiale, ce qui lui a valu d'être décoré de la Grand Croix de la Résistance. Son emprisonnement politique et les mauvais traitements qu'il subit permettent au Comité de mettre en avant un

8. Feuillet de présentation du Comité de Défense des Prisonniers politiques brésiliens, s.d., Archives Michel Löwy.

9. Les signataires de ce premier texte sont Simone de Beauvoir, le pasteur Georges Casalis, François Châtelet, le révérend père Chenu, Jean-Marie Domenach, directeur de la revue *Esprit*, Pierre Kastler, Prix Nobel de physique, Michel Leiris et Robert Merle, écrivains, Claude Bourdet, Paul Ricoeur, Jean-Paul Sartre, Laurent Schwartz, professeur d'Université, Pierre Vidal-Naquet, directeur d'études à l'EPHE, Georges Montaron, directeur de *Témoignage Chrétien*, Jean Chatagner, directeur de la revue *La Lettre*.



cas exemplaire de persécution et de torture et d'obtenir des soutiens plus larges que précédemment. Grâce à la médiation de Charles Tillon, l'Association nationale des Anciens Combattants de la Résistance s'associe à la revendication de la libération de Carvalho. Celle-ci n'advient qu'avec son bannissement<sup>10</sup> et son exil en Algérie, en juin 1970, à la suite desquels le gouvernement français lui refuse l'attribution d'un visa. Apolônio de Carvalho est en effet considéré par la police et les Renseignements généraux français comme le possible coordinateur d'un mouvement révolutionnaire dans le milieu des exilés brésiliens en France<sup>11</sup>. Le refus de visa suscite l'entrée du Parti socialiste unifié (PSU) dans le courant de protestation : lors de l'été 1971, Michel Rocard pose, à l'Assemblée nationale, des questions au ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, et au Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, dans lesquelles il dénonce « la collusion du gouvernement français avec les divers fascismes existant dans le monde » et appelle « toutes les forces démocratiques françaises et tous ceux qui se réclament de l'esprit de la Résistance à réagir contre cette nouvelle agression du ministère de l'Intérieur et à exiger l'autorisation de séjour en France pour Apolônio de Carvalho »<sup>12</sup>.

Malgré le début de mobilisation du monde politique et la constitution d'un solide réseau de soutien, les activités de dénonciation s'essoufflent après 1971. Un Comité France Brésil succède début 1972 au Comité de Défense des Prisonniers politiques brésiliens ; Paul Ricoeur en est le premier président. Ses objectifs sont plus larges, puisqu'il propose de « s'informer et diffuser l'information recueillie sur la répression et les différentes formes d'oppression au Brésil » et « d'analyser et éventuellement dénoncer les responsabilités françaises dans cette situation, dans les domaines économique, politique, policier et militaire »<sup>13</sup>. Mais la couverture médiatique du Comité est médiocre et sa première publication ne date que de mai 1975. Une action de dénonciation menée au niveau international rencontre paradoxalement peu d'écho en France. Il s'agit d'un tour d'Europe effectué par trois militants bannis du Brésil en janvier 1971 : Jean-Marc van der Weid, ancien président de l'Union nationale des Étudiants et militant de l'Ação Popular ; René de Carvalho, fils d'Apolônio et également membre du PCBR ; Roberto de Fortini, de la Vanguarda Revolucionária Popular (VPR). Weid témoigne que seul un « tour des universités » est organisé en France et ne constate pas l'existence d'une communauté exilée politiquement organisée. Les mobilisations restent discrètes jusqu'en 1975, alors que la première moitié des années 1970 est celle d'une explosion du nombre

10. Entre 1969 et 1971, certaines organisations armées ont pratiqué l'enlèvement de diplomates étrangers (quatre en tout) dans le but de les « échanger » contre des prisonniers politiques ensuite condamnés au bannissement. 130 prisonniers ont été libérés et exilés par ce biais.

11. Voir les notes et rapports des RG des 5 et 12 février 1972, notamment le rapport intitulé « L'activiste brésilien Apolônio de Carvalho et le réseau révolutionnaire brésilien à Paris », Archives du ministère de l'Intérieur, 19990260. art. 34.

12. *Le Monde*, 10 août 1970, p. 5.

13. Compte rendu de la réunion du 4 février 1972. Archives Michel Löwy.

des exilés brésiliens en France, particulièrement à la suite du coup d'État chilien de septembre 1973.

À partir de 1975, l'action politique des exilés prend une forme nouvelle, à travers le Comité France Brésil et le Comité Brésil Amnistie (CBA) récemment créé. D'autre part, la conjoncture brésilienne évolue : le président Geisel parle d'« ouverture » et les élections législatives de 1974 laissent espérer une victoire du Movimento Democrático Brasileiro (MDB), le parti d'opposition officiel jusqu'alors éloigné du pouvoir. René de Carvalho parle de cette date comme de la première rupture dans l'engagement politique des exilés, de « la frontière entre la désespérance et les perspectives »<sup>14</sup>. Des réunions ouvertes sont organisées, mensuellement, pour parler des bouleversements de la situation brésilienne<sup>15</sup>. La reprise des activités de dénonciation est déclenchée par la vague répressive qui touche, en 1975, le Partido Comunista Brasileiro (PCB) et le Partido Comunista do Brasil (PCdoB) maoïste, en totale contradiction avec le discours de redémocratisation du président Ernesto Geisel.

La venue de ce dernier en France, au printemps 1976, suscite un surcroît d'agitation. Les journaux qui incluent dans leur ligne éditoriale la protestation contre le régime en vigueur au Brésil se multiplient : *Brésil Information*, *Brésil ça bouge*, *Brésil Bulletin* du CBA, le *Bulletin du Comité France Brésil*. Les appuis se font plus diversifiés : le bureau du Parti socialiste, par la voix de Lionel Jospin (alors secrétaire national au Tiers Monde), condamne à cette occasion « la répression, seule réponse de la dictature militaire brésilienne au renouveau du mouvement oppositionnel » ainsi que les « arrestations, tortures, assassinats de journalistes, de militants politiques et syndicaux, exils et bannissements [qui] se succèdent » et conclut que « pour des milliers de Brésiliens, la “libéralisation” du régime est un mot vide de sens »<sup>16</sup>. Une protestation de l'Association France Amérique latine est signée par le Mouvement des Radicaux de Gauche, le PCF, le PSU, le Front progressiste, la CFDT, la CGT, la FEN, l'Association française des Juristes démocrates, la section française du Mouvement international des Juristes catholiques et la CIMADE. Mais la grande nouveauté n'est pas tant la diversification des appuis que le militantisme massif des exilés en France. Plusieurs centaines de personnes assistent aux réunions publiques ; plus de trois cents sont membres du CBA, répartis en secteurs correspondants aux publics à atteindre – milieu ouvrier, étudiant, politique, artistique, intellectuel, etc. Il s'agit d'un militantisme exclusivement brésilien, qui n'inclut ni d'autres exilés latino-américains ni des Français. D'une activité de dénonciation comparable à celle du Comité de Défense des Prisonniers politiques, le CBA passe à la revendication de l'amnistie. La collaboration entre les comités d'amnistie fondés dans de nombreux pays d'Europe aboutit à la tenue d'un « Congrès international pour l'Amnistie » à Rome en juillet 1979.

14. Entretien avec René de Carvalho, Rio de Janeiro, février 2004.

15. Entretien avec Liszt Vieira, Rio de Janeiro, janvier 2004.

16. *Le Monde*, 24 avril 1976, p. 3.



## Les contacts français : un mouvement social fragmenté, des pouvoirs publics ambigus

L'ampleur prise par la mobilisation politique dans sa dernière phase est largement due à la capacité d'absorption d'un nombre important d'exilés dans les comités d'action, au caractère unitaire du CBA, à la simplicité de ses mots d'ordre et à l'efficacité de l'organisation interne. Pourtant le militantisme d'exil s'effectue dans une société étrangère qui l'influence directement : de part les appuis qu'elle fournit, d'abord. Le soutien aux exilés brésiliens provient peu, en France, des partis politiques, à l'opposé d'autres pays européens comme l'Italie. Certes, la gauche partisane se mobilise pour des actions ponctuelles, mais l'appui continu, notamment logistique, est le fait d'associations. Jean-Marc van der Weid en témoigne à propos de l'audience de la tournée de dénonciation à laquelle il a participé au début des années 1970 :

« Le terrain politique en France était beaucoup plus scindé, c'était beaucoup plus compliqué de parler à l'extrême-gauche, à la gauche et au centre etc., et de pouvoir toucher tout le monde. [...] À l'époque, entre 71 et 73, moi je ne pouvais pas parler au nom du Parti communiste, je parlais au nom de l'extrême-gauche brésilienne, donc le Parti communiste me recevait pas du tout. Pas question. Le Parti socialiste oui. [...] Le PC français était très orthodoxe et lié à ses copains. Ils disaient : notre vis-à-vis c'est le PC brésilien, on parle au PC brésilien, et vous vous êtes des provocateurs d'extrême-gauche »<sup>17</sup>.

Les contacts avec les partis français sont le monopole des organisations politiques, non des comités de dénonciation : le PCB est en relation avec le PCF ; le PCBRR avec le groupe « Révolution » ; le Partido Operário Comunista (POC), de tendance trotskyste, avec la Ligue communiste révolutionnaire ; etc. La distance entre comités de dénonciation et partis politiques explique que très peu de militants français en soient membres : les mobilisations collectives d'exil ne sont pas l'occasion de contacts entre les gauches française et brésilienne à leur base. Il n'existe pas non plus de militantisme commun des exilés latino-américains, malgré la similitude de leurs situations : l'action politique n'est pas un facteur d'ouverture de la communauté brésilienne. De plus, les Français membres ou dirigeants des comités sont souvent des prête-noms : le président du CBA, Guy Aurenche, secrétaire de la section française du Mouvement des Juristes catholiques et membre de l'Association des Chrétiens contre la Torture (ACAT), ne dit avoir eu qu'une participation limitée aux travaux du groupe<sup>18</sup>. On peut donc parler de soutien à l'action politique des exilés mais pas de mobilisation commune : ce constat induit que, si « l'action politique d'exil » a une dynamique et des contraintes propres, elle n'est pas forcément caractérisée par la fréquentation et les échanges entre militants exilés et du pays d'accueil.

17. Entretien avec Jean-Marc van der Weid, *loc. cit.*

18. Entretien avec Guy Aurenche, Paris, juin 2004.

L'exil est le lieu privilégié de la dénonciation de la répression parce que les libertés d'expression et de manifestation y sont plus respectées qu'au Brésil. Néanmoins l'attitude des autorités françaises a par moments fait obstacle à l'organisation politique des exilés. Tout d'abord, le statut de réfugié a pour corollaire un « devoir de réserve » qui implique, de façon mal définie, l'absence de trouble à l'ordre public et d'activité politique. La peur de perdre le statut ou, comme étranger, de se faire expulser de France est l'argument principal avancé par les témoins pour expliquer la discrétion de leurs activités politiques, la mise en avant de Français dans les comités et la non-implication dans des débats nationaux. Le Premier ministre, Jacques Chirac, déclare en février 1976 :

« La France a toujours été une terre d'accueil. Mais cela impose à ceux qui bénéficient de cet accueil une certaine réserve sur le plan politique. Et je crois que ceux qui profitent de leur présence en France pour faire de l'action politique, notamment orientée vers la critique des pays dont ils sont originaires, ont tort. Cette attitude n'est pas conforme à une certaine idée que je me fais de la morale. Cela n'est pas conforme en tout cas aux intérêts de la France »<sup>19</sup>.

Ce discours s'inscrit dans un contexte de méfiance à l'égard des étrangers et plus particulièrement des réfugiés politiques. L'attitude de suspicion des autorités françaises à l'égard des exilés brésiliens est une réalité dès la fin des années 1960 : les archives du ministère de l'Intérieur, ouvertes pour la seule période 1969-1973, montrent que l'organisation politique de la communauté exilée est vue comme révolutionnaire et potentiellement subversive<sup>20</sup>. La vigilance se mue en une politique agressive en 1975 avec « l'affaire Carlos »<sup>21</sup> : les militants de gauche latino-américains – surtout les Brésiliens, bien que Carlos soit d'origine vénézuélienne – sont soupçonnés d'activités terroristes. Les perquisitions et les interpellations non justifiées sèment l'inquiétude dans parmi les exilés et rendent plus prudente leur tentative de réorganisation politique. Le scandale parvient jusqu'aux élus : en septembre 1975, Lionel Jospin écrit à Gaston Defferre, président du groupe des socialistes et des radicaux de gauche à l'Assemblée :

« [...] Sous prétexte d'enquêter sur la fameuse affaire Carlos, des officiers de la DST accompagnés à grand tapage de cars de police, s'en prennent à la colonie des exilés politiques brésiliens. Les interpellations se multiplient ainsi que les gardes à vue. Or les personnes interpellées et longuement entendues par la DST sont uniquement interrogées sur leurs activités militantes en relation avec leur pays. Les questions font d'ailleurs nettement apparaître que la mystérieuse affaire Carlos est bien loin des préoccupations de la police et

19. À propos du mathématicien soviétique Leonid Plioutchch. *Le Monde*, 17 février 1976, p. 8.

20. Voir par exemple les fonds 19850087 (art. 6, 45 à 47, 65, 71 à 75) ; 19900260, art. 34 ; 19980547.

21. « Nom de guerre » d'Ilich Ramírez Sánchez, qui organise des attentats terroristes dans les années 1970, notamment pour défendre la cause palestinienne. En décembre 1975 il dirige la séquestration de onze ministres de l'OPEP à Vienne et exécute en juin deux agents de la DST. Il est alors condamné par contumace par un tribunal français et recherché jusqu'à son arrestation en 1994.



que la DST agit en relation directe avec la police brésilienne. [...] Aussi un grand affolement règne parmi la colonie brésilienne »<sup>22</sup>.

Peu après, le député socialiste Jean-Pierre Cot pose une question à l'Assemblée au ministre de l'Intérieur, qu'il conclut par la requête de « bien vouloir lui faire connaître pour quels motifs la colonie brésilienne fait actuellement l'objet d'enquêtes de police en France, quelles sont les relations qui existent entre la police brésilienne et la police française et quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme aux violations des principes fondamentaux de notre droit qui concerne l'accueil des exilés politiques étrangers »<sup>23</sup>. L'attitude de méfiance de la police française a des implications directes sur les actions des exilés : les protestations contre la venue de Geisel en avril 1976 n'ont pas eu l'ampleur espérée parce que les Brésiliens se sont mis en retrait. Jean-Marc van der Weid, responsable du CBA à l'époque, parle « d'intimidation » et d'une « peur des réactions du gouvernement français »<sup>24</sup>. Les archives de la police et des Renseignements généraux ne sont pas ouvertes pour les années suivantes, mais la poursuite du contrôle policier est dénoncée par certaines associations de défense des réfugiés politiques<sup>25</sup>.

La présence à l'étranger crée donc un cadre spécifique à l'activité politique : un pays d'exil comme la France est un lieu privilégié de dénonciation de la dictature, mais le statut de réfugié politique et l'anticommunisme de l'appareil policier français constituent des restrictions au militantisme. À l'inverse, tout rapprochement diplomatique, militaire et policier de la France et du Brésil est un sujet spécifique de protestation. Par ailleurs, les dimensions réduites de la communauté brésilienne conditionnent son action aux soutiens qu'elle obtient dans la société française, lesquels influencent son discours : en particulier, l'éloignement des structures partisans a contribué à la constitution de comités unifiés et à la restriction du discours à la dénonciation de la répression, de la torture et à la revendication de l'amnistie.

## La reconversion obligée de la lutte révolutionnaire

Si elle est sans conteste la plus visible, l'action politique en faveur des droits de l'homme et des libertés démocratiques n'est pas la seule menée par les exilés brésiliens en France. Un rapport d'espions brésiliens infiltrés au Portugal, en août 1976, indique bien la double nature de leur mobilisation politique :

- « 1. Il existe actuellement, se resserrant, des liens et une collaboration entre les diverses organisations de la gauche brésilienne à l'extérieur, particulièrement à Paris [...]
2. Après la déposition du gouvernement marxiste d'Allende, au Chili, en 1973, la majorité des membres de la dite gauche révolutionnaire brésilienne,

22. Archives du PS / Fondation Jean Jaurès, 614 RI 16.

23. *Bulletin d'Information* du CBA, n° 1, janvier 1976, archives BDIC.

24. Entretien avec Jean-Marc van der Weid, *loc. cit.*

25. Voir par exemple *La sécurité des étrangers en France*, Dossier de CIMADE Information, novembre 1977.



réfugiée ou en fuite dans ce pays, est partie à Paris [...] où elle s'est mise à exercer une influence sur la colonie d'étudiants brésiliens. [...] Ces activités sont insérées dans une conception de la lutte révolutionnaire, de l'internationalisme prolétarien et de la solidarité internationale, visant à créer les conditions de l'affaiblissement de l'actuel régime brésilien depuis l'extérieur. [...]

5. Particulièrement dirigées vers les organisations syndicales, religieuses, étudiantes, organisations de la gauche internationale et partis politiques français, visant à la mise en place d'une politique globale et détériorant l'image du Brésil à l'extérieur, sont éditées, en français, les revues *Brésil ça bouge* – par le « Groupe Campanha » – et *Brésil Bulletin* – par le « Comité Brésil pour l'Amnistie »<sup>26</sup>.

Comme le signale ce texte, l'organisation politique des exilés est double : en parallèle des comités de dénonciation survivent les « sections extérieures » des partis révolutionnaires dont est issue la majorité des exilés. Il s'agit de groupes très hiérarchisés, dont la ligne politique est le combat révolutionnaire avec emploi ou non de la force. Il existe en leur sein un débat pour savoir si la dénonciation de la répression est légitime et si elle peut être prioritaire par rapport à la poursuite de la lutte révolutionnaire. Avant 1971, la question se pose peu : les organisations sont encore actives au Brésil ; que l'exil soit le lieu de la dénonciation est accepté, ce qui favorise l'unité d'action d'exilés d'origines politiques très variées. La situation se complique dès que la révolution s'exporte : les groupes d'extrême-gauche sont détruits au Brésil, leur direction et la plupart de leurs militants partent à l'étranger. Dès lors l'exil devient le lieu de la « restructuration des organisations »<sup>27</sup>, de l'autocritique et pour certains de la recherche de l'unification des forces révolutionnaires – le « groupe des dix » ou une revue comme *Debate*, ont été fondés en ce sens. L'arrivée des leaders révolutionnaires modifie donc le fonctionnement antérieur des mobilisations d'exilés. Les sujets strictement politiques et le vocabulaire marxiste réapparaissent dans les publications de comités : le discours du Comité de Solidarité France Brésil est à ses débuts beaucoup plus marqué par la rhétorique marxiste que le Comité de Défense des Prisonniers politiques qui le précède. Quiconque s'éloigne de la stratégie politique est accusé d'« exilisme », comme lors de la dispute entre le comité politique de la revue *Iniciativa* et le MR8 (*Movimento Revolucionário 8 de Outubro*) en avril 1976 : « le MR8 [...] revendique pour elle-même l'intérieur et nous laisse l'opprobre de l'exil »<sup>28</sup>. Alors que les partis révolutionnaires sont éteints au Brésil, leurs anciens dirigeants exercent un contrôle interne sur les luttes des exilés et s'attribuent le rôle de représentants au

26. Rapports d'espions infiltrés dans la colonie brésilienne à Lisbonne datés d'août 1976, archives personnelles du ministre des Affaires étrangères, Antônio Azeredo da Silveira, CPDOC / AAS mre ag 1974.03.25.

27. Entretien avec René de Carvalho, *loc. cit.*

28. « Lettre ouverte à la section extérieur du MR8 », avril 1976, archives BDIC, F 1120 (1).



sein des comités d'action. Par exemple, le CBA était à l'origine dirigé par un cercle restreint de leaders d'extrême-gauche, et non par ses militants :

« Le pouvoir dans le Comité d'Amnistie, ce n'était pas l'assemblée générale des gens qui étaient militants, mais c'était le comité des dirigeants [...] Nous étions quoi, peut-être huit ou neuf représentants des partis, dont la grande majorité était des micro-partis. La majorité des ces groupes politiques n'existaient plus, une espèce de fiction, les gens parlaient au nom de, etc. Et en fait il y avait un groupe de militants, la grande majorité qui n'appartenait à aucun parti, mais qui se sont rassemblés, c'était la base du comité d'amnistie, ils n'avaient aucun pouvoir, du point de vue des décisions, les décisions étaient prises par les représentants. [...] Le pouvoir se disloquait, cette commission politique a commencé à perdre la capacité de contrôle de sa base plus large, et finalement la base plus large a décidé de prendre le pouvoir et en 78, elle élisait »<sup>29</sup>.

L'exil politique met les opposants à un régime autoritaire dans une situation paradoxale : ils sont les victimes d'une violence qu'ils ont la liberté de dénoncer, puisqu'ils se trouvent dans un pays libre. Mais, d'une part, leur expatriation rend leur situation juridique et sociale fragile et fait exploser leurs réseaux sociaux et politiques, ce qui handicape leurs tentatives de mobilisation ; d'autre part, que la « mission d'exil » soit la dénonciation de la répression de la dictature n'est pas une toujours évidence pour des militants engagés auparavant dans d'autres luttes. L'exil a été pour de nombreux opposants brésiliens un moment de renouvellement complet du mode d'action politique : la plupart des structures partisans ont été détruites et l'option révolutionnaire de beaucoup d'entre eux a laissé la place à celle du combat démocratique. Ce bouleversement a aussi touché la gauche brésilienne restée au pays, mais les exilés se sont trouvés devant la nécessité d'une reconversion politique immédiate : de micro-partis à des fronts communs, de stratégies révolutionnaires à la défense des Droits de l'Homme et des libertés démocratiques, du refus de l'entrée dans la « politique bourgeoise » à l'établissement de vastes réseaux d'appuis dans des social-démocraties. C'est peut-être dans la gestion politique de la situation d'exil, notamment la mission de la dénonciation, qu'il faut chercher l'origine de l'apport éventuel des exilés à la vie politique brésilienne de la Nouvelle République.

29. Entretien avec Jean-Marc van der Weid, *loc. cit.*

## BIBLIOGRAPHIE

- CHIRIO Maud, *Les trajectoires intellectuelles et politiques des exilés brésiliens pendant le régime militaire (1964-1979)*, mémoire de DEA (direction Annick LEMPÉRIÈRE), Université Paris I-Panthéon-Sorbonne, octobre 2004.
- FICO Carlos, *Como eles agiam. Os subterrâneos da ditadura militar. Espionagem e policia política*, préface de Jacob GORENDER, Rio de Janeiro, Editora Record, 2001.
- FRANCO Marina, *Les exilés argentins en France (1974-1983)*, mémoire de DEA (direction Pilar GONZALEZ BERNALDO), Université Paris VII-Denis Diderot, 2003.
- GAILLARD Anne-Marie, *Exils et Retours, itinéraires chiliens*, Paris, CIEMI-L'Harmattan, 1997.
- MACHADO Cristina Pinheiro, *Os exilados : 5 mil brasileiros à espera da anistia*, São Paulo, Alfa-Ômega, 1979.
- MARTINS FILHO João Roberto, *O Palácio e a caserna: a dinâmica militar das crises políticas na ditadura, 1964-1969*, São Carlos, Editora da UFSCar, Universidade Federal de São Carlos, 1995.
- MARTINS FILHO João Roberto, « A guerra da memória : a ditadura militar nos depoimentos de militantes e militares », *Varia História*, n° 28, Belo Horizonte, UFMG, décembre 2002, p. 178-200.
- PIETRACOLLA Lúci Gati, « Anos 60/70, do sonho revolucionário ao amargo retorno », *Tempo Social*, n° 2, 1996, p. 119-143.
- ROLLAND Denis et TOUZALIN Marie-Hélène, « Un miroir déformant ? Les Latino-Américains à Paris depuis 1945 », dans MARÈS Antoine et MILZA Pierre, *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, p. 263-291.
- ROLLEMBERG CRUZ Denise, « A idéia de revolução : da luta armada ao fim do exílio, 1969-1979 », Niterói (S.N.), 1992.
- ROLLEMBERG CRUZ Denise, *Exílio. Entre raízes e radares*, Rio de Janeiro, Record, 1999.
- ROLLEMBERG CRUZ Denise, « A imprensa no exílio », dans CARNEIRO Maria Luiza Tucci (org.), *Minorias silenciadas. História da censura no Brasil*, São Paulo, Editora da USP, 2002.
- SÁENZ CARRETE Erasmo, *El exilio latinoamericano en Francia : 1964-1979*, México, UNAM/Unidad Iztapalapa-Potrerrillos Editores, 1995.
- VASQUEZ Ana et ARAÚJO Ana María, *Exils latino-américains. La malédiction d'Ulysse*, Paris, CIEMI-L'Harmattan, 1988.
- WETTSTEIN German, « Bienvenido en exilio. Reflexiones optimistas sobre a diáspora latinoamericana en el período 1979-1983 », dans PAILLER Claire (éd.), *Les Amériques et l'Europe : voyage, émigration et exil. Actes de la 3<sup>ème</sup> Semaine latino-américaine*, Toulouse, Université de Toulouse-le Mirail, 1985, p. 209-219.
- YANKELEVITCH Pablo, « Memoria y exilio. Sudamericanos en México », dans GROPPA Bruno et FLIER Patricia (comp.), *La imposibilidad del olvido. Recorridos de la memoria en Argentina, Chile y Uruguay*, La Plata, Ediciones al Margen-Musée d'histoire contemporaine, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, 2001, p. 229-248.



## RÉSUMÉ/RESUMO/ABSTRACT

Dans la seconde moitié des années 1970, la France est devenue le pays de refuge du plus grand groupe d'opposants brésiliens au régime militaire (1964-1985). L'exil a été l'occasion d'importantes mobilisations politiques, qui ont dû se définir entre la dénonciation de la dictature et la poursuite de la lutte révolutionnaire, le regroupement et le fractionnement, la recherche d'appuis diversifiés ou d'interlocuteurs politiquement proches. Ces choix, ainsi que la présence en France (qui offre une liberté d'action, mais aussi des contraintes spécifiques) mènent à se demander s'il existe, dans le cas brésilien, une « action politique d'exil ».

Na segunda metade dos anos 70, a França se tornou o país de refúgio do maior grupo de opositores brasileiros ao regime militar (1964-1985). O exílio foi a ocasião de importantes mobilizações políticas, as quais tiveram que se definir entre a denúncia da ditadura e a continuação da

luta revolucionária, o reagrupamento e a fragmentação, a procura de apoios diversificados ou de interlocutores politicamente próximos. Essas escolhas, e a presença na França (que ofereceu liberdade de ação, mas também constrangimentos específicos) conduzem a perguntar se existe, no caso brasileiro, uma « ação política de exílio ».

In the second half of the 70's, France has become the country of asylum of the largest group of Brazilian opponents to the military regime (1964-1985). Exile has been the occasion of important political mobilizations, which had to position themselves between denunciation of dictatorship and the pursuit of the revolutionary struggle, unity and fragmentation, quest for diverse sustains or for politically close partners. Those choices and the presence in France (which offers liberty of action, but also specific constraints) lead to wonder whether if an « exile political action » exists, in the Brazilian case.

### MOTS CLÉS

- Brésil
- dictature militaire
- France
- exil

### PALAVRAS CHAVES

- Brasil
- ditadura militar
- França
- exílio

### KEYWORDS

- Brazil
- military dictatorship
- France
- exile

Daniella de Castro Rocha\*

# Compétences acquises en France et fabrication des élites politiques du Brésil contemporain

La trajectoire de Cristovam Buarque

Cet article prend appui sur l'idée désormais répandue – développée notamment dans les travaux de Leticia Bicalho Canedo – selon laquelle des changements importants sont survenus « dans l'occupation des positions dominantes dans la politique brésilienne [à travers] la substitution progressive des anciens diplômés, avec leurs connaissances du droit constitutionnel acquises au Brésil, par des individus ayant un bagage académique des grandes écoles du circuit international » [Canedo, 2004, p. 1]. On est incliné à penser que l'acquisition de titres et de compétences à l'étranger joue un rôle de plus en plus important dans la formation des élites politiques brésiennes et, en ce sens, dans les reconfigurations de l'espace politique de ce pays<sup>1</sup>.

Si la circulation internationale n'est pas un phénomène entièrement nouveau<sup>2</sup>, on observe en revanche que, depuis une cinquantaine d'années au Brésil, les échanges

\* École des Hautes Études en Sciences sociales / Université de Caen.

1. Cette idée, concernant les différentes fractions des élites brésiennes (académiques, entrepreneuriales ou politiques), figure comme une des hypothèses centrales développées par le réseau franco-brésilien de recherche « Circulation internationale des élites » dirigé par Monique de Saint Martin et Roberto Grün et composé, en France, par des chercheurs liés à l'EHESS et au CNRS et au Brésil par des universitaires de l'Unicamp, ainsi que des Universités fédérales de São Carlos, de Rio Grande do Sul et de Minas Gerais.
2. De fait, durant l'époque coloniale, face à l'inexistence d'établissements d'enseignement supérieur au Brésil, et dont la création ne date que d'après l'Indépendance (Écoles de droit suivies de celles de médecine), les élites se rendaient le plus souvent à Coïmbre afin de recevoir une formation académique. La mise en place des Universités brésiennes date des années 1930.

universitaires avec l'étranger ne sont plus « l'apanage des élites et des groupes dirigeants » [Saint Martin, 2004, p. 9] historiquement liés aux espaces de pouvoir, ce qui tend à avoir des conséquences non négligeables dans la composition sociale des différentes fractions des élites nationales. Concernant précisément les élites politiques, il est important d'avoir à l'esprit que le contexte de transition démocratique, entamé à la fin des années 1970, a favorisé l'introduction des nouveaux acteurs sur la scène politique<sup>3</sup>. La circulation internationale revêt néanmoins des sens variés, car elle peut aussi bien être inscrite dans des stratégies de reconversion des élites traditionnelles, à travers la formation de leurs héritiers, que figurer comme des stratégies d'ascension sociale des acteurs issus des classes intermédiaires permettant la production d'hommes politiques de première génération [Canedo, 2002].

L'objectif de cet article est d'observer, à travers la restitution de certains aspects de la trajectoire sociale, intellectuelle et politique de l'économiste et sénateur Cristovam Buarque, comment l'acquisition d'une compétence spécifique dans le champ d'études de l'économie lors de son séjour d'études en France et l'accumulation de ressources intellectuelles et interpersonnelles au cours de cette expérience ont pu contribuer et devenir un facteur décisif pour son introduction ultérieure dans le haut cercle politique national.

Toute analyse de la trajectoire professionnelle développée par cet acteur et du sens de sa reconversion dans la politique ne peut prendre du sens qu'en faisant recours à son parcours international entamé en France. Sa biographie<sup>4</sup> suggère que, parmi les différents facteurs ayant participé à la production de sa personnalité politique, l'accès à une formation doctorale du circuit international, en France notamment, a constitué une forme de capital social de substitution – étant donné ses origines familiales plutôt modestes – pour permettre son entrée en politique. Ajoutons en outre que l'arrivée de C. Buarque à Paris, en 1970, correspond justement au moment historique où cette ville devenait un lieu privilégié de refuge pour les Brésiliens et tant d'autres Latino-Américains contraints d'exil [Rolland et Touzalin, 1994 ; Goldberg, 1994]. Même, si le séjour de Buarque à Paris ne peut pas être assimilé à l'appartenance à une fraction proprement activiste de la communauté des Brésiliens exilés, étant donné le caractère prioritaire de son investissement intellectuel à l'époque, il a pu développer des affinités intellectuelles

3. Les spécialistes des transitions démocratiques, les transitologues notamment, ont souvent souligné dans leurs analyses que la dimension d'incertitude caractéristique des différents contextes de démocratisation – en bouleversant les règles du jeu politique et transformant les normes d'accès à cet espace – favorise l'introduction des acteurs politiques nouveaux, voire *improbables*. Cf. notamment S. Mainwaring et *alii* [1991].

4. La restitution biographique présentée ici a été réalisée à partir de différentes sources : *Dicionário histórico-biográfico brasileiro* (2001) ; deux entretiens réalisés avec C. Buarque (octobre 1999, février 2002) ; des témoignages obtenus avec certains de ces proches collaborateurs ; la biographie rédigée par le collaborateur de Buarque, M. Bursztyn (*Cristovam Buarque. O semente de utopias*, Brasília, EdUnB, 1998) ; et enfin le récit de sa campagne de 1994 publiée par E. Balduino et R. Araújo, *Utopia urbana. Cristovam Buarque : lutas e idéias que conquistaram as urnas*, Scritta, Brasília, 1995.



diverses avec des acteurs liés, de façons variables, avec ce cercle formé en grande partie par des universitaires. Que ce soit pour avoir contribué à l'actualisation de son appartenance à l'espace politique dit de gauche, pour favoriser son insertion dans un haut cercle professionnel, les multiples expériences vécues pendant le séjour de Buarque en France semblent constituer le point de départ d'un long parcours qui l'amènerait, une trentaine d'années plus tard, à siéger au Sénat fédéral brésilien.

On part d'une hypothèse générale selon laquelle c'est à partir de ces expériences développées en France que Buarque s'inscrit progressivement dans un circuit international et acquiert les ressources lui permettant d'accéder doublement dans les hautes sphères universitaires et politiques au Brésil. La question n'est toutefois pas simple et doit d'être complexifiée, on pense notamment que l'entrée de cet acteur dans la politique professionnelle repose en grande partie sur sa *multipositionnalité* [Boltanski, 1973] et sur sa capacité à faire valoir les ressources dérivant de l'appartenance à de multiples espaces sociaux – en tant que docteur en économie, universitaire, écrivain et expert du circuit international – et de les reconvertir en politique. Comme le souligne Monique de Saint Martin, « il est difficile de savoir exactement en quelle mesure le séjour à l'étranger peut contribuer à une carrière réussie » [Saint Martin, 2004, p. 23]. En ce sens, plus que d'apporter des réponses définitives, on prétend ici suivre une « piste de recherche » qui tente de comprendre, à partir des trajectoires individuelles<sup>5</sup>, en quelle mesure l'acquisition de compétences légitimes à travers l'internationalisation des études peut constituer concrètement une nouvelle voie d'accès aux positions de pouvoir politique au Brésil. Si on n'est pas en mesure, à travers l'analyse de la trajectoire singulière de Buarque, de prétendre à une représentativité ou une typicité au regard des *nouvelles élites politiques brésiliennes*, le parcours de cet acteur est, dans sa spécificité, révélateur du poids que peut revêtir la mobilisation des capitaux intellectuels et culturels et, en ce sens, des titres et des réseaux de relations construits à l'étranger sur la fabrication d'un homme politique dans le Brésil contemporain.

Néophyte en campagnes électorales, Buarque s'est fait élire en 1994 gouverneur du District fédéral sous l'étiquette du Parti des Travailleurs (PT). Après une tentative manquée de réélection en 1998, Buarque a été élu sénateur en 2002. En 2003, à la suite de l'accession de Luiz Inácio Lula da Silva à la présidence de la République, il assume le poste de ministre de l'Éducation, fonction qu'il occupera jusqu'au début de l'année 2004, lorsqu'il se voit démis de la fonction ministérielle. De retour au Sénat, et alors que le PT traverse une crise politique sans précédent dans son histoire, Buarque abandonne la formation *petista*,

5. On pourrait ainsi dire qu'on suit la piste laissée par A. Garcia [1998 ; 2004], lorsqu'il s'intéresse au « cosmopolitisme » intellectuel de C. Furtado et de F. H. Cardoso.

pour adhérer, en septembre 2005, au Parti démocratique travailliste (PDT) et préparer sa candidature à la présidence de la République<sup>6</sup>.

## De l'origine sociale plutôt modeste et de la vocation « innée » pour les études

La biographie de Cristovam Buarque est chargée de sens à bien des égards. D'abord, si on se tient à l'idée que l'origine familiale constitue un cadre primordial de la vocation politique, Buarque n'était pas, de prime abord, particulièrement voué à l'exercice de la fonction politique et encore moins à intégrer le cercle restreint des élites politiques nationales. Malgré le nom de famille qu'on aurait tendance à associer directement aux prestigieux Buarque de Holanda, Cristovam Buarque appartient à une ramification distincte et éloignée de celle, migrée dans le Sud-Est du Brésil, et représentée par l'historien *paulista* Sérgio Buarque de Holanda et son fils, le très célèbre chanteur Chico Buarque<sup>7</sup>.

Né en 1944 dans le Nord-Est brésilien, dans la ville de Recife, où il a grandi dans un quartier populaire, Cristovam Buarque appartient à une famille nombreuse, dont les parents – le père, petit commerçant<sup>8</sup> n'a pas fini l'école primaire, et a épousé en deuxième noces la mère de Cristovam, qui travaillait comme ouvrière tisseuse – étaient faiblement pourvus de ressources sociales et politiques. Ce noyau familial qu'on pourrait considérer comme caractéristique des secteurs intermédiaires urbains, a développé des stratégies éducatives qui permettent de l'inscrire dans un modèle familial d'ascension sociale par la voie scolaire. C. Buarque a réalisé sa scolarité dans une école catholique parmi les plus prestigieuses de la ville. Interrogé sur ses origines, il remarque : « Ma famille, en fait, est double. Mon père s'est marié à deux reprises. Parmi les enfants du premier mariage, aucun n'a fait d'études [supérieures]. Ceux du second toutefois ont tous étudié »<sup>9</sup>. Ces remarques attirent l'attention sur le travail de légitimation sociale

6. Le changement de parti dans les périodes précédant les délais imposés par la Justice électorale constitue une pratique habituelle dans le système partisan brésilien. La Justice électorale impose le délai minimum d'un an d'adhésion à un parti pour qu'un candidat soit apte à postuler aux élections. Concernant Buarque, sa relation ambiguë et sa position de plus en plus marginalisée à l'égard des grands noms du PT national et, d'autre part, le fait que Lula soit le candidat « logique » à la réélection – rendaient particulièrement difficile toute possibilité de concrétiser le projet de candidature à la présidence de la République. Le 28 octobre 2005, C. Buarque explicite sur son *weblog* son intérêt pour la présidence, il lance en ce moment une enquête publique d'opinion concernant une hypothétique candidature de sa part. [www.cristovam.com.br/blog](http://www.cristovam.com.br/blog).

7. Il semble toutefois intéressant de remarquer qu'au cours des campagnes politiques, la « parenté » entre Cristovam Buarque et les Buarque de Holanda a souvent été surdimensionnée et mobilisée comme une ressource à fin électorale. Cela a été particulièrement visible lors de la campagne de 1994, lorsque Cristovam Buarque s'introduisait dans l'arène électorale et que le chanteur Chico Buarque a déclaré publiquement son soutien à la candidature de son « cousin ».

8. *Caixeiro viajante* (que l'on pourrait traduire par « vendeur ambulant » ou « voyageur »), pour reprendre la désignation utilisée par C. Buarque.

9. Entretien obtenu avec C. Buarque, en octobre 1999.





opérée d'une génération à l'autre, et suggèrent notamment l'influence prééminente de cette mère, qui a à peine fini le primaire et qui, comme le reconnaît Buarque lui-même, a joué un rôle essentiel pour éveiller le goût de ses enfants pour la lecture et leur intérêt pour les études<sup>10</sup>.

Le premier contact de C. Buarque avec le monde du travail se fait assez prématurément, lorsque, à l'âge de 14 ans, « afin de contribuer au financement de ses études »<sup>11</sup>, il s'initie à l'enseignement, en donnant des cours particuliers de mathématiques dans un quartier populaire de Recife. Le rapprochement avec la politique se fait, pour l'ensemble de la fratrie Buarque, au cours de leurs expériences éducatives et leurs parcours scolaires ascendants. Dans l'effervescence qui caractérisait Recife dans les années 1960, alors le principal pôle politique, culturel et intellectuel du Nord-Est, C. Buarque a poursuivi ses études d'ingénieur à l'Université fédérale locale. À cette époque, il s'est également investi dans la politique étudiante, comme membre d'une organisation de gauche d'inspiration catholique, l'Action populaire (AP).

Cristovam Buarque est un homme politique de première génération<sup>12</sup>, il devient dans cette perspective un contre-exemple au modèle classique de l'héritier, dont la carrière renvoie à la transmission intergénérationnelle du patrimoine politique familial, tel les hommes politiques traditionnels *mineiros*, étudiés par L. Canedo [2002]. On constatera par la suite – si on se tient aux exemples fournis par cet auteur – que Buarque tend à se rapprocher davantage, sur certains aspects du moins, à certains membres des élites politiques *paulistas*, qui ont accédé à la politique par des voies autres que l'hérédité.

### **Le grand tournant : de l'« exil » volontaire à Paris à la carrière internationale**

« La France a ouvert mon esprit. Ce pays a éveillé mon goût pour l'art, pour la philosophie, [...] m'a appris à rompre avec les paradigmes et à être, enfin, un hétérodoxe » (Entretien de C. Buarque au *Jornal do Brasil*, 8 mai 2004).

Le départ de C. Buarque vers la France coïncide avec la période de répression de la dictature militaire. Cet « exil » volontaire – qui doit être entendu comme un exil

10. La référence à sa mère en ce qui concerne la scolarisation de la fratrie apparaît régulièrement dans les discours publics de C. Buarque. Pour souligner son contact « prématuré » avec la lecture, le sénateur revient souvent sur l'exemple anecdotique du cadeau de son premier anniversaire : une encyclopédie offerte par sa mère. Cf. notamment l'entretien accordé par C. Buarque au *Jornal do Brasil*, 8 mai 2004.

11. *Jornal do Brasil*, 8 mai 2004.

12. Interrogé sur l'éventuel engagement politique de ses ascendants, C. Buarque affirme n'avoir aucun membre de sa famille, dans les générations qui lui ont précédé, ayant eu des activités militantes ou politiques au sens plus large. Concernant sa propre génération cependant, l'engagement à gauche dans le mouvement étudiant apparaît comme caractéristique commune à tous les frères et sœurs issus du second mariage de son père. Entretien réalisé en octobre 1999.

au sens large<sup>13</sup>, soulignons-le, car Buarque est parti du Brésil en toute légalité et muni d'une bourse d'études – constituée avant tout un choix personnel dans l'intérêt de prolonger ses études. Il interrompt alors son *mestrado* en économie en cours à l'Université de Pernambouc pour préparer son doctorat à Paris. Le jeune ingénieur interrompt également la carrière « prometteuse », entamée depuis peu, comme expert pour l'élaboration de projets industriels à des entreprises cherchant l'appui de l'agence publique de développement (la Sudene<sup>14</sup>) pour s'installer dans la région. Bien que courte, cette période d'expérience professionnelle n'est pas anodine pour l'évolution de son parcours suivant. Cela pour deux raisons principales : d'abord parce qu'elle lui a permis d'acquérir un capital professionnel initial et ensuite parce qu'elle l'a mis directement en rapport – à partir du contact avec la Sudene notamment – avec les problématiques liées à l'économie du développement et plus précisément au développement du Nordeste, ce qui serait plus tard au centre de son sujet de thèse.

Le séjour d'études en France marque une double rupture dans la vie de Buarque. D'abord, et contrairement à bien des militants exilés, il abandonne à partir de ce moment le militantisme pour s'investir dans sa formation intellectuelle et culturelle. Ensuite, son doctorat à Paris concrétisera le processus de reconversion socioprofessionnelle, de l'ingénierie vers le champ d'études de l'économie. Buarque situe la rencontre avec l'économiste Ignacy Sachs – son directeur de recherches pendant le doctorat à l'École pratique des Hautes Études, et qu'il considère comme un de ses « mentors intellectuels » [Bursztyn, 1998, p. 27] – comme un élément-clé dans le sens de sa reconversion intellectuelle et professionnelle. L'influence de Sachs et de sa pensée avant-gardiste et cosmopolite allait marquer non seulement l'élaboration de sa recherche de doctorat mais aussi ses activités professionnelles à venir<sup>15</sup>.

Ce séjour à Paris, est vu, par Buarque, comme un « point de passage », au cours duquel il a « naturellement » été amené à élargir son champ de vision, jusqu'alors limité aux problématiques liés à Pernambouc et au développement du Nordeste, à une perspective que l'amenait à penser son pays à l'échelle nationale et à s'intéresser aux questions internationales [Bursztyn, 1998]. Ce passage – présenté comme

13. Cette notion élargie de l'exil s'inspire de l'usage fait par A. Goldberg [1994] afin d'englober dans son analyse non seulement les acteurs bannis du territoire à la suite des persécutions de l'État militaire, mais aussi ceux qui, directement ou indirectement liés au champ militant de gauche, qui ont quitté le Brésil durant les « années de plomb » de la dictature, pour poursuivre des études ou pour bien d'autres raisons.

14. Superintendência do Desenvolvimento do Nordeste, agence créée sous le gouvernement de Juscelino Kubitschek, dirigée à cette époque par Celso Furtado [Garcia, 1998].

15. Dans les années 1990, C. Buarque participera à la création d'un nouveau département d'études au sein de l'Université de Brasília, le Centro de Desenvolvimento Sustentável (CDS). Un département d'orientation multidisciplinaire engagé dans la problématique de l'économie du développement et fortement inspiré par la ligne d'études du Centre international de Recherches en Économie et Développement (CIRED), le laboratoire de recherche dirigé par I. Sachs à l'École des Hautes Études en Sciences sociales dans les années 1970.



« naturel » – d'une forme de pensée circonscrite au régional vers le national et l'international – et où l'influence du cosmopolitisme intellectuel de Sachs prends une signification marquante – est indissociable des stratégies qu'il établira dès lors vers une projection internationale et de ses investissements pour bâtir une carrière à l'étranger. Le sens de l'« internationalisation » expérimentée par Buarque est ainsi le résultat des compétences accumulées au cours de sa formation mais également, ce qui n'est pas d'une moindre importance, des rencontres et affinités électives établies pendant cette période.

En ces débuts des années 1970, Paris figurait déjà comme un pôle majeur d'accueil des exilés politiques de la dictature brésilienne [Goldberg, 1994], ce qui a permis à C. Buarque, parallèlement à son internationalisation, et malgré l'abandon des pratiques militantes, de garder le contact avec le milieu et l'ambiance politico-intellectuelle de gauche brésiliens et d'y élargir un réseau de relations – le lien fort de Buarque avec l'intellectuel Josué de Castro date justement de cette période, où il sera son collaborateur. De même, le lien avec I. Sachs et le centre de recherche dirigé par ce dernier, qui figurait déjà comme un point de passage et de débat de différents membres de l'intelligentsia brésilienne, ont permis à C. Buarque d'établir des contacts avec le haut cercle intellectuel de son pays. On pense qu'en fréquentant des réseaux de circulation internationale spécifiques les acteurs qui y sont insérés – ainsi que les *prétendants* à y entrer – se reconnaissent en tant que pairs et acquièrent une visibilité qui tendent à favoriser leur inscription – ou leur projection – professionnelle ultérieure.

En France, Buarque a donc acquis les connaissances – techniques et interpersonnelles – et les dispositions nécessaires à la construction d'une carrière d'envergure internationale. L'accès aux biens culturels européens, le goût pour la littérature éveillé à Paris<sup>16</sup>, l'élargissement des contacts interpersonnels au-delà des frontières pernamboucaines et brésiliennes et, bien entendu, l'investissement dans une première recherche académique sont bien des facteurs qui ont concouru de manière plus ou moins forte à permettre à C. Buarque d'accumuler les ressources culturelles et intellectuelles susceptibles de compenser le déficit de son capital social d'origine – déterminé par son origine familiale plutôt modeste – et de le placer en position favorable pour une insertion professionnelle dans le circuit international.

Le « pragmatisme » et la recherche d'« efficacité » qui tendent à orienter les investissements des acteurs inscrits dans des processus d'ascension sociale par la voie scolaire sont très évidents dans les parcours de l'étudiant C. Buarque, qui a fini sa thèse de doctorat (intitulée *Le financement public d'investissements privés et choix technologique*) en moins de trois ans. Professionnellement d'autre part, les résultats pratiques de cet investissement académique en France sont rapidement observables, car

16. D'après M. Bursztyn [1998], C. Buarque situe la rencontre avec le professeur Décio Saes (Unicamp) à Paris comme un moment qui a fortement marqué et influencé son intérêt pour la littérature.

cela, et tout particulièrement l'obtention d'une thèse dirigée par I. Sachs, a ouvert les portes d'une carrière internationale pour C. Buarque. Dès lors, l'ingénieur « reconverti » pouvait ajouter au capital professionnel acquis préalablement à Recife, les compétences dans le domaine économique légitimées par un titre de docteur. Doté en outre d'une recommandation accordée par un directeur de thèse fort prestigieux auprès des organismes internationaux<sup>17</sup>, il entame, en 1973, une carrière d'expert international au sein de la Banque interaméricaine de Développement. Nommé directeur de programme du BID, Buarque et sa femme s'installent pendant près d'un an en Équateur, puis au Honduras, et finalement, aux États-Unis, où ils resteront quatre ans. En 1979, quand l'ambiance politique au Brésil devient plus favorable avec la démocratisation, Buarque rentre au Brésil avec sa famille désormais agrandie (sa femme et leurs deux filles).

Il semble important de situer le moment où C. Buarque acquiert les compétences spécifiques permettant sa reconversion en professionnel de l'économie dans un contexte où cette la profession d'économiste connaissait un essor exceptionnel au Brésil [Loureiro, 1995], devenant un *vivier* [Dogan, 1999] privilégié de recrutement des élites dirigeantes. À cet égard, le parcours de Buarque peut être considéré comme relativement atypique si on le compare aux trajectoires d'autres économistes, appartenant à la même génération, devenus des hauts responsables de la gestion de la politique économique brésilienne. Le parcours intellectuel – le fait d'avoir fait ses études en France jouant un rôle particulièrement important dans ce processus – éloignent Buarque de la génération de jeunes ingénieurs et leaders étudiants des années 1960 qui, comme lui, ont quitté le Brésil durant la dictature pour réaliser des études d'économie à l'étranger, mais qui se sont dirigés vers les États-Unis. Tandis que ces derniers ont démarré leur carrière internationale après la formation dans les centres d'excellence américains et l'alignement à l'économie néo-classique<sup>18</sup>, le choix de C. Buarque pour la France l'a rapproché davantage des sciences humaines et a contribué à son alignement – dans le prolongement de l'influence du *développementisme* de C. Furtado déjà présente à Recife avant son exil – sur une vision plutôt structuraliste de l'économie.

17. Le « long passé » de Sachs avec les institutions internationales remonte aux années 1960, lorsqu'il a réalisé ses premières collaborations auprès des Nations unies (entretien obtenu avec I. Sachs, janvier 2006). Si l'on n'est pas en mesure d'établir exactement dans quelle mesure la recommandation de Sachs a pu influencer dans le recrutement de Buarque comme directeur à la BID, il est possible de supposer toutefois que ce soutien a plutôt constitué un atout dans la constitution de son dossier de candidature.

18. L'exemple de Pedro Malan est à cet égard significatif. Leader étudiant dans les années 1960 lors de ses études d'ingénierie à la PUC/São Paulo, P. Malan a bénéficié, ainsi comme C. Buarque, d'un séjour d'un mois à l'Université de Harvard (*Summer School*) financé par l'Association universitaire interaméricaine (dans un programme de bourses adressé à des leaders étudiants brésiliens). Plus tard, P. Malan a fait son doctorat en économie aux États-Unis (Berkeley). Après une carrière de succès auprès des Nations unies, P. Malan retourne au Brésil et accède directement les sphères de décision en politique économique. Pedro Malan a été ministre de l'Économie pendant les huit ans du gouvernement F. H. Cardoso. À la suite toutefois de l'élection de Lula, Malan se reconvertit dans le secteur des banques privées.



La comparaison entre ces deux types de parcours fort divergents est intéressante à deux titres en particulier. Premièrement, elle suggère que la trajectoire choisie par Buarque au moment de son exil est associée au fait qu'à son retour au Brésil, il ait persisté dans son engagement politique à gauche de l'espace politique national. Ce qui ne se vérifie pas pour autant, chez ses confrères, qui après le passage par les grandes universités américaines, se sont alignés plutôt au « centre-droit » du *continuum* gauche-droite et sont devenus les principaux artisans de l'implémentation des politiques néo-libérales.

En deuxième lieu, comme l'observe Maria Rita Loureiro [1995], pour ces économistes formés aux États-Unis, l'acquisition de compétences spécifiques dans l'exercice de la gestion politique, légitimés par leurs diplômes dans les centres d'excellence américains, leur a ouvert une voie d'accès *direct* aux plus hautes sphères de pouvoir politique, sans être contraints de se faire légitimer dans les urnes. Si l'on peut aujourd'hui évoquer la figure de C. Buarque par son appartenance à une nouvelle génération des élites politiques brésiliennes, il ne suit pourtant pas la même modalité d'accès au pouvoir que ces derniers. À la différence de ces hauts fonctionnaires, l'accès de Buarque aux hauts lieux de la politique s'est fait après son investissement sur le marché électoral.

### **Le retour au pays, la multipositionnalité et l'entrée en politique professionnelle**

Au cours de son double investissement intellectuel et professionnel à l'étranger, C. Buarque s'est construit comme un acteur multipositionnel inscrit au croisement de différents champs d'action. Brasilia (District fédéral, DF) semblait un terrain idéal pour l'évolution d'un tel acteur et pour l'actualisation de ces multiples appartenances. La position de la capitale comme siège du pouvoir fédéral, son interface avec les institutions internationales ainsi que la présence de la prestigieuse Université de Brasilia, ont fait de cette localité le destin choisi par Buarque pour faire sa rentrée au Brésil.

Un des aspects qui rend la trajectoire de cet individu intéressante réside dans une capacité peu ordinaire à mobiliser les ressources accumulées dans des champs sociaux spécifiques et à les reconvertir en qualités valables dans d'autres espaces sociaux. En ce sens, en faisant usage notamment de son prestige d'économiste du circuit international, Buarque rencontrait la source de légitimité incontournable pour lui ouvrir l'accès à des multiples champs sociaux. La forme singulière d'appartenance développée par cet acteur dans l'Université est significative à cet égard, car ce ne sont pas ses qualités de scientifique qui lui ont permis d'occuper une place d'importance dans cet espace. Buarque ne peut pas être identifié comme un scientifique, comme on peut par exemple désigner Fernando Henrique Cardoso qui, avant son entrée en politique, avait accumulé une longue expérience dans la réalisation de recherches, de publications dans les plus prestigieux supports scientifiques ou dans la direction de labora-

toires de recherche [Garcia, 2004]. Pour Buarque, au contraire, c'est une logique bien différente de la rationalité scientifique qui a figuré à l'origine de son investissement universitaire. En 1979, lorsqu'il est intégré à l'UnB, ses expériences dans l'enseignement supérieur se résumaient à la réalisation des conférences universitaires ou à des fonctions intermittentes comme professeur invité dans les pays où il a été directeur de la BID. Son prestige et son inscription dans un réseau de relations international ont sans doute favorisé sa rapide progression dans l'espace interne de cette université : cinq ans après son admission, ce professeur occupait la fonction de recteur de l'UnB.

Le parcours de Buarque à l'Université apparaît comme une plateforme préparatoire à son entreprise politique ultérieure. S'il ne peut pas être défini comme celui qui, conduit par l'éthos scientifique, consacre l'essentiel de sa vie à la recherche, son expérience à l'UnB a été toutefois très marquée par l'enseignement – présenté par l'acteur comme une forme de vocation – et le contact privilégié avec les étudiants dans les amphithéâtres du campus. Peu attaché aux programmes disciplinaires dictés par des conseils scientifiques, les cours magistraux de Buarque ont été des laboratoires privilégiés pour la circulation des idées qui, plus tard, ont été à la base de ses programmes politiques<sup>19</sup>.

Parallèlement à l'UnB, cet acteur multipositionnel a réalisé différents projets auprès d'organismes internationaux (tel l'UNESCO) et d'organisations non gouvernementales. Entre-temps, il se consacrait également à l'écriture ; avant son premier mandat électif, il accumulait déjà une considérable bibliographie concernant différents aspects de la société brésilienne contemporaine<sup>20</sup>. Notons que ses ouvrages, loin de se confiner aux centres de recherche en économie, se sont destinés à un public élargi, souvent extérieur au monde universitaire. Moins que de la pratique scientifique, l'image d'intellectuel dégagée par Buarque dans la société découle de ses succès éditoriaux.

L'engagement politique de Buarque à ce moment fut fort différent de son engagement préalable dans le mouvement étudiant à Recife. Doté maintenant d'une position sociale plutôt élevée et éloignée depuis longtemps « des bases », Buarque n'a pas développé un militantisme proprement de terrain. Toujours inscrit à gauche, son engagement s'est limité à cette époque au soutien des comités pour l'amnistie et la démocratisation. Un investissement politique qui relevait essentiellement d'un positionnement d'« intellectuel engagé » au service de la cause démocratique, ou

19. Ce que j'ai pu moi-même observer, en 1992, en assistant comme étudiante aux cours d'« économie brésilienne », professés par Buarque à l'Université de Brasilia. Ces cours ont été centrés essentiellement dans l'ouvrage *A revolução das prioridades* (1994) où l'auteur présente une formule avec les mesures nécessaires pour apporter la solution aux problèmes nationaux et transformer la société brésilienne. On ne développera pas ici une critique, qui pourrait certes être très intéressante, du contenu ou des bases épistémologiques des ouvrages de Cristovam Buarque.

20. Entre 1990 et 1995, Buarque a publié *A desordem do progresso*, 1990 ; *O colapso da modernidade brasileira e uma proposta alternativa*, 1991 ; *A revolução na esquerda e a invenção do Brasil*, 1992 ; *O que é apartação : o apartheid social brasileiro*, 1993 (divulgué préalablement par l'Unesco avec le titre *Brazil : from inequity to apartheid*) ; *A revolução das prioridades*, 1994 ; et *A aventura da Universidade*, 1995.



comme le professionnel qui cherche – à travers l’usage de sa compétence légitime – à apporter sa contribution dans l’espace public. Dans cette modalité d’engagement, on peut inscrire notamment sa brève participation en tant que conseiller du Pernamboucain Fernando Lyra, au ministère de la Justice (1985-1986).

Le passage Buarque à l’arène électorale commence à se concrétiser après son mandat de recteur, lorsqu’il est envisagé comme candidat potentiel à la vice-présidence, en 1989 dans une éventuelle liste commune avec Lula, ou au gouvernement du DF pour les échéances de 1990. Encore sans lien partisan, et après avoir hésité entre une adhésion au PT – qui jouissait déjà de la réputation de parti des masses – ou au Parti démocratique travailliste (PDT) de Leonel Brizola, Buarque finit par s’inscrire en 1990 au PT, une option capable de lui fournir le soutien humain indispensable pour affronter une compétition électorale<sup>21</sup>.

C’est en 1994 qu’il allait enfin retrouver enfin les conditions favorables pour mener à terme son projet de candidature. Pour comprendre le processus complexe par lequel cet acteur, relativement nouveau dans le parti, est parvenu à figurer comme le candidat *petista* au gouvernement du DF, soulignons que le PT connaissait à l’époque des transformations importantes qui le conduisaient vers une posture davantage pragmatique électoralement .

Contrairement aux autres candidats du PT/DF, le professeur n’était pas un cadre partisan *type* issu des rangs militants ou ancré dans les mouvements sociaux. Quelles ont été alors les conditions qui ont permis à cet *outsider* [Becker, 1985] de devenir progressivement la personne capable d’évoquer le consensus partisan ? Comment, confronté à des acteurs organiques<sup>22</sup>, au sens gramscien de l’immanence du groupe, Buarque a-t-il réussi à s’imposer ? D’une part, l’absence de grands leaders locaux du parti « intéressés » par la candidature au gouvernement<sup>23</sup> lui a été particulièrement favorable. Un facteur crucial pour compenser son capital militant déficitaire et l’amener à remporter le pari auprès des postulants qui ne figuraient pas en effective position de *leadership*.

À cela s’est ajouté son prestige intellectuel, considéré par les dirigeants une ressource capable d’élargir les voix *petistas* aux classes moyennes, souvent résistantes à l’image du PT-ouvrier. Ainsi, au projet politique du prétendant C. Buarque, qui même sans grand espoir d’être élu, avait l’occasion de lancer son nom dans l’arène électorale, se combinaient les stratégies du parti-acteur collectif où le choix de l’économiste apparaissait comme une forme de légitimation d’une organisation encore

21. Cette thématique figure au centre de l’analyse proposée dans ma thèse, préparée actuellement. Je développe par ailleurs comme hypothèse que le choix de C. Buarque marque le passage d’une logique partisane essentiellement centrée autour des pratiques militantes vers une logique pragmatique tournée vers le pouvoir.

22. Le médecin syndicaliste C. Saraiva e Saraiva et l’universitaire lié au syndicat des professeurs de l’UnB, P. Bicca.

23. Alors que les estimations donnaient de faibles possibilités de réussite aux *petistas* pour les élections gouvernementales, les principaux leaders du PT/DF s’intéressaient plus à leurs candidatures individuelles aux parlements, qu’à une candidature difficile à réussir au gouvernement.

fortement associée à la condition de parti d'acteurs socialement illégitimes<sup>24</sup>. On entend que le recours à des acteurs plutôt externes, mais pourvus des ressources légitimes comme candidats constitue une stratégie particulière de légitimation, utilisée par cet ensemble partisan – dans des cadres particuliers et de façon non systématique, voire par l'insistance du nom de Lula comme le candidat « naturel » du PT aux présidentielles – dont l'épicentre renvoie aux usines métallurgistes de São Paulo.

Ce sont ainsi les ressources extra-partisanes qui ont rendu possible l'introduction de Buarque sur le marché électif. Le capital intellectuel acquis dans les milieux savants et professionnels transnationaux ont été les facteurs déterminants pour, en se transfigurant en qualités politiques, assurer son entrée politique. La campagne de 1994 a été construite essentiellement autour des compétences intellectuelles « exceptionnelles » du professeur, présenté comme le politique non professionnel, mais doté des connaissances spécifiques pour la gestion politique. La mobilisation du cosmopolitisme et du capital intellectuel de Buarque, et le travail des militants sur le terrain sont à l'origine de l'évolution extraordinaire de sa candidature – à laquelle les sondages n'attribuaient au départ que des très faibles intentions de vote.

Les ressources évoquées par Buarque le plaçaient dans une confrontation directe avec le principal leader politique local : Joaquim Roriz, un politique professionnel venu de province<sup>25</sup>, qui mobilisait des ressources sociales radicalement opposées à celles mises en jeu par Buarque. Roriz, malgré un titre d'économiste acquis dans une université de l'intérieur, a toujours mis en avant<sup>26</sup> ses origines rurales et son langage simple, voire incorrect, ainsi qu'une posture caritative, centrée autour du don<sup>27</sup>. Dès 1994, lorsque Roriz lui-même ne s'est pas porté comme candidat, la polarisation entre le candidat soutenu par ce dernier (Valmir Campello) et Buarque, était déjà fortement associée à la rivalité à l'égard de Roriz. Dès lors, l'opposition entre ces deux hommes et leurs qualités antagoniques acquerrait une place centrale dans les combats politiques du DF. « Cristovam et Roriz incarnaient des types opposés : le professeur *versus* l'ignorant ; le rouge *versus* le bleu ; le démocratique [...] *versus* le démagogique » [Teixeira, 2002, p. 42]. Cette opposition est restée au cœur de la campagne de 1998, qui a opposé directement les deux candidats et a été remportée par Roriz.

24. On utilise l'expression « socialement illégitime » en s'inspirant de l'usage fait par Michel Offerlé [1984] pour désigner le personnel politique ouvrier en France avant 1914. Si le PT n'est certainement pas réductible à la condition d'un parti d'ouvriers, on peut toutefois insister qu'il est en grande partie composé par des acteurs faiblement pourvus de ressources sociales considérées comme légitimes et de compétences spécifiques à la gestion politique.

25. L'État de Goiás (État essentiellement agraire, frontalier avec le DF), où il a bâti une longue carrière politique avant l'arrivée à Brasília à la fin des années 1980.

26. Sur le symbolisme associé à Roriz, cf. A. Borges [2002].

27. La carrière de Roriz dans le DF est fortement associée au don de terres. Il a appliqué un programme de donation de lots de terres aux populations précaires, visant à l'éradication des *favelas* et la fixation de ces populations dans les périphéries.





Si la mobilisation des propriétés sociales de Buarque n'a pas été suffisante pour assurer sa réélection, elle a pourtant contribué pour son inscription au panthéon des leaders politiques locaux. Buarque est sorti du gouvernement muni d'un grand prestige auprès de la population<sup>28</sup>. Sa campagne au Sénat en 2002 témoigne de ce prestige électoral, lorsqu'il a enregistré le plus grand taux de voix jamais conféré à un sénateur du DF. En 2005, alors que le sénateur est dans la position d'un homme politique à part entière et qu'il bénéficie d'une carrière solide, C. Buarque décide d'abandonner l'étiquette du PT pour se lancer dans une nouvelle entreprise politique. Ce choix, pourrait-on dire, se révèle plutôt opportun si on tient compte de la situation délicate traversée en ce moment par le PT, confronté au discrédit dû à des dénonciations de corruption liées au gouvernement Lula. L'essentiel est pourtant, semble-t-il, que l'appui sur les ressources collectives apportées par la marque *petista*, indispensable pour lancer un non-initié dans le marché électoral, perd sa raison d'être au moment même où l'institution partisane et le jeu de forces tendu et concurrentiel qu'elle suppose font entrave aux ambitions de carrière personnelles d'un professionnel politique, désormais solidement implanté auprès des électeurs, et dont le capital électoral repose fondamentalement sur des compétences et des capacités individuelles.

### **En guise de conclusion : la trajectoire de Buarque comme cadre analytique des conditions de possibilité des nouvelles élites politiques brésiliennes**

L'examen du parcours social et politique de C. Buarque révèle que la construction de sa carrière d'homme public résulte du croisement de facteurs multiples. Si des éléments conjoncturels ont pu favoriser son rapide succès électoral, il semble raisonnable de conclure que la projection de son image politique repose avant tout sur ses ressources individuelles – des attributs individuels qui découlent pourtant moins d'un prétendu patrimoine politique familial que des compétences et prestiges acquis dans un circuit international.

L'acquisition des compétences en France a exercé un rôle particulièrement significatif dans ce processus, car elle apparaît justement comme l'élément différentiel permettant à Buarque de se distinguer et se valoriser à l'égard des autres agents de la compétition politique. Le passage par la France et les liens que Buarque a continuellement maintenu dans ce pays<sup>29</sup> sont, à plusieurs titres, cruciaux dans son parcours. D'abord, pour avoir fourni les dispositions et le savoir indispensables pour le lancer dans la carrière politique. Deuxièmement, pour avoir contribué à son ins-

28. À la fin de son mandat, Buarque enregistrait 73 % d'approbation populaire. Source : Enquête Vox Populi, *Correio Braziliense*, 12 septembre 1998.

29. Depuis son doctorat, C. Buarque a été continuellement en contact avec la France, qu'il a visité à plusieurs occasions, comme lors d'un séjour de post-doctorat en 1992, ou dans d'autres nombreuses circonstances où il a participé à des conférences dans différentes institutions ou organismes internationaux.

cription dans un réseau interpersonnel spécifique et par conséquent dans l'espace politique dit de gauche, ce qui le distingue entièrement de la génération d'économistes diplômés aux États-Unis et chargés de la gestion économique nationale. En outre, la proximité manifeste de Buarque avec la culture et les institutions d'enseignement supérieur en France et avec des réseaux de relations directement ou indirectement liés à ce pays est repérable lorsqu'on observe le recrutement de ses collaborateurs. Dans une analyse faite ailleurs [Rocha, 2005] concernant le processus de sélection des membres du gouvernement Buarque à Brasilia, nous avons repéré la présence de cinq membres du premier échelon, sur un total de vingt, occupant des postes-clefs dans son gouvernement, qui avaient eu un lien intellectuel ou politique direct avec la France<sup>30</sup>.

Si l'expérience de Cristovam Buarque présente des spécificités qui sont propres aux contextes singuliers dans lequel il a évolué intellectuellement et politiquement, son parcours offre un cadre concret d'analyse pour observer l'usage que les nouvelles élites politiques brésiliennes sont susceptibles de réaliser de leurs compétences internationalisées pour viabiliser leur entrée dans le champ politique et pour concrétiser ainsi leur conversion, de simples *profanes*, ou *prétendants*, en réels *professionnels* de la politique.

Le cas de Buarque, dont le parcours ne relève guère d'un « habitus international » idéal-typique propre aux héritiers [Xavier de Brito, 2004], devient ainsi une piste de recherche exemplaire pour montrer que l'étude de l'internationalisation des élites dirigeantes au Brésil ne peut désormais rester confinée à des approches consacrées à la reproduction des élites traditionnelles, mais qu'elle doit également considérer son rôle dans la rénovation relative connue par l'espace politique national.

30. Elimar Nascimento et Marcel Bursztyn, membres du Conseil spécial du gouverneur, qui ont obtenu leur doctorat à Paris ; Tom Rebello, secrétaire à l'Industrie et au Commerce, qui a obtenu en France son titre de docteur en études urbaines ; Roberto Aguiar, secrétaire à la Sécurité, exilé à Paris pendant la dictature ; et finalement, Arlete Sampaio, première adjointe, qui, en raison de l'appartenance dans le passé à un courant trotskiste du PT (Le Travail, lié à la IV<sup>e</sup> Internationale), a maintenu un contact proche et continu avec le réseau trotskiste français (notamment avec le Parti des Travailleurs français et son chef de file Daniel Gluckstein).



## BIBLIOGRAPHIE

- ABREU Alzira Alves de, *Dicionário histórico-biográfico brasileiro*, Rio de Janeiro, FGV CPDOC, 2001.
- BALDUÍNO Eduardo et ARAÚJO Rubens, *Utopia urbana. Cristovam Buarque : lutas e idéias que conquistaram as urnas*, Sao Paulo, Scritta, 1995.
- BECKER Howard S., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, trad. fr., Paris, Métailié, 1985.
- BORGES Antonádia Monteiro, « Tanto azul quanto vermelho : sentidos e apropriações de um evento político no Distrito Federal », dans HEREDIA Beatriz M. A. de et alii, *Como se fazem eleições no Brasil*, Rio de Janeiro, Relume Dumará, 2002, p. 217-241.
- BOLTANSKI Luc, « L'espace positionnel. Multipositionnalité des positions institutionnelles et habitus de classe », *Revue française de sociologie*, XIV, n° 1, 1973, p. 3-26.
- BURSZTYN Marcel, *Cristovam Buarque. O sementeiro de utopias*, Brasilia, Editora UnB, 1998.
- CANEDO Letícia Bicalho, « Héritage en politique, ou comment acquérir les dispositions et compétences nécessaires aux fonctions de représentation politique », *Cahiers du Brésil contemporain*, n° 47/48, 2002, p. 71-119.
- CANEDO Letícia Bicalho, « Investissements, générations et changements dans l'espace politique », communication au séminaire « Anthropologie politique du Brésil », Paris, EHESS, 2004.
- DOGAN Mattei, « Les professions propices à la carrière politique. Osmoses, filières et viviers », dans OFFERLÉ Michel, *La profession politique XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 171-199.
- GARCIA Afrânio, « La construction interrompue. Celso Furtado, la guerre froide et le développement du Nordeste », *ARSS*, n° 121-122, 1998, p. 52-61.
- GARCIA Afrânio, « Une noblesse républicaine. Fernando Henrique Cardoso et la sociologie au Brésil », dans HEILBRON Johan et alii (dir.), *Pour une histoire des sciences sociales : hommage à Pierre Bourdieu*, Paris, Fayard, 2004, p. 305-319.
- GOLDBERG Annette, « Le Paris des Brésiliens en exil », dans MARÈS Antoine et MILZA Pierre, *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, p. 293-298.
- LOUREIRO Maria Rita, « L'ascension des économistes au Brésil », *ARSS*, n° 108, 1995, p. 70-78.
- LOUREIRO Maria Rita, *Os economistas no governo : gestão econômica e democracia*, Rio de Janeiro, Fundação Getulio Vargas Editor, 1997a.
- LOUREIRO Maria Rita, 1998, « L'internationalisation des milieux dirigeants au Brésil », *ARSS*, n° 121-122, p. 42-60.
- MAINWARING Scott et alii, *Issues in democratic consolidation : the new South American democracies in comparative perspective*, Indiana, University of Notre Dame Press, 1991.
- OFFERLÉ Michel, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales*, 39, n° 4, 1984, p. 681-716.
- ROCHA Daniella de Castro, « Spécificités du gouvernement *petista* dans le District fédéral (1995-1998) : les travailleurs au pouvoir ? », communication, 1 CIAPEB, Paris, 2005.
- ROLLAND Denis et TOUZALIN Marie-Hélène, « Un miroir déformant ? Les Latino-Américains à Paris depuis 1945 », dans MARÈS Antoine et MILZA Pierre, *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, p. 263-291.
- SAINT MARTIN Monique de, « Introduction », dans ALMEIDA Ana Maria F. et alii (dir.), *Circulação Internacional e formação intelectual das elites brasileiras*, Campinas, Unicamp, 2004, p. 17-25.

- **TEIXEIRA Carla Costa**, « Retórica de queixas e acusações na derrota eleitoral : o caso Cristovam Buarque no Distrito Federal », dans **HEREDIA Beatriz M. A. de et alii**, *Como se fazem eleições no Brasil*, Rio de Janeiro, Relume Dumará, 2002, p. 39-62.
- **XAXIER DE BRITO Angela**, « Habitus de herdeiro, habitus escolar : os sentidos da internacionalização nas trajetórias dos estudantes brasileiros no exterior », dans **ALMEIDA Ana Maria F. et alii (dir.)**, *Circulação Internacional e formação intelectual das elites brasileiras*, Campinas, Unicamp, 2004, p. 85-104.

## RÉSUMÉ/RÉSUMO/ABSTRACT

L'objectif de cet article est d'observer, à travers la restitution de certains aspects de la trajectoire sociale, intellectuelle et politique de l'universitaire et sénateur Cristovam Buarque, comment l'acquisition d'une compétence spécifique dans le champ de l'économie lors de son séjour d'études en France ainsi que l'accumulation de ressources intellectuelles et interpersonnelles acquises au cours de cette expérience ont pu contribuer et devenir un facteur décisif pour son introduction ultérieure dans le haut cercle politique national. Le parcours de cet acteur est, dans sa spécificité, révélateur du poids que peut revêtir la mobilisation des capitaux intellectuels et culturels et, en ce sens, des titres et des réseaux de relations construits à l'étranger pour la *fabrication* d'un homme politique dans le Brésil contemporain.

**O objetivo desse artigo é observar, a partir da restituição de alguns aspectos da trajetória social, intelectual e política do professor e senador Cristovam Buarque, em que medida a aquisição de uma competência específica no campo da**

**economia realizada na França e a acumulação de recursos intelectuais e interpessoais ao longo dessa experiência contribuíram e se tornaram fatores decisivos para garantir sua introdução no alto círculo político nacional. O percurso desse ator é, em sua especificidade, revelador do peso que a mobilização de capitais intelectuais e culturais e, nesse sentido, de títulos e de redes de relações contruídas no exterior, é capaz de exercer na fabricação de um político no Brasil contemporâneo.**

This article analyzes the social, intellectual and political career of the professor and senator Cristovam Buarque. It aims to demonstrate that acquiring a specific skill in the economic field and the accumulation of intellectual and interpersonal assets in France were decisive in driving him into high-flying national politics. This character's path shows the weight of intellectual and cultural resources and, in this case, the importance of one's titles and network built abroad, in the making of a politician in contemporary Brazil.

### MOTS CLÉS

- Brasilia
- Parti des Travailleurs
- formation et circulation des élites politiques

### PALAVRAS CHAVES

- Brasília
- Partido dos Trabalhadores
- formação e circulação das elites políticas

### KEYWORDS

- Brazil
- Workers Party
- formation and circulation of political elites

# ÉTUDES



Benjamin Buclet\*

# Aide sociale et coopération en Amazonie brésilienne

## L'import-export des bons sentiments

**S**i les organisations non gouvernementales (ONG) représentent depuis une vingtaine d'année l'espace d'expression privilégié de l'engagement pour la solidarité internationale, elles ne constituent pas moins un support parfaitement adapté aux stratégies d'import-export des entrepreneurs du développement. L'ingénierie des projets réalisés dans le cadre de la coopération internationale, tout en assurant la diffusion d'un cadre normatif occidental, laisse une large part à l'entreprise individuelle. Les missionnaires de l'universel construisent librement leurs entreprises de diffusion culturelle en s'assurant un contrôle total des ressources investies.

Cet article analyse l'expérience d'une ONG française en Amazonie brésilienne, sous l'angle critique d'une approche en termes de marché et de transfert de capitaux. On cherche dans un premier temps à identifier l'origine des ressources investies dans l'ONG. La réalisation du « projet de développement » sert ensuite de support pour comprendre les stratégies des « développeurs ».

L'ONG est ici entendue comme une association de droit privé, sans but lucratif<sup>1</sup>, non représentative, qui agit au nom du bien public en se positionnant entre certaines catégories de population (et/ou l'environnement) et les pouvoirs publics (et/ou la société en général). Il faut donc bien différencier l'ONG française de son homologue brésilienne. La première est une association civile (loi

\* Université fédérale de Rio de Janeiro / Institut de Recherche pour le Développement.

1. La non-lucrativité signifie que les bénéfices doivent être entièrement réinvestis dans la structure de l'ONG. Ils n'iront donc pas alimenter un patrimoine ou enrichir des actionnaires. L'ONG a néanmoins intérêt à faire des bénéfices pour amplifier ses activités et améliorer sa productivité (en améliorant les conditions internes de travail, par exemple).

1901) spécialisée dans la réalisation de projets dans les pays en développement. La seconde, active dans son pays uniquement, se caractérise par des financements issus majoritairement de l'étranger. Les ONG brésiliennes seraient donc considérées en France comme des associations. Cette précision amène naturellement à souligner que l'adoption du terme « ONG » par des regroupements d'individus qui auparavant agissaient sous d'autres appellations est elle-même le résultat d'une importation originaire des pays dominants, ceux qui représentent la « communauté internationale »<sup>2</sup>. Précisons également qu'il s'agit d'ONG de développement, différente des ONG humanitaires [Dauvin et Siméant, 2002] (dont les activités sont liées à des crises ou à des urgences) ou des réseaux transnationaux de promotion des droits de l'homme ou de l'environnement<sup>3</sup>.

### **L'ONG, locomotive du « train du développement »**

Les audacieuses politiques d'intégration nationale qui ont marqué l'Amazonie brésilienne depuis les années 1950 n'ont pas rempli tous leurs objectifs. Si l'économie régionale s'est renforcée, les flux migratoires et les forts taux de croissance urbaine, liés à un modèle de développement dévastateur, ont eu des conséquences suffisamment dramatiques sur les populations et l'environnement pour attirer l'attention internationale, et notamment celle des ONG [Droulers, 1995 ; Théry, 2000 ; Becker, 1995].

En 1994, ESSOR, ONG française, a monté un projet de développement en Amazonie brésilienne. Un expatrié a été envoyé à Belém (Pará), où il a monté une ONG locale, l'Associação Paraense de Apoio às Comunidades Carentes<sup>4</sup> (APACC), pour réaliser des actions en matière d'éducation, de formation professionnelle, d'aide sociale et d'amélioration de l'habitat. L'APACC est donc un pur produit du marché du développement, créé de toute pièce par une ONG étrangère (ce qui la singularise de la majorité des ONG brésiliennes [Landim Assumpção, 2002]). En outre, la genèse de l'APACC, présentée ci-dessous, montre que la création d'une ONG locale peut constituer la continuation d'une entreprise de reproduction culturelle.

L'énergie et les ressources qui ont permis la naissance de l'APACC ont pour origine la rencontre de deux couples, au Brésil en 1979. Le premier travaillait sur un « projet » de développement auprès d'une parente bonne sœur, alors que le second était en voyage touristique, sac au dos, en Amérique latine... L'histoire

2. C'est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que le terme « ONG » est apparu dans les documents officiels des Nations unies. Le terme « ONG » a été inclus en 1946 dans l'article 71 de la charte des Nations Unies : « Le Conseil économique et social peut prendre toutes dispositions utiles pour consulter les organisations non gouvernementales qui s'occupent de questions relevant de sa compétence. Ces dispositions peuvent s'appliquer à des organisations internationales et, s'il y a lieu, à des organisations nationales après consultation du Membre intéressé de l'organisation » ([www.un.org/french/aboutun/charte](http://www.un.org/french/aboutun/charte)).

3. Sur les *transnational advocacy networks*, voir Keck et Sikkink, 1998.

4. Association d'appui aux communautés nécessiteuses.





de cette rencontre et de ses conséquences montre très clairement comment le marché du développement sert de support à des entreprises individuelles de militantisme moral ou idéologique.

P. est né en 1952 dans le Nord de la France. Il est l'un des quinze enfants d'une famille catholique dont le père est industriel et la mère au foyer. Après un bac C (mathématiques et sciences physiques) et des études de gestion, il travaille pour l'ONG « Frères des Hommes » pendant quatre ans comme responsable des relations publiques. En 1978, à 26 ans, il souhaite avoir une expérience de terrain et décide de monter lui-même un projet au Brésil, où une tante de sa femme, sœur Monique, fait un travail social (*obras sociais*) au sein de la paroisse de São Domingos do Prato, dans l'État du Minas Gerais. Il forme alors un groupe de soutien, « composé essentiellement d'amis » (70 personnes), qui met à sa disposition environ 70 000 francs (plus de 10 000 €) par an pour réaliser son projet. P. et sa femme partent au Brésil pour travailler aux côtés de sœur Monique.

Après quelques mois, P. est frappé par le fait que, malgré le travail réalisé, les plus pauvres restent marginalisés. Il décide de s'investir davantage pour soutenir les familles isolées. Avec l'aide d'un agriculteur et d'une assistante sociale, il aide les familles les plus pauvres à planter du café, faire soigner les enfants, les mettre à l'école, il « met en pratique [ses] compétences en gestion pour faciliter leur quotidien » (P.). Soutenues par les notables de la municipalité (via les *obras sociais*), ces activités vont durer un an. À ce moment-là, sa femme enceinte et le sentiment qu'il y a sur place des gens très compétents pour faire son travail poussent P. à rentrer en France. Il crée alors INTER AIDE, une ONG qui voit officiellement le jour en avril 1980 et dont l'objectif est de « permettre à des gens qui ont des compétences professionnelles de les mettre à disposition des populations les plus démunies » (P.). Les premiers projets sont lancés. Par la suite, à l'occasion d'un projet réalisé dans le Nord-Est du Brésil, dans l'État du Ceará, P. propose à E. et sa femme de travailler avec lui.

E. est né en 1956 dans le Nord de la France d'un père directeur commercial dans une entreprise textile et d'une mère au foyer. Après une formation de menuisier, il fait, en 1979, un grand voyage en Amérique latine (neuf mois dont cinq au Brésil) avec sa femme, fille d'un grand industriel du Nord de la France. Sur ces cinq mois, ils logent deux mois chez sœur Monique, où ils rencontrent P. et sa femme. De retour en France, ils commencent à travailler, lui comme menuisier, elle comme psychomotricienne. Un an après, ils ont des jumeaux. Ils en perdent un – la mort subite du nourrisson. Face à ce drame, ils se remettent en question et quelques mois après, P. vient les voir en leur proposant d'« aller démarrer des projets au Brésil, dans le Nordeste » (E.). Ils réfléchissent puis décident de partir.

Pendant trois ans, E. travaille « en faisant des missions courtes, pour lancer les projets d'INTER AIDE » (E.), axés sur le développement rural. En 1985, E. et sa femme partent pendant un an pour démarrer un projet en milieu urbain, à

Fortaleza, dans l'État du Ceará. Ils recrutent une petite équipe locale, qui se constitue rapidement en association : le Grupo de Apoio às Comunidades Carentes<sup>5</sup> (GACC). Ils rentrent ensuite en France, d'où ils suivent le projet. E. devait « suivre le projet à distance en y allant deux trois fois par an plus le mois d'été, parce qu'[ils se sont] rendu compte que ça n'avancait pas » (E.). Ils décident finalement de repartir à Fortaleza pour « dynamiser le projet, le GACC, pour suivre le projet en zone rurale, puis en démarrer d'autres » (E.). Parallèlement à cela, en 1988, se monte un autre projet du même type à São Luís, dans l'État du Maranhão, où les activités sont menées en « partenariat » avec une association créée de la même façon que le GACC, le GACC-MA (« MA » pour Maranhão).

En 1991, de retour en France, E. souhaitait « continuer à travailler là-dedans » et avait « envie d'en faire plus » (E.). Par ailleurs, INTER AIDE, ayant déjà des projets dans une dizaine de pays, voulait réduire ses activités. E. crée alors ESSOR. Le conseil d'administration d'INTER AIDE donne son accord pour confier officiellement à ESSOR les projets en cours au Brésil, à la condition toutefois de s'assurer que les principes de l'ONG sont suivis. En effet, « si l'on était dans le monde des entreprises, le fait de refiler les projets à ESSOR représenterait plusieurs millions, donc le CA dit qu'il faut au moins s'assurer du suivi des grands principes » (P.). C'est à cette occasion qu'ils écrivent la charte d'INTER AIDE, qui devient celle d'ESSOR.

## **Les professionnels du développement à Belém**

En 1994, ESSOR désire adapter les projets de Fortaleza et São Luís dans la ville de Belém (État du Pará). Dans cet objectif, F. est recruté comme coordinateur et envoyé à Belém. Il y reste une grande année, avant d'être remplacé par J. Les parcours des deux responsables du projet permettent de comprendre l'origine des ressources (humaines, dans ce cas) qui sont investies dans le projet. En outre, la différence de profil des deux individus montre que le transfert de capitaux de l'ONG française vers la périphérie de Belém nécessite des compétences techniques bien spécifiques. Les motivations personnelles, aussi fortes soient-elles, ne suffisent pas pour se transformer en « professionnel du développement ».

F. est né en 1962 à Toulon. De père médecin officier de marine, dans une famille de sept enfants, F. fait ses études à Bordeaux, Brest et Le Mans et passe un bac B (économie) avant de suivre un cursus universitaire en économie à Angers, jusqu'à la maîtrise. Il part ensuite faire son service militaire en coopération en Guyane française, en 1986. À son retour, il rentre dans un institut de financement. En 1993, il a un grave accident de voiture, reste dix jours dans le coma et un an en convalescence. Pendant cette année, il réfléchit beaucoup, alors que son entreprise le « met dans un placard » (F.). Un de ses bons amis, médecin dans l'ONG « Médecins du monde », prend souvent de ses nouvelles. Il lui parle un jour d'INTER AIDE, lui

5. Groupe d'appui aux communautés nécessiteuses.



disant le plus grand bien de l'association. F. décide de postuler pour participer à un projet pour « consacrer trois ans de [sa] vie au développement » (F.). Fin 1993, il passe différents entretiens avec INTER AIDE et ESSOR avant d'être recruté.

En mars 1994, il arrive à Belém. Alors qu'il devait y passer un mois pour s'imprégner des réalités du pays, il rentre en France une semaine après son arrivée, suite à l'accouchement anticipé de sa femme. Il repart ensuite seul à Belém pour un mois. F. dit, aujourd'hui, que ce fut « le mois le plus horrible de [sa] vie... se retrouver tout seul dans une ville, à devoir lancer un projet, sans parler un mot de portugais, sans connaître rien du tout au développement... » Il passe un mois à « découvrir les quartiers, à faire un travail relationnel et à [s]'adapter » (F.). Au bout d'un mois, sa femme arrive avec les enfants. Peu après, le coordinateur du GACC-MA lui dit que les autres « terrains » brésiliens ont montré la nécessité de créer une organisation locale pour réaliser les actions prévues dans le projet - ceci également pour des raisons « éthiques » et légales : dès qu'il serait question d'embaucher quelqu'un, il faudrait le faire au nom d'une personne juridique. F. monte alors l'APACC avec des Brésiliens étudiant à l'Alliance française.

Le fils de F. ayant des problèmes de santé et sa femme ne pouvant pas travailler (ni sur le projet pour des questions éthiques, ni ailleurs, légalement), F. démissionne<sup>6</sup>. Il est remplacé par J. en juillet 1995.

Né en 1959 de deux parents enseignants dans des lycées privés (« plus par commodité que par choix idéologique »), J. fait ses études à Orléans. Il passe son bac C à 18 ans, puis fait l'école vétérinaire de Lyon, d'où il sort en 1982. Il part ensuite en Afrique pour faire une étude sur l'utilisation des pesticides tout en voyageant. Il rencontre au Burkina-Faso des gens qui travaillent sur un projet de développement de l'agriculture. Il reste six mois à leurs côtés et se base sur cette « première approche concrète de ce qu'était le développement » (J.) pour écrire sa thèse vétérinaire. Par la suite, il travaille pendant quatre ans au Guatemala pour l'ONG « Vétérinaires sans frontières » (VSF). Il rentre un an en France, en 1990, à Montpellier, et suit une formation spécialisée en développement rural. Il travaille ensuite dans un bureau d'étude où il fait quelques missions pour l'Union européenne en Amérique centrale, puis part en Angola, de nouveau avec VSF. Il se fait rapatrier au moment de la guerre civile, revient en France, puis repart au Rwanda, cette fois en travaillant pour la Banque mondiale. Il se fait de nouveau rapatrier au moment du génocide, en avril 1994. De retour en France, il habite dans une partie de la maison familiale en Sologne, avec sa compagne et ses deux, puis trois, enfants. Il cherche du travail, entend parler de l'offre d'emploi d'ESSOR et passe un premier entretien avec INTER AIDE. « Comme ESSOR est une fille d'INTER AIDE – l'expression exacte, c'est un *produit d'essaimage* –, ils avaient des accords. INTER AIDE faisait notamment les présélections pour eux. J'ai fait un premier entretien avec INTER AIDE puis un deuxième avec E., d'ESSOR » (J.). Il est recruté et part à Belém.

6. Il a par la suite monté une entreprise d'import-export de bois.

## La communion culturelle, base du processus reproductif

On trouve une composante culturelle commune à l'ensemble des individus engagés dans le processus. Issus de la bourgeoisie industrielle ou intellectuelle (pères industriels, cadres, médecins, enseignants), tous ont grandi en province (trois dans la même région), dans des familles nombreuses et sont de religion ou de culture catholique. Ce profil est très différent de celui des fondateurs des ONG tiers-mondistes des années 1970, ceux-ci étant caractérisés par un rapport incontestable à la violence (anciens militaires ou personnes ayant assuré le service d'ordre d'organisations politiques), un certain « dandysme » (à comprendre ici en tant que modèle moral), une propension à passer d'un univers social à un autre (d'une profession à l'autre et d'un pays à l'autre), l'expérience des voyages et de l'international, la fréquence des ruptures biographiques (caractéristique que l'on retrouve ici) et des origines juives et étrangères [Dauvin et Siméant, 2002, p. 48-57]. Ce changement de profil est sans doute lié aux transformations des politiques de coopération qui, à cette époque, commencèrent à intégrer les ONG, en tant qu'« aides techniques », à leurs stratégies, mettant ainsi de côté les idéologies au profit des compétences professionnelles. En outre, on note le rôle fondamental des ruptures de trajectoire dans la décision de s'engager dans l'ONG. Dans le cas d'E. comme dans celui de F., c'est la confrontation directe avec la mort qui est à l'origine de l'engagement au service des autres.

Par ailleurs, le capital social et culturel des grandes familles catholiques du Nord de la France constitue la base de l'investissement. Le cursus universitaire et l'engagement professionnel se combinent ensuite pour transformer le capital social en capital financier (grâce à un groupe d'amis), qui permet d'acquérir l'« expérience de terrain » nécessaire à la légitimité du développeur. C'est bien suite à son expérience de terrain que P. peut attirer la confiance des bailleurs de fonds et ainsi créer INTER AIDE. C'est également après plusieurs années de terrain qu'E. et sa femme sont légitimes pour créer ESSOR (expérience qui compense leur manque de capital universitaire). La crédibilité acquise à travers l'expérience quotidienne sur le terrain brésilien constitue un nouveau capital symbolique qui représente une ressource fondamentale, non seulement pour accéder au marché du développement, mais aussi pour valoriser les capitaux transférés par INTER AIDE. On voit ici que le capital acquis à travers l'expérience internationale représente un droit d'entrée dans le champ du développement. Cela souligne l'importance de l'expérience individuelle dans l'engagement pour le développement.

ESSOR est un « produit d'essaimage » d'INTER AIDE. Le respect des « principes de base » sert de caution morale pour le transfert de capitaux d'une ONG vers l'autre. On voit ici que les valeurs qui soutiennent les actions réalisées par l'ONG sont plus importantes que les ressources financières qui permettent leur réalisation. La raison de cela n'est pas à chercher du côté de la non-lucrativité de l'ONG, mais bien davantage du côté des fondements véritables de



l'ONG : le capital culturel et symbolique. En « refileant » les projets à ESSOR, INTER AIDE offre bien plus que des millions, il offre la possibilité d'exister sur le marché du développement, c'est-à-dire concrètement les liens avec les bailleurs de fonds, basés principalement sur la confiance personnelle et bureaucratique. Les valeurs contenues dans la charte représentent ce capital ; c'est bien lui qui doit être transmis pour s'assurer un « essaimage » réussi et, par ce dernier, l'expansion des actions destinées à transformer le monde comme le souhaite INTER AIDE. L'ONG garde par ailleurs un certain contrôle sur le capital transféré, notamment en prenant en charge le recrutement du personnel.

Les chartes des deux ONG, pratiquement identiques, sont présentées en cinq points : travailler pour les plus démunis ; être spécialisé dans la réalisation de programmes de développement ; privilégier une approche professionnelle et non idéologique ; chercher à amener les bénéficiaires à prendre en charge leurs propres besoins ; neutralité politique et confessionnelle. La mission d'ESSOR est ainsi d'« aider les populations les plus en difficulté à améliorer leurs conditions de vie et leur capacité à prendre en main leur devenir ; identifier, élaborer, lancer et suivre des programmes de développement ; mettre en place des partenariats avec des organisations du Sud ; faire de l'éducation au développement ». Ses valeurs sont les suivantes : « structure à taille humaine, tournée vers les actions concrètes sur le terrain, ESSOR est soucieuse de la qualité et de la pérennité de ses interventions. Confiance, efficacité, proximité, sérieux, cohésion, travail d'équipe sont les valeurs qui fédèrent les membres de l'association autour d'un objectif commun : aider les plus démunis à se redresser »<sup>7</sup>.

## Le développement en pratique

Alors que l'approche professionnelle est considérée comme essentielle par les deux ONG, la pratique est différente : il est possible d'être recruté sans expérience professionnelle liée au développement, sans parler le portugais ni connaître le Brésil. On peut avancer à ce sujet que la similarité des trajectoires personnelles, l'identification et la communion d'une expérience douloureuse partagée avec d'autres est déterminante dans les choix de recrutement. L'expérience de F. montre en outre que le capital social et culturel acquis en Europe ne suffit pas pour implanter un projet de développement en Amazonie.

En revanche, la figure de J. apparaît comme celle du véritable « professionnel du développement ». Tout en ayant à peu près le même profil que les autres individus engagés, la nature de son engagement le singularise. C'est davantage pour des raisons idéologiques que pragmatiques qu'il s'engage dans le développement,

7. [www.essor-ong.org](http://www.essor-ong.org), consulté le 5 novembre 2003.

au moment où l'aide se professionnalise et où l'idéologie tiers-mondiste cède le pas à la logique humanitaire<sup>8</sup>.

D'autre part, il est évident que les relations interpersonnelles ont une grande influence sur le déroulement du projet. Les relations établies, soit à travers la famille, soit à travers le cursus scolaire, permettent l'insertion dans le monde du développement. INTER AIDE, ESSOR et l'APACC sont des organisations construites autour de personnes proches : P. monte un premier projet grâce au soutien financier d'« un groupe d'amis ». Il arrive chez sœur Monique, une tante de sa femme. E. monte ESSOR « avec un certain nombre d'amis ou de parents, qui [les] soutenaient depuis des années, qui s'intéressaient à ce qu'[ils] faisaient, qui font partie de l'assemblée générale et du conseil d'administration ». Ce sont « des amis de longue date... mais des amis qui sont motivés, que ça intéresse » (E.), des chefs d'entreprises pour la plupart. De même, F. monte la structure juridique de l'APACC avec des gens rencontrés à l'Alliance française.

L'entreprise apparaît donc comme le résultat d'une réunion d'individus autour de sensibilités partagées au sujet des conditions de vie des bidonvilles brésiliens. Le projet concentre des ressources humaines et financières destinées à transformer la réalité de la périphérie de Belém.

## Les valeurs exportées

Les raisons avancées pour expliquer la création d'INTER AIDE montrent une logique de sacrifice et d'ascétisme, très liée à la morale catholique. INTER AIDE vise à « tiers-mondiser des professionnels plutôt que professionnaliser des tiers-mondistes. Entre 1965 et 1975, les tiers-mondistes étaient recrutés sur leurs motivations plus que sur leurs compétences » (P.). « Parler » et « agir » représentent deux métiers bien distincts dans le monde du développement. Conscient du fait « qu'on ne peut pas à la fois faire ce métier et en parler », P. se différencie des « Sciences po, HEC, qui doivent secouer les gens avec des raccourcis idéologiques » et se considère comme un « obscur laboureur » qui « travaille avec les communautés ». On trouve là une caractéristique centrale d'INTER AIDE et d'ESSOR, l'identité d'« opérateur de projet », de celui qui agit, qui « laboure », qui travaille au contact du terrain, de la « terre » et, qui plus est, de façon anonyme et discrète, humble et « obscure ». C'est ainsi que ces ONG veulent se démarquer du « troupeau bêlant des humanitaires fatigués » (P.).

Les principes contenus dans la charte sont fidèles à la doctrine sociale de l'Église catholique [Verhagen, 2000] : la préférence pour les pauvres, extensible à tous ceux qui sont privés des droits fondamentaux ; le principe de subsidiarité (aide toi toi-même) ; le primat de la « communauté » comme cadre d'existence des individus ; la dignité et l'égalité des hommes entre eux ; la solidarité ; le bien commun et la responsabilité par-

8. Voir Hours, 1998.



tagée (l'expression « agit localement, pense globalement » reflète ce principe). On note également la centralité de la famille et du travail dans le processus de développement, considéré ici comme le regroupement de divers facteurs pouvant s'acquérir (une partie de la mission est l'« éducation au développement ») à travers un apprentissage technique (et non politique) bien précis, que l'on se propose d'offrir et dont la réalisation permet à l'individu de se « redresser » pour « monter dans le train du développement » (P.). Dans ce cadre, l'individu est accompli lorsqu'il est autonome tout en étant citoyen, c'est-à-dire obéissant aux droits et devoirs de sa communauté.

Ces valeurs sont à la base des actions contenues dans le projet. Du voyage de P. à l'arrivée de J. à Belém, le cadre dans lequel ces valeurs peuvent se concrétiser s'est construit : l'APACC. Si les actions réalisées ont pour origine une série de frustrations chez certains individus (dues notamment au malaise face au spectacle de la pauvreté), l'ensemble du processus ne représente pas moins la valorisation d'un capital social et culturel, à travers un investissement dans le champ international. Alors que les pratiques quotidiennes des individus engagés ne sont perçues comme des investissements mais, au contraire, selon une logique de dénégation des principes économiques<sup>9</sup>, comme un « don de soi » qui n'attend pas de rétribution, l'APACC apparaît comme le vecteur d'un investissement, sur lequel repose la valorisation des capitaux investis.

## Le projet, support de l'investissement

Lorsque, en 1994, le projet doit démarrer, les axes de travail sont les suivants (programme initial, mai 1993) :

- accompagner les familles les plus pauvres avec lesquelles se fera un travail principalement éducatif, qui leur donnera les moyens de résoudre elles-mêmes leurs problèmes sociaux et sanitaires ;
- implanter et organiser de petites infrastructures d'éducation (crèches, locaux d'alphabétisation et de soutien scolaire) pour apporter aux enfants les bases d'instruction et d'éducation dont ils ont besoin pour leur développement ;
- offrir des formations et orientations professionnelles, destinées essentiellement aux jeunes adultes, et qui ouvrent des perspectives d'emploi et d'amélioration des revenus ;
- réaliser des travaux d'assainissement et favoriser l'amélioration de l'habitat par le biais de prêts ;
- former des techniciens travaillant dans les institutions locales afin d'accroître l'impact des actions de développement qu'elles entreprennent.

9. « Représentants cosmopolites d'une société civile internationale dont ils auraient appuyé l'émergence dans les pays du Sud, l'éthique qui englobe les pratiques de terrain des experts les situerait, à l'opposé du marché, dans un champ social étranger à l'économique, et susceptible d'en infléchir les règles » [Bourdarias, 2003, p. 31-32].

Ces activités concernent exclusivement l'espace local d'intervention. Bien qu'il s'agisse d'une action externe, l'origine internationale de l'initiative est absolument imperceptible dans le programme d'action (on ne trouve aucune référence au côté français du « partenariat » dans les textes liés aux projets, si ce n'est au sujet du financement). On retrouve là le souci d'effacement, reflet du désintéressement mis en avant par ESSOR. Il en résulte une première option pour rechercher une légitimité d'intervention<sup>10</sup> : investir dans une identité locale, l'identité internationale étant délibérément ignorée. Il s'agira de créer une association brésilienne et de recruter des Brésiliens pour réaliser les actions prévues.

L'APACC est donc montée en 1994 pour devenir le « partenaire local » d'ESSOR, ce qui signifie, dans les faits, réaliser le projet qu'ESSOR a vendu aux bailleurs de fonds. C'est une association civile de type « loi 1901 », ayant un conseil d'administration composé d'un président, d'un trésorier, etc., devant s'assurer que les activités de l'association sont en accord avec son statut. Dans le cas de l'APACC, comme dans la majorité des cas de ce type (associations montées dans le cadre d'un projet de développement), le conseil d'administration se révèle « fantôme ». Même si l'on arrive à trouver des gens pour remplir, sur le papier, ces fonctions, la réalité montre que les dirigeants effectifs disposent d'une totale liberté d'action. Remontant à la création du projet, F. a trouvé « quelques personnes, qui étaient d'accord, pas forcément intéressées, mais en tout cas d'accord pour constituer un conseil d'administration » (E.). Dans la pratique, le coordinateur expatrié dispose de tous les pouvoirs concernant le fonctionnement de l'APACC.

Les Brésiliens recrutés sur place sont de formation supérieure (assistantes sociales ou pédagogues), issus de milieux sociaux moyens (parents professeurs, commerçants), souvent de famille nombreuse, de religion catholique. En grande majorité nés dans des petites villes de l'intérieur de l'État du Pará, ils ont vécu une ascension sociale significative : venir dans la capitale et aller au bout d'un cursus universitaire représente une réussite hors du commun. Ils sont souvent les seuls, parmi leurs frères et sœurs, à y être parvenu. Ils ont conscience d'être engagés dans un combat politique (ce qui lutte contre la vision du développement d'ESSOR, technique et apolitique) qui justifie un investissement personnel important. Ils sont pour la plupart célibataires.

Néanmoins, les membres de l'APACC sont animés par un désir d'accomplissement personnel et professionnel. Ce sont des universitaires spécialisés, ayant peu d'expérience, professionnelle, recrutés à l'échelle de Belém par petites annonces ou, le plus souvent, par l'intermédiaire de relations. Ils ont déjà travaillé (pour financer leurs études), la plupart du temps dans des institutions publiques (permanences

10. Elle n'est pas cherchée du côté international, comme c'est le cas par exemple pour des ONG comme Médecins du Monde, WWF, Greenpeace ou même de plus petites comme Solidarité France Brésil. Dans ces cas-là, l'identité internationale légitime l'intervention, souvent au nom de l'universalité de certains droits ou valeurs.





médicales municipales, administrations, écoles), à des postes obtenus grâce à leurs relations personnelles, souvent familiales. Ils ne gardent en général pas un très bon souvenir de ces expériences et leur travail dans l'ONG leur semble plus satisfaisant, notamment en ce qui concerne les responsabilités. Ils regrettent pourtant de façon unanime leur manque d'autonomie dans la définition du « projet » de l'APACC, celui-ci étant entièrement défini par ESSOR. On note que les membres d'ESSOR sont des hommes alors que les postes à responsabilité de l'APACC sont exclusivement occupés par des femmes (des hommes sont employés pour des tâches administratives ou de logistique).

Le principe fondamental du projet est de faire profiter de l'expérience d'ESSOR aux « populations les plus démunies », sans que l'on sache pour autant ce que cela signifie et sur quels critères la qualification de « démunie » est attribuée. Cela doit se faire à travers la réalisation d'« actions qui ont été expérimentées avec succès dans d'autres villes du Brésil (Fortaleza et São Luís), et qui ont permis aux familles pauvres d'améliorer leur situation de santé, d'éducation, et professionnelle » (programme initial, mai 1993). De cette façon, ESSOR minimise l'investissement en économisant des frais de conception d'un projet. La question de l'adaptabilité des actions au contexte n'est, en outre, pas posée dans les documents initiaux, l'Amazonie et le Nordeste brésilien présentant pourtant des situations socio-économiques très différentes – aussi différentes que le Far West du Pakistan, si l'on en croit Hervé Théry [Théry, 1995, p. 77-83].

Une autre manière de minimiser le coût de l'investissement est d'embaucher des jeunes sortis de l'université qui acceptent de bas salaires, sont relativement souples idéologiquement et ne disposent pas de suffisamment d'expérience professionnelle pour proposer d'autres méthodologies d'action ou techniques d'intervention. Les témoignages des cadres de l'APACC révèlent la position dominante d'ESSOR sur les actions réalisées et sur ses « partenaires du Sud » : les activités sont définies par ESSOR, qui attend que les membres de l'APACC appliquent fidèlement les consignes. Cette réalité n'est bien sûr pas formulée mais elle est renforcée par le caractère fantôme du conseil d'administration de l'APACC, qui pourrait autrement servir de contre-pouvoir. Le site internet d'ESSOR<sup>11</sup> est plus explicite sur ce point puisqu'on y apprend que l'ONG compte « 89 salariés locaux dans le monde », ce qui, d'une part, est faux (les employés de l'APACC sont salariés de l'APACC) et, d'autre part, malmène l'idée de « partenariat » par ailleurs largement utilisée par ESSOR dans sa communication au sujet de ses activités.

D'autre part, l'ONG va rechercher des effets de levier. Dans l'objectif de résultats quantitatifs plus importants comme dans celui de pérenniser les structures mises en place, l'ONG cherche à faire participer les institutions publiques ou d'autres types d'organisation (associations représentatives, ONG ou paroisses). Par exemple, dans les activités en matière d'éducation, la première démarche est celle

11. Consulté le 5 novembre 2003.

de passer « un accord stipulant que chaque fois qu'à la suite de démarches ou demandes officielles, ou d'un travail bénévole, l'école parvenait à obtenir une amélioration, l'APACC apportera une participation pour sa rénovation et son organisation interne [...]. La mairie s'est mise à fournir les goûters quotidiens [...]. Les cours sont organisés en partenariat avec les seuls organismes vraiment spécialisés en formation professionnelle [...]. Un accord de coopération technique a été signé. En mars 1995, la construction d'un vaste centre de formation professionnelle [*construit sur un terrain appartenant à la paroisse*] est en cours [...]. L'accord signé prévoit que la Chambre du Commerce et de l'Industrie mettra à disposition des professeurs et le matériel pour les cours » (rapport mars 1995). De même, pour les travaux d'adduction d'eau, l'APACC cherche à impliquer la Compagnie des Eaux de l'État du Pará pour financer une partie des travaux. D'autre part, dans l'objectif « d'amener les bénéficiaires à prendre en charge leurs propres besoins » (charte ESSOR), l'implication des représentants de la population constitue un objectif en tant que tel. Les associations de quartier sont régulièrement sollicitées pour participer aux actions.

## Rentabilité de l'investissement

L'investissement est rentable si la valeur initiale du capital engagé augmente. Pour les individus, l'accomplissement d'une « mission » et le sentiment de donner un sens à sa vie (sentiment particulièrement fort pour qui sort d'une confrontation directe avec la mort) compensent les bas salaires et les conditions de travail difficiles. E. donne trois raisons pour expliquer son engagement : le statut de manager, la direction d'une équipe et la grande autonomie sur place sont des positions difficiles à obtenir en France ; les relations humaines qui s'établissent plus facilement qu'en France ; « et puis une sensibilité personnelle de ce qui se passe dans le reste du monde, le goût du voyage, l'envie de découvrir d'autres cultures, d'autres civilisations ». On retrouve la valorisation professionnelle (et le pouvoir qui y est associé), l'accès à un statut social supérieur et le sentiment de réalisation personnelle, ce qui correspond aux motivations classiques de l'engagement humanitaire [Dauvin et Siméant, 2002, chapitre 4]. Pour l'ONG, le projet est un succès si les financements sont renouvelés et si la confiance des bailleurs de fonds (y compris du réseau social de proximité) est préservée. Cela permet d'étendre les activités de l'ONG.

L'analyse des actions montre pourtant que le projet se heurte à de nombreuses difficultés qui remettent en question les méthodologies et parfois même les objectifs de l'intervention<sup>12</sup>. Au-delà des effets forcément positifs de l'aide sociale offerte

12. On ne prétend pas ici évaluer les activités d'ESSOR selon les critères de la profession. Cela a été fait par une autre ONG française, le Groupe de recherche et d'échange technologique (GRET) en 1998. Aucun jugement n'est porté sur l'ensemble de l'expérience et les remarques qui concernent les difficultés, freins ou contradictions qui sont apparus lors de la réalisation du projet sont basées sur des observations et sur les témoignages des individus directement concernés.



à certaines catégories de population, les bonnes intentions et les compétences acquises lors d'expériences similaires dans d'autres contextes, ajoutées à celles de jeunes Brésiliens sortis de l'université, ne suffisent pas pour transformer les conditions de vie des populations de la périphérie de Belém selon les valeurs et les principes contenus dans le projet.

Malgré cela, l'investissement d'ESSOR semble rentable. Les individus engagés sont heureux d'apporter une aide significative aux familles démunies des bidonvilles de Belém, ils sont satisfaits d'avoir un métier qui « correspond à leurs idées », d'être « utiles » à la société et admirés par leurs proches. Pour l'ONG, la rentabilité apparaît sous la forme du renouvellement des financements.

En réalité, le succès du projet semble dépendre essentiellement de la façon dont l'ONG gère les contraintes liées au marché du développement et à sa logique de fonctionnement. Un projet est un « schéma prévisionnel se traduisant par la confection d'un calendrier d'actions prévues et une estimation des budgets nécessaires » qui s'appuie sur le principe de temporalité (un projet a un début, une fin et des étapes) et sur l'existence d'un système de règle défini par celui qui en est à l'origine [Piveteau, 1998, p. 281-282]. Le projet s'accompagne de diverses contraintes auxquelles les développeurs doivent se plier et qui influencent leur stratégies : contraintes institutionnelles (thématiques imposées par les bailleurs de fonds ; ambiguïté des rapports avec les institutions publiques locales ; déséquilibre du rapport de force entre l'ONG du Nord et son « partenaire » du Sud), contraintes culturelles (influence des caractéristiques individuelles sur le processus ; culture locale différente de ce que le développeur attend) et, surtout, contraintes liées à la « logique projet ».

Au sujet de ces dernières, on en retiendra deux en particulier : Grand 1 & 2

L'obligation de définir *ex ante* les activités qui doivent répondre aux « besoins de la population » : la « logique projet » passe par la formulation d'une offre de service censée répondre à une « demande sociale » – or, celle-ci n'existe pas en soi et les « besoins » ne sont jamais explicitement formulés<sup>13</sup>. Le développeur peut tout au plus arriver à mettre à jour des demandes implicites qui, une fois comblées, représenteront

13. Le terme « besoin » « se veut *objectif*, quasi scientifique : il y a des *besoins*, dont on dira volontiers que certains sont plus indispensables, incompressibles, que d'autres. Il faut donc les *identifier*. N'est-ce pas là un appel à l'enquête ? De plus, le terme *besoin* offre le considérable avantage de combiner une connotation *sociologique* et une connotation *morale* : le développement doit se faire pour satisfaire les *besoins* des populations, autrement dit selon leur intérêt. Ajoutez une troisième dimension (également morale), le fait que c'est aux intéressés eux-mêmes de dire quels sont leurs besoins : vous avez ainsi nombre d'idéologues du développement qui, munis de ces trois certitudes, vont vanter de séminaires en conférences les mérites d'un développement fondé sur l'expression de leurs besoins par les populations elles-mêmes... Le *petit problème*, c'est que n'importe quel ethnologue ou sociologue sérieux vous dira que rien n'est plus flou, incertain, imprécis et pour tout dire inutilisable que la notion de *besoin*. Qu'est-ce donc qu'un *besoin*, qui définit les *besoins*, à l'adresse de qui ? Quel lecteur de ces lignes est capable de répondre clairement, à brûle-pourpoint comme après mûre réflexion, à la question *de quoi avez-vous besoin ?* » [Olivier de Sardan, 1998, p. 73-74].

des améliorations concrètes pour certaines personnes. Ces activités se définissent selon l'idée que se fait le développeur des « besoins » de ceux qu'il observe, selon sa propre grille de valeurs et avec toutes ses idées-reçues (notamment celle qu'il s'adresse à une communauté organisée, représentée par un président d'association de quartier démocratiquement élu). Une assistante sociale de l'APACC remarque justement que « beaucoup d'habitants ne savaient pas qu'ils avaient des problèmes, parce qu'ils sont tellement habitués à vivre avec, que, pour eux, ça n'en est pas ».

La contrainte temporelle : ESSOR a vendu à ses bailleurs de fonds un programme devant être réalisé en un temps donné, ce qui se traduit par l'obligation de résultats quantitatifs visibles et par une logique d'urgence qui malmène les objectifs du projet. Les activités prévues demandent du temps, ce qui peut être difficile à admettre pour des populations habituées à recevoir les mannes de l'extérieur (qu'elles viennent des hommes politiques en campagne électorale, des narcotrafiants, des Églises ou des ONG<sup>14</sup>). Bref, le projet en lui-même et la pression des bénéficiaires poussent à griller des étapes.

Pour gérer ces contraintes, l'ONG veille à garder le contrôle des ressources financières et humaines investies. C'est de là que vient le choix de créer son propre « partenaire local » plutôt que de chercher parmi les ONG existantes sur place (dont certaines existent depuis vingt-cinq ans, sont reconnues à l'échelle nationale et travaillent sur des thèmes proches de ceux d'ESSOR) et d'envoyer sur place un expatrié. Il s'agit ensuite de garder le contrôle des activités réalisées en exigeant des rapports mensuels détaillant les résultats quantitatifs, en imposant des méthodes de travail spécifiques et en effectuant des visites régulières sur les sites.

On trouve derrière la question du contrôle l'enjeu fondamental de l'expérience : le maintien de l'espace de circulation des valeurs culturelles et financières mobilisées par ESSOR. À ce propos, E. précise que, lorsque les partenaires locaux « décident ce qu'ils ont envie de faire, [...] si ça nous intéresse pas, si on le sent pas ou si on a l'impression qu'on trouvera pas de financements pour ça, bon bin... c'est tout ! On leur dit *nous on le fait pas avec vous, cherchez ailleurs*. On a aussi nos envies, nos souhaits, nos limites ». On voit bien ici que le « partenariat » ne gomme pas les profondes inégalités de ressources qui existent entre les acteurs du Nord et leurs « partenaires » du Sud, en particulier en ce qui concerne la capacité de capter des financements auprès des bailleurs de fonds européens. De plus, le transfert de ressources vers les démunis brésiliens n'a lieu qu'à la condition de satisfaire les ambitions des dominants du Nord. Si les Brésiliens engagés accumulent également des capitaux (connaissances, contacts, expériences valorisables), cette valorisation, secondaire, ne conditionne pas la réalisation du projet et se fait exclusivement sur la scène nationale.

La stratégie des développeurs pour faire face aux diverses contraintes et assurer un minimum de rentabilité à leur investissement apparaît comme un double-jeu,

14. Voir Geffray, 1995 ; 2000.



rendu possible par la double identité locale/globale et parfaitement illustré par le couple APACC/ESSOR. La différence de point de vue sur leur travail de chaque côté du « partenariat » en est le reflet : alors que les Français mettent en avant le côté professionnel de leur activité – « c'est un boulot ; d'abord, c'est un boulot » (J.) –, les Brésiliens se positionnent davantage sur le champ politique, satisfaits d'avoir une activité rémunératrice qui leur permette de concrétiser leurs idées politiques – satisfaction particulièrement grande dans un pays qui a connu vingt ans de dictature militaire. D'un côté, une approche « professionnelle », des actions précises, quantifiées, un programme défini et planifié vendu aux bailleurs de fonds par le porte-parole des infortunés du tiers-monde. De l'autre, une communauté d'intérêt avec « les plus démunis », le désir d'améliorer la vie quotidienne des pauvres, de transformer cette société injuste, de travailler pour la citoyenneté, ceci grâce à l'aide des experts du premier monde et au nom de valeurs universelles.

Ce double-jeu trouve néanmoins ses limites lorsque l'objectif d'accroître son audience et son influence dans le champ du pouvoir national (municipal en particulier) devient central pour l'organisation locale (ce qui ne manque pas d'arriver avec une certaine maturation politique). Cet objectif n'est pas celui de l'ONG française. Il va même à l'encontre de sa posture apolitique et représente une menace pour la rentabilité de son investissement : l'ONG n'a pas vendu un programme d'agitation politique mais des « solutions aux problèmes des familles démunies », basées sur une « approche pragmatique et professionnelle ». De plus, les candidats au « partenariat » entre la « société civile » et les institutions nationales et internationales du développement sont nombreux. ESSOR et APACC sont en compétition avec les autres organisations du « tiers-secteur » pour capter les ressources du marché du développement, ce qui les pousse, chacune de leur côté, à rechercher des niches de marché, peu conciliables avec le schéma idéal du partenariat.

## BIBLIOGRAPHIE

- BECKER Bertha, *Undoing Myths: The Amazon: An Urbanized Forest*, dans CLÜSENER-GODT Miguel et SACHS Ignacy (éd.), *Brazilian perspectives on sustainable development of the Amazon region*, Paris-Carnforth-New York, Unesco-Parthenon Publishing Group (Man and the Biosphere Series, vol.15), 1995.
- BOURDARIAS Françoise, « ONG et développement des élites », *Journal des anthropologues* (Paris), n° 94-95, 2003.
- DAUVIN Pascal et SIMÉANT Johanna, *Le travail humanitaire, les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- DROULERS Martine, *L'Amazonie*, Paris, Nathan, Collection Géographie d'aujourd'hui, 1995.
- GEFFRAY Christian, *Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne. Essai sur l'exploitation paternaliste*, Paris, Karthala, 1995.
- GEFFRAY Christian, « États, richesse et criminels », *Monde en développement* (Bruxelles), XXVIII (110), 2000, p. 15-30.
- HOURS Bernard, « ONG et idéologie de la solidarité : du développement à l'humanitaire », dans DELER Jean-Paul et alii (Unité mixte de recherche REGARDS, CNRS-ORSTOM) (dir.), *ONG et développement : société, économie, politique*, Paris, Karthala, 1998, p. 33-46.
- KECK Margaret E. et SIKKINK Kathrin, *Activists Beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.
- LANDIM ASSUMPÇÃO Leilah, « "Experiência Militante" : Histórias das assim chamadas ONG », *Lusotopie* (Paris), 2002, *Les ONG en lusophonie. Terrains et débats*, p. 215-239.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, *Anthropologie et Développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Marseille-Paris, Apad-Karthala, 1998.
- PIVETEAU Alain, *Pour une analyse économique des ONG*, dans DELER Jean-Paul et alii (Unité mixte de recherche REGARDS, CNRS-ORSTOM) (dir.), *ONG et développement : société, économie, politique*, Paris, Karthala, 1998.
- THÉRY Hervé, *Le Brésil*, Paris, Masson, 1995.
- THÉRY Hervé, *Le Brésil*, 4<sup>e</sup> édition, Paris, Armand Colin, 2000.
- VERHAGEN Koenraad, "The pitfalls of microfinance and its underlying philosophy", communication présentée à la conférence "Will Civil Society Save the World ? Christian Insights into the Role of the Third Sector in International Development", 9-11 novembre 2000, Calvin College, Grand Rapids, MI, USA, p. 17-25.



## RÉSUMÉ/RESUMO/ABSTRACT

L'internationalisation de l'aide sociale n'échappe pas à la confrontation de valeurs supposées universelles aux cultures locales, ni à l'orientation des capitaux selon des règles définies par les dominants. Les parcours des individus impliqués dans les projets de développement, leur position dans les hiérarchies symboliques et les possibles qui leurs sont offerts reflètent des logiques de pouvoir bien éloignées des idéaux mis en avant dans la rhétorique de nombreuses organisations de solidarité internationale. À partir de l'observation de l'expérience d'une organisation non gouvernementale française, ESSOR, dans la ville de Belém, en Amazonie brésilienne, l'article explore certaines facettes du marché international de la solidarité.

**A internacionalização da ajuda social não escapa de um confronto entre valores supostamente universais e as culturas locais, nem de uma orientação dos capitais segundo regras definidas pelos dominantes. Os percursos das pessoas envolvidas com projetos de desenvolvimento, a sua posição nas hierarquias simbólicas e as possibilidades**

**oferecidas a elas, refletem lógicas de poder distantes dos ideais promovidos nos discursos de numerosas organizações de solidariedade internacional. A partir da observação da experiência de uma organização não governamental francesa, ESSOR, na cidade de Belém, na Amazônia brasileira, o artigo expõe alguns aspectos do mercado internacional da solidariedade.**

The globalization of social work is inevitably characterized by conflicts between supposedly universal values and local cultures, and by the distribution of capital according to rules that are defined by those in power. It is noteworthy that the personal histories of those involved in development projects, along with their position in the symbolic hierarchies and the possibilities offered to them, reflect power structures that do not resemble in any way the ideals promoted in the rhetoric common to many international solidarity organizations. This article explores some of these facets of the international solidarity market based on a study of the French NGO ESSOR, located in the city of Belém in Brazilian Amazonia.

### MOTS CLÉS

- ONG
- développement
- solidarité
- Amazonie

### PALAVRAS CHAVES

- ONG
- desenvolvimento
- solidariedade
- Amazônia

### KEYWORDS

- NGO
- development
- international activism
- Amazonia



Le parc du Xingu, Mato Grosso (Brésil)



Emmanuel de Vienne\* et Olivier Allard\*\*

## Pour une poignée de dollars ?

Transmission et patrimonialisation de la culture  
chez les Trumai du Brésil central<sup>1</sup>

Pendant l'été 2004, Emmanuel de Vienne a surpris une conversation le concernant entre un vieux Trumai et son fils : « Tu peux lui raconter les histoires pour les enfants, les histoires amusantes, mais toutes les histoires *sagradas*, Mawutsini, Soleil et Lune, tu ne devrais pas lui raconter, papa ». Quelques mois plus tard, lors d'une négociation avec un Waura sur les termes financiers de son séjour, il se vit réclamer le double du prix initialement convenu : « C'est normal : tu apprends deux langues, le waura avec moi, et le trumai avec ma femme. Donc c'est deux fois plus cher ». On pourrait multiplier les exemples qui montrent que les modalités de transmission à des étrangers des savoirs dits « traditionnels » sont de plus en plus rigides. Ces phénomènes évoquent un grand nombre de situations déjà remarquées par les anthropologues ou les acteurs du monde indigéniste. En Océanie et dans l'ensemble des Amériques, des revendications nouvelles apparaissent : les indigènes veulent contrôler leur « culture » – leurs savoirs, leur langue, leurs symboles, etc. – parfois en retirer des avantages financiers, parfois se réapproprier ce dont on les a dépossédés [voir Brown, 2003]. Et ils emploient, dans les pays où le processus semble le plus abouti, le langage occidental de la propriété intellectuelle : ils affirment leur droit d'auteur (*copyright*) sur leurs mythes, et le nom de la tribu devient marque déposée (*trademark*).

Avec les Trumai, il s'agit plutôt d'un *work in progress* : leur attitude est pleine d'ambiguïté et de contradictions. Si certains informateurs calculent leur rémunération sur le temps passé avec l'anthropologue, sur le modèle du salaire, d'autres insis-

\* École des Hautes Études en Sciences sociales / Université de Poitiers.

\*\* Université de Cambridge / Université Paris X-Nanterre.

1. Nous tenons à remercier Pierre Délégé pour ses commentaires sur cet article.

tent sur la valeur variable de l'information. Certains parlent de « sacré », d'autres mettent en avant la rémunération financière qu'ils espèrent en tirer, d'autres encore soulignent qu'il s'agit avant tout d'obtenir que l'anthropologue leur restitue quelque chose de son enquête. Surtout, l'apport des sociétés amazoniennes au débat actuel s'est en grande partie concentré sur la question de la biopiraterie, sans doute parce qu'il s'agit d'un savoir qui implique des sommes financières importantes. Les aspects moins directement utilitaires de la culture sont moins souvent analysés en termes de propriété intellectuelle dans la région. Certes, il existe au Brésil un appareil administratif et législatif chargé de la question : la Fundação Nacional do Índio (FUNAI) réglemente l'entrée des Blancs sur les Terres Indigènes, et éventuellement contrôle l'exploitation de l'image des Indiens. Les savoirs ethnobotaniques sont également très protégés, tant par l'État que par des associations indigènes qui militent pour la reconnaissance au niveau mondial de leurs droits sur ces savoirs<sup>2</sup>. Enfin, le président de la FUNAI a créé en 2000 un registre du « patrimoine culturel indigène » où les individus et les communautés peuvent enregistrer leurs « biens culturels », afin de réglementer les usages qu'en font les étrangers. Toutefois, on reste loin des raffinements légaux et politiques des débats australiens ou nord-américains : les nouvelles institutions légales n'informent pas encore en profondeur les pratiques locales.

Nous essaierons, malgré le caractère général de ces transformations, d'éviter une analyse en termes d'acculturation, de conversion univoque des Indiens d'Amazonie au capitalisme mercantile. Au contraire, il s'agit selon nous d'un exemple de créativité culturelle, ce qui rend nécessaire de comprendre ces pratiques émergentes au moins pour partie dans leurs propres termes, de jouer sur le local et le global, l'ancien et le moderne. Comment les relier aux conceptions indigènes de la transmission du savoir et des droits sur les éléments immatériels ? Comment les comprendre par rapport aux questions d'identité qui, dans la plupart des pays, sont intimement liées à des « signes extérieurs de culture » ?

## **Propriété intellectuelle : à la recherche d'équivalents indigènes**

### **Les Trumai**

Les Trumai sont une des dix ethnies qui composent ce que les anthropologues ont coutume d'appeler la société du Haut-Xingu, dans le bassin des principaux formateurs de ce fleuve au nord de l'État brésilien du Mato Grosso, qui forme le cœur du « Parc indigène du Xingu » créé en 1961 à l'instigation des frères Villas-Boas. En dépit de différences linguistiques importantes, ces différents groupes ont constitué au cours des siècles un réseau dense d'alliances matrimoniales et de rituels collectifs, au point de présenter aujourd'hui un ensemble culturel relativement homogène où le refus de la guerre intestine est une des valeurs cardinales. Les

2. Par exemple l'Instituto Indígena Brasileiro da Propriedade Intelectual (INBRAPI).



Trumai sont arrivés tardivement dans la région, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, et gardent dans la mémoire orale souvenir de ce qui les distinguait autrefois de leurs voisins. Le port des cheveux longs, l'étui pénien, une ceinture féminine aujourd'hui remplacée par son homologue locale, l'absence de manioc amer, une alimentation davantage orientée vers la chasse que vers la pêche ainsi que la pratique valorisée de la guerre sont certaines de ces caractéristiques qui fondent, même s'ils ne sont plus présents aujourd'hui, une identité proprement trumai au sein d'un ensemble plus vaste. Aujourd'hui, malgré un net regain démographique, les Trumai ont quasiment cessé d'exister en tant qu'unité politique : le village communautaire n'existe plus, remplacé par des unités locales dispersées qui n'excèdent guère la taille du groupe domestique. Bref, dans la hiérarchie complexe qui organise les différentes ethnies, les Trumai, dispersés et souvent plus « acculturés » que leurs voisins, font figure de parents pauvres.

### La propriété intellectuelle : approches anthropologiques

Parmi toutes les notions nouvelles aujourd'hui utilisées par les Indiens, celle de propriété intellectuelle est logiquement première. Elle suppose en effet déjà une objectivation du savoir, sans pour autant l'ériger en corpus ni ancrer en lui une identité collective. La propriété est aujourd'hui souvent définie comme une relation entre des personnes à propos d'un objet, et non comme une relation entre une personne et un objet [par exemple Carneiro da Cunha, 1998, p. 112]. Quelles sont les conséquences d'une telle définition de la propriété pour les biens immatériels et les savoirs ?

Certains auteurs ont mis en avant la notion de propriété inaliénable [par exemple Weiner, 1992], ce qui conduit à lire ces rapports sociaux entre personnes comme des rapports d'exclusion : un individu ou un groupe possède des droits sur un savoir ou un bien immatériel, dont il ne peut être dépossédé. Ainsi, les groupes gè du plateau central brésilien sont célèbres dans la littérature ethnographique pour leur organisation complexe, dans laquelle des unités sociales (moitiés, maisons à filiation matrilineaire) possèdent seules des droits sur certains chants rituels ou certains motifs graphiques. Pour prendre l'exemple des Suyá, les chants « appartiennent » à une des deux moitiés (qui en est alors le « maître » ou gardien/détenteur), et l'autre doit lui demander la permission pour que toute la communauté réunie puisse le chanter [Seeger 2004a, p. 75 ; 2004b, p. 144]. Mais si une telle autorisation temporaire est concevable (de même qu'une équipe de télévision peut filmer un rituel indigène), la propriété, ou plutôt le rapport de maître, est inaliénable : il serait impensable qu'une moitié transfère à l'autre la responsabilité de ses propres chants.

Le rapport social entre personnes qui définit la propriété n'est pas uniquement un rapport d'exclusion. Certains anthropologues ont ainsi privilégié l'analyse des transactions de biens immatériels, ce qui s'est révélé particulièrement fécond pour

la Mélanésie. Ainsi, Harrison [1993] a décrit la transmission des rituels suivant des voies déterminées, les groupes plus reculés achetant à leurs voisins le droit de pratiquer des rites dont l'efficacité était supposée plus grande. Strathern [2001] a étudié les conceptualisations indigènes des droits sur les motifs graphiques qui servaient à réaliser les masques funéraires *Malagan*. Sur le continent américain en revanche, peu d'études notables ont été consacrées au sujet, malgré les remarques de Lowie [1920, p. 235-243] à propos de l'Amérique du Nord. En Amazonie, il semble que ces thématiques soient beaucoup moins fréquentes : les transmissions de savoirs semblent en général obéir à une autre logique. Un critère qui reste souvent implicite peut être utile pour marquer ces différences liées à la nature de la transmission et du savoir transmis : la potentialité d'un conflit de propriété. C'est en effet le phénomène qui est à l'origine même du système occidental, et il est souvent au cœur des analyses des conceptions indigènes et occidentales. Harrison s'attache ainsi à étudier les conflits qui apparaissent lorsque certains clans utilisent des rituels sans en avoir formellement acquis les droits [1993, p. 141]. Ce qui est en jeu derrière cette question, c'est la manière dont un bien immatériel ou un savoir est à la fois « attachable » (à son propriétaire, maître ou créateur) et « détachable » (pour être transmis à autrui ou pour qu'autrui puisse se l'approprier) – ou plutôt conceptualisé comme tel [pour une application de ces notions, voir Strathern, p. 2001]. Chez les Trumai, seuls les noms propres sont clairement assimilés à des objets détachables et attachables : donnés en principe par les deux grands-parents de même sexe, ils peuvent aussi être achetés, donnés ou volés. S'il est quasiment impossible d'assister à un conflit ouvert à ce sujet, le mot désignant le vol (*kis*) est systématiquement employé pour désigner l'action de prendre pour soi un nom sans respecter les règles normales d'acquisition, et il provoque la même rancœur que le vol d'un objet.

À cette exception près, les savoirs rituels, chamaniques ou mythologiques ne sont apparemment pas des sources potentielles de conflits (si l'on écarte provisoirement tous les contextes où l'influence des Blancs se fait sentir). Il n'y a pas cependant de communisme symbolique local, où le savoir serait équitablement partagé entre tous. Simplet sa répartition, comme son statut et les formes de sa transmission, diffèrent sensiblement de nos conceptions.

### **Le « maître » est-il un propriétaire ?**

Le « maître », concept à l'importance culturelle majeure dans l'immense majorité des sociétés amazoniennes, est aussi défini par les anthropologues comme étant un « propriétaire », « détenteur » ou *owner*. Le terme trumai, *yar*, est ainsi donné comme équivalent du *dono* portugais. Mais encore faut-il comprendre toute l'extension du concept. Il désigne le mécène d'un rituel, le représentant d'un village, le maître d'un animal domestique, ou encore l'esprit attaché à une plante. Contrairement à son équivalent dans d'autres langues amazo-



niennes, il ne peut pas désigner la possession d'un objet matériel, ni la paternité, comme c'est le cas chez les Yawalapiti du Xingu [Viveiros de Castro, 2002, p. 83] ou les Sharanahua du Pérou [Déléage, 2005, p. 190-191]. Dans les cas qui nous occupent, il désigne aussi des ethnies considérées comme maîtresses d'un rituel particulier, en fonction de la langue du rituel, ou de l'histoire de son introduction. Par exemple le rituel de percement des oreilles, pour les garçons, est chanté dans une langue arawak, et de ce fait les Waura et les Mehinaku en sont dits les « maîtres » (*yar*). Les Trumai, responsables de l'introduction dans la région d'un rituel de duel appelé *hopep* (ou *javari*) en sont également les maîtres, même si les chants sont en tupi et non en trumai. Bref, le terme dénote l'origine du savoir, mais n'a pas nécessairement les connotations d'usage exclusif ou réglementé que sa traduction peut avoir pour nous. Les Trumai ne semblent ainsi pas marquer de désapprobation à ce que les autres ethnies de la région se soient approprié la fête, alors même qu'ils ont cessé depuis une quinzaine d'années de la pratiquer. Appliqué à des savoirs individuels, la notion de maître ne désigne ni le chamane en relation à son savoir spécialisé, ni, contrairement au yawalapiti, le spécialiste d'un chant. Les Trumai appellent simplement ce dernier *walke* (litt. « celui qui chante »). On ne la trouve appliquée qu'à des spécialistes des incantations magiques – le *kewere yar* est un personnage capable par ce savoir de guérir, tuer, séduire ou écarter une femme ou un homme, éloigner ou au contraire attirer les esprits et les monstres aquatiques.

Surtout, mettre la propriété au cœur de la signification du terme est trompeur. Le plus souvent, l'idée d'un conflit de propriété à propos du bien d'un « maître » est tout simplement dépourvue de sens. Pour prendre une acception archétypale de la notion, la relation entre un chamane et ses esprits familiers, il est certes possible de s'emparer des esprits d'un chamane concurrent – mais le processus sera bien plus proche d'une lutte d'influence ou d'un conflit de séduction que du vol d'un objet matériel [voir par exemple Chaumeil, 2000 ; Losonczy, 1990]. Cette remarque devrait nous conduire à penser qu'on est très éloigné d'une simple question de droits : la relation qui unit un chant, un esprit, un rituel, etc., à son maître est d'un autre ordre. Viveiros de Castro en a proposé une caractérisation pour les Yawalapiti du Haut-Xingu : « le *wököti* est cet humain ou cet esprit qui établit la connexion entre l'objet et le groupe, qui permet l'accès (matériel ou idéal) du collectif à la ressource dont il est le maître » [Viveiros de Castro, 2002, p. 83]. En soulignant qu'il serait principalement un médiateur, cette définition s'accorde bien aux différents groupes du Xingu. Ainsi, les Trumai peuvent être les maîtres du Javari bien que le rituel soit d'origine tupi, et une moitié suyá peut être maître d'un chant alors que celui-ci leur a été enseigné par un jaguar [Seeger, 2004a, p. 75]. En somme, il ne s'agit pas d'un propriétaire qui s'attache et se détache divers objets, mais d'un nœud dans un contexte relationnel continu.

## Les savoirs et leur transmission

Bien que ce soit peut-être une banalité, il peut être utile de souligner la diversité de la répartition et de la transmission des savoirs chez les Trumai : à deux pôles opposés, on trouve ainsi les mythes et la connaissance des simples et des incantations. Le mythe, à l'origine, ne semblait pas attaché à une unité sociale ou à un individu particuliers : il y avait des conteurs emblématiques plus que des propriétaires d'histoires. Certes, le lieu d'énonciation étant le plus souvent la maison, qui rassemble en général la descendance cognatique du conteur, certaines histoires, ou plutôt certaines variantes des histoires, se trouvent par la force des choses attachées temporairement à tel groupe domestique plutôt qu'à tel autre. Mais il ne semble pas que le conteur se réfrène en présence d'enfants qui lui sont plus éloignés par la parenté. Il est parfois fait mention de femmes qui tentaient de bâillonner leurs maris en de telles circonstances, mais l'avarice dont elles on les accusait rappelle qu'il s'agissait là d'une attitude anormale. Aujourd'hui encore, sur le « marché de l'information ethnologique », le mythe se trouve parmi les savoirs les plus faciles à obtenir, et les moins chers. Il constitue dans la région un savoir partagé, ce qui permet des plaisanteries allusives ou des commentaires moraux, et il est courant d'en raconter à des Indiens étrangers. C'est en somme un savoir appelé à circuler sans restriction et sans contre-prestation, sauf face à l'ethnologue. À l'inverse, la connaissance des simples ou des incantations (*kewere*) répond à un tout autre schéma. Un *raize-ro* (connaisseur des plantes) tient la plupart de son art de son père ou sa mère. Mais il parfait sa maîtrise peu à peu, en achetant à diverses personnes des connaissances ponctuelles. De même, le savoir des incantations, le plus secret qui soit, est fractionné en centaines de formules jalousement gardées dont on partage la connaissance avec des apprentis choisis avec soin. Ici le savoir est objectivé et porte en lui-même son utilité ; il est parfaitement détachable, et c'est précisément pour cela qu'il n'est transmis qu'avec parcimonie, la plupart du temps contre un paiement équivalent à sa valeur.

Cependant, les cas des savoirs rituels et chamaniques sont probablement beaucoup plus intéressants ici, précisément parce qu'ils sont plus problématiques. Le savoir rituel est assez sensible et peu partagé. Sans être ésotérique, il représente un investissement en temps assez important pour que peu d'individus le maîtrisent aujourd'hui réellement. Sa transmission épouse le plus souvent la relation père-fils ou mère-fille. À la différence du mythe, dont les frontières sont floues, et que l'enfant entend par bribes décomposées et recomposées au cours des narrations, les chants d'un rituel composent un corpus fini dont l'apprentissage est souvent explicite, du moins dans sa phase finale : l'apprenti reste plusieurs heures par jour aux côtés de son professeur à répéter inlassablement les chants, jusqu'à ce qu'ils soient mémorisés. Lorsqu'ils ne sont pas proches parents, à la transmission du savoir répond un paiement matériel (*pap*, aussi employé pour désigner le contre-don dans le rituel de troc), en colliers de



coquille d'escargot ou en poteries. Le même terme désigne aussi le paiement de l'initiation chamanique. Mais que paie-t-on précisément ?

Tout d'abord, ces savoirs ne sont jamais autant réifiés qu'ils peuvent l'être dans nos sociétés, au point d'être assimilés à des biens personnels. Ce qui explique que le champ sémantique de la propriété matérielle cesse d'être valide : on ne « possède » pas (*k'ad*, qui signifie aussi tenir en main), pas plus qu'on « échange » ou qu'on « achète » (*elka*) des connaissances. On dira de façon plus neutre que l'on « donne le paiement » (*pap kit, i*). Cette expression ne désigne pas nécessairement une évaluation objective du savoir transmis, mais indique plus largement que ces situations cérémonielles doivent s'accompagner d'une prestation économique, comme le rituel en est l'illustration classique. Coïncidence ne signifie pas équivalence. Le paiement ne serait pas la valeur absolue d'un *contenu* de savoir, mais plutôt la validation selon des règles socialement prescrites d'une certaine relation entre deux individus, voire sa condition. Parlant des Embera du Choco colombien, Lozonczy souligne en effet : « Sans cette contrepartie obligatoire, même entre père et fils, “l'apprentissage n'aboutit pas” (*el aprendizaje se daña*) disent les chamanes embera : le travail rituel ultérieur perd son efficacité et la transformation du candidat en *jaibana* ne s'opère pas » [1990, p. 80 ; pour l'obligation du paiement chez les Crow et Hidatsa d'Amérique du Nord, voir Lowie, 1920, p. 239]. Plus précisément, il s'agit moins d'un transfert de connaissances (comme en Occident) que d'une transformation corporelle<sup>3</sup>. Chez les Trumai, on est « fabriqué » (*kapan*) chamane par l'ingestion d'une petite pierre appelée « flèche du chamane » (*paye hid*), par le respect pendant de longs mois d'interdits alimentaires et sexuels, ainsi que par la consommation quotidienne de tabac, sous la surveillance d'un initiateur. Celui-ci, plus qu'un professeur, est un guide dans un processus assuré principalement par la « flèche » ingérée, qui est dotée d'une intentionnalité (elle « aime » ou « n'aime pas », se « met en colère », etc.)<sup>4</sup>. Les connaissances objectives transmises sont d'ailleurs limitées à quelques chants secrets : le reste est en général déjà su. Veut devenir chamane qui l'est déjà un peu, quelqu'un qui connaît déjà les simples, ou les incantations magiques, ou que les maladies répétées ont déjà familiarisé avec les esprits. Bref il « sait » (dans nos termes) déjà avant de « savoir » (dans les termes indigènes).

Les verbes « savoir » et « apprendre » ne renvoient pas seulement à la présence ou l'absence dans la mémoire individuelle d'un savoir encyclopédique. Leur prononciation publique, à la forme assertive ou négative, renseigne surtout sur les relations sociales qui unissent l'individu au groupe. Dire « je connais une histoire » est impossible pour un Trumai de moins de 40 ans, à moins que l'on n'ait affaire à un adolescent un peu fanfaron. Car il s'agit autant de *pouvoir* savoir, c'est-à-dire d'avoir atteint

3. Pour le contraste entre transfert de connaissances et transformation des initiés, voir également Barth, 1990, p. 643.

4. Sur ce thème, voir Viveiros de Castro, 2002 et Calavia Sáez *et ali*, 2003.

le statut social autorisant d'en faire preuve, que de savoir. Même les chants rituels ou le chamanisme, dont la transmission semble largement explicite et délimitée dans le temps, répondent partiellement à cette définition. Autrefois presque tous connaissaient les chants rituels, dans la mesure où ils auraient été capables d'en restituer le contenu, au moins en grande partie, mais tous n'étaient pas chanteurs pour autant : assurer la performance publique implique d'être reconnu par l'ensemble du groupe comme tel. Et il n'est pas besoin en Trumai pour signifier ce statut de circonlocution particulière : dire « je sais » l'implique déjà.

## Les métamorphoses contemporaines

### La patrimonialisation de la culture

Les anthropologues insistent en général sur la complexité de la définition de la « culture », notion qui recouvre l'ensemble des aspects de l'existence sociale et ne correspond pas à un contenu figé mais obéit à des logiques processuelles. Toutefois, leur intérêt pour les aspects les plus exotiques et surprenants (ainsi que celui des journalistes, indigénistes, etc.) ont conduit les populations indigènes à prendre conscience de leur culture (et de sa valeur politique), mais dans le sens restreint du terme : celui d'un patrimoine, d'un corpus valorisé de pratiques et de savoirs. Les Trumai ont ainsi engagé, au cours des quinze dernières années, un processus d'enregistrement de leur patrimoine culturel que l'on pourrait presque qualifier de muséographique : certains Trumai ont commencé à enregistrer des mythes avec de vieux conteurs, à les retranscrire, à organiser leurs propres collections d'enregistrements, ou encore à produire peintures et dessins à caractère artistique et cosmologique [sur ces processus et l'interaction des Trumai avec le monde occidental, voir Monod-Becquelin et *alii*, à paraître ; Monod-Becquelin, 2006]. Déjà, on peut observer que, comme dans les sociétés à tradition écrite, la version enregistrée d'un mythe ou d'un chant tend à devenir une norme pour les énonciations postérieures [cf. Goody, 1977] : parce que le narrateur des enregistrements réalisés chez les Trumai dans les années 60 par Monod-Becquelin était très prestigieux, le moindre changement est désormais considéré comme une erreur (au lieu d'être une contextualisation pragmatique qui relève de l'art même du récit oral) et les conteurs plus jeunes sont très réticents face à d'éventuels enregistrements, car ils ont honte d'une possible comparaison. Les Indiens, qu'il s'agisse des Trumai ou d'autres, commencent à être convaincus que la culture est quelque chose qu'ils possédaient dans le passé, qu'il peuvent conserver ou perdre, mais certainement pas quelque chose qu'ils vivent et créent en permanence. En un sens, il s'agit d'un phénomène global : produit des interactions avec l'Occident, on peut retrouver des avatars de ce processus de patrimonialisation dans de nombreuses régions du monde.

Les Indiens d'Amazonie parlent désormais de leur *cultura*, employant ainsi le terme espagnol ou portugais – ce que font même les individus par ailleurs mono-





lingues. Ceci rappelle l'emploi par les Mélanésiens du terme *kastom* [pidgin pour *custom*, c'est-à-dire coutume, voir Jolly et Thomas, 1992]. Le caractère allogène de cette notion apparaît clairement quand on l'oppose au terme *trumai* qui en est le plus proche, et qui lui est parfois donné comme traduction, celui de *datipi*<sup>5</sup>, qui désigne plus un ethos social ou un mode de vie qu'un patrimoine immatériel. Par rapport aux autres Indiens, les Trumai emploient l'expression pour parler de leurs pratiques alimentaires spécifiques (ils mangent plus de viande) ou de leur application plus stricte de certaines règles sociales (par exemple l'évitement entre certains affins co-résidents). Sous des formes très diverses, tous les groupes amazoniens possèdent des expressions similaires qui désignent l'irréductibilité des modes de vie, notamment les différences d'ethos alimentaire, de règles de comportement, ou de moralité – expressions également employées en dernier recours, lorsque l'anthropologue pose une question à laquelle ils n'ont pas de réponse. À l'inverse, l'existence d'un concept ou d'une catégorie pour désigner un corpus valorisé de savoirs et de pratiques est plus rare [bien qu'il y ait des exceptions, notamment les Gê, voir Turner, 1991, p. 304 ; Coelho de Souza, 2005, p. 5 *sq.*] : dans ce cas, c'est souvent le terme européen qui est employé, toujours dans le contexte des relations avec la société occidentale. En effet, la distinction entre les différents groupes indigènes est appréhendée pratiquement comme des différences d'ethos<sup>6</sup>, et non comme des différences de patrimoine culturel : la notion de *cultura* n'est donc que très rarement employée en opposition avec d'autres Indiens du Haut-Xingu, et alors seulement dans le cadre de relations différentielles avec les Blancs (par exemple pour affirmer que certains groupes « n'ont plus de culture » et ne devraient donc pas bénéficier d'une aide de la FUNAI). Elle désigne en effet de manière très spécifique ce qui a fait l'objet d'une curiosité de la part des Blancs dans leurs pratiques et qu'il est désormais possible de vendre aux anthropologues, aux linguistes et aux journalistes. Comme le *datipi* trumai, *cultura* ne s'emploie que pour se différencier d'autres groupes. Mais le contraste n'est pas marqué de la même manière : alors que la définition anthropologique de la culture englobe théoriquement la notion d'ethos, c'est son sens restreint qui a resurgi ; c'est la culture comme corpus valorisé de pratiques et de savoirs, c'est-à-dire comme patrimoine sur lequel il faut discourir (pour en faire le marqueur de l'identité indigène, ou pour en interpréter le sens), qui s'est imposé dans le contexte des relations entre Indiens et Blancs et, par implication, dans certaines relations entre groupes indigènes<sup>7</sup>.

5. Une étymologie possible, quoique invérifiable, le décompose en *dat* (maison, famille) et *ipi* (qualité individuelle perçue comme essentielle : voir par exemple *ipi ake kain*, « il est comme ça »).

6. Cette différence d'ethos est parfois exprimée sous la forme d'une différence de corps dans l'analyse des conceptualisations amazoniennes [cf. Viveros de Castro, 1998, p. 478 ; Allard 2006, p. 453-454].

7. Pour des analyses du rapport ambigu qu'entretiennent définitions anthropologiques et acceptions courantes de la « culture », voir Passeron, 1991, p. 324-334 et Wagner, 1981, p. 21-22. Pour une argumentation en faveur de l'affinité entre définition de la culture comme tradition immuable et conceptions indigènes chez les Tukano, voir Hugh-Jones, 1996, p. 106.

Mais, si la *cultura* est valorisée, si avoir une « culture » est essentiel à la définition d'un groupe social [cf. Unesco, 1995], elle ne constitue pas un « domaine réservé » : on peut l'étudier ou l'enseigner (certes contre rémunération). Dans certains pays, notamment aux États-Unis et en Australie, c'est une autre notion qui a pris le dessus : le sacré. Comme si, malgré la reconnaissance dont elle fait désormais l'objet, la culture n'était pas une arme suffisante, les groupes indigènes brandissent désormais la catégorie du sacré lorsqu'ils veulent interdire toute intrusion extérieure dans leurs pratiques, toute appropriation par l'extérieur (les Occidentaux) de leurs symboles ou de leurs savoirs. De nombreux exemples existent, où des leaders indigènes invoquent le « dommage spirituel » qui leur est causé, par exemple lorsque le drapeau de l'État du Nouveau-Mexique reprend un symbole des Pueblos de Zia, ou que des motifs aborigènes servent à la production de t-shirts touristiques [Brown, 2003, p. 54, 81]. Dans d'autres situations, la référence au sacré sert à obtenir des droits sur la terre ou bien à empêcher des transformations géographiques, comme dans l'exemple célèbre d'un pont australien dont les Ngarrindjeri voulaient empêcher la construction [Weiner, 1999]. Ce qui frappe dans ces situations, c'est que le sacré est, presque par définition, incontestable pour des Occidentaux : si la culture peut évoluer, le sacré ne peut être remis en cause. Cette logique a parfois conduit à des situations de *double bind*, où les croyances qui fondaient certaines demandes indigènes étaient légitimées par leur caractère sacré, mais, précisément pour la même raison, ces croyances ne pouvaient pas être révélées librement : une situation particulièrement inconfortable pour les Blancs chargés de prendre une décision [Weiner, 1999, p. 198]. Cependant, toutes les sociétés ne présentent pas au même degré que les aborigènes d'Australie des formes de croyance qui rappellent notre notion de sacré, ce qui ne les empêche pas par ailleurs d'en faire usage. Les Trumai font ainsi jouer un double rôle à la notion de *sagrado*. Dans le contexte de l'enquête ethnographique, elle caractérise certains savoirs peu répandus, et dont l'enseignement coûte plus cher : il s'agit par exemple du chamanisme, ou encore de certains mythes auxquels on prête une signification cosmologique fondamentale. Mais ce terme est principalement employé pour des revendications politiques, et notamment territoriales, comme la demande de démarcation d'une zone autour de Kamukuaka, une grotte couverte de pétroglyphes arawak. Plus récemment, le gouverneur du Mato Grosso a organisé une réunion avec les dirigeants réunis du Haut et du Bas-Xingu pour faire autoriser la construction d'un barrage sur le Kuluene, en amont du parc. L'homme politique a répondu en détail et avec compétence à tous les arguments écologistes, mais s'est trouvé pris au dépourvu par l'intervention d'un leader indigène affirmant le caractère *sagrado* du lieu d'implantation du barrage : c'est là que le héros culturel Katsini aurait bivouaqué dans son périple en compagnie des poissons. La réponse du gouverneur a été de demander une expertise ethnologique : on peut vouloir réfuter le caractère sacré d'un lieu, d'une croyance ou d'une pratique, mais si ce caractère est reconnu, alors



aucune négociation n'est possible – le sacré est au-delà des arrangements politiques. Ces lieux ne font pourtant pas l'objet d'un culte. En général pensés comme des transformations du paysage par des héros mythiques, ils sont habités par des monstres aquatiques que l'on apaise par des incantations magiques. Mais on préfère aujourd'hui les chasser grâce aux armes occidentales : explosifs, piles ou bruits de moteur. On est donc très loin de la révérence affichée dans d'autres cultures pour les lieux marqués religieusement. Certes, la manière dont opère le sacré ne doit pas être supposée *a priori* : les croyances qui sont au cœur de la définition de certaines traditions religieuses peuvent, dans d'autres cas, être subordonnées aux pratiques rituelles ou encore aux sentiments religieux – en quelque sorte, il ne s'agit là que de reconnaître la diversité des modes de religiosité. Il reste que Brown [2003, p. 191 *sq.*] a probablement raison de souligner que les indigènes auront du mal à voir leurs revendications satisfaites s'ils affirment le caractère sacré d'un lieu alors que n'y est associée aucune pratique spécifique.

Enfin, la culture des groupes indigènes doit désormais être « donnée à voir ». Selon les définitions anthropologiques, une culture pourrait très bien continuer à exister ou se réinventer de manière masquée, derrière une apparence occidentale, à travers certains détails des relations interpersonnelles, des valeurs ou du mode de vie en général. Mais une culture devenue invisible est un objet difficile pour les anthropologues, et par conséquent peu souvent étudié – surtout, il devient sans intérêt pour les journalistes ou le grand public : cela revient à ne pas avoir de culture du tout. Une telle situation a été décrite par Clifford [1988] avec l'analyse d'un procès dont l'objet était de déterminer si les habitants de Mashpee (dans le Massachusetts, aux États-Unis) formaient bien une « tribu indienne », ce qui leur permettrait de revendiquer les terres perdues au XIX<sup>e</sup> siècle. Le jugement final fut négatif, et Clifford montre comment les conceptions nord-américaines de l'authenticité de la culture et de l'identité rendaient impossible de saisir avec justice un cas où la culture avait dû passer dans la clandestinité, et du même coup était marquée par des contradictions et saisie dans un processus de transformation. Les jurés attendaient des Indiens portant des ornements et participant à des rituels, et étaient peu satisfaits qu'ils puissent également être des hommes d'affaire habillés à l'occidentale, ou qu'un « ornement indien » se résume à un bandana rouge acheté dans le commerce [1988, p. 338, 346]. Le cas des sociétés amazoniennes est légèrement différent, car elles ont été touchées par un mouvement de balancier de la part du monde des Blancs : ce sont en effet les aspects les plus visibles de leur culture dont l'abandon a été la condition d'une interaction satisfaisante lors des premiers contacts (avec le personnel administratif ou missionnaire) – la nudité et les ornements corporels, les rituels collectifs, l'organisation spatiale, etc. Mais très rapidement, comme le montre Turner dans le cas des Kayapo du Brésil central, ils se sont aperçus que ce sont précisément ces facettes visibles de la culture qui étaient valorisées par d'autres Blancs, comme les anthropologues ou les journalistes : les leaders qui, dans les années 60, portaient pantalon,

chemise et veste pour accueillir les visiteurs officiels, mettaient un point d'honneur, dès les années 80, à rester torse nu pour pouvoir exposer leurs peintures corporelles et tous les ornements traditionnels – colliers, pendants d'oreille, parures de plumes [Turner, 1991, p. 299 ; pour les Matis de l'État d'Amazonas, voir Erikson, 2003, p. 148-149]. L'attitude des Kayapo est aujourd'hui partagée par la plupart des groupes amazoniens. Cette insistance sur les « signes extérieurs de culture » est donc en premier lieu le produit des interactions avec les Blancs : il s'agit en quelque sorte pour les Indiens de se conformer à ce que leurs partenaires (dont ils espèrent de la reconnaissance politique et des gains matériels) attendent d'eux. Mais une logique propre au Xingu se superpose à cette dynamique. En effet, le Haut-Xingu est marqué par la vie commune de nombreuses sociétés à l'origine distincte, qui sont notamment réunies par l'organisation de rituels. Un important aspect hiérarchique marque également les relations entre les différents groupes : cette échelle en grande partie implicite, qui était autrefois exprimée dans les termes d'un ethos plus ou moins pacifique (avec une dévalorisation des carnivores et des guerriers) lié à l'ancienneté de la présence dans le Xingu, ou se manifestait par des intimidations sorcellaires ou politiques [Quain et Murphy, 1955], prend aujourd'hui souvent la forme de la visibilité de la culture de chaque groupe et de son authenticité. Parce qu'ils n'organisent plus de rituels, les Trumai sont aujourd'hui parfois accusés d'être « sans culture » (*eles não tem mais cultura*) par d'autres groupes du Xingu : ils n'ont plus rien de visible à donner à voir aux Blancs, et ce regard extérieur modifie la hiérarchie interne de la région – ou plutôt le langage dans lequel elle est exprimée [pour le Vaupés, voir Hugh-Jones, 1996, p. 101]. De manière similaire, les Kamayura qui « vendent » à tour de bras leur culture (aux anthropologues ou aux journalistes) seraient en train de virer *paraguay*, pour reprendre le qualificatif dépréciatif qui s'oppose à la pureté originelle des Indiens restés authentiques. L'inscription dans un ensemble pluriethnique n'est pas nouvelle, mais la forme de la hiérarchisation morale s'est transformée.

### La dialectique de l'individuel et du collectif

Un autre domaine de transformations concerne l'unité qui possède des droits et qui transmet le savoir : individu, famille, sous-groupe, ethnie ? La situation est particulièrement ambiguë, marquée par des mouvements contradictoires. Les mythes, par exemple, n'étaient en aucun cas possédés par certains individus ou certaines familles. Mais, aujourd'hui que ce savoir se raréfie, certains voudraient s'assurer le contrôle de sa transmission. Une publication récente d'un récit mythologique a cristallisé cette tendance. La couverture annonce qu'il s'agit d'un « mythe des Trumai » (*trumai wan kate daint'a*), alors que la rubrique des droits d'auteurs n'indique que deux individus : la conteuse et son fils qui mena à bien le travail de retranscription. D'emblée se trouve donc posée la contradiction entre un patrimoine collectif (signalé par le collectivisateur *wan*) et un bien immatériel « possédé », selon la loi brésilienne, par deux individus. Cette publication a suscité des remous



internes d'autant plus étonnants qu'elle n'était pas destinée à être commercialisée, mais au contraire à être distribuée à tous les Trumai et seulement à eux (il s'agit d'une publication monolingue). Il a été reproché à l'« auteur » d'avoir repris à son compte le bien d'autrui, et d'avoir bénéficié seul du prestige de sa publication. Le conteur prétendument « originel » du mythe, décédé en 1991, appartenait en effet à la famille plaignante, qui en revendique désormais la « propriété », alors que le camp des auteurs assure que l'histoire se transmettait aussi bien chez eux, selon des lignes généalogiques parallèles. Comment comprendre ces nouvelles logiques qui se mettent en œuvre, et semblent contredire les règles de distribution des mythes que l'on peut mettre au jour en s'appuyant sur des ethnographies plus anciennes ? La situation semble d'autant plus complexe qu'une seconde ligne argumentative a été avancée dans le débat : d'après ses détracteurs, si l'Indien qui a publié le mythe veut continuer ses activités pédagogiques et éditoriales, il ne devrait pas mettre en avant le nom « trumai ». Il appartiendrait en fait à un sous-groupe, les Awaldat', dont la langue différerait du trumai. Quain fait certes mention du terme [Quain et Murphy, 1955], mais il s'agirait selon lui simplement du nom d'un village abandonné (même s'il souligne les tensions entre villages) ; et les différences linguistiques sont trop ténues pour justifier l'existence ne serait-ce que d'un dialecte distinct. Mais l'objectivité linguistique n'est guère de mise ici : il s'agit davantage de dénier à quelqu'un l'identité collective « trumai » en justifiant cette exclusion par l'usage d'une langue différente, un critère identificatoire essentiel dans la société pluri-lingue du Haut-Xingu. Cette anecdote montre que, dans la situation actuelle, certains savoirs parmi les plus uniformément répandus font l'objet de tentatives d'appropriation par des individus ou des familles. On peut relever des phénomènes similaires chez les Waura, groupe voisin des Trumai. Ainsi, un Indien waura ayant réalisé des peintures murales dans un restaurant de Brasilia, les autres membres du groupe sont allés lui demander des comptes, ainsi qu'au propriétaire du restaurant, en accusant cette pratique de se réduire à l'appropriation d'un bien collectif.

Dans un mouvement inverse, des éléments immatériels comme les musiques rituelles, dont nous avons montré qu'ils n'étaient naguère pas uniformément partagés, deviennent un patrimoine collectif dès lors qu'un Blanc entre en scène. Ainsi une ethnomusicologue, présente chez les Waura dans le but d'enregistrer les chants des flûtes *jakui* (particulièrement *sagradas*), s'en est vue interdire l'accès par le chef. Passant outre, elle convainquit un Indien spécialiste du rituel d'enregistrer la musique en secret, dans la forêt. Elle se fit pourtant surprendre, et dut quitter le village sans délai. Alors même que la plupart des Waura sont incapables d'exécuter les chants, ni ne sont les « maîtres » de la cérémonie du *jakui*, ils ont collectivement perçu cette tentative d'enregistrement comme un vol.

Comment comprendre ces processus qui marquent une rupture ? Il ne s'agit pas de proposer d'explication ambitieuse et définitive, mais uniquement quelques voies d'interprétation. Tout d'abord, la définition de l'unité qui possède des droits sur un

savoir dépend de la distance structurelle des protagonistes de la transaction ou de la transmission, suivant une logique qui rappelle lointainement les jeux d'alliance des sociétés segmentaires. Un savoir individuel au niveau local devient collectif lorsqu'il s'agit de le communiquer à quelqu'un qui se trouve hors du groupe. Il ne s'agit là que d'une description, qui pose comme un donné l'existence de communautés aux frontières bien définies. Des exemples similaires de « collectivisation » des savoirs indigènes se retrouvent un peu partout en Amazonie : Jackson, parlant des groupes tukano du Nord-Ouest, cite le cas d'enseignants indigènes qui auraient voulu qu'un inventaire du savoir chamanique de la région soit réalisé. Mais ils se sont rapidement heurtés aux réticences des chamanes (dont ils avaient d'ailleurs partiellement conscience) : qui serait à même de réaliser un tel inventaire alors que le savoir chamanique est ésotérique, en partie secret, que sa transmission se fait dans le cadre d'une relation initiatique très particulière ? Pris entre un modèle autochtone de transmission du savoir, et les conceptions occidentales de la culture, ces enseignants se trouvaient confrontés à la question : « Qui possède la culture ? » – et ils n'avaient pas de réponse unanime et évidente à proposer [Jackson, 1995, p. 315 ; voir aussi Hugh-Jones, 1996, p. 111, et, pour les Yaminahua, Calavia Sáez et alii, 2003, p. 22]. Chez les Trumai, un seul individu est réputé savoir chanter le *javari*, et il refuse régulièrement d'enregistrer les chants, même s'il se plaint par ailleurs de ne voir aucun de ses fils, ni même aucun Trumai, prendre la relève. Il ne s'agit pourtant pas d'avarice : il voudrait que quelqu'un sache les chants grâce à lui, mais selon le modèle classique, interpersonnel, de l'apprentissage, alors que la jeune génération rêve d'enseigner les chants dès l'enfance à l'école, à l'aide de cassettes enregistrées. Les tensions liées à la collectivisation de savoirs particuliers ou à l'individualisation de savoirs collectifs s'enracinent ainsi dans le contraste entre différents modes de transmission.

Sans vouloir minorer l'importance des identités ethniques, ces tensions sont sans doute au moins partiellement le produit d'un processus d'invention de la « communauté » qui est une conséquence des interactions avec les Blancs [voir Hugh-Jones, 1996, p. 110-111, Strathern, 1999, p. 187]. D'une part, les projets de développement économique ou culturel ont presque toujours tendance, au moins implicitement, à traiter les groupes indigènes comme des « communautés » (par exemple en leur offrant des biens matériels en « propriété collective », ou en minorant les tensions internes). Tout en étant source d'immenses difficultés, ces pratiques ont sans doute contribué à la conceptualisation des groupes indigènes par les Indiens eux-mêmes comme des collectifs. D'autre part, les Indiens d'Amazonie ont sans doute rapidement saisi les avantages qu'ils avaient à présenter un front uni aux Blancs, ont rapidement compris que l'action collective était, en raison des représentations occidentales de l'action légitime, la voie la plus efficace pour obtenir des avantages politiques et matériels. Dans certaines situations, les différends ont été mis de côté pour parvenir à la constitution de puissantes fédérations indigènes (par



exemple les Shuar), alors que dans d'autres, ce processus semble inabouti [voir Jackson, 1995, p. 319, pour les Tukano]. Chez les Trumai, l'amorce d'une logique segmentaire et les reconfigurations du rapport entre l'individuel et le collectif, pour la distribution et la transmission des savoirs et des biens immatériels, apparaissent comme des aspects de ces processus : sources de conflits puisque non stabilisés, les changements actuels n'annoncent pas une trajectoire linéaire prévisible, mais des métamorphoses surprenantes bien que compréhensibles.

### Conclusion : pour une approche relationnelle

De nombreux auteurs ont souligné combien, dans les sociétés amazoniennes, l'appropriation de traits « culturels » extérieurs était une condition de la définition de soi. Au point que la plupart de ce que les entités politiques indigènes revendiquent aujourd'hui comme partie intégrante de leur « identité » était conceptualisé comme des emprunts ou des vols – à des humains, à des animaux, à des esprits [sur cette ambiguïté, voir Gallois, 2005 ; Calavia Sáez et *alii*, 2003]<sup>8</sup>. Les Trumai eux-mêmes ont fait leur la plupart de la mythologie, des valeurs et des cérémonies xinguanienues. À leur tour, ils ont généreusement intégré les Suyá dans leurs cérémonies, sans que rien ne soit demandé en échange (alors que dans d'autres groupes, le modèle de la prédation serait bien plus prégnant). Bref, rien ne s'oppose, en Amazonie, à ce que l'élément étranger devienne autochtone, dans un jeu où l'essentiel est de se relier à l'autre : en « offrant » le *javari* aux Xinguanos, et en « apprenant » d'eux le *yamorikuma* (rituel féminin), les Trumai n'échangent pas un savoir, ils instaurent une relation.

Et pourtant, comme nous l'avons vu, on assiste aujourd'hui à la constitution d'un discours radicalement différent : patrimonialisation, demandes répétées d'argent en échange de l'information, durcissement des identités ethniques elles-mêmes définies en fonction de critères visibles. Comment comprendre ce changement si radical ? Le modèle univoque de l'acculturation ne semble guère convaincant. Comment expliquer que ces métamorphoses touchent surtout les interactions avec les Blancs, et encore peu les relations entre Indiens ? Nous suggérons qu'il faut garder à l'esprit le primat amérindien de la relation, et que les métamorphoses récentes doivent d'une façon ou d'une autre s'y articuler. Alors que le savoir peut pour nous être détaché de son contexte et doté d'une valeur propre, sa manifestation est chez les Trumai toujours l'indice de relations sociales. Au sein du groupe, dire « je sais » désigne un statut autant qu'un contenu de pensée, et la transmission repose sur une relation transformatrice. Entre les groupes, les emprunts, les transmissions, les partages et les vols parfois signifient plus des mouvements d'approximation ou de distanciation qu'ils ne constituent un véritable marché de l'information. Or il semble que ce

8. Harrison [2000] fait une remarque comparable à propos de la Mélanésie. Il essaie de montrer que, si la culture a toujours été réifiée, elle l'était auparavant sur le modèle des biens de prestige voués à l'échange, et l'est désormais sous la forme de l'héritage inaliénable.

modèle ne fonctionne pas avec les Blancs : eux accordent plus de valeur à l'objet du savoir qu'à la relation qu'il institue. Ils ne respectent donc pas les règles, puisqu'ils n'apprennent que pour partir, et que la valeur du savoir lui sera donnée ultérieurement, dans une économie d'où les Indiens sont exclus. Comprenant mal les motivations qui peuvent pousser un Occidental à accomplir un voyage lointain, et forts de leur conviction que tous les Blancs sont âpres au gain, ils sont persuadés qu'il ne s'agit en définitive que d'une visée financière. Plus qu'une acculturation, les transformations actuelles seraient peut-être ainsi une réponse à une relation différente, qui impose aux Indiens d'utiliser un langage nouveau. L'omniprésence des discours sur l'argent chez les Trumai est sans doute une facette de cette adaptation. Certes elle obéit à un intérêt financier qui, aujourd'hui que les Trumai achètent des biens manufacturés, porte en lui-même sa justification. Mais les demandes incessantes de contreparties financières, dans toutes les situations où l'implication à long terme du Blanc n'est pas démontrée par ses actes, frisent habituellement l'obsession, voire l'angoisse. N'est-il pas possible d'y voir l'exigence d'une reconnaissance spécifique de la relation qui a fait du visiteur ce qu'il est devenu – par exemple qui a transformé le novice en ethnologue ou linguiste « de terrain »<sup>9</sup> ?

Cette analyse n'a pas vocation à être totalisatrice. Cependant, nous pensons qu'elle peut par exemple rendre compte des ambiguïtés du statut de l'ethnologue accomplissant un long terrain. Parce qu'il y a ambivalence entre l'impératif d'une reconnaissance financière (s'il se comporte comme tous les Blancs) et l'espoir que, malgré tout, la relation qu'il entretient jour après jour le transformera véritablement, l'attitude des Indiens est marquée par une alternance caractéristique. Aux longues négociations, aux accusations pleines de rancœur d'enrichissement personnel, succèdent parfois des questions plus troublantes : « Pourquoi ne te fais-tu pas chamane, pour nous soigner ? »

9. Cette interprétation est fortement inspirée par les analyses mélanésiennes. Voir par exemple Leach, 2003, p. 140, à propos des demandes de rapatriation des œuvres d'art dans le groupe indigène qui les a produites, et Strathern, 1999, p. 190 (« la compensation consiste à rendre visibles les relations entre personnes à travers les flux de paiements »).





## BIBLIOGRAPHIE

- ALLARD Olivier, « La parenté en substance. La critique de Schneider et ses effets », *L'Homme*, n° 177-178, 2006, p. 437-466.
- BARTH Frederik, « The Guru and the Conjuror: Transactions in Knowledge and the Shaping of Culture in Southeast Asia and Melanesia », *Man*, n°25 (4), 1990, p. 640-653.
- BROWN Michael, *Who Owns Native Culture?*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2003.
- CALAVIA SÁEZ Oscar, CARID NAVEIRA Miguel et PÉREZ GIL Laura, « O Saber é Estranho e Amargo. Sociologia e mitologia do conhecimento entre os Yaminawa », *Campos*, n° 4, 2003, p. 9-28.
- CARNEIRO DA CUNHA Manuela, « Exploitable knowledge belongs to the creators of it: for the motion », *Social Anthropology*, n° 6 (1), 1998, p. 111-115.
- CHAUMEIL Jean-Pierre, *Voir, savoir, pouvoir : le chamanisme chez les Yagua de l'Amazonie péruvienne* [1983], Genève, Georg, 2000.
- CLIFFORD James, *The Predicament of Culture: twentieth-century ethnography, literature, and art*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1988, « Identity in Mashpee », p. 277-346.
- COELHO DE SOUZA Marcela, *A propriedade da cultura : transformações kisêdjê (suyá)*, ms, 2005.
- DÉLÉAGE Pierre, *Le chamanisme Sharanahua. Enquête sur l'apprentissage et l'épistémologie d'un rituel*, Paris, EHESS, thèse de doctorat non publiée, 2005.
- ERIKSON Philippe, « "Comme à toi jadis on l'a fait, fais-le moi à présent ?" Cycle de vie et ornementation corporelle chez les Matis (Amazonas, Brésil) », *L'Homme*, n° 167-168, 2003, p. 129-152.
- GALLOIS Dominique Tilkin, « En matérialisant les savoirs immatériels : expériences amérindiennes en Amazonie orientale », communication au colloque « La diversité culturelle, un enjeu économique », Paris, BNF, 14 octobre 2005.
- GOODY Jack, « Mémoire et apprentissage dans les sociétés avec et sans écriture : la transmission du Bagré », *L'Homme*, n° 17 (1), 1977, p. 29-52.
- HARRISON Simon, «The Commerce of Cultures in Melanesia», *Man*, n° 28, 1993, p. 139-158.
- HARRISON Simon, «From Prestige Goods to Legacies: Property and the Objectification of Culture in Melanesia», *Comparative Studies in Society and History*, n° 42 (3), 2000, p. 662-679.
- HUGH-JONES Stephen, « Éducation et culture. Réflexions sur certains développements dans la région colombienne du Pira-Parana », *Cahiers des Amériques latines*, n° 23, 1996, p. 94-121.
- JACKSON Jean, « Preserving Indian Culture: Shaman Schools and Ethno-Education in the Vaupes, Colombia », *Cultural Anthropology*, n° 10 (3), 1995, p. 302-329.
- JOLLY Margaret et THOMAS Nicholas (éds), « The Politics of Tradition in the Pacific », *Oceania*, n° 62 (4), 1992.
- LEACH James, « Owning Creativity. Cultural Property and the Efficacy of Custom on the Rai Coast of Papua New Guinea », *Journal of Material Culture*, n° 8 (2), 2003, p. 123-143.
- LOWIE Robert H., *Primitive Society*, New York, Horace Liveright, 1920.
- LOZONCZY Anne-Marie, « La maîtrise du multiple. Corps et espace dans le chamanisme embera du Choco (Colombie) », *L'Homme*, n° 114, 1990, p. 75-100.
- MONOD-BECQUELIN Aurore, « "Parler le trumai aujourd'hui" Quel avenir pour une des langues du Haut-Xingu (Brésil) ? », dans GROS Christian et STRIGLER Marie-Claude (éds.), *Être indien dans les Amériques*, Paris, Éditions de l'Institut des Amériques, 2006, p. 221-233.

- **MONOD-BECQUELIN Aurore, VIENNE Emmanuel de et GUARADELLO-DAMIAN Raquel**, « Working Together: Interface between researchers and the native people in the Trumai case », dans **HARRISON David, DWYER Arienne et ROOD David S.** (éds), *A World of Many Voices : lessons from documented endangered languages*, à paraître.
- **PASSERON Jean-Claude**, *Le raisonnement sociologique*, Paris, Nathan, 1991.
- **QUAIN Buell et MURPHY Robert**, *The Trumai Indians of Central Brazil*, Seattle, University of Washington Press, 1955.
- **SEEGER Anthony**, « The Selective Protection of Musical Ideas: the “Creators” and the Disposed », dans **VERDERY Katherine et HUMPHREY Caroline** (éds), *Property in Question: Value Transformation in the Global Economy*, Oxford-New York, Berg, 2004a, p. 69-83.
- **SEEGER Anthony**, « Chanter l'identité. Musique et organisation sociale chez les Indiens Suyá du Mato Grosso (Brésil) », *L'Homme*, n° 171-172, 2004b, p. 135-150.
- **STRATHERN Marilyn**, *Property, Substance, Effect. Anthropological Essays on Persons and Things*, Londres, The Athlone Press, 1999.
- **STRATHERN Marilyn**, «The Patent and the Malagan», *Theory, Culture & Society*, n° 18 (4), 2001, p. 1-26.
- **TURNER Terence**, «Representing, Resisting, Rethinking. Historical Transformations of Kayapo Culture and Anthropological Consciousness», dans **STOCKING, Jr. George W.** (éd.), *Colonial Situations. Essays on the contextualization of ethnographic knowledge*, Madison, Wis., University of Wisconsin Press, 1991, p. 285-313.
- **UNESCO**, *Our Creative Diversity. Report of the World Commission on Culture and Development*, Paris, Éditions de l'Unesco, 1995.
- **VIVEIROS DE CASTRO Eduardo**, « Amerindian perspectivism and cosmological deixis », *Journal of the Royal Anthropological Institute*, n° 4, 1998, p. 469-488.
- **VIVEIROS DE CASTRO Eduardo**, *A inconstância da alma selvagem e outros ensaios de antropologia*, São Paulo, Cosac & Naify, 2002.
- **WAGNER Roy**, *The Invention of Culture* [1975], Chicago, Chicago University Press, 1981.
- **WEINER Annette**, *Inalienable Possessions. The Paradox of Keeping-While-Giving*, Berkeley, University of California Press, 1992.
- **WEINER James F.**, «Culture in a Sealed Envelope: The Concealment of Australian Aboriginal Heritage and Tradition in the Hindmarsh Island Bridge Affair», *Journal of the Royal Anthropological Institute*, n° 5 (2), 1999, p. 193-210.

**RÉSUMÉ/RESUMO/ABSTRACT**

Les Indiens d'Amazonie revendiquent aujourd'hui la propriété de leur culture, et des compensations financières au travail ethnologique. S'agit-il d'une simple occidentalisation ? En partant de l'analyse des formes que prenaient les droits sur les savoirs ou les biens immatériels au sein de la société Trumai, nous montrons que si la patrimonialisation de la culture est une transformation majeure, les modes de transmission aux Blancs du patrimoine culturel s'inscrivent dans des logiques indigènes où la nature des relations importe plus que la chose transmise.

**Os índios da Amazônia reivindicam hoje a propriedade da sua cultura, e pedem compensações financeiras para o trabalho etnológico. Seria esse processo uma simples conversão ao sistema ocidental ? Tomando como ponto de partida uma análise das formas pelas quais bens e saberes imateriais se**

**transmitiam na sociedade Trumai, esse artigo mostra que a patrimonialização representa uma verdadeira transformação, mas que a transmissão aos brancos do patrimônio cultural se insere numa lógica indígena que privilegia mais as relações do que o conteúdo transmitido.**

Amazonian Indians nowadays claim their culture as intellectual property, and seek financial compensation for anthropological work conducted among them. Is this simply a process of westernization? Beginning with an analysis of Trumai conceptualizations of rights on knowledge or immaterial goods, this article argues that, if patrimonialization of culture is a major transformation, transmission of cultural patrimony to white people is embedded in native logics according to which the nature of the relationships matters more than the thing transmitted.

**MOTS CLÉS**

- Trumai
- Amazonie
- patrimoine culturel
- transmission

**PALAVRAS CHAVES**

- Trumai
- Amazônia
- patrimônio cultural
- transmissão

**KEYWORDS**

- Trumai
- Amazonia
- cultural patrimony
- transmission

Jean-Pierre Goulard\*

# Ethniciser le territoire

## Mouvements pendulaires transfrontaliers dans un contexte amazonien<sup>1</sup>

La région du Haut-Amazone<sup>2</sup> a connu bien des bouleversements depuis la Conquête. Les indigènes ont dû composer avec l'arrivée d'une population d'origine européenne qui a aussitôt mis en place les bases d'un nouvel environnement socio-politique qui sera modifié à plusieurs reprises au cours des siècles suivants. Le territoire qui nous intéresse est actuellement partagé par trois pays où vit une population hétéroclite aux origines diverses. La question que pose une telle mosaïque revient à interroger la question des identités dans un espace géo-politique, à la fois zone d'attraction, zone-refuge et zone de refus [Bellier, 2002], en même temps que zone de confrontation. En d'autres termes, nous voulons examiner comment un territoire est agi en tant que laboratoire social, comme espace « d'ordonnement de relations » [Botero et Echeverri, 2002, p. 268] que les acteurs projettent au-delà des seules frontières

\* Membre de l'EREA-UPR324 / CNRS.

1. Les données présentées ici sont le résultat de missions réalisées à l'invitation de l'IMANI (Universidad nacional de Colombia – Sede Leticia) dans le cadre du Programme ECOS-Nord. Je remercie J. A. Echeverri et N. Petesch pour leurs échanges mais les résultats présentés ici sont de mon entière responsabilité. Une première approche, limitée au Trapèze colombien, a été présentée au séminaire « Fronteras : territorios y metáforas » (2002) organisé par l'INER, Universidad de Antioquia (Colombie) et a donné lieu à une publication [Goulard, 2003].
2. Dans le monde hispanique, le Haut-Amazone est le territoire situé en amont du triangle formé par les fleuves Yavari et Putumayo, affluents du fleuve du même nom. L'espace que j'appellerai ici la « région du trapèze amazonien » va approximativement de Chimbote (Pérou) jusqu'à Tefé (Brésil). Son trait principal est qu'une grande partie des activités sociales comme économiques s'ordonne autour de l'ensemble urbain Leticia-Tabatinga. Elle est par ailleurs subdivisée en micro-régions organisées autour de bourgades qui sont elles-mêmes connectées à cet épice. Ajoutons que cette région entre dans le périmètre d'une aire géologique qui débute à l'ouest de Iquitos, va jusqu'à Manaus et est caractérisée par l'absence totale de matériau lithique.

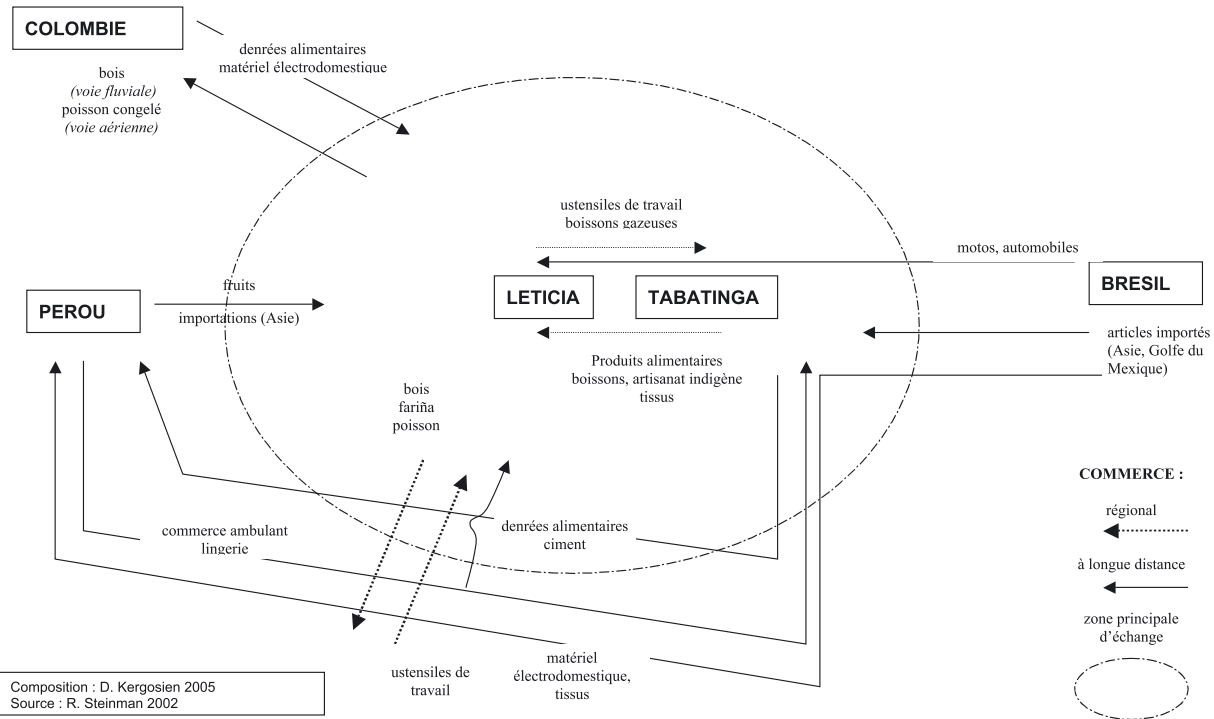
politiques. Ce tissage se double d'un maillage à caractère pluridimensionnel – ne serait-ce que sur les plans synchronique et diachronique – fondé sur des traits multifactoriels. Il s'agit à la fois de la superposition et de l'agrégat de « couches » à caractère politique, économique, sociale et religieux qui se sont ajoutées au cours d'époques successives et qui sont indissociables les unes des autres. Après un survol des premiers siècles qui ont suivi la Conquête, nous allons nous intéresser aux éléments constitutifs de ce « maillage », plus spécialement au cours des soixante-dix dernières années, pour visualiser le panorama d'une région en construction encore aujourd'hui.

## **Éléments d'histoire**

Notre connaissance de la région du trapèze amazonien date des premières expéditions conduites par les conquérants espagnols au cours de leur descente de l'Amazone. Les rives du cours moyen du fleuve étaient alors occupées par des populations tupi. Il a beaucoup été dit sur leur mode d'organisation, en tout cas ses membres interdisaient l'accès du fleuve à ceux qui vivaient dans l'interfleuve. Leur prédominance a beaucoup diminué avec l'installation des « réductions » jésuites. C'est ainsi que, sous l'action conjuguée des missionnaires en quête d'indigènes à convertir et, d'autre part, des esclavagistes portugais à la recherche de main-d'œuvre pour les plantations de canne à sucre de la côte atlantique, les indigènes commencèrent à se regrouper dans les missions catholiques. Il faut ajouter qu'à la même époque, existaient des conflits larvés entre les royaumes espagnols et portugais pour l'appropriation de nouveaux territoires. La région du trapèze amazonien présente un bon exemple de ce type de situation car elle est située au cœur d'un enjeu territorial qui fait qu'elle a été revendiquée à plusieurs reprises tant par les uns que par les autres. Le traité de Tordesillas a été passé par pertes et profits, mais l'empire portugais semble s'être montré le plus velléitaire dans sa volonté de conquête [Zarate, 2001]. La réaction du monde espagnol a été moindre, la Couronne s'intéressant peu aux territoires situés sur ses confins. L'indépendance accordée ensuite à ces colonies a fixé les frontières d'une manière imprécise, ce qui a généré des affrontements. Le dernier a été le conflit armé de 1933, entre la Colombie et le Pérou, consécutif à la création du Trapèze amazonien colombien en 1922 qui n'avait pas été acceptée par la population locale mais a modifié une nouvelle fois la carte géo-politique de la région. Ce conflit a mis fin en même temps à plus de quatre siècles d'affrontements entre deux univers, l'hispanique et le lusitanien, et a rendu visible l'option nationale prise par les trois pays. Ces zones, aux confins des États, avaient certes des limites définies par des accords mais elles étaient quasi imperceptibles par les populations qui y habitaient : elles constituaient jusqu'alors des « zones mixtes », sans identité nationale signifiée. Chacun des trois États prend pourtant progressivement conscience de l'existence de ses frontières et cherche alors à en prendre possession. C'est plus tard encore qu'une présence effective est assurée avec l'installation d'offi-



ÉCHANGES FRONTALIERS



cines des différents organismes nationaux (militaires inclus). Cette impulsion a été renforcée par l'arrivée de nouvelles populations provenant de l'intérieur de ces mêmes pays, incitées à peupler des territoires considérés comme inhabités. Derrière cette volonté, transparait la volonté d'assurer son hégémonie par une présence physique effective sur les frontières. La région du « triangle amazonien » était certes peu peuplée, y vivant principalement une population indigène, à laquelle s'ajoutaient quelques métis. Mais elle a connu depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle l'arrivée de vagues de milliers de nouveaux venus sur lesquels s'appuient les différents gouvernements pour contrôler et affirmer leurs limites spatiales, en s'appuyant sur l'identité nationale. Cette orientation a été renforcée durant les deux dernières décennies par de nouvelles migrations motivées par des intérêts économiques forts (bois, drogue) et religieux qui n'ont pas manqué de modifier significativement le profil social de la région.

En même temps, les centres du pouvoir régional se sont déplacés et d'autres ont émergé au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Un bon exemple est celui de Loreto, « ville-frontière » située sur la rive gauche de l'Amazone, toujours citée par les voyageurs et les missionnaires comme l'ultime bourgade hispanique avant d'accéder au Brésil. Son importance géo-politique pour la Couronne espagnole puis pour le Pérou lui valut sa renommée. Et pourtant, elle « disparaît » à la fin des années 20. Si l'on veut bien accepter l'idée qu'il ne s'agit pas d'une « cité engloutie », pourquoi n'y est-il plus fait référence d'un jour à l'autre ou presque ? Nous sommes à la fin de la période de l'exploitation du caoutchouc, période durant laquelle le port de Loreto a joué un

rôle important comme dépôt des balles de caoutchouc provenant des centres d'exploitation de la rive gauche de l'Amazone, à l'égal d'autres sites en amont et en aval. Serait-ce alors que des événements, sociaux ou autres, auraient conduit à sa disparition ? Plusieurs hypothèses ont été proposées. Un éventuel changement du lit de l'Amazone<sup>3</sup> l'aurait laissée à l'écart de son cours principal, ou encore (version entendue sur le terrain en 2001), suite à un acte de sorcellerie, ses habitants l'auraient abandonnée et se seraient réfugiés sur une île du fleuve, du nom de Mocagua. Cette dernière hypothèse expliquerait ainsi pourquoi le site connu sous le même nom de Mocagua, habité de nouveau aujourd'hui, situé à l'emplacement de Loreto, abandonné précédemment, et celui de Macedonia sont habités aujourd'hui par une population qui dit descendre de personnes qui avaient migré sur l'île en question. Il est certain par ailleurs que dans la nouvelle configuration géo-politique, Loreto (ou Mocagua) ne présentait pas d'intérêt pour l'état colombien qui a opté pour le développement d'une ville-frontière, l'actuelle Leticia, peuplée tout au plus par une cinquantaine de personnes en 1930. Si Loreto a occupé une place stratégique en tant que centre administratif, économique et socio-politique pour le Pérou, ses fonctions ont été transférées à Caballo Cocha, sur la rive droite de l'Amazone, soit sur le territoire national<sup>4</sup>. Ainsi peut-on entendre les raisons de l'abandon de ce point de passage obligé qu'a été Loreto pour tout voyageur qui quittait le monde hispanique ou y pénétrait.

C'est donc à partir de cette redistribution géopolitique que chaque pays met en place, séparément tout d'abord, et plus tard en interaction avec ses voisins, le développement de son propre territoire frontalier. L'antagonisme qui a pu exister jusqu'alors, fondé sur une bipartition du territoire héritée de la colonisation, laisse place à une structure ternaire dans laquelle se jouent et s'affrontent maintenant des relations à caractère national. Cette nouvelle configuration a été renforcée par des rencontres entérinées par des accords trilatéraux. Aussi est-ce dans cet environnement que se pose la question de l'identité des personnes. Faisant fi de limites nationales « invisibles », la région est encore vécue aujourd'hui par nombre de ses habitants, comme constituant implicitement un territoire d'un seul tenant. L'existence de frontières géopolitiques n'est pas niée mais cette division n'est pas aussi importante que l'identité dont chacun est doté ou de celle qu'il s'est approprié. Rappelons enfin que cette partie de l'Amazonie, n'est accessible que par eau ou par air, ce qui lui donne son caractère insulaire.

### **Creuset frontalier et marqueurs sociaux**

La « région du trapèze amazonien » englobe le Trapèze amazonien colombien. Ce dernier est emblématique d'une situation qui découle du « fait colonial ». Il constitue en effet un laboratoire aux frontières définies, ce qui facilite son

3. Son lit définit la limite entre la Colombie et le Pérou.

4. Hypothèse proposée par G. Grisales, communication personnelle.



approche et le rend plus facilement lisible. Il offre en même temps un condensé de l'histoire de la région des soixante-dix dernières années et il est, aujourd'hui encore, un lieu de passage obligé. Mais, tout comme dans les parties brésilienne et péruvienne de la région, la population actuelle se distribue en catégories « sociales » constituées d'indigènes, de métis ou colons et de « blancs » dont la cohabitation suit des règles qui sont le reflet le plus souvent de traits que nous allons examiner plus avant. Enfin, s'il existe un discours des uns relatif aux autres, les pratiques sociales sont révélatrices en même temps de l'existence d'un système commun, hiérarchisé, fondé sur ces différentes composantes.

Intéressons-nous tout d'abord à ce que recouvre le groupe social constitué de ceux qui sont souvent appelés les « blancs ». Son importance numérique est inversement proportionnelle à la place qu'ils occupent dans la région. Ils ont migré, les uns pour échapper à une situation socio-politique ou économique difficile, les autres pour fuir des zones de conflits, d'autres encore pour se lancer dans les affaires et/ou entreprendre une carrière politique. Ils détiennent les organes du pouvoir tant sur les plans politique, qu'économique ou religieux. Ce sont eux et leurs représentants qui occupent – à la suite d'élections locales ou régionales – les postes de *gouverneur* (Colombie) ou de maires *alcades* (Pérou, Colombie) ainsi que ceux de députés de la région (Colombie). Si la configuration est assez semblable au Brésil, l'intervention du gouvernement central est ici décisive dans le choix des élus. Par ailleurs, ces mêmes blancs tiennent les principaux commerces, quand ils ne les possèdent pas en propre, ainsi que les boutiques d'outillage et de matériel et les centres d'achat du poisson<sup>5</sup>. Cette classe sociale est d'autant plus visible que ce sont ses représentants qui ont la haute main sur la grande partie du commerce transnational et qui assurent les relations officielles avec les pays voisins, en participant aux rencontres bi ou trilatérales, ou en répondant aux invitations pour les fêtes et aux rencontres qui animent la vie régionale tri-frontalière. Leur visibilité est encore renforcée par leur regroupement résidentiel dans un quartier de Leticia, quand leurs activités se situent au centre de la ville<sup>6</sup>. Par ailleurs, ils ne fréquentent les autres membres de la population que dans le cadre professionnel (commercial ou politique). Ajoutons que les membres des organismes de l'État implantés sur place sont associés à ce groupe social. Ce monde des blancs est en même temps composé de sous-groupes, en fonction d'un lieu de naissance commun ou par des motivations partagées pour leur venue dans la région. Dans tous les cas, ses membres font montre d'une grande solidarité entre eux. Insistons sur l'importance donnée au lieu d'origine, souvent une région, car aucun ne se considère d'extraction locale, encore moins amazonienne. Au Pérou, les blancs de la province Ramón Castilla

5. Plusieurs tonnes de poisson pêché dans l'Amazone et congelé sont envoyées chaque jour à Bogotá pour être vendues sur les marchés de la capitale.

6. Ce mode de regroupement se retrouve à Caballito Cocha (Pérou) et à Benjamin Constant (Brésil) où les magasins et les maisons d'habitation sont toutefois regroupés sous le même toit.



proviennent pour la plupart de la région de San Martin ou encore de celle de Moyabamba, soit une origine andine<sup>7</sup>, et ceux de Colombie procèdent des départements du Cauca et du Boyaca. Au Pérou, ce qui les différencierait de leurs pairs de Colombie, est que s'ils possèdent bien le pouvoir économique, ce sont leurs enfants qui accèdent au professorat et/ou aux charges à caractère politique. Sauf plus amples informations, il faut sans doute intégrer à cette classe, les descendants de « libanais » qui depuis la fin des années 70 font commerce à Tabatinga d'articles de confection en provenance de Manaus et de São Paulo [Steinman, 2002, p. 81], articles qu'ils revendent dans les pays voisins.

Un autre groupe social, plus flou dans ses limites, mais plus important en nombre, est celui que constitue la population dite « métisse »<sup>8</sup>. Sont considérés comme tels, les hommes et les femmes nés dans la région et qui, pour certains, sont issus d'alliances matrimoniales contractées avec des indigènes ; ce sont encore les nouveaux venus, souvent considérés de basse extraction ou d'origine mal définie. Si, lors de l'exploitation du caoutchouc, les différentes vagues de migrants étaient formées de personnes qui sont pour certaines restées ensuite dans la région, aux origines diverses, provenant indistinctement des pays voisins et même d'Europe. Les vagues suivantes ont eu un caractère plus national avec l'exploitation du bois et des peaux d'animaux sauvages et plus récemment encore avec celle du narcotrafic. S'y ajoutent au cours de la dernière décennie – dans la partie colombienne et brésilienne (Tabatinga et Benjamin Constant) – des personnes d'origine indigène venues à titre individuel d'autres contrées du pays : elles ne se reconnaissent pas toujours alors comme indiens. Certains repartent parfois pour tenter leur chance ailleurs, mais d'autres décident de s'installer sur place renforçant alors cette population métisse. Dans tous les cas, ils sont identifiés comme métis par leur usage d'une langue (l'espagnol ou le brésilien) « amazonisée » (avec l'intégration d'emprunts linguistiques à l'une ou à l'autre langue mais également avec l'adoption de termes d'origine tupi<sup>9</sup>). Nombre de métis occupent aujourd'hui des postes « intermédiaires » qui les mettent quotidiennement en relation avec les « blancs » auxquels ils sont liés par une relation de dépendance. Ce sont pour les mieux lotis, ceux ayant suivi une formation univer-

7. Cette distinction s'inscrit dans une « hiérarchie » spécifique à la société péruvienne où le blanc est celui qui peut attester de son ascendance européenne par son père et par sa mère, sans croisement avec la population locale. De ce fait, au Pérou sur un plan national, les représentants du monde andin ne sont pas perçus comme des « blancs », alors qu'ils le sont dans ce contexte multiple amazonien.

8. Ce terme est souvent utilisé pour nommer une population qui n'est ni « blanche », ni indigène [pour une discussion sur ce thème, se reporter à Caillavet et Minchom, 1992]. Toutefois, il est fait également usage dans la région de celui de « colons » (*infra*) qui réfère plutôt aux personnes qui s'installent en milieu rural afin d'exploiter les ressources agricoles. Mais le premier englobe le second, si bien que celui de « métis » ne renvoie pas (ou plus) à une notion d'urbanité par opposition au second. Cette distinction se justifie de moins en moins en Colombie dans la mesure où la ville de Leticia regroupe déjà la moitié de la population du Trapèze colombien et attire, pour des raisons que nous allons exposer plus avant, une part de plus en plus importante de « colons » qui étaient installés auparavant en zone rurale.

9. Une des principales familles linguistiques d'Amazonie.



sitaire souvent dans la capitale qui deviennent les membres subalternes de l'administration. Mais la grande majorité occupe un tout autre type d'emplois : les uns sont « contremaîtres » (narcotrafic, exploitation du bois, grandes exploitations agricoles *fincas*) et d'autres (quand ce ne sont pas parfois les mêmes) sont des hommes de main, au service de réseaux locaux.

La population *cabocla*, terme ayant cours au Brésil pour nommer les métis, est tout autant bigarrée que dans les deux pays hispanophones. Elle est constituée des descendants de familles locales et de migrants récents originaires du Ceara, de la région de Manaus et du Haut-Solimões, c'est-à-dire dans ce dernier cas de personnes provenant de l'aval proche. Il s'agit d'un phénomène récent observé dans les trois pays : dans un même mouvement centripète, la population régionale cherche à se rapprocher actuellement de l'aire Tabatinga-Leticia, qui tend à devenir l'épicentre de la région.

D'une certaine manière, et jusqu'à il y a une dizaine d'années encore, les Cocama [Petesch, 2002] ont participé de cette classe métisse. Ils possèdent en Colombie des petits commerces ou bien ils sont les agents de la redistribution des produits manufacturés ou encore ils ont installé des restaurants populaires, à proximité du port de Leticia par exemple. Au Pérou, ils se sont regroupés dans un quartier de Caballo Cocha et pratiquent la pêche tandis que d'autres sont dispersés dans les villages riverains. Au Brésil, ils ont constitué par contre des sites propres de résidence. Mais, en Colombie comme dans ce dernier pays, les nouvelles Constitutions, avec l'octroi de droits spécifiques aux indigènes, leur ont permis de revendiquer une identité ethnique et ainsi de bénéficier du statut (*infra*) qui en découle, ce qu'ils n'ont pas manqué de faire.

Enfin, plusieurs groupes indigènes habitent dans cet espace et l'ensemble de leurs membres constitue actuellement près de la moitié de la population totale de la région du trapèze amazonien évaluée entre 130 000 et 150 000 personnes. Le groupe le plus important est celui des Ticuna (près de 50 000 personnes dont plus de la moitié au Brésil) : leur présence remonte à plusieurs siècles et ils sont établis sur le territoire des trois pays frontaliers. Ils sont considérés comme les plus anciens habitants de la région, du moins du point de vue indigène, car il n'en va pas toujours de même pour les blancs et les métis qui les classent sous le générique d'indiens, *indios*. Vivant dans l'interfluve, ses membres ont accédé à l'Amazone, tout en conservant une mobilité qui permettrait de parler à leur égard d'une forme de « semi-nomadisme ». Cette fluidité tient à plusieurs raisons. D'une part, le groupe a vécu différents événements (esclavage, guerres...) qui l'a contraint à fuir régulièrement les zones de conflit. D'autre part, les nombreux mouvements millénaristes auxquels beaucoup ont adhéré les ont incités à se déplacer et à se regrouper en villages, appuyés en cela par les organismes étatiques nationaux qui leur offraient alors une aide matérielle (école, santé, ...). Notons enfin que plus récemment, le Brésil et la Colombie ont développé des politiques volontaristes qui induisent la migra-

tion et l'installation de nombreux indigènes sur leurs territoires. Il faut y ajouter l'importance de la règle de l'uxorilocalité qui contraint le nouvel époux à résider chez son beau-père, et donc l'oblige encore une fois à se déplacer, hors de toute considération de division politique du territoire.

Vivant dans la même aire, les membres du groupe yagua (4 000 personnes environ) sont installés majoritairement au Pérou. Plus de 700 ont migré depuis peu dans le Trapèze colombien : une partie est dispersée dans les villages riverains (à prédominance indigène) et l'autre a fondé deux communautés monoethniques. Ces derniers, tout comme ceux qui se trouvent à proximité de Pebas (proche d'Iquitos au Pérou), ont fui le Bas-Putumayo (principalement le rio Yaguas) où ils étaient installés lors du conflit armé de 1933. Après avoir vécu sur les fleuves Atacuari et Loreto Yacu ou sur la rive droite de l'Amazone (en territoire péruvien), des familles entières ont commencé à migrer vers le territoire colombien où d'autres les rejoignent actuellement.

On rencontre également, mais exclusivement dans le Trapèze colombien cette fois, des familles appartenant au groupe huitoto ; elles sont arrivées à la suite d'un parcours qui les a d'abord amenées à séjourner en terre péruvienne. Lors de l'exploitation du caoutchouc, leurs ascendants ont migré de la Chorrera (Colombie) vers le Putumayo sous la conduite de contremaîtres qui quittaient les exploitations, déplacement qui s'est continué ensuite jusqu'à la région de Pebas (Pérou), lors du conflit de 1933. Dans les années 60, une partie d'entre eux a choisi de retourner vivre sur leur territoire d'origine. Pour ce faire, ils ont emprunté l'Amazone et au cours d'une escale dans le Trapèze colombien, ils ont décidé d'y rester. Plus tard, certains de leurs proches les ont rejoints, ce qui explique leur importance numérique croissante aujourd'hui. Ils sont installés sur la route de pénétration Leticia-Tarapaca où chaque site habité est dénommé selon le lieu-dit « *kilomètre* » où il est installé, aussi parle-t-on de la communauté du « *kilometro 6* »<sup>10</sup>, de celle du « *kilometro 11* », ou encore de celle du « *kilometro 5,8* ».

Les Cocama, déjà évoqués [Petesch, 2002], forment un autre groupe ethnique. Ils sont arrivés dans la région au début du siècle à l'instigation d'un « patron » blanc qui avait fait venir plusieurs familles de la région de Nauta (Pérou) comme main-d'œuvre pour exploiter les terres qu'il venait d'acquérir. Suite à la création du trapèze colombien, leurs descendants se sont dispersés dans les trois pays, le long du fleuve, à l'exception de quelques-uns qui se sont installés sur les *kilomètres*.

Pour que le panorama soit complet, il faudrait ajouter la présence au Brésil – dans le prolongement du territoire habité par les Ticuna et sur la rive droite du rio Yavari – de groupes indigènes rattachés à l'ensemble pano qui participent peu ou prou de la vie régionale.

Pour que le panorama soit complet, il convient de prendre en compte d'autres vagues migratoires qui ont favorisé l'introduction de nouveaux acteurs dans la vie

10. G. Bedoya [2002] a analysé les rapports politiques au sein de cette communauté.



régionale. Ce fut le cas dans les années 50 – suite à une répression à caractère politique au Pérou –, quand des familles entières s’installèrent à Leticia où ils constituèrent un quartier qui a pris place dans le panorama local. À la fin des années 90, un nombre beaucoup plus important de personnes originaires de ce même pays s’est installé principalement dans les parties colombienne et brésilienne de la région, et ce, pour des raisons essentiellement économiques. Elles se sont regroupées à leur tour et ont créé de nouveaux quartiers tant à Leticia qu’à Tabatinga (Brésil) ou à leurs alentours immédiats. Mais, autant les « migrants politiques » (quelques centaines de personnes) avaient trouvé à s’intégrer, tout en gardant leur spécificité, autant la venue massive de ces « migrants économiques » appelés les *peruanos* (à ce jour plus de 10 000 personnes et le mouvement se poursuit) a généré une situation conflictuelle car ils ont été immédiatement rejetés par les populations locales<sup>11</sup>, ce qui n’est sans répercussion sur la perception du monde indigène (*infra*).

Enfin, l’arrivée au cours des dix dernières années des adhérents (plus de 10 000 personnes à ce jour) d’un mouvement religieux est venue compléter la mosaïque régionale. Ils sont connus sous le nom d’*Israelitas* et sont les disciples d’un mouvement qui est né et s’est développé dans les Andes péruviennes avant que certains ne migrent vers l’Amazonie. Venus par vagues successives sur le Moyen-Amazone péruvien, les premiers ont fondé une « ville sainte », en amont de Chimbote. Ceux qui sont arrivés ensuite ont été incités à créer en aval des petites colonies à vocation agricole. Ils sont dispersés ainsi jusque sur les rives du rio Yavari et ont initié récemment des centres de peuplement en territoire brésilien.

### Se dire et se montrer

Si la région est le produit de l’histoire, la distribution de ses habitants en porte témoignage. Les Espagnols et les Portugais d’avant l’Indépendance sont devenus « Péruviens » et « Brésiliens », à quoi s’est ajouté un troisième terme dans les années 1920, celui de « Colombiens ». On est à peu près certain que la revendication d’une quelconque « colombianité » n’y existait pas jusqu’alors. À partir de cette date, la région se complexifie donc, la population étant dorénavant partagée entre une identité de droit (celle de l’État) et une identité personnelle (la perception qu’ont les acteurs d’eux-mêmes). Ce changement est allé de pair avec la prise de possession progressive des frontières, affirmée dans les trois pays par une présence accrue des représentants des États (et d’abord sur le plan militaire). Pourtant, la perception d’une « péruanité » demeure encore aujourd’hui chez nombre d’habitants du Trapèze colombien. Aussi, après avoir évoqué les acteurs de la vie régionale, il nous faut prêter attention aux schémas qui permettent une lecture de la réalité sociale et aux modes de perception des uns par les autres ainsi qu’aux outils utilisés pour créer de l’identité.

11. En Colombie comme au Brésil, mais également dans les villages péruviens situés face à Leticia, où ils sont également tenus à bonne distance par la population.

Dans la région du trapèze amazonien, les blancs se pensent et se vivent « colombiens », « péruviens » ou encore « brésiliens » : ils sont les seuls à se considérer véritablement comme tels, un peu comme s'ils en étaient l'essence. Il est certain que cette population, immigrée quand même, en dépit du rejet de sa part de ce qualificatif, est porteuse de schémas de gouvernance qu'elle cherche à imposer après avoir intégré quelques données locales qui lui permettent alors d'affermir sa prééminence. En fait, ses membres sont représentatifs et porteurs d'une certaine idée de l'État telle qu'il est conçu ou perçu à l'intérieur de chacun des pays. C'est ainsi que ces « blancs » sont facilement considérés comme les agents de l'État, comme ses vecteurs, même s'ils sont quelque peu instrumentalisés. Il leur revient en conséquence d'inscrire et d'affirmer la volonté et la présence de l'État dans le fonctionnement de la région, à partir de règles dont ils sont les détenteurs. En Colombie comme au Pérou, en accaparant les principaux postes (économiques comme politiques), ils affirment la primauté de la « colombianité » ou de la « péruanité » sur le plan local mais également dans le contexte régional transfrontalier. Si l'État assure sa présence, ne serait-ce qu'à travers plus de soixante organismes différents (dans le Trapèze colombien), ils en sont les garants.

En revendiquant une telle position, ils se situent dans un rapport spatial, le centre (ou pensé comme tel) de chacun des pays dont beaucoup sont originaires, étant privilégié au détriment de la périphérie. Ainsi, eux autres seraient les dépositaires de la « nationalité », de par leur origine (l'intérieur du pays à tout le moins), quand, si les locaux la possèdent également, ce serait par option du fait de leur présence aux marges du territoire national.

La situation et la place des métis ou « colons » sont par contre plus complexes. La composition de cet ensemble est floue et fluctuante ; il est constitué de personnes d'extraction locale et d'autres provenant des pays voisins. Pour une part, il s'agit d'une population interlope qui vient se fondre dans l'anonymat inter-frontalier, certains cherchant à fuir une situation socio-économique ou politique qui mettrait leur vie en danger. La visibilité de cette classe n'est pas toujours discernable, encore moins quand on considère les allers-retours identitaires des Cocama entre l'univers indigène et celui-ci. De façon courante, le relevé des alliances matrimoniales met à jour le mélange qui prévaut actuellement dans la région, avec des ascendances revendiquées qui combinent des origines brésilienne et/ou péruvienne, et/ou colombienne, et/ou encore indigène, ethnique ou générique dans ce dernier cas. En ce sens, agit au sein de cette population une identité en construction dont il conviendra d'étudier plus à fond les critères à partir desquels elle s'élabore.

On aura compris que cette population métisse se positionne (ou est située) entre les blancs et les indigènes mais qu'elle ne bénéficie d'aucun des « avantages » des uns et des autres. Pour ne prendre qu'un exemple, ceux d'entre eux qui souhaitent exploiter des terres cherchent à s'approprier les quelques espaces interstitiels situés entre les *fincas*, propriétés agricoles des blancs et les territoires octroyés aux



indigènes, ce qui n'est pas sans susciter des conflits. Beaucoup d'entre eux se reconnaissent toutefois de la nationalité du pays où ils sont installés, mais ils ne la revendiquent pas à tout prix, la laissant d'une certaine manière aux blancs. Toutefois, et sans que ce soit en contradiction avec ce qui précède, les métis se considèrent alors comme porteurs du projet national, se posant facilement en tant que « blancs » face aux indigènes qu'ils considèrent couramment encore comme des « non-civilisés ». Bien que tracée à grands traits, on voit ainsi combien cette catégorie métisse est « mouvante » : elle renvoie à une situation plutôt qu'à une réelle identité partagée<sup>12</sup>, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne soit pas perçue comme telle par les autres classes sociales. S'y ajoute le fait que ses membres ne sont pas toujours visibles, beaucoup résidant aujourd'hui dans les villes de la région. Seules quelques familles ont constitué des petites communautés ou se sont intégrées dans des villages à majorité indigène. Pour les Ticuna par exemple, ce sont des « blancs proches » qu'ils différencient des « blancs de la ville » et des « blancs du loin » que sont les étrangers.

Les Constitutions des trois pays ont inscrit dans plusieurs articles la reconnaissance du fait indigène, avec l'octroi de droits auxquels il est loisible d'y référer, comme l'attribution de terres à titre collectif ou le bénéfice à une éducation bilingue. De même, l'accès aux services de différentes entités gouvernementales leur est facilité.

Toutefois, la perception du monde indigène varie selon le point de vue, entre l'infra-ethnique (propre au groupe considéré), l'intra-ethnique (l'univers indigène) et l'extra-ethnique (l'environnement non-indigène). Leur mobilité le long de l'axe de l'Amazone, selon une orientation haut/bas ou amont/aval, ne permet pas toujours de les situer dans le panorama local. Les indigènes eux-mêmes connaissent des subtilités identitaires. Ainsi les Ticuna se distinguent entre « ceux du haut » et « ceux du bas », soit entre l'amont et l'aval, et mettent rarement en avant une quelconque identité nationale.

La situation des Cocama est autre. N. Petesch [2002] montre qu'« il n'y a pas de réelle convergence ethnique, ce qui se comprend par leur perception d'eux-mêmes comme migrants, entre autres par l'absence d'un territoire, perception qui est peut-être en train de changer, du moins au Brésil. Ils se situent tout à la fois entre la recherche d'une « identité collective [et] une tendance croissante à l'individualisme du « soi » indigène ». Pourtant s'il existe parmi eux un attachement à une identité politique, elle est d'abord « péruvienne », assise sur laquelle surfe leur identité.

Quant aux Huitoto, leur dénomination tend à devenir générique dans la mesure où elle inclut des personnes d'origine bora, muinane, andoke (groupes ethniques avec lesquels ils partagent de nombreux traits culturels) qui se sont installées depuis peu dans la région : tous se revendiquent comme « les gens du centre », *gente del centro*. Ils ont construit dans la région plusieurs malocas, signe d'affirmation de leur appartenance ethnique. Ils considèrent s'être établis sur le territoire ticuna et avoir

12. Situation rencontrée ailleurs [voir Lestage, 2001 pour la frontière entre le Mexique et les États-Unis].

une dette envers ce groupe. À leur demande, ont eu lieu des rencontres qui ont permis d'officialiser leur permanence sur un territoire qui leur est concédé. Décidés à se maintenir sur place, ceux des leurs qui viennent de La Chorrera (Colombie) et du Pérou, renforcent les communautés déjà en place ce qui permet d'obtenir plus de subsides *transferencias*, octroyées par l'État à chaque communauté. Il existe par ailleurs une compétition entre les différents maîtres de maloca *huitoto* quant au *leadership* régional. Enfin, s'ils possèdent la nationalité colombienne, ils continuent à se percevoir, et souvent à être perçus comme d'origine péruvienne. Ceci ne découle pas seulement de leur résidence antérieure dans la région de Pebas au Pérou car, souvenons-nous que jusqu'à l'exploitation du caoutchouc (fin du XIX<sup>e</sup> siècle), leur région d'origine n'avait pas été revendiquée par l'un ou l'autre pays, il s'agissait plutôt d'une *terra incognita*. Par contre, les patrons caoutchoutiers qui étaient d'origine péruvienne ont très certainement, en quarante années de présence, marqué de ce sceau ces populations qu'ils maintenaient en esclavage. Ainsi, les groupes, ou plutôt leurs survivants, déplacés de force jusque dans la région de Pebas avaient-ils sans doute déjà le sentiment d'être péruviens !

La visibilité de chacun de ces groupes est différente, résultat de cette histoire croisée. Les Ticuna sont perçus par les autres indigènes comme les « propriétaires » du territoire, « *los papas* », disent certains<sup>13</sup>. Ils sont installés majoritairement sur les rives de l'Amazone, tout comme les Cocama<sup>14</sup> alors que les familles *huitoto* le sont sur la nouvelle voie Leticia Tarapacá. Dans le trapèze colombien, les uns ont constitué des communautés monoethniques, d'autres ont formé « villages multiethniques », configuration nouvelle pour la région du Trapèze car les communautés étaient exclusivement monoethniques jusqu'à il y a peu. Notre propos n'est pas ici d'aller plus avant dans les règles de cohabitation qui y ont été instaurées, sinon pour signaler que leur visibilité vaut par le prisme du terme générique « indigènes ». La distinction ethnique ne vaut en effet qu'au sein des villages ou aux yeux des membres des organismes étatiques travaillant directement avec eux.

Évoquons pour mémoire les *peruanos* qui prennent place progressivement dans la périphérie de la zone Leticia-Tabatinga. Il s'agit d'une catégorie de migrants<sup>15</sup> à qui sont attribués la plupart des délits. Ce terme possède une forte connotation négative et est une marque significative du rejet dans laquelle ces personnes sont perçues, aussi sont-elles maintenues à l'écart par les habitants (blancs et métis) et se retrouvent dans leurs propres quartiers.

13. Communication personnelle de Gladys Bedoya, 2001.

14. Ils vivent en majorité dans les îles et sur des terres inondables, et, sans vouloir toutefois établir à tout prix une correspondance terme à terme, tout comme les populations tupi (les Cocama y sont rattachés linguistiquement) qui dominaient le Moyen-Amazone lors de l'arrivée des premiers Européens.

15. Une migration importante provenant du même pays a lieu également vers le Chili où ils sont marqués du même sceau négatif de *peruanos* (communication personnelle de G. Herrera, Puchuncavi).



## Le facteur religieux

L'appartenance religieuse occupe une place importante dans la recomposition actuelle de la région et participe pour partie des revendications identitaires. Si le catholicisme a été un outil de la Conquête, aidé en cela par le militaire, il continue d'être revendiqué par les blancs qui y adhèrent dans leur grande majorité, par une partie des métis et de moins en moins par les indigènes. La prégnance des représentants de l'Église catholique joue encore aujourd'hui un rôle essentiel dans le contrôle de la vie locale et régionale, ne serait-ce qu'avec leur mainmise sur les internats scolaires qui accueillent avant tout des élèves d'origine indigène et métisse (Colombie).

Au catholicisme vécu par certains comme un outil de la domination, plusieurs mouvements religieux à caractère millénariste (prophétismes et messianismes) lui contestent son emprise. Ils proposent de suivre d'autres voies, comme celle d'une réforme de la religion dans le cas du cruzisme auquel ont adhéré tant des indigènes (Ticuna et Cocama) que des métis, ou comme une rupture (dans les premiers mouvements connus chez les Ticuna). Par la suite, différentes églises évangéliques se sont implantées dans la région et cherchent d'année en année à attirer à elles, souvent avec succès, les adhérents des précédents mouvements, et ce, sans distinction d'origine ni de pays. L'ampleur de cette option religieuse (avec une préférence pour le pentecôtisme) se mesure au nombre de Ticuna, de Cocama et de métis qui y ont adhééré. Son importance est devenue telle qu'elle est de plus en plus souvent vécue par ses adhérents comme une religion « en propre », par opposition à la religion catholique qui est extérieure. Au prix de quelques adaptations, elle est perçue comme une religion endogène associée à un « au-delà » qui ne prend pas en compte le proche, celui des blancs vus plus haut, mais celui des « vrais blancs », disent les Ticuna, les blancs du loin, comme le sont le pasteur américain installé à Cushillo Cocha (Pérou) ou les représentants de « l'église suisse » ou de « l'église coréenne » qui financent les pasteurs d'origine locale, et d'autres encore comme les ethnologues ou les linguistes ou les membres des ONG.

C'est dans ce contexte qu'est apparu dans les années 90 le mouvement théocratique *Israelita*. Il s'est imposé dans la configuration régionale, au point d'interférer dans le fragile équilibre qui existait entre les populations déjà présentes. L'installation de ses membres a été facilitée par le soutien actif de gouvernement central de l'époque (Pérou). Leur impact vaut, non seulement pour leur nombre mais également en raison de leur parcours. Les premiers arrivés proviennent d'une région du Pérou central qu'ils ont abandonnée après en avoir épuisé les sols<sup>16</sup>. Même si ce mouvement offre un contre-exemple de ce qui est acceptable et accepté par la population régionale, son importance numérique (un peu moins d'un dixième de la population totale) fait qu'il joue un rôle déjà important dans diffé-

16. Il sera nécessaire de prendre un jour la mesure de l'impact de leur installation sur l'environnement.



rents domaines<sup>17</sup>. À la différence des mouvements à caractère messianique auxquels il a déjà été fait allusion, ses membres constituent une population identifiée exclusivement par le vocable d'*Israelitas*, sans qu'il soit fait référence d'emblée à une origine péruvienne ou andine. Le mouvement se revendique comme la treizième tribu d'Israël : ses fondements et ses principes n'ont pas de références avec ceux qui ont cours dans la région, ce qui explique que les conversions locales sont rares. Alors que les problématiques des précédentes églises ont pris en compte des traits locaux spécifiques pour s'immerger et revendiquer des adhésions, ce mouvement s'y refuse, se référant à un univers idéologique et à des modes d'action exclusifs<sup>18</sup>.

Dans le même registre, il faudrait parler d'autres pratiques qui participent également du puzzle régional. C'est tout d'abord celle du chamanisme qui est associé plus spécialement aux Yagua et aux Cocama. À la suite de leur installation sur le fleuve, les premiers ont emprunté des éléments aux seconds, notamment ceux en relation avec le domaine aquatique. Par ailleurs, le recours aux soins prodigués par les chamanes dépassent largement les limites des groupes ethniques et concernent une grande partie de la population, toutes classes confondues. Enfin « les gens du centre » constituent un autre sous-ensemble qui a toute sa place ici. Ce sont les Huitoto génériques qui, sous la conduite de *conocedores*, consomment des substances qui leur permettent d'accéder à la « connaissance ».

Un tel entrecroisement permet d'envisager la prégnance de traits identitaires transethniques, avec des sociétés à millénarisme (Ticuna), des sociétés à chamanisme (Yagua) ou qui parfois combinent les deux (Cocama) et d'autres encore qui s'identifient socio-culturellement par la « parole » engendrée par la prise de

17. Conséquence de son impact, le mouvement a gagné la mairie de deux municipalités lors des dernières élections. Pourtant, le 5 novembre 2004, plus de 500 personnes (ticuna surtout) ont protesté dans les rues de Caballo Cocha, avant que ne soient saccagés des bâtiments officiels, dénonçant le favoritisme dont fait montre le maire envers les siens, ignorant la population locale. À cette occasion, les Ticuna ont formalisé l'exigence que l'ethnonyme par lequel ils sont reconnus s'écrive avec un « c » et non avec un « k » qui aurait à leurs yeux une consonance anglaise et allemande, accusant l'ILV d'avoir introduit cette consonne qui n'appartient pas à leur langue (communication personnelle de G. Ochoa).

18. Son ouverture à la population environnante est insignifiante, ses membres vivant dans des communautés repliées sur elles-mêmes. Sa visibilité dans la région repose sur des précédents connus de la population locale qui maintient de ce fait ses membres à distance, par crainte (car associés au *pish-taco* andin) mêlée toutefois d'une certaine admiration en raison de sa réussite ne serait-ce que sur le plan politique (au Pérou). Le mouvement a eu un élu à l'Assemblée nationale péruvienne avec la bienveillance du pouvoir national qui le soutenait dans sa démarche d'occupation et de développement de nouveaux territoires. Il semble que se reproduit un système déjà utilisé sur le piémont andin où beaucoup étaient installés jusqu'alors. Les premiers arrivés dans la région du trapèze amazonien procédaient d'une région qu'ils avaient abandonnée après avoir déboisé plusieurs dizaines de milliers d'hectares rendant le sol définitivement improductif. Et c'est alors que la basse forêt amazonienne leur est apparue comme la nouvelle « terre promise » *Tierra Prometida*. Pour toutes ces raisons, l'ensemble *Israelita* est ressenti sans ancrage local. L'installation continue de nouveaux venus regroupés selon un mode strict d'organisation, leur a permis d'occuper rapidement une place centrale dans un territoire peuplé tout au plus de 40 000 habitants (pour la partie péruvienne).



coca et d'ambil (Huitoto)<sup>19</sup>. Ces spécificités sont revendiquées par les acteurs et participent de leur visibilité. L'appartenance religieuse s'est ainsi surajoutée à la problématique identitaire régionale. Elle se superpose en quelque sorte aux groupes sociaux et elle est devenue pour les indigènes et en partie pour les métis un signe distinctif face au blanc qui s'identifie (et continue à être identifié) au catholicisme, la religion du pouvoir.

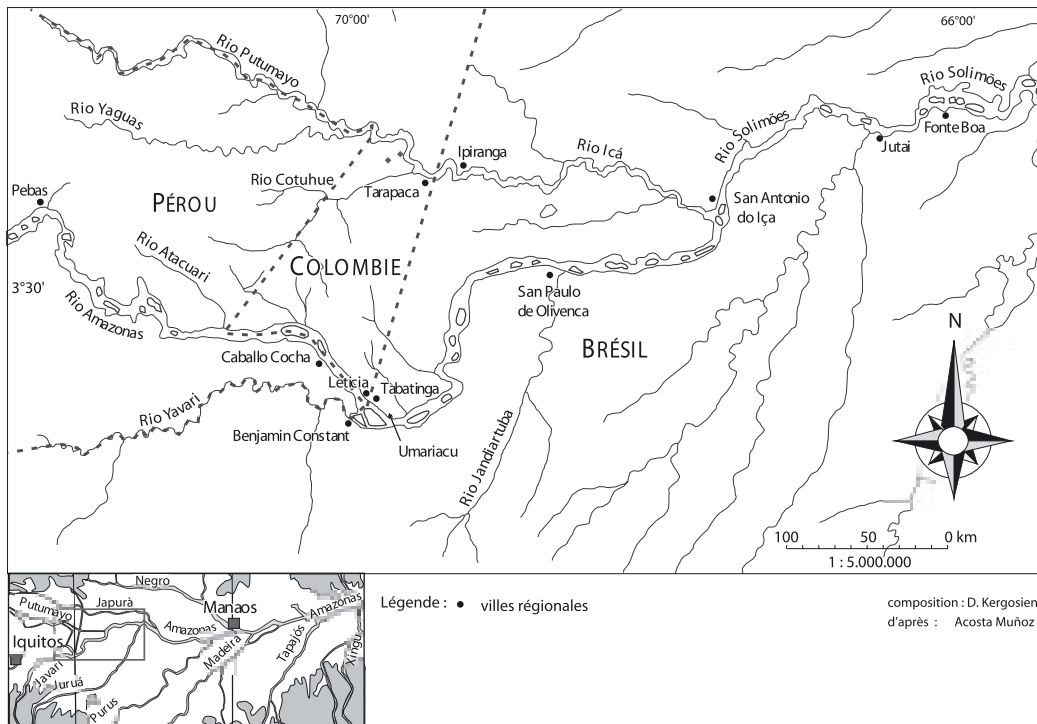
### L'attraction du Trapèze

Si le facteur religieux induit de nouveaux comportements et modes de relations, tant sur le plan collectif qu'individuel, il n'explique pas par contre l'attrait qu'exerce l'épicentre Leticia-Tabatinga sur l'ensemble des populations que nous avons évoquées. Le partage par certains de l'existence de l'arbre mythique qui a donné naissance à l'Amazonie et à ses principaux affluents qui permet de projeter une conception tubulaire de l'espace n'est pas non plus suffisante pour entendre ce regroupement collectif pluriethnique, de type de plus en plus concentrique. Ce qui n'empêche que ce trait doit être pris en compte dans la mesure où il participe du tissage déjà évoqué, dans lequel les relations aujourd'hui continues entre groupes voisins facilitent les emprunts. Ainsi l'option « aquatique » du chamanisme yagua a pu être adoptée sous l'influence du monde cocama, auquel a été adjoind des éléments empruntés aux millénarismes qui ont (ou ont eu) cours dans la région. Il se développe ainsi une situation « mixte », de plus en plus commune, du fait du contact permanent entre les différentes communautés.

Il faut toutefois lire la région du trapèze amazonien à travers également le prisme socio-économique. Le fait notable est qu'aujourd'hui, la majorité des migrants, quelle que soit leur origine, converge vers ce pôle (Leticia-Tabatinga) qui est au centre d'un réseau dont les ramifications prennent peu en compte les limites géo-politiques actuelles. Ce nœud urbain articule les échanges régionaux de tous types. La production primaire (horticulture, pêche) des communautés, fluviales ou interfluviales, pourvoit les deux villes en produits de première nécessité (farine de manioc, plantain, poisson frais, légumes). Les marchés locaux redistribuent cette production souvent apportée par voie d'eau dans de petites embarcations et dont les Cocama se sont faits les intermédiaires privilégiés, achetant les produits avant même parfois qu'ils ne soient parfois débarqués. En échange, ce centre favorise l'accès aux produits transformés (articles manufacturés de toutes sortes) qui proviennent de Bogota et des pays voisins par le fleuve ou par avion (*cf.* carte).

La pression démographique y est de plus en plus pressante, jusque dans les parties péri-urbaines où s'installe la majorité des nouveaux venus, incités par les aides fournies par les organismes étatiques ou para-étatiques. Ils viennent grossir

19. Une synthèse concernant cet ensemble est proposé par Echeverri et Pereira [2003].



### Le triangle amazonien (Brésil, Colombie, Pérou)

des lieux déjà surpeuplés, du moins rapportés à la surface des terres exploitables. Les *resguardos* d'une part, les *fincas* de l'autre et enfin la prise de possession par les métis des terres « non attribuées » *vacias* interdisent toute nouvelle implantation humaine. Ainsi, en est-il d'un village de la zone urbaine de Leticia, situé à proximité d'un des nombreux lacs des bords de l'Amazone qui possède en propre 58 hectares, en incluant les terres inondables à la saison des hautes eaux et où résident 65 familles dont 20 sont d'arrivée récente. Les familles les plus anciennes exploitent chacune quelques hectares qui permettent d'assurer leur minimum alimentaire en produits horticoles. Par contre, et par décision collective, aucun lopin de terre n'a été attribué aux nouveaux venus qui, pour certains, entreprennent alors d'établir un essart sur les terres des métis ou même à l'intérieur des *fincas*, au risque de se voir confisquer leur production. Pour survivre, les hommes collectent dans les rues de la ville les boîtes vides de boisson gazeuse qui, vendues au poids, leur permettent d'acheter les produits de première nécessité. Ces personnes sont reconnues comme « ceux qui vivent de l'aluminium », *los que viven de aluminio*<sup>20</sup>. Ce type de discrimination s'ajoute à celle opérée par les résidents : ainsi les Ticuna distinguent dans le Trapèze colombien, les « gens du fleuve », *los del rio*, des « gens des lacs », *los de los lagos* et des « gens des kilomètres », *los de los kilometros*, selon l'environnement dans lequel ils habitent actuellement.

20. Cette collecte date maintenant de plusieurs années et est partagée aujourd'hui par les nouveaux arrivants, particulièrement les *peruanos*, qui s'y adonnent pour survivre.



En s'installant dans la région ou en changeant de lieu de résidence, chacun porte avec lui, non seulement les piliers de sa maison, signes d'une transplantation définitive chez les Ticuna, et tout ce avec quoi il est construit socialement et culturellement, mais une fois installé, il est encore doté de nouveaux attributs. C'est cette combinaison qui façonne son identité.

### Nationaux mais quand même...

Pourtant, si le panorama que nous venons de dresser présente un tableau largement commun aux trois pays, fondé sur une ambivalence entre des appartenances multiples, quelle place est réservée à la nationalité sur laquelle est censée se fonder les actions des différents États ? Dans la conjoncture actuelle, tous les habitants se doivent d'en posséder une. Les « blancs » en sont dotés de plein droit, étant les représentants de la quintessence de l'État dont ils sont à la fois les acteurs (plan économique) et les vecteurs (plan politique et religieux d'une certaine manière), mais qu'en est-il des indigènes et des métis ?

Une situation vécue sur le terrain (octobre 2001) peut aider à cerner l'enjeu. Ainsi, lors du suicide d'un jeune père de famille dans un village proche des lacs, des accusations ont été proférées contre la famille de son épouse, dénoncée comme étant à l'origine de ce passage à l'acte. Or bien que les deux familles soient arrivées dans le village à la même époque, celle à laquelle appartenait le décédé a demandé à l'autre de retourner vers « le bas », sous-entendant au Brésil d'où elle provenait. Cette réaction renvoie aux pôles déjà évoqués entre « gens de l'amont » et « gens de l'aval » chez les Ticuna. Mais cette opposition revêt d'autres aspects. Ainsi par exemple, ceux du haut considèrent-ils ceux du bas comme « violents ». Dans le cas présent, la belle-famille du décédé a été dénoncée alors comme une « famille vulgaire, grossière », un interlocuteur ajoutant que c'était « une famille du bas », pour me permettre de mieux comprendre pourquoi son frère avait été conduit à se suicider. Sa belle-famille lui avait rendu la vie impossible, se servant du « mensonge », de « menaces », de l'« *engaño* » pour se « venger ». Toutefois, si cette famille repartait vivre au Brésil, eux autres n'allaient pas en être quitte pour autant, car ils allaient être victimes de sorcellerie. Cet exemple montre, s'il est besoin, que la nationalité n'est pas un critère retenu d'emblée par les Ticuna.

Par ailleurs, les indigènes sont souvent en relation avec le national à travers des organisations qui ne réfèrent pas toujours directement au blanc proche. L'entrée du « tiers secteur » dans le jeu local et le développement du mouvement évangéliste leur permet même d'accéder à l'international qui leur ouvre d'autres perspectives, même s'ils ne gèrent pas directement ces relations. Dans ce cas, la nationalité n'est pas non plus primordiale, sinon qu'elle est un plus dans certaines circonstances ou situations. Elle est peu souvent revendiquée par les Ticuna et par les Cocama ni, dans une moindre mesure, par les Huitoto qui pourtant en jouent, ces deux derniers groupes du moins étant pris entre une identité nationale « de naissance » et

un « droit au sol » qui tient à leur résidence actuelle et leur reconnaît en même temps une identité ethnique.

Il en va différemment pour les métis. Leur seule place possible se situe en effet du côté des blancs dont ils dépendent tant sur le plan économique que politique, aussi se doivent-ils souvent d'opter pour la nationalité de leurs employeurs. Cela étant, dans la pratique, ils empruntent tant au blanc qu'à l'indigène, mais ils ne sont ni l'un (auquel ils ne peuvent s'identifier) ni l'autre (auquel ils ne veulent s'identifier). Leur mode de vie quotidien est pourtant souvent proche de celui de l'indigène avec lequel ils nouent éventuellement des alliances économiques, matrimoniales ou religieuses, mais ils « investissent » le modèle du blanc dont ils sont le relais et l'intermédiaire local.

La situation des « *peruanos* » présente encore un cas de figure particulier car ils ne peuvent jouer de leur appartenance nationale, sceau négatif dont ils sont marqués par devers eux, restant d'ailleurs pour la plupart des illégaux dans le pays d'accueil, tant au Brésil qu'en Colombie. Les *israelitas* offrent encore une autre configuration. Bien que d'origine péruvienne, ils ne sont pas reconnus de prime abord en tant que tels, sinon à partir du vocable de leur mouvement. Tous ses membres constituent bien une communauté, liés par une adhésion partagée qui réfère (et renvoie) avant tout à un ailleurs qui n'est pas tant national (en l'occurrence le Pérou) que spatial (andin). Ils s'inscrivent toutefois dans le système économique régional (en développant la production et la vente de fruits et légumes peu consommés jusqu'alors), et ils ont pris acte récemment de leur force politique.

Pourtant, quelle que soit la population considérée, la perception et l'identité de l'autre tendent à être rapportées à sa nationalité. Si les « blancs » sont ceux qui proviennent du centre du pays, en Colombie comme au Pérou, ils ne peuvent nier que les métis possèdent la même nationalité qu'eux, même s'ils les tiennent pour citoyens de seconde zone et le signifient en parlant d'eux comme de « gens du fleuve », *gente del rio*, par opposition à eux qui sont « les gens de l'intérieur », *gente del interior*.

Ils se distinguent toutefois des *peruanos* qui constituent le niveau le plus bas de l'échelle sociale, mis à part les indigènes. On peut en même temps comprendre pourquoi la perception des *peruanos* influe sur celle du monde indigène. Autant les « blancs » se désintéressent des indiens, autant les métis traitent souvent ces derniers d'« indiens », *indios*, leur donnant parfois du « *cholo* », terme d'usage péruvien, péjoratif s'il en est [Petesch, 2002]. Par ailleurs, si les Huitoto et les Cocama se reconnaissent une origine péruvienne, ils ont dû adapter leurs discours. Ainsi d'un village « multiethnique » situé sur les *kilomètres* où la population est répartie entre deux quartiers. Jusqu'à il y a peu, l'un était appelé le « *barrio ticuna* » et l'autre le « *barrio peruano* », ce dernier étant constitué de familles d'origines ethniques diverses, dont des Cocama. En raison du rejet des *peruanos*, les habitants de ce quartier ont décidé d'en changer le nom pour adopter celui de « *barrio popular* ». Ainsi, par crainte d'une répression, réelle ou imaginaire, il est de plus en plus diffi-



cile à ces personnes de signifier jusqu'à la perception qu'ils ont d'eux-mêmes, préférant se fondre une nouvelle fois dans le groupe métis pour ne pas être associés aux *peruanos*. Tout ceci n'est pas sans conséquence jusque dans la vie du village. Si, dans ce village, les Cocama y ont longtemps occupé le poste de *curaca* (leader de la communauté), cette nouvelle situation les a conduit à se positionner du côté des métis, or un *resguardo* indigène, aussi multiethnique soit-il, ne peut être dirigé que par un indigène, ce qui n'était plus alors le cas. Il en a découlé que les Ticuna vivant dans l'autre quartier ont dû se réapproprier les postes d'autorité et ce, à leur corps défendant<sup>21</sup>.

### Un commun identitaire

Ce survol de la région a permis de visualiser à tout le moins quelques éléments de sa fragmentation sociale. Chaque groupe génère et gère ses droits et ses caractéristiques spécifiques (ethniques, ou transversaux comme le religieux par exemple) qui se superposent à un droit national, à un droit régional et au droit du groupe social. Il y a ainsi dans la région du trapèze amazonien une reconstruction permanente des identités à partir de critères utilisés selon les nécessités de chacun (individu ou groupe). En conséquence, c'est à travers leur manipulation qu'il est possible de créer et de conserver une visibilité, soit en l'affirmant en tant que telle, soit en l'inhibant en raison de la situation du moment, ou soit encore en adoptant une à caractère composite. De cette imbrication découle plusieurs questions. Ainsi en est-il de l'émergence d'une hiérarchie sociale, phénomène certes commun en Amazonie, que l'on ne doit pas s'étonner de retrouver dans ce microcosme régional. Mais comment se penser péruvien ou brésilien tout en étant de nationalité colombienne, ou l'inverse, et être Huitoto ou Cocama ?

Finalement, les identités s'inscrivent ici sur deux axes : l'un vertical (Leticia / la capitale), celui du « blanc », porteur d'un imaginaire national, l'autre horizontal (le cours de l'Amazone et de ses affluents), celui de l'indigène et souvent du métis, porteur d'un imaginaire amazonien. Le premier est virtuellement accessible, ne serait-ce qu'à travers les vols d'avions de passagers ou de marchandises qui survolent quotidiennement le territoire, tout en étant hors d'atteinte pour beaucoup. Le second a pour horizon Iquitos en amont et Manaus en aval. Ce sont des villes qui limitent ou interdisent l'accès au centre du pays concerné, aussi sont-elles jusqu'à un certain point les limites de l'imaginaire du possible. Ces deux villes sont en même temps intermédiaires car elles sont celles de la transmission de la représentation des pouvoirs nationaux, et ainsi de celle de l'homme « blanc ». Ce « monde autre » se heurte en amont au piémont andin, tandis qu'en aval, il se perd dans l'immensité amazonienne dont la partie colombienne est aux mains de la guérilla, des paramilitaires et du narcotrafic. Par ailleurs, la revendication religieuse se projette sur ces deux

21. Communication personnelle de G. Bedoya, 2001.

axes avec, sur le vertical, le catholicisme – *versus* local-national – dont se revendiquent les « blancs » et sur l'horizontal, l'évangélisme – *versus* local-global – qui a de plus en plus souvent les faveurs des populations tant métisses qu'indigènes. Sur le plan régional, c'est en même temps au centre que l'on retrouve le blanc identifié qui a accès à ce « monde autre », chargé des pouvoirs hérités des entités étatiques dont il est le dépositaire.

Ces multiples démarches fournissent des éléments de compréhension pour mieux entendre la répartition en cercles concentriques des populations autour de l'épicentre constitué des villes de Leticia et de Tabatinga qui rassemblent déjà plus du tiers des habitants de la région. Dans les cercles suivants, incluant pour partie le Bas-Putumayo et le Haut-Yavari, il existe des concentrations villageoises au développement récent, peuplées avant tout d'indigènes, regroupant parfois plusieurs milliers d'habitants. Plus loin, à la périphérie de ces derniers qui sont de véritables mini-pôles locaux, se trouvent encore des villages habités tout au plus par quelques centaines de personnes. Cette répartition est certes le reflet de la réorganisation de la région pour des raisons qui relèvent tant de l'histoire, de l'économique (exploitations des ressources de la forêt et du fleuve, débouchés commerciaux...) que du politique mais qui prend également son assise dans les cosmologies associées à l'environnement amazonien<sup>22</sup>.

Dans la configuration actuelle de la région, la nationalité serait au mieux un critère parmi d'autres, retenu dans la construction d'une identité qui emprunte ses référents à un « extérieur » idéal, à l'historiographie et au vécu de chacun. Cette identité se crée par l'entrecroisement de différents niveaux qui participent de la création d'une culture régionale, en cours d'élaboration, celle d'une « amazonéité » fondée sur un *commun identitaire*, avec pour *horizon* « l'amazonien écologique », dont l'assise est l'indien, *el indio*, qui est pourtant, et peut-être de par sa nature, souvent nié, ou plus souvent rejeté en tant que tel.

22. Que nous ne pouvons aborder ici.



## BIBLIOGRAPHIE

- BEDOYA Gladys, *¡Aquí todos somos indígenas porque todos vivimos en comunidad! Rhetorics of ethnicity and culture, a case study of political processes in Colombian Amazonas*, Master of Philosophy in Social Anthropology, University of Bergen, 2002.
- BELLIER Irène et LEGROS Dominique, « Mondialisation et redéploiement des pratiques politiques amérindiennes. Esquisses théoriques », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. XXXI, n° 3, 2001, p. 3-11.
- BOTERO Rodrigo et ECHEVERRI Juan Alvaro, « ¿Política territorial, o territorializar la política? », *Parques con la gente II, Parques Nacionales de Colombia*, Ministerio del medio Ambiente, Bogota, 2002, p. 267-287.
- CAILLAVET Chantal et MINCHOM Martin, « Le Métis imaginaire : idéaux classificatoires et stratégies socio-raciales en Amérique latine (XVI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) », *L'Homme*, vol. XXXII, n° 122-124, 1992, p. 115-132.
- CHAVES Chamorro Margarita, « Jerarquías de color y mestizaje en la Amazonía occidental colombiana », *Revista Colombiana de Antropología*, vol. 38, 2002, p. 189-216.
- CHURRAY Gonzalo et RAZON Jean-Patrick, « L'homme tranquille », *Journal de la Société des Américanistes* (Paris), LXXVIII-II, 1992, p. 151-162.
- ECHEVERRI Juan Alvaro et PEREIRA Edmundo, « Mambear coca não é pintar a boca de verde. Notas sobre a origem e o uso ritual da coca amazônica », dans LABATE Beatriz Caiuby et GOULART Sandra (orgs.), *O Uso Ritual das Plantas de Poder*, Campinas, Mercado de Letras/Fapesp, 2005.
- GOULARD Jean-Pierre, « Indios de la frontera, Fronteras del indio », dans MORIN Françoise et SANTANA Roberto (éd.), *Lo transnacional, instrumento y desafío para los pueblos indígenas*, Quito, Abya yala, 2002, p. 51-84.
- GOULARD Jean-Pierre, « Cruce de identidades. El trapecio colombiano amazónico », dans GARCÍA Clara Inés (comp.), *Fronteras: Territorios y metáforas*, Medellín, Instituto de Estudios Regionales, Universidad de Antioquia, 2003, p. 87-101.
- LESTAGE Françoise, « La construction des différences chez les migrants à la frontière mexico-étatsunienne », *Études rurales* (Paris), n° 159-160, juin-décembre 2001, p. 189-204.
- PETESCH Nathalie, « “Los Cocama nacen en el Perú”. Migración y problemas identitarios entre los Cocama del Río Amazonas », *Anthropologica* (Lima), 2003, Año XXI, n° 21, p. 99-116.
- RUMABAJKE Oliberio, « Les fils de la hache », *Ethnies* (Paris), vol. 7, n° 14, 1993, p. 48-55.
- STEINMAN Rebeca, *A geografia das cidades de fronteira: um estudo de caso de Tabatinga (Brasil) e Letícia (Colômbia)*, Programa de pós-graduação em geografia, Mestria em ciências, Universidade federal do Rio de Janeiro, 2002.
- ULLOA Astrid, « El nativo ecológico : movimientos indígenas y medio ambiente en Colombia », dans ARCHIVA Mauricio et PARDO Mauricio (éd.), *Movimientos sociales, Estado y democracia en Colombia*, Bogota, CES/ICANH, 2001, p. 321-345.
- ZÁRATE BOTÍA Carlos Gilberto, « La formación de una frontera sin límites : los antecedentes coloniales del Trapecio amazónico colombiano », dans FRANKY Carlos E. et ZÁRATE BOTÍA Carlos Gilberto (éd.), *Imani Mundo, Estudios de la Amazonia colombiana*, Unibiblos, Bogotá, 2001, p. 229-259.



## RÉSUMÉ/RESUMO/ABSTRACT

La « région du trapèze amazonien » présente la spécificité d'être un isolat qui en fait un espace constituant un véritable laboratoire social. Après avoir brossé un tableau de son mode d'occupation et de peuplement, l'auteur propose, au-delà des frontières géo-politiques, l'analyse de plusieurs traits de chacune des populations concernées. Le partage d'un même territoire contribue à l'élaboration et à la dynamique de processus d'interactions fondés sur des « perceptions en réciprocité » qui laissent entrevoir les bases d'un *horizon identitaire* conduisant à la construction d'une identité régionale commune à beaucoup des acteurs qui la composent.

La « región del trapecio amazónico » tiene la característica de ser una zona « aislada », lo que hace que ese espacio constituye un laboratorio social ejemplar. Después de revistar su modo de ocupación et de poblamiento, el autor analiza diversos rasgos de cada una de las poblaciones establecidas ahí, más allá del criterio de las fronteras geopolíticas.

El compartimiento de un mismo territorio contribuye a la elaboración y a la dinámica de procesos de interacciones que resultan de « percepciones en reciprocidad », cuales dejan ver las bases de un *horizonte identitario* que lleva a la construcción de una identidad regional compartida por muchos de los actores.

The area named the « region of the Amazonian trapezium » is to be set apart from its global environment because of specific characteristics and, as a consequence, presents to the social scientist a place of work of unusual interest. The author sketches the inhabitants' life and the patterns of their spatial distribution, and then analyzes several aspects of each concerned group, over the geopolitical borders. The partition of the territory helps in bringing to life and developing processes of interactions based on « reciprocal perceptions ». This mutual understanding makes able to discern bases for some *identity's horizon* which might lead to the emergence of a regional identity.

### MOTS CLÉS

- Amazonie
- indigènes
- blancs
- métis
- identités

### PALAVRAS CHAVES

- Amazonia
- indigenas
- blancos
- mestizos
- identidades

### KEYWORDS

- Amazonia
- natives
- white men
- mestizos
- identities

Isabel Georges\*

## Un secteur « résiduel »

### Le télémarketing au Brésil

Le secteur du télémarketing brésilien (activités d'information, d'assistance et de vente par téléphone, avec utilisation des nouvelles technologies de l'information) est à la fois nouveau et ancien : secteur créé à la fin des années 1990, avec des taux de croissance qui avoisinent des 30 % par an<sup>1</sup>, il s'est néanmoins reconstitué à partir d'autres secteurs d'activité préexistants, comme les télécommunications et le secteur bancaire. Dans ce sens, il absorbe une main-d'œuvre « résiduelle ». Le secteur du télémarketing brésilien a notamment bénéficié de l'ouverture économique du pays vers l'extérieur à la fin des années 1990 (*Plano Real*), et des restructurations (internationalisations, privatisations et introduction de la sous-traitance) des pans entiers de son économie [Cardoso et *alii*, 2004]. En effet, dans ce contexte, l'informalité<sup>2</sup> déjà très importante du marché du travail brésilien s'est encore accrue : si, au début des années 1990, le taux d'informalité était d'environ 40 % [Abreu et *alii*, 1994]<sup>3</sup>, une

\* Institut de Recherche pour le Développement (IRD) / Université de São Paulo (FFLCH).

1. Source : Sindicato dos trabalhadores em Telemarketing e Empregados de Empresas de Telemarketing da Cidade de São Paulo e Grande São Paulo (Sintratel), Enquête 2002.
2. L'expression de « marché informel », venue de l'économie, fut utilisée pour la première fois par l'OIT (l'organisation internationale du travail) dans les années 1970 dans le contexte des études classiques sur le Kenya (1972). Les travailleurs informels ne détiennent pas de contrat de travail signé (*registro em carteira*), ce qui limite leur accès à des avantages sociaux, comme le congé maternité, le troisième mois, la limitation de la journée du travail à 44 heures, l'indemnisation en cas de chômage pendant les cinq premiers mois et l'accès à un « fond de garantie » en cas de licenciement ou pour l'accès à la propriété immobilière (une forme de l'épargne salariale) [Reinecke, 1999].
3. D'après l'estimation de cette auteure, se référant aux suppléments de la Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios (PNAD) concernant les conditions de travail (taille de l'entreprise et dimensions du lieu de travail), environ 40 % de la population active brésilienne hors de l'agriculture travaille dans le secteur informel, défini par « l'échelle réduite de la production et par le faible niveau d'organisation et l'absence de séparation entre le capital et le travail » (p. 154).

décennie plus tard, environ la moitié des emplois sont considérés comme informels [Bruschini et alii, 2003]<sup>4</sup>. Le secteur du télémarketing a également bénéficié du transfert d'emplois statutaires vers des entreprises de sous-traitance – le type d'organisation du travail prédominant dans le secteur du télémarketing –, mais il fait également objet d'une certaine précarisation des emplois, comme la baisse des salaires, l'importance du *turn-over*<sup>5</sup> et la pénibilité des conditions de travail d'une manière générale.

En revanche, la manière dont les salariés du secteur du télémarketing brésilien (environ 600.000<sup>6</sup>) perçoivent leur arrivée dans cette activité est très variable. Ils viennent d'horizons très divers : en partie, ils ont été éjectés d'activités en déclin, comme par exemple le secrétariat, ou en voie de réorganisation, et ont vécu un déclassement professionnel ; pour d'autres, venus d'activités d'exécution diverses aussi bien dans l'industrie (textile, alimentaire) que dans les services (restauration, vente), l'insertion dans ce secteur moderne est considérée comme une promotion sociale et professionnelle. Outre la trajectoire socioprofessionnelle antérieure, le mode de perception des salariés du secteur du télémarketing brésilien dépend également du moment dans leur cycle de vie, de leur niveau d'éducation et de leurs rapports aux savoirs (formels et informels).

Ce secteur « résiduel » se caractérise en effet par sa grande hétérogénéité, aussi bien de la population qui y travaille (des jeunes, mais aussi des personnes plus âgées, en reconversion professionnelle) que des modes d'organisation du travail (entreprise, entreprise de sous-traitance, agence de travail temporaire, coopérative, ONG, association para-municipale, etc.). Outre un certain niveau scolaire exigé (le secondaire complet), l'accès à ce secteur est encore peu réglementé. Son organisation syndicale est encore peu consolidée : les syndicats sont peu présents<sup>7</sup> ; le syndicat unitaire de la catégorie, Sinratel, n'a pas encore été reconnu par le ministère du Travail brésilien et la représentation de la catégorie professionnelle des travailleurs du secteur du télémarketing fait objet de conflits entre des syndicats divers. Les mauvaises conditions de travail s'expliquent en partie par le respect par-

4. En 2001, 50,5 % de la population active brésilienne ne possèdent pas de contrat de travail « formel » (49,5 % des femmes et 51,1 % des hommes) ; ainsi que 41,5 % de la population active de la région métropolitaine de São Paulo (dont 43,3 % des femmes et 40,1 % des hommes). Source : Instituto Brasileiro de Estudos Geográficas e de Estatística (IBGE)/Pesquisa Nacional de Amostra a Domicílio (PNAD), 2001. Ces statistiques ont une valeur indicative : leur calcul fait objet de divergences importantes, y compris au sein de la communauté scientifique brésilienne. Étant donné l'importance des pratiques individuelles comme le cumul d'emplois à statut divers, on devine l'inadéquation entre une description statistique et l'ampleur du phénomène.

5. De près de 3 % par mois dans certaines entreprises. Source : enquête auteure.

6. Source : Pesquisa Global Call Center Industry Project, Faculdade de Administração da Pontifícia Universidade Católica-São Paulo (PUC-SP), Associação Brasileira de Telemarketing (ABT), 2005.

7. En 2002, seuls 16 000, sur les 100 000 salariés qui se concentrent dans l'État de São Paulo sont syndiqués et contribuent avec 1 % de leur salaire mensuel au fonctionnement de leur syndicat (Sinratel).



### Encadré n° 1 : Méthode et conditions d'observation

L'article s'appuie sur les résultats d'une enquête réalisée entre 2001 et 2005 dans le cadre d'une recherche post-doctorale à São Paulo (Brésil), au Centro Brasileiro de Análise e de Planejamento (Cebrap), financée par la Fundação de Amparo à Pesquisa do Estado de São Paulo (Fapesp). L'analyse repose sur des données obtenues par entretien et observation sur les positions de travail. Le caractère très contrasté des modes d'organisation du travail a nécessité un protocole d'enquête incluant sept entreprises et intermédiaires d'emploi différents : banque, entreprise de sous-traitance du secteur des télécommunications, petite entreprise de sous-traitance de fin de ligne du secteur bancaire, agences de travail temporaire, coopératives, agence d'emploi syndicale parapublic, ONG, accomplissant principalement ou partiellement un travail de télémarketing (information, assistance et vente par téléphone, avec l'aide des nouvelles technologies de l'information). Au total, près d'une dizaine d'entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès du personnel d'encadrement et syndical (6 hommes et 3 femmes) ainsi qu'une vingtaine d'entretiens auprès des opérateurs/opératrices de télémarketing (8 hommes et 15 femmes). Ils portaient sur les trajectoires socioprofessionnelles et sur l'organisation du travail et de l'emploi au sein des entreprises. Les entretiens ont été réalisés sur les lieux de travail ou au sein du syndicat de la catégorie Sindicato dos trabalhadores em Telemarketing e Empregados de Empresas de Telemarketing da Cidade de São Paulo e Grande São Paulo (Sinratel). Par ailleurs, divers documents ont été consultés (archives syndicales, revue de presse, enquêtes sectorielles).

Les entrées sur les différents terrains ont été négociées à partir de quelques relations personnelles au sein d'une préfecture de la banlieue de São Paulo (la région ABC – S. André, São Bernardo do Campo et São Caetano) mais aussi avec une agence d'emploi para-syndicale de cette commune et, par effet «boule de neige», par des contacts avec le syndicat unitaire de la catégorie Sinratel et avec l'association brésilienne de télémarketing (ABT).

Le choix des entreprises et des intermédiaires d'emploi a été motivé notamment par l'objectif de tenir compte d'une grande variété de cas de figures. Pour choisir les personnes interviewées, il a été procédé de manière similaire : quelques contacts initiaux, généralement avec le personnel d'encadrement ou avec les salariés syndiqués, ont été sollicités pour indiquer des personnes avec un profil variable, de préférence avec des expériences professionnelles antérieures, dans le secteur du télémarketing ou non. L'échantillon ainsi constitué ne prétend pas être représentatif de la population du milieu de télémarketing mais tenir compte de son hétérogénéité en termes d'âge, de sexe, d'origine ethnique et de situation familiale.

tiel de la législation du travail, lié aux types d'organisation du travail très variables dans ce secteur émergent [Georges, 2003 ; 2005].

En ce qui concerne l'analyse du travail dans les centres d'appel, on peut distinguer deux grandes tendances : la plupart des travaux scientifiques et de vulgarisation insistent sur la pénibilité du travail au centre d'appel, ces usines du tertiaire, qui emploient « une nouvelle génération d'OS ceux et celles surtout du virtuel » dans le contexte d'une mondialisation de la concurrence et d'une recherche de la baisse des coûts du travail [Haicault, 1998]. Ces publications fondent leur argumentation sur la nouvelle nature de ce travail et un certain déterminisme technique, qui mèneraient à des formes « tayloristes » d'organisation du travail et rendraient toute forme de résistance des travailleurs difficile, voire l'empêcheraient [Bain et Taylor, 2000 ; 2002 ; Delaunay, 2003 ; Segnini, 2000]. Un deuxième courant de recherches, moins dominant, s'intéresse à une pluralité de logiques d'action. En partie anglo-saxons, ces travaux étudient des formes plus subtiles d'implication au travail, comme par exemple le travail sur les sentiments [Belt et *alii*, 2002 ; Taylor, 1998 ; Warhust et Thompson, 1998]. Dans cette perspective, un certain nombre de travaux français plus récents se sont intéressés y compris à l'expérience « subjective » des téléacteurs et à la place de ce travail au sein de leurs trajectoires socioprofessionnelles, questionnement qui nous a inspiré également [Buscatto, 2002 ; Cousin, 2002].

Dans un tel contexte, que signifie étudier l'hétérogénéité de ce secteur ? Pour comprendre la diversité du secteur du télémarketing brésilien, et plus particulièrement dans la région urbaine industrielle et commerciale la plus dynamique, la région métropolitaine de São Paulo<sup>8</sup>, et notamment en absence d'autres éléments structurants plus « classiques » (comme l'organisation syndicale, la structure hiérarchique, des qualifications, etc.), il s'agit d'analyser des dimensions qui contribuent à façonner ce secteur au moment où il se crée, comme les dynamiques des trajectoires socioprofessionnelles de ses employés, notamment.

## **L'émergence du secteur du télémarketing brésilien**

Depuis les années 1990, la conjoncture brésilienne se caractérise par une ouverture vers l'extérieur, qui s'est traduite par une vague de privatisations, d'internationalisations, de concentrations et de réorganisations de secteurs entiers de son économie, notamment dans le secteur des services, comme par exemple dans le secteur bancaire [Rodrigues, 1999]. Ces transformations ont été accompagnées par une hausse du chômage sans précédent : les fermetures d'entreprises, mais aussi les réorganisations successives, comme l'introduction de la sous-traitance, ont provoqué l'intensification des formes de mobilité des travailleurs et l'éclatement de l'organisation syndicale [Cardoso et *alii*, 2004 ; Guimarães, 2002]. Dès lors, les quelques catégories de salariés organisées qui bénéficiaient auparavant d'une repré-

8. 80 % des emplois dans ce secteur se situent à Rio de Janeiro et à São Paulo. Source : Associação Brasileira de Telemarketing (ABT), 2005.

sentation syndicale structurée, comme par exemple les employés du secteur bancaire, ont éclaté. En revanche, des secteurs « nouveaux » de l'économie ont bénéficié de ces transformations : des nouvelles « niches occupationnelles » sont apparues, comme par exemple le secteur du télémarketing, qui a recueilli une partie des travailleurs expulsés d'autres secteurs. Pour certains, ces « gisements d'emplois » constituent cependant une forme de précarisation, c'est-à-dire correspondent à la création d'emplois « au rabais », en particulier en termes de revenus et de conditions de travail [Coutinho, 1995 ; Dantas, 1998 ; Leite, 2000].

D'après une enquête réalisée par le syndicat de la catégorie sur six entreprises du secteur de télémarketing situées dans la région métropolitaine de São Paulo, il s'agit d'une population plutôt jeune, féminine et socialement défavorisée : 88 % des salarié(e)s ont entre 20 et 39 ans ; 69 % sont des femmes ; dans 43 % des cas, il y a 1,3 personne au chômage au domicile et le revenu familial s'élève à l'équivalent d'environ 800 euros. Le salaire de base, fixé par la convention collective de la catégorie, s'élève à environ 120 euros par mois (c'est-à-dire environ 500 reais – le salaire d'une employée domestique – le salaire moyen dans la région métropolitaine de São Paulo étant d'environ 900 reais)<sup>9</sup>. Les conditions de travail sont souvent pénibles, les salaires, bas, les trajets au travail, souvent longs, le rythme de travail, accéléré. Les modes d'organisation du travail dans ce secteur se caractérisent autant par leur grande hétérogénéité (entreprise, entreprise de sous-traitance, agence de travail temporaire, coopérative, ONG, association para-municipale, etc.) que par la diversité des caractéristiques des différentes entreprises et intermédiaires d'emploi, comme par exemple leur taille, indépendamment du contenu de l'activité de travail<sup>10</sup>.

Au Brésil, les centres d'appels, un des modes d'organisation du travail dans le secteur du télémarketing, sont souvent des entreprises de « sous-traitance », c'est-à-dire des entreprises prestataires de service pour une ou plusieurs autres entreprises. Les entreprises de sous-traitance disposent de leur propre matériel ou équipement, mais font appel à des agences de travail temporaire. De cette manière, elles « sous-traitent » la fonction de recrutement<sup>11</sup>. En revanche, les conditions de travail des salarié(e)s des entreprises de sous-traitance s'en ressentent. Selon certains auteurs, elles peuvent ressembler à celles du secteur informel, notamment en ce qui concerne les effets nocifs sur la santé des travailleurs(es) [Hirata, 1998, p. 19]. L'introduction de la sous-traitance (ou « l'externalisation » dans le jargon gestionnaire) dans ces entreprises entraîne généralement une diminution des revenus des

9. Le salaire peut cependant varier du simple au double en fonction du secteur et de la proportion de primes.

10. Le caractère très contrasté des modes d'organisation du travail a nécessité un protocole d'enquête incluant six entreprises et intermédiaires d'emploi différents.

11. Ces agences de travail temporaires privées fonctionnent dans la pratique comme des agences de sélection et de placement des futurs employé(e)s en contrat à durée indéterminée des centres d'appels. La sous-traitance de la gestion des ressources humaines dans les centres d'appels constitue en effet une tendance internationale lourde [Purcell et *alii*, à paraître].

salarié(e)s<sup>12</sup>. En effet, le revenu moyen des employé(e)s de ces entreprises de sous-traitance s'élevait en 1996 seulement à 50 % du revenu moyen de l'ensemble de la population active occupée<sup>13</sup>. Outre une influence directe sur les conditions de travail, comme la multiplication des niveaux de contrôle, l'accélération du rythme de travail et l'imposition des horaires de travail morcelés, la diversification des types d'organisation du travail provoque l'augmentation de la mobilité des travailleurs.

En moyenne, l'ancienneté des salarié(e)s est d'une année et demie au sein de la même entreprise, et de quatre ans au sein du même secteur d'activité. En revanche, le *turn-over* des salariés est l'autre facette de la relative stabilité de l'emploi dans ce secteur : alors que la plupart des salariés bénéficient d'un contrat de travail formel (CLT)<sup>14</sup>, l'absence des perspectives de carrière prévues par les entreprises (il s'agit à 80 à 90 % d'une main-d'œuvre d'exécution) et les conditions de travail motivent en partie des changements d'emploi fréquents.

Les centres d'appels révèlent d'une façon particulièrement claire différentes formes de mobilité qui caractérisent actuellement le marché du travail brésilien : 1) entre les différentes formes de l'activité, de l'inactivité et le chômage ; 2) entre l'emploi formel et informel (parfois avec le même contenu de travail) ; 3) entre des emplois de nature du travail différente (y compris entre emplois formels). Les modes d'organisation syndicale, le taux de *turn-over* des salarié(e)s et les conditions de travail contribuent à façonner ces différentes formes de mobilité.

1) Les arrêts et reprises de travail sont très fréquents, que ce soit pour des raisons professionnelles, comme des licenciements économiques (réorganisations et/ou fermeture d'entreprises) ou des démissions à cause d'une surcharge de travail et/ou de conditions de travail jugées trop dures (distance à parcourir avec le domicile, charge de travail, etc.) ou pour des raisons extraprofessionnelles, comme des raisons familiales (maladie d'un parent...). La plupart du temps, les différentes causes se conjuguent et il est difficile de faire la part des choses. En tout état de cause, le travail intermittent semble être un trait caractéristique de ce milieu de travail.

2) Dans ce secteur, la plupart des emplois sont « formels ». Néanmoins, on y observe à la fois une mobilité entre des emplois à statuts différents, mais aussi le cumul de plusieurs emplois plus ou moins formels. Juridiquement, les salarié(e)s avec un emploi dit « formel » bénéficient d'un contrat de travail CLT – ladite « carte de travail » (*carteira de trabalho*) signée par l'employeur (*com registro em carteira*). Elle donne accès au registre du ministère du Travail et permet aux salarié(e)s de jouir des

12. Dans le secteur des télécommunications, les employé(e)s au service des renseignements téléphoniques de l'ancienne entreprise publique de l'État de São Paulo (Telesp) gagnaient environ 750 reais (environ 250 euros) avant la privatisation et environ 400 reais (environ 130 euros) après la sous-traitance de ces services par une grande entreprise.

13. Source : Pesquisa Emprego e Desemprego (PED), 1996, dans Posthuma (org.), 1999, p. 137.

14. *Código da legislação trabalhista* (CLT) est l'équivalent brésilien d'un contrat à durée indéterminée (CDI) en France.



bénéfices de la législation du travail [Reinecke, 1999]<sup>15</sup>. Sans cette carte, le travailleur ne peut donc prétendre à ses droits ni à un minimum de protection sociale.

Or, pour accéder à un emploi formel (avec un contrat de travail), les téléopérateurs passent généralement par plusieurs statuts qui constituent les étapes de leur processus d'insertion : ils commencent à travailler comme travailleur temporaire ou intérimaire pour quelques mois dans une entreprise de télémarketing et/ou dans une coopérative de travailleurs – la plupart du temps fondée sur l'initiative de l'employeur, pour éviter le paiement de charges sociales pendant la période d'apprentissage du salarié<sup>16</sup> – pour ensuite, s'il est compétent et si l'entreprise en a besoin, se faire recruter directement. L'aboutissement de cette « carrière » est le recrutement par une entreprise traditionnelle (qui offre plus d'avantages sociaux et de sécurité d'emploi qu'une entreprise de sous-traitance). Ce processus d'insertion présente donc un caractère instable qui conduit à des stratégies de cumul d'emploi. Ainsi, ils occupent à la fois un emploi formel dans une entreprise (avec des horaires de travail réduits)<sup>17</sup> et un emploi informel, comme membre d'une coopérative, par exemple. Ce qui leur permet par ailleurs d'obtenir un salaire plus correct.

3) L'analyse de ce milieu du travail montre une troisième caractéristique de la mobilité sur le marché du travail brésilien : la mobilité entre des activités de nature différente. Ainsi, la plupart des téléopérateurs ont, auparavant, accompli d'autres activités, formelles ou non, dans le secteur des services. Ceci s'explique, d'une part par la relative nouveauté de ce secteur, mais aussi par le fait que ce travail soit considéré comme non qualifié et mobilise des savoir-faire fréquemment acquis lors d'activités précédentes. La mobilité sociale et professionnelle peut alors être ascendante, dans le cas d'une reconversion réussie, ou descendante, dans celui d'un déclasserement professionnel, encore que l'évaluation du statut social et professionnel repose essentiellement sur des critères subjectifs<sup>18</sup>. Du point de vue des salariés, la recherche d'un certain nombre d'avantages sociaux se confond parfois avec des tactiques de préservation et/ou d'acquisition de qualifications (aussi bien au travers l'accès à la formation que par l'accomplissement de l'activité de travail de télémarketing). L'accès à un emploi statutaire peut devenir un objectif indépendant du contenu du travail et/ou d'une « montée en compétence » par rapport à l'activité accomplie précédemment.

15. Comme, par exemple, le congé maternité, le treizième mois, la limitation de la durée du travail à 44 heures, l'indemnisation en cas de chômage pendant les cinq premiers mois et l'accès à un « fond de garantie » en cas de licenciement ou pour l'accès à la propriété (une forme de l'épargne salariale).

16. L'intervention de ces « fausses coopératives » ont fait l'objet d'études empiriques dans d'autres secteurs d'activité, comme l'industrie textile [Lima, 2002 ; Schmidt et Perius, 2003].

17. Comme dans les centres d'appel, où la durée légale de travail est de six heures.

18. La nomenclature brésilienne des professions, la CBO, ne tient pas compte du statut social, comme les catégories socioprofessionnelles (CSP) en France. Par ailleurs, la grande part d'activités plus ou moins formelles, et les conditions salariales très variables, compliquent encore la tâche. Notre classement est basé surtout sur l'appréciation subjective des personnes de leur situation, tel qu'il paraît lors de l'entretien.



Ainsi l'obtention d'un contrat de travail à durée indéterminée constitue une validation par l'employeur des savoirs acquis lors des activités accomplies antérieurement et/ou par la formation et/ou pendant les premiers mois d'accomplissement du travail de télémarketing, la plupart du temps comme membre d'une coopérative ou comme salarié(e) d'une agence de travail temporaire. De fait, le travail dans un centre d'appel avec un statut « précaire » constitue une étape de la sélection des salariés, le niveau de formation étant la première étape. Du point de vue des salarié(e)s, le taux important de mobilité « choisie » pour des raisons professionnelles et extra-professionnelles témoigne en partie des contraintes imposées par les conditions de travail.

## La population des centres d'appels

Les employé(e)s brésilien(ne)s, en partie des « jeunes », mais aussi quelques opératrices et opérateurs plus âgé(e)s, ont travaillé pour la plupart dans plusieurs secteurs d'activité différents (le télémarketing, mais aussi dans le commerce, la restauration, l'immobilier, etc.), et ont fait l'expérience d'une grande variété de types d'organisation du travail (coopératives, associations, agences de travail temporaires, entreprises, entreprises de sous-traitance de taille variée, agence d'emploi para-syndicale et para-municipale) et de statuts d'emploi (CLT, coopéré, etc.).

Par ailleurs, l'échantillon se caractérise par une grande variété de cas de figure (sexe, âge, origine ethnique et niveau hiérarchique, bien que la plupart occupent un emploi d'exécution). Ainsi, parmi les 32 personnes interviewées, 9 occupent un niveau d'encadrement (de gestionnaire, syndicaliste ou maîtrise), dont 7 hommes.

Une des idées reçues sur le travail au sein des centres d'appels veut que la population qui y est employée soit jeune, c'est-à-dire qu'il s'agirait typiquement d'étudiant(e)s qui y passerait une période de transition. Ceux-ci bénéficieraient d'horaires réduits leur permettant de gagner un argent de poche – argument qui peut justifier du point de vue gestionnaire la faiblesse des salaires. Bien que cela peut être vrai pour certain(e)s, dans le cas du Brésil, et plus particulièrement la région métropolitaine de São Paulo, nos résultats font cependant apparaître une grande variété d'âges (*cf.* tableau n°1 ci-contre) : un groupe de « jeunes », ayant entre 19 et 29 ans (groupes 1 à 4), et un groupe de personnes plus « âgées », ayant entre 31 et 50 ans (groupes 5 et 6), comportant relativement peu de personnes qui se trouvent au début de la vie active<sup>19</sup>, et invalidant ainsi l'hypothèse d'un travail d'appoint. Le premier groupe fait apparaître trois grandes subdivi-

19. Il faut par ailleurs signaler l'âge très jeune du début de la vie active au Brésil, raison pour laquelle la Pesquisa Emprego e Desemprego (PED), l'équivalent de l'enquête emploi, considère la population en âge de travailler entre 10 et 65 ans (alors que l'âge légal est de 16 ans). Il est en effet très commun, surtout dans des couches plus populaires, de commencer à travailler à partir de 14 ans, en même temps que les cours du soir (l'école se déroule à mi-temps).



TABLEAU N° 1 : LE PERSONNEL OPÉRATEUR INTERVIEWÉ  
SELON LES FORMES DE VALORISATION PROFESSIONNELLE<sup>20</sup>

Groupe	Sexe	Âge	Scolarité	État matrimonial, l'origine ethnique	Formes de valorisation professionnelle
1	H (3)	"Jeunes", fin de la vingtaine	Études secondaires	Mariés ou séparés, dont 2 de couleur	Rapport à l'emploi (horaires de travail)
2	H (5)	"Jeunes", début de la vingtaine	Études secondaires, perspective de poursuite d'études	Célibataires	Rapport à l'emploi (horaires de travail, indépendance financière relative des parents)
3	F (6)	"Jeunes", fin de la vingtaine	Scolarité variable, études secondaires ou plus	Mariées ou célibataires, parfois avec des enfants, dont 2 femmes de couleur	Rapport à l'emploi (statut CLT, horaires de travail) ; rapport au travail (valorisation relative en comparaison à d'autres travaux)
4	F (2)	"Jeunes", début de la vingtaine	Études supérieures en cours	Célibataires	Rapport à l'emploi (horaires de travail réduits) ; rapport au travail (investissement, tâches plus valorisantes, perspectives d'évolution hiérarchique)
5	F (3)	"Plus âgées"	Minorité avec des études supérieures complètes	Mariées	Rapport au travail (investissement au travail, mobilité hiérarchique accomplie ou en cours)
6	F (6)	"Plus âgées"	Majorité avec des études secondaires	Mariées, 3 divorcées ou veuves, avec de 1 à 3 enfants, y compris 3 femmes de couleur (peu scolarisées)	Rapport à l'emploi (horaires de travail, équilibre entre travail de production et de reproduction)

sions selon le sexe (8 hommes : groupes 1 et 2 ; et 8 femmes : groupes 3 et 4)), l'âge (début de la vingtaine : groupes 2 et 4 ; fin de la vingtaine : groupes 1 et 3) et le niveau d'études (études supérieures en vue ou en cours : groupes 2 et 4 ; ou des études secondaires : groupes 1 et 3), ainsi que selon l'état matrimonial (mariés ou séparés : groupes 1 et 3 ; célibataires : groupes 2 et 4). Le deuxième groupe, des plus « âgées », formé exclusivement de femmes (9), se divise entre celles qui ont réalisé une certaine mobilité hiérarchique (groupe 5) ou pas (groupe 6), et celles qui ont entamé des études supérieures (groupe 5) ou non (groupe 6).

### Les dynamiques des trajectoires socioprofessionnelles

Une analyse plus fine des trajectoires socioprofessionnelles des personnes interviewées a permis de montrer la manière dont différents éléments, comme le sexe, l'âge, le moment dans le cycle de vie, l'origine sociale, ethnique et les différents

20. Le tableau comporte le total des entretiens réalisés avec des personnes travaillant, ou ayant récemment travaillé sur une position d'opérateur (à l'exception des entretiens d'« experts », comme des syndicalistes, gestionnaires, etc.).

types de scolarisation<sup>21</sup> jouent sur leurs aspirations à la mobilité sociale et professionnelle, et de les classer selon le type de dynamique concernée : ascendante, descendante ou plus ou moins stable. Même si les personnes accomplissent une activité similaire, c'est le sens de leur travail actuel – le rapport au travail – qui diffère complètement<sup>22</sup>. En effet, il est intéressant d'observer comment ces facteurs se conjuguent pour créer un certain type de dynamique. En revanche, certains éléments se révèlent être plus structurants que d'autres : ainsi l'origine sociale et ethnique détermine dans une certaine mesure le type de scolarisation et le rapport aux savoirs, qui joue fortement sur la dynamique de la trajectoire sociale et professionnelle – du moins dans les représentations des individus.

### Dynamique ascendante

La dynamique ascendante se caractérise par une perspective d'ascension sociale et professionnelle. Celle-ci s'établit en comparant la situation socioprofessionnelle actuelle avec l'origine sociale, c'est-à-dire dans une perspective de mobilité intergénérationnelle réalisée grâce aux études. Ce cas de figure est plutôt rare, et concerne surtout des femmes, « blanches », avec des études supérieures en cours dans des établissements privés d'un bon niveau. L'accès à une Université publique fait partie de leur univers, même si elles ont échoué à l'examen d'entrée ou si cette option a été écartée pour des raisons particulières. Dans le cas des plus jeunes d'entre elles (*cf.* tableau n° 1 ci-contre, groupe 4), elles n'ont pas de retard scolaire et ont donné une priorité claire aux études (par rapport à une activité rémunérée, notamment). Dans le cas des plus âgées d'entre elles (*cf.* tableau n° 1, groupe 5), il s'agit parfois d'une reprise des études après avoir élevé des enfants. Leurs parents sont d'un niveau social suffisamment aisé (au moins des ouvriers qualifiés) pour ne pas se transformer en charge pour leurs enfants<sup>23</sup>. Les autres membres de la fratrie se trouvent dans une situation similaire par rapport à leurs parents, c'est-à-dire en voie d'ascension sociale et professionnelle, voire ont déjà atteint un niveau supérieur. Ils disposent d'un réseau intra générationnel. Dans certains cas, c'est une activité militante et/ou syndicale qui les a poussés à faire des études. Quelques-uns – ou plutôt : quelques-unes – ont effectué une certaine mobilité hiérarchique (au niveau de surveillante), envisagent le recrutement par une entreprise « traditionnelle » (et non pas de sous-traitance), avec en outre des conditions salariales plus avantageuses,

21. Pour une réflexion systématique sur les types de scolarisation et les rapports aux savoirs au Brésil, le lecteur intéressé peut se référer à Georges, 2005a. D'une manière générale, le système scolaire brésilien est élitiste et inégalitaire : jusqu'à la fin des études secondaires, l'enseignement public, d'une qualité très inégale, et globalement assez faible, domine ; au niveau des études supérieures, la majorité fréquente des établissements privés payant, et peu prestigieux la plupart du temps. L'élite envoie leurs enfants aux collèges et lycées privés, et dans les Universités publiques d'un niveau international.

22. L'objectif étant de comprendre des mécanismes de fonctionnement, nos éléments d'appréciation apporte des données qualitatives qui mériteraient une confirmation statistique par ailleurs.

23. Dans un contexte où l'État-Providence joue un rôle très limité.



et/ou réalisent des tâches autres, comme la création d'indicateurs de qualité de service. Étant parmi les mieux qualifié(e)s, elles considèrent le travail au centre d'appel comme l'accès à une activité rémunérée qui permet de financer les études et/ou à un univers professionnel où il y a des possibilités réelles de promotion. C'est le cas de Fabiola, par exemple.

Fabiola est née en 1966, à São Bernardo do Campo (Région métropolitaine de São Paulo). Son père, mécanicien monteur dans une grande entreprise automobile à la retraite, est chauffeur de car scolaire, sa mère, femme au foyer. Son frère aîné est ingénieur, sa sœur benjamine, secrétaire, suit un cursus universitaire de traducteur interprète. Sa scolarité dans le public s'est terminée prématurément : en 1981, à 15 ans, elle commence à travailler comme vendeuse et suit des cours du soir dans un collège technique. En 1985, à 19 ans, naît son fils. Elle arrête les cours et termine le baccalauréat dans un cours accéléré (*supletivo*) dans une école d'État. De 1986 à 1996 (entre 20 et 30 ans), elle habite avec ses parents et élève son fils, tout en enchaînant divers tentatives d'emplois subalternes (secteur médical et vente) et d'études supérieures (échoue au concours d'entrée à l'Université publique et école privée de droit). En 1996, à 30 ans, elle trouve son premier emploi fixe dans une agence immobilière. En 1998, à 32 ans, elle demande sa démission pour pouvoir soigner son grand-père dans l'État de Espírito Santo. En 1999, à 33 ans, elle retourne à São Paulo avec son fils mineur et commence à travailler dans le secteur du télémarketing. En 2000, l'année de son mariage avec un technicien en électronique, à 34 ans, après cinq emplois précaires consécutifs, elle obtient un emploi permanent comme opératrice de télémarketing dans une entreprise de sous-traitance des télécommunications où elle travaille encore en 2002, au moment de l'enquête. Elle gagne environ 170 euros. Elle travaille dans la matinée et fait des études de langues étrangères dans une Université privée de São Bernardo et prépare le concours d'entrée pour l'Université publique. Elle participe au processus de sélection pour travailler dans l'entreprise des télécommunications « cliente » (traditionnelle), ancienne et stable. Son fils de 17 ans fait des études en électronique.

Fabiola : « C'est un travail que j'aime beaucoup, parce que je suis une femme, je suis mère de famille et j'étudie. J'ai donc un mari, un fils, il faut que j'étudie et encore faut-il que je m'occupe du ménage. Je travaille à mi-temps. C'est ça qui est bon pour une femme. [...] Il y a beaucoup de possibilités, par exemple, j'étais sélectionnée pour aller travailler dans un autre secteur, le SAV (Service Après Vente) [situé dans l'entreprise cliente]. [...] Je travaille ici depuis deux ans. J'avais arrêté les études, je suis restée onze ans sans étudier. Je m'en veux aujourd'hui, parce que j'ai perdu tout ce temps, mais il n'est jamais tard pour se mettre aux études ».

L'exemple de Fabiola illustre d'une manière particulièrement claire la façon dont les différents éléments peuvent jouer ensemble pour impulser la trajectoire. Ainsi, à condition de disposer d'une origine sociale suffisamment stable pour ne

pas se transformer en charge et, au contraire, la famille pouvant jouer un rôle de support pour cette mère célibataire, la reprise des études et du travail dans une perspective de promotion professionnelle, qui coïncide avec le mariage de la personne interviewée, semble faire partie des possibles.

## **Dynamique descendante**

La dynamique descendante est assez fréquente et correspond souvent à une scolarité tardive, associée à une origine sociale défavorisée. Il est possible de la rencontrer aussi bien chez des hommes que des femmes, mais généralement chez des personnes « de couleur », âgées le plus souvent de la trentaine. En règle générale, ces personnes ont fréquenté l'école publique jusqu'à la fin des études secondaires. Le retard scolaire et les interruptions dans les études sont la règle, ainsi que l'entrée précoce dans la vie active (avec une activité formelle ou non). Même si l'accès aux études supérieures dans des établissements privés de faible niveau peut avoir eu lieu, les personnes n'ont pas réussi une insertion professionnelle dans leur branche. L'Université publique ne fait pas partie de leur univers. Dans certains cas, le télémarketing constitue un déclassement par rapport aux études (dans de rares cas professionnalisantes, c'est-à-dire techniques, mais publiques), mais le cas le plus fréquent est celui du déclassement par rapport à une autre activité professionnelle, accomplie précédemment (par exemple secrétaire, ou employé(e) de banque). Les parents n'ont pas les moyens de financer les études. Au contraire, une activité rémunérée précoce est nécessaire pour contribuer au revenu familial, y compris à un âge déjà élevé, comme les autres frères et sœurs, au sein de familles parfois nombreuses, originaires d'autres États du Brésil (surtout du Nord et de Bahia). Dans certains cas, c'est la génération des enfants qui entretient les parents (invalides et/ou sans retraite). La famille constitue davantage une charge qu'une ressource. Parfois, c'est la nécessité d'obtenir un gain immédiat – aussi faible soit-il – qui les oblige à accepter un travail en dessous de leur qualification, mais disponible immédiatement, comme le télémarketing. Le travail au centre d'appel correspond à ce qu'ils ont trouvé de mieux par rapport à leur situation, comme le montre l'exemple d'Yvette.

Yvette est née en 1966, à São Paulo, comme la sixième de treize enfants. Son père, actuellement à la retraite, était agent de nettoyage, et sa mère s'employait comme domestique, entre autres activités informelles. Ils sont « de couleurs », originaires de Bahia. Yvette commence à travailler à 14 ans, après sa Sixième à l'école publique. Après un premier emploi assez rémunérateur comme couturière industrielle, qu'elle occupe pendant sept ans (de 1980 jusqu'en 1987, à ses 21 ans), elle enchaîne plusieurs emplois avec des horaires plus décalés (ouvrière dans une entreprise alimentaire, couturière), pour pouvoir recommencer l'école en cours du soir (secondaire général). Puis elle arrête à nouveau sa scolarité, en raison de la lourdeur des horaires, et ne recommence qu'en 1991, à 25 ans, dans un lycée technique de l'État, dans la filière de secrétariat. Elle termine ses études en 1994, à 28 ans, avec



un stage obligatoire de deux ans qu'elle effectue dans une banque, et pour lequel elle a démissionné de son travail de couturière. Elle travaille comme secrétaire pendant environ trois ans, dans une entreprise de lingerie, pour un salaire d'environ 160 euros. Elle est licenciée pour raisons économiques. Après huit mois de chômage, elle entre, en 1998, à 32 ans, dans le secteur du télémarketing. Elle travaille toujours au service des réclamations téléphoniques, mais avec des statuts variables, avant d'obtenir son contrat actuel. Elle est contrainte d'accepter une mutation géographique (du centre vers la périphérie), ce qui se traduit pour elle par un temps de trajet de deux heures et demie. Malgré ces inconvénients, et le salaire peu important, elle ne démissionne pas. Ainsi, au moment de l'étude, en 2002, elle a 36 ans et travaille toujours au service des dérangements téléphoniques, avec un contrat à durée indéterminée (CLT) dans une entreprise de sous-traitance du secteur des télécommunications. Elle contribue au revenu familial avec un salaire mensuel d'environ 115 euros, pour six heures de travail journalier.

Yvette : « Quand j'ai commencé à répondre au téléphone, je vais vous dire la vérité, ça ne m'a pas beaucoup plu, mais après, je me suis adaptée petit à petit. [...] Je n'ai pas cherché, mais j'y ai déjà pensé, il faudrait que je me spécialise d'avantage, parce que je ne fais que travailler, je n'étudie pas, je ne fais rien d'autre. J'ai besoin de me spécialiser d'avantage, avant de penser à chercher autre chose ».

La trajectoire de cette opératrice montre l'échec d'une reconversion professionnelle de couturière industrielle à secrétaire, puisqu'elle se retrouve au centre d'appel. Ainsi a-t-elle réussi tardivement à obtenir une qualification relativement élevée (une spécialisation en secrétariat à la fin des études secondaires), mais elle n'a pas pu en bénéficier longtemps. Dans une conjoncture de plus en plus difficile, sa condition sociale l'a contraint à travailler au centre d'appel pour échapper au chômage. Cet exemple illustre les cas où c'est non seulement le type de scolarité, très tardive et entrecoupée, qui contribue à discriminer les personnes, mais leur origine sociale et ethnique. Ce sont leurs origines qui ont déterminé dans un premier temps le type de leur scolarité ; et qui l'ont contrainte dans un deuxième temps au déclassement professionnel. Néanmoins, bien qu'elle n'ait pas réussi à retrouver un emploi correspondant à sa qualification, elle continue à croire en l'éducation, c'est-à-dire aux savoirs transmis exclusivement par l'école. En revanche, elle ne reconnaît pas les savoir-faire nouveaux qu'elle a pourtant acquis, grâce à une certaine spécialisation professionnelle supplémentaire obtenue sur le tas.

### Trajectoires stables

La dernière trajectoire que nous distinguerons est moins clairement définie : elle correspond à une relative (y compris en raison de la difficulté du classement des différentes catégories socioprofessionnelles) stabilité sociale et professionnelle et/ou à un essor encore incertain (notamment dans le cas de jeunes en période de

préparation à des études supérieures). On y rangera aussi des cas de reprise d'activité professionnelle (de mères de famille), ou de déclassement professionnel voulu, afin de pouvoir travailler six heures par jour et d'avoir une activité domestique. Il peut s'agir également de cumul d'emploi (de pères de famille), afin de doubler les gains. Dans ce cas de figure, ce n'est pas la scolarité qui influence fondamentalement la situation d'emploi, mais d'autres critères, comme la situation familiale. Les personnes peuvent avoir une scolarité variable et des expériences professionnelles antérieures très diverses. Le travail au centre d'appel correspond à une solution temporaire, davantage « choisie » que dans le cas d'une dynamique descendante. En revanche, même si la personne interviewée présente cet emploi comme un choix relatif, on peut se demander dans combien de cas il ne s'agit pas effectivement d'une « voie de garage », liée à des échecs scolaires et/ou professionnels.

José est né en 1981, il est l'aîné de trois enfants, de parents appartenant aux couches inférieures des classes moyennes (père vendeur de machines agricoles, mère institutrice, devenue femme au foyer). La famille est propriétaire de sa maison. José a terminé ses études secondaires générales dans le public en 1998 (à 17 ans). Après avoir raté l'examen d'entrée à l'Université publique, il a suivi quelques cours de formation permanente à la Préfecture et travaille au centre d'appel depuis 2000, où il s'occupe de la vente de billets d'avion par Internet. Il souhaite repasser l'examen d'entrée. Au moment de l'étude, en 2002, il a 21 ans et travaille comme opérateur de télémarketing dans une entreprise de sous-traitance du secteur des télécommunications dans la banlieue de São Paulo, pour un salaire d'environ 115 euros.

José : « J'ai cherché du travail dans ce secteur [de télémarketing], comme il y a beaucoup d'offres d'emploi, même au sein de cette entreprise. [...] J'ai terminé l'école, mais je n'ai pas encore fait la fac, mais je veux y aller, j'aimerais bien faire des études de télécommunications, ou d'informatique. [...] Après que j'ai terminé l'école, je n'ai pas réussi le *vestibular* [l'examen d'entrée à l'Université publique], je continue d'étudier pour réessayer, mais sans des cours préparatoires, c'est un peu compliqué, parce qu'il y a beaucoup de concurrence ».

La comparaison de ces trois cas de figure montre l'établissement – ou la préservation – d'un rapport positif aux savoirs scolaires, ou au cursus scolaire qui assure leur transmission : les individus valorisent l'école dans chacun des cas. En revanche, seule la dynamique ascendante semble établir une synergie entre les savoirs transmis par l'école et les savoirs professionnels actuels et/ou futurs. Dans la dynamique descendante, l'acquisition d'une « compétence professionnelle » n'est pas reconnue : aux yeux de la personne interviewée (« de couleur », en l'occurrence), seuls les savoirs scolaires paraissent comme légitimes, au détriment des savoirs professionnels et des savoir-faire appris sur le tas, plus difficiles à valoriser sur le marché de l'emploi, du moins dans la conjoncture actuelle. Dans le troisième cas, celui d'une relative stabilité sociale et professionnelle), l'échec scolaire relatif est présenté comme tel notam-



ment parce qu'il n'a pas permis d'éviter de « tomber » dans ce type d'emploi, considéré comme dévalorisant pour un homme. « Le genre masculin n'est pas neutre » [Alonzo, 1996] : en dépit de la constitution d'une « compétence professionnelle » au centre d'appel, le travail dans le secteur de télémarketing ne constitue pas une perspective professionnelle en soi pour un jeune homme, il ne fait sens à ses yeux que dans la mesure où il lui permet d'envisager la réalisation d'études supérieures.

## Conclusion

À partir d'une première analyse des éléments qui peuvent contribuer à structurer un secteur d'activité nouveau au moment où il se crée, notamment dans un contexte aussi peu réglementé que le marché du travail brésilien, comme le type de trajectoires des employés, il est apparu que la compréhension des rapports au travail nécessite la prise en compte de logiques individuelles et collectives de mobilité sociale et professionnelle plus larges, y compris en tenant compte des rapports à l'école et aux savoirs. L'exemple du secteur de télémarketing – secteur émergent et charnière en terme de couches sociales – a notamment permis de montrer le poids des origines sociales, mais aussi d'éléments plus subjectifs, comme les façons de s'appropriier ou non, les savoirs (formels et informels). Dans ce contexte, notre analyse semble bien indiquer que la scolarité ne devient un facteur qui discrimine positivement les personnes que lorsqu'elle s'accompagne d'une condition nécessaire : une certaine stabilité socioprofessionnelle des parents. Tout semble se passer comme si une relative proximité du milieu d'origine (aussi bien de la génération des parents qu'au sein de la fratrie) avec celui des enseignants semble faciliter l'appropriation par l'individu des savoirs scolaires. D'une manière plus générale, dans un pays aussi inégalitaire que le Brésil, on peut en effet se demander si l'émergence d'un secteur d'activité nouveau, pourvu de modes d'accès (encore) relativement peu codifiés, peut constituer une possibilité de mobilité sociale ascendante, et plus globalement de création de rapports moins conflictuels entre les classes sociales.



## BIBLIOGRAPHIE

- ALONZO Philippe, *Femmes employées, La construction sociale sexuée du salariat*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- ABREU Alice R. de Paiva et alii, « Desigualdade de gênero e raça. O informal no Brasil em 1990 », *Estudos feministas*, n° special, 2<sup>ème</sup> semestre de 1994, p. 153-177.
- BAIN Peter et TAYLOR Phil, «Entrapped by the “Electronic Panopticon”? Worker Resistance in the Call Center», *New Technology, Work and Employment*, n°15 (1), mars 2000, p. 2-18.
- BAIN Peter et TAYLOR Phil, «Ringing the Changes? Union Recognition and Organisation in Call Centres in the UK Finance Sector», *Industrial Relations Journal*, n°33 (3), août 2002, p. 246-261.
- BELT Vicky et alii, «Women, social skill and interactive service work in telephone call centres», *New Technology, work and employment*, n°17 (1), mars 2002, p. 20-34.
- BIT (BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL), *Employment, incomes and equality – a strategy for increasing productive employment in Kenya*, Genève, BIT, 1972.
- BRUSCHINI Cristina et alii, « Mulheres e homens no mercado de trabalho brasileiro, Um retrato dos anos Noventa », dans MARUANI Margaret et HIRITA Helena (éd.), *As novas fronteiras da desigualdade. Homens e mulheres no mercado de trabalho*, São Paulo, Senac, 2003.
- BUSCATTO Marie, « Les centres d'appels, usines modernes ? Les rationalisations paradoxales de la relation téléphonique », *Sociologie du travail*, n° 44 (1), janvier-mars 2002, p. 99-117.
- CARDOSO Adalberto Moreira, COMIN Alvaro Augusto et GUIMARÃES Nadya Araujo, « Les rejetés de la modernisation », *Sociologie du travail*, n° 46 (1), janvier-mars 2004, p. 54-68.
- COUSIN Olivier, « Les ambivalences du travail, Les salariés peu qualifiés dans les centres d'appel », *Sociologie du travail*, n° 44 (4), octobre-décembre 2002, p. 499-520.
- COUTINHO Luciano et alii (éd.), *Telecomunicações, Globalização e Competetividade*, Campinas, S.P., Papyrus, 1995.
- DANTAS Marcos, *Reestruturação produtiva, política industrial e contratação coletiva nos anos 90: as propostas dos trabalhadores*, Rio de Janeiro, CUT-FINEP, Relatório de pesquisa para a Federação dos Trabalhadores em Telecomunicações, 1998.
- DELAUNAY Quynh, « Une enquête dans les centres d'appels en France (2001) », dans DELAUNAY Jean-Claude et LECHAT Noël, *Les centres d'appels : un secteur en clair-obscur*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- GEORGES Isabel, « A perspectiva da cadeia: as relações de terceirização no trabalho de telemarketing » [La perspective de la filière : les relations de sous-traitance dans le secteur du télémarketing], Contribution au rapport d'activité FAPESP, *Gestão local, empregabilidade e equidade de gênero e raça: uma experiência de política pública na região do ABC Paulista*, São Paulo, 2003.
- GEORGES Isabel, *Trabalho e Emprego: Comparação internacional entre trajetórias de atividade feminina (Alemanha, França, Brasil)* [Travail et emploi : comparaisons internationales de trajectoires d'activité féminine (France, Allemagne, Brésil)], Rapport de recherche final, São Paulo, FAPESP, 2005.
- GEORGES Isabel, « Trajectoires scolaires et professionnelles – le cas du télémarketing au Brésil », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 4, *Formations professionnelles au Nord et au Sud : politiques et pratiques*, septembre 2005, p. 139-162, 2005a.
- GUIMARÃES Nadya Araujo, « Le sexe de la mobilité : le travail industriel dans le

- Brésil des années 1990 », *Travail, Genre et Sociétés*, n° 7, 2002, p. 125-146.
- HAICAULT Monique, *Travail à distance et/ou travail à domicile : le télétravail, Nouvelles formes d'emploi, nouveaux contenus de travail, des logiques contradictoires*, Aix-en-Provence, Laboratoire d'Économie et de Sociologie du Travail, 1998.
  - HIRATA Helena, « Reestruturação produtiva, trabalho e relações de gênero », *Revista Latinoamericana de Estudos del Trabajo*, n° 7, Ano 4, 1998, p. 5-27.
  - LEITE Marcia de Paula, « Trabalho e qualificação na cadeia automotiva : novas tendências, velhos problemas », dans ABREU Alice R. de Paiva (éd.) *Produção flexível e novas institucionalidades na América Latina*, Editora UFRJ, Rio de Janeiro, 2000, p. 107-127.
  - LIMA Jacob Carlos, *As artimanhas da flexibilização : o trabalho terceirizado em cooperativas de produção*, São Paulo, Terceira Margem, 2002
  - POSTHUMA Anne Caroline (éd.), *Abertura e ajuste do mercado de trabalho no Brasil : políticas para conciliar os desafios de emprego e competitividade*, Brasília-São Paulo, Organização Internacional do Trabalho-Ministério do Trabalho e Emprego-Editoria 34, 1999.
  - PURCELL Kate et KOENE Bas, *Selling people and skills: The Temporary Work Agency Industry and its influence on the organisation of work across national and cultural boundaries*, Cheltenham, Edward Elgar, à paraître.
  - REINECKE Gerhard, « *Qualidade de emprego e emprego atípico no Brasil* », dans *Brasil - abertura e reajuste do mercado de trabalho no Brasil*, Brasília-São Paulo, Organização Internacional do Trabalho-Ministério do Trabalho e Emprego-Editoria 34, 1999, p. 119-147.
  - RODRIGUES Alcinei Cardoso, *O emprego bancário no Brasil e a dinâmica setorial (1990 a 1997)*, dissertação de mestrado apresentada no departamento de Economia, São Paulo, Pontifícia Universidade Católica de São Paulo, 1999.
  - SCHMIDT Derli et PERIUS Virgílio, « Cooperativismo e cooperativa », dans CATTANI Antônio David (éd.), *A outra economia*, Porto Alegre, Veraz Editores, 2003, p. 63-72.
  - SEGNINI Liliana Rolfsen Petrilli, « Le télémarketing : un vrai travail moderne », *Cahiers du genre*, n° 28, 2000, p. 117-131.
  - TAYLOR Steve, « Emotional Labour in the new workplace », dans THOMPSON Paul et WARHURST Christopher (éd.), *Workplaces of the future*, Londres, Macmillan, 1998, p. 84-103.
  - WARHURST Christopher et THOMPSON Paul, « Hands, Hearts and Minds: Changing Work and Workers at the End of the Century », dans THOMPSON Paul et WARHURST Christopher (éd.), *Workplaces of the future*, Londres, Macmillan, 1998, p. 1-24.

## RÉSUMÉ/RESUMO/ABSTRACT

Le secteur du télé-marketing brésilien (activités d'information, d'assistance et de vente par téléphone, avec utilisation des nouvelles technologies de l'information) est à la fois nouveau et ancien. À partir d'une enquête de terrain approfondie (observation et entretiens), l'objectif de cet article est de s'interroger sur un certain nombre de dimensions qui contribuent à forger les contours de ce secteur au moment de sa création, comme les dynamiques des trajectoires des employés d'exécution.

**O setor de tele-marketing brasileiro (atividades de informação, de assistência e de vendas por telefone, com a utilização das novas tecnologias da informação) é novo e antigo ao mesmo tempo. A partir**

**de uma pesquisa de campo aprofundada (observações e entrevistas), o objetivo desse artigo é de analisar algumas das dimensões que contribuem para definir os padrões desse setor no momento de sua criação, como, por exemplo, as trajetórias sócio-profissionais dos trabalhadores subalternos.**

The Brazilian telemarketing sector (information, assistance, sells activities by phone, with the use of new information technologies) is old and new at the same time. Based on extensive field studies (observation and interviewing), this article pretends to question some of the dimensions which contribute to structure the sector at the moment of his creation, such as the careers of the employees.

### MOTS CLÉS

- Brésil
- mobilité professionnelle
- travail féminin
- nouvelles technologies de l'information

### PALAVRAS CHAVES

- Brasil
- mobilidade profissional
- trabalho feminino
- novas tecnologias da informação

### KEYWORDS

- Brazil
- professional mobility
- women's work
- new information technologies

Marie-Hélène Sa Vilas Boas\*

# L'institutionnalisation partisane

Une étude du *setorial*<sup>1</sup> femmes du Parti des Travailleurs  
à São Paulo<sup>2</sup>

La création du Parti des Travailleurs (PT) a attiré l'attention des chercheurs pour sa singularité : d'aucuns le considèrent, en effet, comme un parti *sui generis*, se distinguant par le lien très fort qu'il entretenait avec les organisations sociales et syndicales qui lui ont donné naissance [Fals Borda, 2004, p. 210]. Interroger l'objet « parti politique » à la lumière du cas du PT brésilien permettait alors de mettre en lumière la porosité des frontières entre organisation partisane et mouvements sociaux – porosité aujourd'hui de plus en plus largement reconnue<sup>3</sup> – dans la mesure où la structuration *petista*<sup>4</sup> était fondée sur une articulation et une interpénétration originales entre ces deux pôles, en particulier à l'échelle locale, rompant ainsi avec les cadres connus des organisations partisans brésiliennes et dans une certaine mesure, françaises.

Diverses analyses ont souligné, dans les cas européens, les distinctions entre le fonctionnement centralisé des structures partisans et les formes d'organisation et répertoires d'action [Tilly, 1986] des nouveaux mouvements sociaux, caractérisés par une certaine autonomie : démocratie délibérative, principe de

\* Centre de Science politique comparative (IEP d'Aix-en-Provence) / Pontificia Universidade Católica de São Paulo.

1. Les *setoriais* ou secteurs désignent les groupes thématiques constitués au sein du PT.
2. Je remercie le GIS-Amérique latine de m'avoir permis de publier cet article. Mes remerciements vont également à Hervé do Alto, Olivier Compagnon, Daniel van Eeuwen et Elise Traoré pour leurs précieux conseils et utiles relectures.
3. L'approche en termes de réseaux, proposée par Frédéric Sawicki, permet de comprendre comment l'environnement social et les liens qu'un parti entretient avec ce dernier expliquent les variations locales d'une même organisation partisane [Sawicki, 1997].
4. L'adjectif *petista* renvoie au PT.

rotation, coordination etc. [Olivier, 2004]. Dans le cas du PT, cette distinction semblait, à bien des égards, artificielle en raison de la trajectoire des fondateurs du parti ainsi que par sa structuration initiale. Ainsi, Gianpaolo Baiocchi considère, en se fondant sur la genèse du parti, que le rejet des mouvements sociaux à l'égard de la présence du PT au Forum social mondial de 2003 résulte d'une « incompréhension du PT et de sa relation avec les mouvements sociaux » [Baiocchi, 2004, p. 199]. Le PT semblait, initialement, réaliser une médiation équilibrée, parfois idéalisée, entre l'« arène des conflits sociaux » et l'« arène sociale institutionnalisée »<sup>5</sup>.

L'actualité brésilienne indique toutefois que le PT n'est aujourd'hui plus le même animal politique. Outre le changement d'allure de sa figure emblématique, Luiz Inácio da Silva, tant le projet *petista* que sa structuration partisane ne correspondent plus au mythe « génétique » du PT. Ce dernier connaît, depuis une décennie, une certaine autonomisation à l'égard de son environnement ainsi qu'une centralisation de la prise de décision [Samuels, 2004, p. 999-1024]. La mise en lumière de ces mutations est le fruit d'analyses se concentrant principalement sur l'évolution des instances de direction [Samuels, 2004 ; Lessa, 1988]. Si l'étude de la direction nous semble nécessaire pour saisir les orientations majeures d'une organisation partisane, elle reste toutefois insuffisante pour appréhender l'ensemble des transformations que connaît un parti. Les études localisées ayant montré que les dirigeants ne sont pas les seuls acteurs à participer à la construction d'un parti, ce dernier étant le produit de multiples investissements identitaires [Pudal, 1989 ; Sawicki, 1997], il s'agit de comprendre comment les divers groupes internes participent à la définition et à l'évolution du profil *petista*. Nous privilégions ainsi une approche du phénomène partisan en termes de relation sociale, c'est-à-dire une « association complexe de groupements en interaction et en concurrence pour l'imposition de modèles légitimes des pratiques et des comportements » [Lagroye, 1997, p. 273-274]. Dans cette perspective, peut-on considérer que les mutations qu'un parti connaît affectent l'ensemble des groupes qui le composent de manière homogène ?

Ce questionnement découle de l'analyse d'un groupe relativement « périphérique » au sein du parti, à savoir le *setorial* femmes du PT<sup>6</sup>. L'évolution de ce secteur permet de relativiser l'ampleur du processus d'institutionnalisation caractérisant le parti : aux marges de ce dernier, on observe en effet des processus d'atténuation de l'institutionnalisation, de « mouvementisation » selon les termes de Laurent Olivier, reposant sur une remise en question d'un « univers de pratiques de règles

5. La distinction entre ces deux arènes est mise en lumière par Erik Neveu et est fondée sur une conception relationnelle du pouvoir. Dans cette perspective, l'arène des conflits sociaux correspond à une arène produite par les mouvements sociaux et au sein de laquelle sont formulés des problèmes ne faisant pas l'objet de réponses au sein des arènes institutionnelles classiques [Neveu, 2002, p. 17-20].

6. Les hypothèses formulées dans cet article reprennent notre travail de DEA, intitulé « Citoyenneté et participation politique des femmes : une étude de cas du PT à São Paulo », réalisé (*suite page suivante*)



de conduite et de croyance » progressivement adopté par le parti. Des processus parallèles et en interaction d'institutionnalisation et de « désinstitutionnalisation » [Olivier, 2004, p. 3] semblent donc pouvoir coïncider au sein d'une organisation partisane.

Nous faisons ainsi l'hypothèse que le PT est caractérisé par des processus différenciés d'institutionnalisation, à l'origine de résistances et de tentatives de redéfinition de l'identité partisane. Ces processus connaissent, toutefois une homogénéisation avec l'investissement de l'arène sociale institutionnalisée. Il semblerait en effet, à travers le cas du PT, que l'intégration institutionnelle d'un parti et des divers groupes le composant ait une influence durable sur la structuration de ces derniers.

Nous verrons, dans un premier temps, que l'institutionnalisation des instances de direction du PT s'accompagne d'une redéfinition de l'identité *petista*, contre laquelle se consolide le secteur femmes ; la singularité de ce groupe tend toutefois à s'estomper avec l'intégration des problématiques de genre au sein de l'arène institutionnelle.

## De l'arène des conflits sociaux à l'arène sociale institutionnalisée

L'évolution du PT se caractérise par une autonomisation du parti à l'égard de « l'arène des conflits sociaux » à mesure qu'il intègre le champ institutionnel. Ainsi, l'identité « génétique » du PT fait l'objet d'une progressive redéfinition.

### La genèse du PT : entre mobilisations sociales et organisation partisane

Le PT est présenté, par diverses analystes, comme une nouveauté en ce qu'il a été créé « par le bas » [Meneguello, 1989 ; Keck, 1992]. Si l'assise sociale du PT est indéniable, le caractère « classiste » de ce dernier doit être relativisé, les classes moyennes ayant rapidement composé le noyau dur *petista* [Martins Rodrigues, 1991]. Cependant, ce parti n'en reste pas moins initialement original dans le paysage politique brésilien pour sa structuration et son projet politique.

Un bref retour sur la genèse du parti est nécessaire pour comprendre la singularité de ce dernier.

En 1979, le général Geisel initie un processus de libéralisation politique, favorisant l'expression et l'émergence de mouvements sociaux divers. À São Paulo

*(suite de la note 6)* sous la direction de Daniel van Eeuwen. Ce travail est fondé sur une étude de terrain d'un mois à São Paulo, en avril 2004, durant laquelle vingt cinq entretiens ont été menés avec divers militants et cadres du parti. En raison de notre objet d'étude initial, le secteur femmes, notre grille d'entretien comprend une surreprésentation de femmes et de cadres secondaires du PT. Le choix de São Paulo comme terrain d'étude est justifié par l'origine *pauliste* du parti et la présence de la direction nationale du PT dans cette même ville. Ainsi, si nous traitons *du* PT, en raison de l'analyse des instances de direction nationales, nos conclusions restent marquées par l'empreinte locale du terrain étudié.

et dans ses environs, le nouveau syndicalisme<sup>7</sup> s'implante durablement à la fin des années 70, ainsi qu'une myriade de mouvements urbains, parmi lesquels de nombreux mouvements populaires créés sous la tutelle de l'Église catholique<sup>8</sup>.

La création du PT, le 14 octobre 1979, à São Bernardo do Campo, polarise une grande partie des forces d'opposition à la dictature militaire au cours de laquelle le bipartisme artificiellement établi ne traduisait que très peu les clivages socio-économiques de la société brésilienne<sup>9</sup>. Si l'existence du PT découle principalement de l'expansion du nouveau syndicalisme, elle repose également sur le soutien de plusieurs composantes sociales : les parlementaires de la gauche du MDB marginalisés au sein de leur parti, plusieurs intellectuels, des organisations d'extrême-gauche<sup>10</sup> ainsi qu'un nombre significatif de mouvements sociaux urbains<sup>11</sup> [Meneguello, 1989, p. 45].

Le PT se définit d'abord comme le « reflet » des mouvements sociaux. À cette fin, une structuration complexe est envisagée, fondée sur les principes de participation des bases militantes autour du *nucleo*<sup>12</sup> et d'une prise de décision décentralisée. Bien qu'une autonomie statutaire soit reconnue aux syndicats et mouvements sociaux proches du parti, et ce afin de rompre avec l'encadrement historique et l'utilisation stratégique de ces derniers, le PT entretient alors des liens très étroits avec ces derniers en raison, notamment, de la trajectoire sociale de ses membres fondateurs à l'échelle nationale<sup>13</sup> et locale. À São Paulo, de nombreux *nucleos* se constituent à partir des communautés ecclésiales de base (CEB) et reproduisent l'organisation de ces derniers ainsi que leur rôle d'éducation populaire. Des *nucleos* fémi-

7. Le syndicalisme classique brésilien émerge au début du siècle et est rapidement encadré et contrôlé par l'Estado novo (1930-1945). Le « nouveau syndicalisme » se distingue de ce dernier par les secteurs qu'il mobilise (grandes entreprises modernes de métallurgie, d'automobile) ainsi que par une autonomie à l'égard des forces politiques.

8. Sans toutefois représenter une force politique d'opposition, l'attitude progressiste de l'Église catholique brésilienne, inspirée par la théologie de la libération, soutint, par sa tutelle, l'émergence de nombreux mouvements et notamment les communautés ecclésiales de base (CEB). Parmi ces organisations, l'une des plus mobilisatrices fut le « Mouvement du Coût de la Vie » (Movimento pelo Custo da vida), créé en 1973 à la suite d'une hausse soudaine des prix.

9. Sous la dictature militaire, seuls deux partis étaient autorisés : l'ARENA, parti du gouvernement, et le Movimento Democrático Brasileiro (MDB), parti d'opposition. Ce dernier devient PMDB en 1979.

10. Parmi ces organisations, généralement clandestines, le groupe trotskiste Convergência Socialista est le plus important. D'autres organisations intégrèrent le PT, telles que le Movimento de Emancipação do Proletariado (MEP), groupe issu d'une division du PCB dans les années 1970, Liberdade e Luta (LIBELU), mouvement étudiant, Ala Vermelha, issu d'une scission du PCdoB.

11. Le PT bénéficie, lors de sa création, de l'adhésion de mouvements de lutte contre le racisme, de femmes, associations de quartiers etc. [Meneguello, 1989, p. 64]. Parmi les mouvements féministes, des organisations telles que Centro Informação Mulher, SOS-Mulher et Sexualidade e política, intégrèrent dans leur quasi-intégralité le PT au début des années 1980.

12. Le *nucleo* est la structure de base : il est composé de 5 à 21 membres (art. 58 des statuts du PT).

13. La commission nationale provisoire établie élue en octobre 1979 comprend 17 membres dont 9 présidents de syndicats, parmi lesquels Luiz Inácio da Silva (président du syndicat des métallurgistes de São Bernardo do Campo), Olivio Dutra (président du syndicat des employés de banque de Porto Alegre), Jaco Bittar (président du syndicat des ouvriers du pétrole de Campinas).



nins apparaissent également dans cette même ville<sup>14</sup> au début des années 1980. Le soutien de diverses composantes sociales permet au PT de s'implanter localement.

La division traditionnellement établie entre le caractère centralisé et hiérarchisé des partis et l'organisation décentralisée et horizontale des mouvements sociaux semble alors artificielle [Baiocchi, 2004].

L'élaboration du projet *petista* est, en outre, fortement influencée par l'antiétatisme de ses composantes fondatrices [Keck, 1992] : ainsi, si la finalité est le « socialisme démocratique » au profit des « travailleurs » brésiliens, catégorie définie de manière ambiguë selon les documents du parti<sup>15</sup>, celui-ci ne peut advenir qu'à l'issue d'un renouvellement des rapports entre l'État et la société. La consolidation de l'arène des conflits sociaux est alors présentée comme l'objectif prioritaire du parti, ainsi que l'affirme Luiz Inácio da Silva, lors de la première convention nationale du PT le 8 août 1981 à São Paulo :

« Nous ne pensons pas que les élections soient ce qu'il y ait de plus important et définitif pour notre parti. Elles ont sans aucun doute leur importance, et nous devons les affronter de manière à faire retentir les revendications des travailleurs. Mais notre base de lutte va au-delà des élections périodiques : il nous importe de fortifier le mouvement populaire, les syndicats, les oppositions syndicales, ceux qui luttent pour la terre et toutes les formes d'organisation, de mobilisation et d'union de notre peuple »<sup>16</sup>.

La fondation d'un parti constituant une étape fondamentale de définition de l'identité partisane, l'image d'une organisation située entre le parti et le mouvement social marquera l'imaginaire collectif des militants du parti. Néanmoins, si cette représentation permet d'appréhender le PT lors de sa création, elle reste limitée pour comprendre les mutations qu'a connues ce dernier par la suite.

### **L'investissement de l'arène sociale institutionnalisée : la progressive redéfinition de l'identité *petista***

Plusieurs phases peuvent être relevées dans l'histoire *petista*, au cours desquelles l'identité partisane évolue avec la diversification des arènes investies par le parti : la priorité progressivement conférée à l'investissement de l'arène sociale institutionnalisée accompagne un processus de centralisation du pouvoir et d'autonomisation du parti à l'égard de son environnement.

Le PT, durant ses premières années d'existence, est un parti peu institutionnalisé : l'activité partisane est surtout tournée vers l'activité sociale et syndicale, le

14. C'est à São Paulo que le mouvement féministe prend le plus d'ampleur, ce qu'illustre la tenue de deux congrès féministes dans cette même ville, en 1979 et 1980, réunissant les diverses organisations de femmes afin de les unifier.

15. Les « travailleurs » brésiliens désignent, dans les documents fondateurs du parti, tantôt la classe ouvrière, tantôt, les salariés brésiliens dans leur généralité [Meneguello, 1989, p. 106].

16. Discurso de Luiz Inácio da Silva na 1ª Convenção nacional dos Partidos dos Trabalhadores, *Partido dos trabalhadores, Resoluções e congressos, 1978-1998*, p. 112, traduction de l'auteur.



profil des militants sélectionnés pour représenter ce dernier, relativement ouvert. Les élections municipales de 1982 l'illustrent : les listes présentées à São Paulo regroupent des candidats divers, nombre d'entre eux ayant pour caractéristique principale d'être en mesure de mobiliser des soutiens locaux, du fait de leur rôle au sein de mouvements sociaux notamment<sup>17</sup>.

Le revers électoral de 1982, ainsi qu'une division au sein du mouvement syndical à l'origine de la Central Unica de los Trabalhadores (CUT), contribuent, en outre, à un mouvement de « retour aux bases », favorable aux tendances les plus radicales du PT. Afin d'enrayer l'influence de ces dernières, la tendance *Articulação dos 113* est créée en 1983, par une majorité de syndicalistes fondateurs du parti. Celle-ci consolide un groupe préconstitué de dirigeants dotés de ressources politiques élevées : en effet, l'occupation, préalable à l'engagement au sein du PT, de postes de dirigeants syndicaux (Luiz Inácio da Silva, Olívio Dutra, Jaco Bittar, ce dernier étant aujourd'hui au PSB) ou parlementaires (Luis Eduardo Greenhalgh) fournit à l'élite partisane naissante des « privilèges » statutaire, d'information et de notoriété [Braud, 2002, p. 449-452] justifiant, à l'égard des militants, leur sélection pour représenter le parti.

Cette consolidation s'accompagne de la progression et la multiplication des tendances internes, donnant lieu à une reconnaissance de ces dernières lors de la 5<sup>ème</sup> rencontre nationale, en 1987<sup>18</sup>.

La croissance électorale du parti tend, dans un second temps, à complexifier la structuration *petista*<sup>19</sup> : l'investissement progressif de l'arène sociale institutionnalisée n'est pas sans susciter de tensions entre les diverses sphères investies par le parti.

L'élan de la participation à la Constituante, tout en révélant l'anti-étatisme<sup>20</sup> du parti, favorise son implantation institutionnelle [Keck, 1992, p. 258]. L'investissement, certes encore timide, de l'arène sociale institutionnalisée, dans un contexte de « fin de l'histoire » et de démocratisation procédurale du système politique brésilien suscite une série de réajustements intra-partisans : le projet *petista* est

17. Ainsi, plusieurs candidats sont dirigeants de mouvements sociaux (Teresa Lajolo, fait, par exemple, partie d'une CEB dans la zone Nord de São Paulo, tandis qu'Ireide Cardoso est proche des mouvements féministes).

18. À la fin des années 80, la naissance de la tendance la plus modérée, *Democracia Radical*, dont les principaux leaders sont Marina Silva, José Genoino, Eduardo Jorge et Tarso Genro, déplace l'*Articulação* vers le centre du parti.

19. En 1988, le PT remporte, notamment, les municipalités de Porto Alegre et São Paulo. En 1989, l'élection présidentielle permet à Luiz Inácio da Silva d'affronter, lors du second tour, le futur président Collor de Mello.

20. Le PT souhaitait exprimer son désaccord avec ce qu'il considérait être une Constitution conservatrice, sans se désolidariser des députés du parti ayant participé à la Constituante : la décision fut finalement prise de ne pas soutenir l'adoption du texte tout en faisant partie de la liste des signataires, une fois le texte adopté. Cette période révèle, selon Margaret Keck, un dépassement de la dichotomie établie, et jusqu'alors très prégnante au sein du parti, entre action sociale et action politico-institutionnelle.



tout d'abord clarifié en faveur d'un « radicalisme éthique »<sup>21</sup>. La reconnaissance des tendances et leur représentation proportionnelle s'accompagnent, en outre, d'une reconfiguration des rapports de pouvoir internes, aboutissant à la victoire, en 1993, de l'aile gauche du parti, laquelle obtient la majorité des sièges au sein de la direction nationale<sup>22</sup> (DN). La division de l'aile radicale, ainsi que le revers électoral des premières élections présidentielles au suffrage universel direct, en 1994<sup>23</sup>, permet à l'Articulação de retrouver une majorité des sièges au sein de la DN.

Dans un troisième temps, à partir de 1995, les tendances Articulação et Democracia Radical, dont les principales figures sont Luiz Inácio da Silva, José Dirceu et José Genoino, renforcent leur emprise sur le parti, et partant, la consolidation de ce dernier autour d'un projet politique de plus en plus modéré, l'arène sociale institutionnalisée étant privilégiée pour la réalisation de ce dernier.

Alors que le poids et l'autonomie des élus augmentent<sup>24</sup>, la bureaucratie partisane s'étend au profit de militants dotés de capitaux scolaires élevés, processus défavorable à la présence de classes populaires au sein du parti<sup>25</sup>.

Les critiques « d'oligarchisation » partisane [Michels, 1911, 1984] commencent alors à prendre de l'ampleur et se fondent sur l'absence de participation des bases.

« Il y a eu un changement interne au PT. Le PT aujourd'hui est moins... Il a une force idéologique bien moins importante, il valorise bien moins le processus d'organisation des militants qu'avant. C'est un parti beaucoup plus parlementaire qu'il ne l'était avant » (Tautau Godinho, coordinatrice de la Coordenadoria Especial da Mulher de 2000 à 2004, entretien le 27 avril 2004). « Quand le PT a été fondé beaucoup de gens pensaient que nous allions profiter de cette institution pour organiser les classes. Qu'est-ce que nous voulions ? C'était prendre le pouvoir, changer les choses. Mais quand vous privilégiez l'accès au pouvoir, être préfet, être au gouvernement, vous n'organisez pas les travailleurs. Du coup, cette fonction n'existe plus » (Dida Dias, secrétaire *estadual* des femmes du PT à São Paulo, entretien le 13 avril 2004).

21. Celui-ci représente, selon Michael Löwy, un dépassement de la fausse alternative entre un courant anticapitaliste autoritaire et un courant démocratique et réformiste [Löwy, 2003].
22. Celle-ci obtient la majorité des voix grâce à la création d'un nouveau groupe, Articulação de Esquerda, sous la houlette de Rui Falcão et Arlindo Chinaglia, s'alliant à la liste Uma Opção de Esquerda.
23. La nouvelle direction empêcha la poursuite des négociations pour une alliance entre le PT et le PSDB, afin de favoriser, à l'échelle nationale et *estadual* (États fédérés), les alliances traditionnelles avec les partis tels que le PCdoB, PPS et PSB et avec des réserves, le PDT.
24. Le poids, en particulier financier, des élus, permet au PT de moins dépendre des adhérents pour le développement de l'organisation partisane.
25. Cette évolution est observable dès la fin des années 1980 [Monclair, 2003, p. 24]. Ce processus est également le reflet d'une mutation de l'arène des conflits sociaux : la progression de certains secteurs (tertiaire et fonction publique) au sein de la CUT, ainsi que la professionnalisation de nombreux mouvements populaires urbains ont sensiblement modifié la composition sociale de ces derniers.

L'ampleur de la centralisation décisionnelle du parti peut être, en outre, illustrée par la campagne présidentielle de 2002 : alors que le programme électoral était jusqu'alors déterminé par la direction partisane, son élaboration fut confiée à une organisation non gouvernementale, O Instituto de Cidadania, composée d'intellectuels, au détriment des mouvements sociaux et militants du parti. Le programme de gouvernement s'oppose, notamment en matière économique, à certaines des résolutions adoptées durant la XII<sup>ème</sup> rencontre nationale réalisée en décembre 2001 [Leher, 2003, p. 93].

Ainsi, la logique de participation et d'horizontalité présidant à l'organisation du parti tend à s'estomper : l'institutionnalisation du parti s'accompagne d'une mutation de la structuration partisane et partant de l'identité *petista*. L'évolution du PT semble confirmer l'hypothèse du parti-cartel, avancée par Katz et Mair, laquelle suggère un affaiblissement des relations entretenues par le parti avec la société civile, concomitant avec un renforcement des liens que ses dirigeants entretiennent avec l'État [Katz et Mair, 1995]. S'en tenir à cette analyse conduirait cependant à sous-estimer les résistances et stratégies élaborées pour redéfinir l'identité partisane, qu'une analyse du secteur femmes permet d'illustrer.

### **De la « mouvementisation » des marges du parti à l'homogénéisation partisane**

L'évolution de l'identité *petista* n'est pas sans susciter de tensions internes : les confrontations entre tendances l'illustrent. Ainsi, afin de prendre en compte la pluralité des groupes participant à l'élaboration du profil d'un parti, il nous semble nécessaire de ne pas restreindre notre analyse aux seules instances de direction. Le cas du secteur femmes permet d'appréhender les stratégies de redéfinition partisane suscitées par le processus d'institutionnalisation *petista*, puisqu'il s'est progressivement structuré autour de pratiques allant quelque peu à contre-courant de l'évolution des instances dirigeantes du parti. Alors que ces dernières tendaient à s'institutionnaliser, le secteur femmes contribue, à la marge du centre décisionnel, à un processus de « mouvementisation », c'est-à-dire d'atténuation de l'institutionnalisation partisane. Si cette « mouvementisation » reste limitée et périphérique, elle n'est pas réductible à une dichotomie élite/militant, haut/bas. L'intégration institutionnelle des problématiques de genre semble, cependant, conduire à une homogénéisation de l'identité *petista*.

### **Une « mouvementisation » partisane à la périphérie des instances de décisions : le cas du secteur femmes**

L'environnement dans lequel est créé le PT explique, en partie, la singularité de ce parti. À la différence des partis socialistes européens, ainsi que des partis politiques brésiliens traditionnels, le PT est créé alors que de nombreux nouveaux mouvements sociaux sont implantés dans le paysage politique brésilien. L'entrée massive



de militants de ces organisations dans le PT contribue à la prise en compte, dans le programme du parti, de revendications multi-catégorielles et tenant notamment au genre et à l'éthnicité. Parmi ces mouvements, le poids des organisations de femmes et féministes, à São Paulo, durant la transition démocratique, expliquent, en partie, la reconnaissance dans le programme du parti de revendications « de genre », et parmi les plus controversées, la légalisation de l'avortement<sup>26</sup>.

Les militantes féministes du parti choisissent tout d'abord de ne pas créer de groupe propre au sein du parti, afin de ne pas isoler les problématiques de genre du reste des questions traitées par le PT.

« Nous ressentons la nécessité de discuter de la participation des femmes dans le PT : c'est-à-dire que nous sommes peut-être le seul parti sans département féminin. (...) En premier lieu, la femme doit travailler au coude à coude avec les hommes du parti (...) En second lieu, il y a un mouvement qui grandit, il serait absurde d'avoir un département féminin ou une autre instance qui englobent le mouvement au lieu de le soutenir » (Comissão de Mulheres, *A participação do PT no III Congresso da Mulher Paulista*, 1981, multigr.).

Cependant, la consolidation du PT se réalisant en faveur des élites masculines<sup>27</sup>, le groupe de militantes féministes de São Paulo décide progressivement de s'organiser en sous-secteur du secrétariat des mouvements populaires en 1984. La création de ce groupe répond à un double objectif : agir sur les rapports de pouvoir de genre au sein du parti et représenter une interface entre le PT et les mouvements sociaux de femmes.

Ce sous-secteur, originellement *paulistano*, acquiert une dimension nationale en 1987 et se consolide autour d'une campagne pour la reconnaissance de quotas au sein des instances partisans, sous l'impulsion, notamment de Tautau Godinho, membre de la *Democracia Socialista* (DS) et féministe radicale. En 1991, lors du 1<sup>er</sup> Congrès du PT, un quota de 30 % de représentation féminine, au sein de toutes les instances de direction et à tous les échelons territoriaux, est adopté, mesure novatrice dans le paysage politique brésilien. Cette mesure donne de la visibilité au sous-secteur femmes et attire de nouvelles militantes au sein de ce dernier. Des réunions sont plus régulièrement tenues et l'activité, tant au sein qu'en dehors du parti, s'intensifie. L'accession de plusieurs militantes féministes aux instances de direction, sous l'effet de l'adoption de quotas, permet en outre l'ascension interne de militantes jusque là secondaires (Tautau Godinho, par exemple, intègre la commission exécutive entre 1993 et 1995), processus favorable à un décloisonnement du sous-secteur femmes.

26. Aujourd'hui, la défense de la légalisation de l'avortement ne fait pas l'objet d'une position explicite du PT, les dirigeants et élus s'exprimant, en général, à titre individuel.

27. La présence féminine au sein de la direction nationale s'affaiblit à mesure que le parti se consolide : elle est de 8,7 % de 1981 à 1984 puis stagne autour de 6 % jusqu'en 1987, date où le minimum est atteint puisque la présence féminine est de 4,9 % pour remonter à nouveau à 6 % en 1990. Chiffres issus du document : Secretaria Nacional de Mulheres do PT, *Boletim para o 1° Congresso*, 1991, multigr.

En 1996, ce dernier s'autonomise du secrétariat des mouvements populaires pour devenir un secteur à part entière, bénéficiant de financements partisans et d'une représentation permanente et rémunérée au sein de la commission exécutive nationale.

Durant le processus de consolidation du secteur femmes, une réflexion est menée sur les pratiques du groupe de militantes, lesquelles sont progressivement déterminées à partir de deux principes :

En premier lieu, la consolidation d'un réseau de féministes autour du secteur femmes du PT, de la CUT et de diverses ONG et mouvements de femmes<sup>28</sup> ayant une implantation nationale ou internationale, aboutit à une autonomisation du secteur femmes. Cette étroite collaboration se manifeste notamment lors de la réalisation de projets communs (formation proposées par le PT en collaboration avec la SOF) ou l'organisation de mobilisations communes (8 mars) et favorise l'utilisation d'un répertoire d'actions analogue, internationalisé et fondé sur un large recours au savoir universitaire ou expert, fourni par les ONG notamment (en matière de santé, de sexualité, etc.). L'autonomisation du secteur femmes est à la fois le résultat d'une volonté des militantes qu'une conséquence de pratiques politiques distinctes, parfois perçues avec une bienveillante distance. Ainsi de l'avis d'un député *estadual*, membre de l'Articulação :

« C'est (le *setorial* femmes) un espace assez romantique, assez militant, volontaire... » (Mauro Menucchi, député PT de l'État de São Paulo depuis 2002, entretien le 21 avril 2004).

Les militantes décident, en second lieu, de respecter une certaine horizontalité au sein du groupe, dans une perspective de participation de ces dernières et de délibération collective. Ainsi, les décisions sont prises au consensus, tandis que la représentation au sein de la commission exécutive est tournante. Si ce mode d'organisation résulte d'une critique « féministe » des pratiques politiques, il s'inscrit également dans une prise de distance à l'égard de pratiques partisans jugées par trop électoralistes. Selon l'actuelle assistante de la secrétaire du secteur femmes, membre de l'Articulação :

« Il y avait au début une philosophie... innocente. Personne ne devait prendre le pouvoir, il fallait que tout soit réalisé de manière horizontale, consensuelle afin d'éviter de reproduire des pratiques virilistes et hiérarchiques... il fallait se distinguer des pratiques des cadres du parti, qui favorisent aujourd'hui le parlement, les *prefeituras* » (Maria, assistante de Conceição Nascimento, secrétaire nationale des Femmes du PT, entretien le 18 avril 2005).

Notons enfin que parmi les principales militantes du secteur femmes, plusieurs sont membres de l'aile gauche du parti, positionnement renforçant la cri-

28. À São Paulo, les ONG les plus influentes sont la Sempre Organização Feminista (SOF), l'Associação das Mulheres Brasileiras (AMB), l'União de Mulheres Brasileiras (UMB) et le Geledes.



tique des instances de direction partisans dominées par l'Articulação, ainsi que la défense d'un féminisme « populaire ».

La structuration du secteur femmes durant les années 1990 rappelle l'organisation initiale du PT, laquelle tend à favoriser un ensemble de pratiques souvent caractéristiques de l'arène des conflits sociaux et participe, aux marges du centre décisionnel du parti, à un processus de « mouvementisation » partisane. Ainsi, l'institutionnalisation des instances de direction n'est pas incompatible avec des processus parallèles et secondaires de « désinstitutionnalisation » permettant de relativiser l'ampleur de l'autonomisation partisane. Notons toutefois que la congruence entre secteur partisan et mouvement social se réalise sur une thématique considérée par le parti comme « particulière ». Une analyse plus exhaustive des divers groupes composant le PT – tendances, secteurs et sections – serait nécessaire pour déterminer si ce processus de « mouvementisation » dépasse le cadre d'un groupe relativement restreint.

Le secteur femmes est toutefois victime de son succès : en effet, sa consolidation intra-partisane ainsi que l'intégration institutionnelle des problématiques de genre aboutit à une mutation en faveur d'une modération idéologique et une « élitisation » de ce secteur.

### **Vers une intégration institutionnelle des problématiques de genre : une homogénéisation de l'identité partisane ?**

L'évolution du secteur femmes est paradoxale puisque cette structure tend, ces dernières années, à reproduire des pratiques jusque-là fortement critiquées : elle connaît, en effet, une croissante verticalisation, ainsi qu'une « élitisation ». Cette évolution est concomitante d'une intégration des problématiques de genre dans l'action institutionnelle du parti.

L'arrivée au pouvoir du PT, à l'échelle locale et fédérale, s'accompagne de la création de structures en charge des politiques de genre. À São Paulo, la Coordenadoria da Mulher, créée en 1988 sous l'administration municipale *petista* de Luiza Erundina, mais mise en sommeil durant les mandats de Celso Pitta et Paulo Maluf, est réactivée avec la victoire de Marta Suplicy en 2000. Un Secretaria Especial de Políticas para as Mulheres<sup>29</sup>, ayant le statut de ministère, voit le jour en mars 2003 à l'échelle fédérale. L'inclusion des thématiques de genre au sein de l'action institutionnelle du PT convertit le secrétariat des femmes en réserve éventuelle de cadres administratifs. À São Paulo, Tautau Godinho et Maria Luiza Da Costa, deux représentantes du secteur, ont été appelées à présider la Coordenadoria da Mulher à São Paulo.

29. Secrétariat spécial de politiques pour les femmes.

La croissance électorale du PT permet, en outre, à plusieurs militantes d'occuper des postes de *vereadora*<sup>30</sup> : à l'issue de l'élection de représentants, alors conseillers municipaux *paulistano*, à l'échelon *estadual* ou fédéral en 2002<sup>31</sup>, diverses militantes, ayant le statut de suppléantes sur les listes *petista* à São Paulo, accèdent au conseil municipal : ainsi, Flavia Pereira, présidente d'une ONG de la zone Nord, « La casa Lilith », Tita Dias et Lucila Pizzani Gonzalves intègrent le conseil municipal cette même année.

L'intégration institutionnelle tend à accélérer les mutations du secteur femmes : on observe, ainsi à la suite des victoires électorales *petista*, l'émergence d'une élite féminine autour de militantes dotées de capitaux scolaires élevés<sup>32</sup>, généralement multipositionnées, et parallèlement, une accélération des défections de militantes : contestation de l'évolution du parti et/ou déception de ne pas avoir été rétribuées pour l'engagement au sein du parti ? Plusieurs militantes expliquent leur désengagement en mêlant ces deux variables :

« J'ai été secrétaire des femmes au niveau municipal et national. J'ai été l'une des fondatrices du PT dans ma ville dans le Minas Gerais... il y avait beaucoup de femmes dans les années 80, 90 dans le PT (...). Mais progressivement, on s'est rendu compte que l'on était juste là pour balayer le sol... Donc on s'est mobilisé pour les quotas. Mais qu'est ce qui a changé ? Le parti s'engage-t-il concrètement sur le thème des femmes ? Et dès qu'il y a un enjeu de pouvoir, les femmes restent à la traîne... donc à force d'être exclue, on va ailleurs... aujourd'hui, il y a plus d'espace pour les femmes dans les mouvements que dans le parti » (Glauca Mateus, ancienne secrétaire nationale des Femmes, actuellement dans la direction de Fala Preta, entretien le 4 mai 2004).

Cette « élitisation » doit également être replacée dans la dynamique interne de consolidation de l'aile modérée du parti : alors que la représentante du *setorial* femmes ne disposait jusqu'alors que de compétences consultatives au sein de la commission exécutive, elle acquiert en 2000<sup>33</sup> un droit de vote au sein de cette même instance. Le secteur femmes devient alors un enjeu pour les diverses tendances partisans<sup>34</sup>.

30. Ce titre est l'équivalent de conseillère municipale.

31. Au Brésil, l'exercice d'un mandat d'élu ne représente pas un obstacle pour se porter candidat lorsque de nouvelles élections se présentent.

32. Dix-huit femmes ont été interrogées : il s'agissait d'élues, de membres de l'administration municipale *petista* et de militantes du secrétariat national des Femmes, et ayant intégré le parti dès sa formation et participant aux divers secrétariats femmes. Sur cet échantillon, 77 % des femmes rencontrées avaient au minimum un diplôme de second cycle universitaire, 57 % travaillaient dans l'enseignement et 25 % dans les métiers du « social », c'est-à-dire de la santé ou de l'éducation.

33. La réforme des statuts de 2000 prévoit, notamment, l'élection directe de la DN par les militants, au détriment du principe de représentation proportionnelle des tendances, jusque-là en vigueur, et la reconnaissance d'un droit de vote aux *setoriais* (cette dernière disposition ayant été annulée en 2002).

34. Il s'agissait, pour chacune des tendances, de garantir la présence de leurs propres déléguées *estaduais* lors de la rencontre nationale du *setorial* de 1999. L'Articulação fournit alors des garanties matérielles (prise en charge des frais de transport et de séjour) favorisant le déplacement d'un nombre conséquent de déléguées membres de cette même tendance.



La réforme des statuts accentuent les clivages traversant le groupe de militantes, clivages auparavant existants mais canalisés par la dynamique unitaire jusqu'alors en vigueur : ainsi, à un féminisme « populaire » lié à la Marche mondiale des Femmes, se distingue un féminisme plus « libéral » lié à l'ABM, opposition recoupant également les divergences entre tendances au sein du parti. Ces tensions s'expriment pleinement lors de la rencontre nationale du *setorial* femmes de 1999, au cours de laquelle deux listes se confrontent et élisent chacune leur propre représentante. Le conflit est résolu par la division du mandat entre Maria Luiza da Costa (militante non affiliée à une tendance) et Conceição Nascimento (membre de l'Articulação), cette dernière étant reconduite depuis lors.

L'émergence d'une élite féminine et féministe est à l'origine de critiques renvoyant ironiquement à la « loi d'airain de l'oligarchie » mise en lumière par Roberto Michels. Selon la représentante *estadual* des femmes, membre de la DS : « Celles qui sont au pouvoir, ce sont des libérales, des bourgeoises, ce sont celles qui sont dans le gouvernement, qui offrent des services aux femmes. Ce sont elles qui ont le pouvoir » (Dida Dias, entretien le 13 avril 2004).

Ainsi, la singularité du secteur femmes tend à s'estomper à mesure que le parti intègre les problématiques de genre dans son action institutionnelle, l'homogénéisation de l'identité du PT se réalisant au profit d'une autonomisation du parti et des groupes en compétition au sein de celui-ci, ainsi que d'un processus de centralisation de la décision.

## Conclusion

L'identité du PT n'est aujourd'hui plus la même qu'à sa fondation, comme l'illustrent l'évolution de sa structuration et de son projet politique : elle est l'objet de mutations plurielles. Le PT connaît, en effet, des processus d'institutionnalisation différenciés, coïncidant avec des espaces de « mouvementisation » partisane. En tant qu'entité collective, le PT s'apparente de plus en plus à un parti d'électeurs, au sein duquel se développent des pôles « militants », évolution non réductible à une opposition entre la direction et les bases, le « haut » et le « bas », opposition tendant à nier les espaces de critiques, de résistances, développés au sein d'un parti. Le cas du secteur femmes est, à cet égard, illustratif, ce dernier s'étant consolidé autour de pratiques fondées, en partie, en opposition à l'évolution des instances nationales de direction.

L'intégration institutionnelle des problématiques de genre semble, cependant, concomitante d'un alignement de la structuration du secteur femmes sur le reste du parti. Si l'hypothèse d'une absence de « neutralité institutionnelle » [Aucante, 2003, p. 77] semble confirmée, celle-ci devrait être l'objet d'une étude plus approfondie afin d'en vérifier la pertinence pour la compréhension du changement *petista*.

L'accession au pouvoir fédéral du PT représente, en outre, une nouvelle étape. Si, selon Yohann Aucante, « *bien des changements interviennent dans l'optique*



d'exercer le pouvoir, il n'en reste pas moins que le parti ne développe qu'une culture limitée ou fragmentée (locale ou parlementaire) avant d'accéder aux responsabilités nationales » [Aucante, 2003, p. 77]. L'expérience du pouvoir fédéral, symbolisant à la fois l'implantation du PT au sein du paysage politique brésilien et les contradictions « du socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme » [Picard, 2003], marquera sans doute durablement l'identité *petista*. La défection d'une partie de la gauche du parti, à la suite des élections de la direction nationale en septembre-octobre 2005, au profit du P-Sol<sup>35</sup> accentue les mutations *petista*, tout en contribuant à la redéfinition du paysage politique brésilien. L'implantation électorale d'un parti à la gauche du PT, semblait, il y a quelques années, peu probable : si le P-Sol ne représentait pas, jusqu'alors, un réel concurrent pour le PT, il est possible que lors des prochaines élections, le premier capte une partie de l'électorat déçue de la politique gouvernementale du second.

## BIBLIOGRAPHIE

- AUCANTE Yohann, *L'hégémonie démocratique : institutionnalisation des partis sociaux démocrates suédois et norvégiens comme partis d'État*, mémoire sous la direction de HERMET Guy, Institut d'Études politiques de Paris, décembre 2003.
- BAIOCCHI Gianpaolo, « The Party and the Multitude: Brazil's Workers' Party (PT) and the challenges of building a just social order in a globalizing context », *Journal of World-System Research*, X, 1, hiver 2004, p. 199-215.
- FALS BORDA Orlando, « Mouvements sociaux et pouvoir politique : développement en Amérique latine », dans ALVAREZ BEJAR Alejandro et alii (dir.), *Amérique latine, démocratie et exclusion*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 199-218.
- KATZ Richard et MAIR Peter, « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartels Party », *Party Politics*, 1995, 1 (1), p. 5-28.
- KECK Margaret E., *The Worker's Party and democratization in Brazil*, New Haven, Yale University Press, 1992.
- LAGROYE Jacques, *Sociologie Politique*, Paris, Presse de Sciences Po et Dalloz, 3<sup>ème</sup> édition, 1997.
- LEHER Roberto, « O governo Lula e os conflitos sociais no Brasil », *Osal*, n° 10, janvier-février 2003, p. 81-95.
- Löwy Michael, « Brésil, la longue marche du Parti des Travailleurs », dans PICARD Jacky (dir.), *Le Brésil de Lula. Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, Paris, Karthala, Lusotopie, 2003.
- MARTINS RODRIGUES Leôncio, « La composition sociale des cercles dirigeants du Parti des Travailleurs », dans PECAUT Daniel et SORJ Bernardo, *Métamorphoses de la représentation politique au Brésil et en Europe*, Paris, Éditions du CNRS, 1991.
- MENEGUELLO Rachel, *PT : A formação de um partido, 1979-1982*, São Paulo, Paz e Terra, 1989.
- MICHELS Roberto, *Les partis politiques. Essais sur les tendances oligarchiques des démocraties* [Leipzig, 1911], trad. fr., Paris, Champs Flammarion, 1984.
- MONCLAIRE Stéphane, « Lula et les candidats du PT : ampleur et limites d'un succès électoral », dans PICARD Jacky (dir.), *Le Brésil de Lula. Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, Paris, Karthala, Lusotopie, 2003.

35. Partido Socialismo e Liberdade.



- NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2002.
- OLIVIER Laurent, « Les partis politiques saisis par les logiques militantes du mouvement social. "Mouvementisation" et désinstitutionnalisation partisane. L'exemple français ». [http://www.unites.uqam.ca/sqsp/pdf/congresAnn/congres2004\\_olivier.pdf](http://www.unites.uqam.ca/sqsp/pdf/congresAnn/congres2004_olivier.pdf)
- PARTIDO DOS TRABALHADORES, *Resoluções de Encontros e Congressos, 1979-1998*, São Paulo, Fundação Perseu Abramo, 1998.
- PICARD Jacky (dir.), *Le Brésil de Lula. Les défis du socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, Paris, Karthala, Lusotopie, 2003.
- PUDAL Bernard, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1989.
- SAMUELS David, « From Socialism to Social Democracy. Party Organization and the Transformation of the Worker's Party in Brazil », *Comparative Political Studies*, Thousand Oaks, Sage Publications, vol. 37, n° 9, novembre 2004, p. 999-1024.
- SAWICKI Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste*, Paris, Belin, 1997.
- TILLY Charles, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

## RÉSUMÉ/RESUMO/ABSTRACT

Le PT n'est plus le même « animal politique » aujourd'hui qu'en 1980. Il a, en effet, connu un processus d'institutionnalisation à l'origine d'une autonomisation de l'organisation partisane à l'égard de son environnement social, ainsi qu'un mouvement de centralisation de la prise de décision. Cependant, ce processus n'est pas sans susciter de tensions et résistances internes, conduisant, aux marges du parti, à l'élaboration de stratégies de redéfinition de l'identité partisane. Le cas du secteur des femmes du PT permet d'illustrer qu'au sein d'un même parti peuvent coïncider des processus d'institutionnalisation et de « mouvementisation », processus parallèles et en interaction. L'accession au pouvoir, à l'échelle locale et nationale, s'accompagne toutefois d'une homogénéisation de l'identité *petista*. Il semblerait ainsi, à travers le cas du PT, que l'intégration institutionnelle d'un parti et des divers groupes le composant ait une influence durable sur la structuration de ces derniers.

El Partido de los Trabajadores no es el mismo « animal político » hoy que durante los años 80. Este partido conoció un proceso de institucionalización al principio de una autonomización de la organización partidaria con respeto a su entorno social, así como un movimiento de centralización de la toma de decisión. No obstante, este proceso suscita tensiones y resistencias internas, las cuales conducen, al margen del partido, a la elaboración de estrategias de redefinición de la identidad partidaria. El caso del sector de las mujeres permite ilustrar que dentro de un mismo partido, coinciden procesos de institucionalización y de « movimientización », procesos paralelos y en interacción. Con la accesión del partido al poder a nivel local y nacional, éste conoce una homogeneización de su identidad partidaria. Parece, entonces, a través del caso del PT, que la integración institucional de un partido y de sus grupos internos tenga una influencia durable sobre la estructuración de estos últimos.

The Worker's Party (WP) is no longer the same « political animal » today than in the 80's. Indeed, it has known a process of institutionalization and of centralization of the decision, which originated an autonomization of the organization with regard to its social environment. Nevertheless, this process has brought internal conflicts leading to the elaboration of strategies of redefinition of the party's identity. The women Setorial illustrates

that, in a party, parallels process of institutionalization and « movementization » can coincide. However, with the coming to power of the WP, the party's identity knows a homogenization. It seems, through the WP's case, that the institutional integration has a durable influence on the internal party's organization.

### **MOTS CLÉS**

- **parti politique**
- **identité partisane**
- **institutionnalisation**
- **genre**

### **PALAVRAS CLAVES**

- **partido político**
- **identidad partidaria**
- **institucionalización**
- **género**

### **KEYWORDS**

- **political party**
- **party's identity**
- **institutionalization**
- **gender**





Dans une galerie commerciale de Rio de Janeiro,  
un ancien cinéma devenu lieu de culte de l'Église universelle  
du Royaume de Dieu (cliché Anaïs Fléchet)

Ari Pedro Oro\*

## Religião e política no Brasil

**N**a atualidade, no Brasil, ocorrem fatos novos na relação entre religião e política que confirmam a existência de uma fronteira relativamente fluida entre essas esferas sociais, em razão de aproximações e passagens existentes entre elas, que, porém, têm ocorrido de forma diferenciada segundo as expressões religiosas e os momentos históricos e políticos.

O atual dado mais visível desse processo consiste na presença significativa de igrejas evangélicas na política, sobretudo pentecostais, e a formação das chamadas « bancadas evangélicas », nos diferentes níveis políticos, indo das Câmaras Municipais ao Congresso Nacional, passando pelas Assembleias Legislativas dos Estados. Esse fato, por sua vez, tem alguma importância na produção de um efeito mimético sobre outros segmentos religiosos, sobretudo os afro-brasileiros e o católico, que, nos últimos anos, parecem ter aumentado o interesse pela sua representatividade na política, sendo esta, com relação à Igreja Católica, mais uma faceta de uma longa história de relação, ora mais estreita, ora mais distanciada, com o Estado brasileiro.

Este texto irá recuperar historicamente e apresentar dados atuais, ainda que superficialmente, sobre a relação com o campo político institucional mantido pelas três principais expressões religiosas que formam a diversidade do campo reli-

\* Universidade Federal do Rio Grande do Sul, (Porto Alegre), professeur invité à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine en 2005-2006.

gioso brasileiro, a saber: a católica, a evangélica e a mediúnica<sup>1</sup>, aqui circunscrita à afro-religiosa<sup>2</sup>.

## O Estado brasileiro e a Igreja Católica

As considerações que seguem privilegiam um recorte das históricas relações *institucionais* estabelecidas entre o estado e a Igreja Católica no Brasil, e uma breve análise da participação de clérigos nos cargos eletivos da política nacional.

O Brasil adotou o catolicismo como religião oficial até 1889. Portanto, durante todo o período colonial (1500-1882) e imperial (1882-1889) havia uma dependência orgânica da Igreja ao Estado, representado pelo instituto do Padroado Régio Português<sup>3</sup>. Segundo esse regime, o poder executivo possuía a obrigação de proteger a religião do Estado (o catolicismo), mas, ao mesmo tempo, detinha prerrogativas constitucionais, como nomear bispos e fiscalizar a Igreja em assuntos administrativos e econômicos.

O instituto do Padroado, como afirma Juan Esquivel, « ocasionou um sufocante abatimento do catolicismo no Brasil » [Esquivel, 2003, p. 4], deixando o poder eclesiástico cada vez mais em situação de submissão ao poder político, o que contribuiu para que a relação entre esses poderes fosse de crescente oposição. Nesse sentido, durante o período imperial, ocorreram dois grandes conflitos entre eles, a saber, o « Cisma de Feijó » (1827-1838) e a « Questão Religiosa » (1872-1875), ambos tendo tido alguma influência na separação entre Igreja e Estado, que irá ocorrer na aurora do regime republicano.

De fato, por ocasião da instalação da República (15/11/1889), o governo provisório decretou, e a primeira Constituição republicana, promulgada em 1891, oficializou a separação entre Igreja e Estado, pondo fim ao monopólio religioso católico, extinguindo o regime do padroado e garantindo a liberdade religiosa para todos os cultos religiosos. Porém, a secularização do Estado brasileiro não retirou alguns privilégios da Igreja Católica. Por exemplo, não ocorreu o confisco de seus bens, as ordens e congregações religiosas tiveram permissão para continuar fun-

1. Segundo os dados revelados pelo último censo de 2000, os católicos romanos somam 124 976 912 pessoas (isto é, 74,3 % do total); os evangélicos, 26 166 930 (ou seja, 15,44 %); os espíritas, 2 337 432 (o que representa 1,28 %); os afro-brasileiros, 571 329 (ou seja, 0,34 %). Seguem, com percentagens abaixo de 1 %, os judeus, os budistas, outras orientais, os muçulmanos, os hinduístas, os esotéricos, as tradições indígenas. Os sem-religião alcançam 12 330 101, ou seja, 7,28 %.
2. O campo mediúnico, como se sabe, envolve o Espiritismo e as religiões de matriz africana: Candomblé, Casa das Minas, Xangô, Batuque, Quimbanda, Macumba, Umbanda e outras. Embora haja importantes diferenças tanto entre essas religiões que compõem o campo afro-religioso, quanto delas em relação ao Espiritismo, elas têm em comum a concepção da manifestação, em determinados rituais, dos espíritos e das entidades sobrenaturais nos espaços sagrados, através da mediação de indivíduos em transe, tidos como médiuns, no Espiritismo, ou « cavalos-de-santo », nas religiões afro-brasileiras.
3. A instituição do Padroado Régio Português remonta ao século XV, através de sucessivas Bulas papais e de acordos com a monarquia portuguesa que representavam a junção entre « o trono e o altar », na esfera política, entre « a espada e a cruz », no campo militar, entre « o estado e o trabalho missionário », frente às populações consideradas « pagãs » [Azzi, 1987; 1992, p. 153-242].



cionando, algumas subvenções ainda permaneceram e em algumas localidades do território nacional a obtenção de documentos continuaram a ocorrer através da Igreja Católica [Fonseca, 2002].

A hierarquia da Igreja, diz Lustosa, num primeiro momento « ficou atordoada » com a situação diferente que se criou para ela. Por isso mesmo, em março de 1890, todos os bispos do país assinaram uma Carta Pastoral de defesa da união entre Igreja e Estado, e enviaram ao Presidente da República, Marechal Deodoro da Fonseca, que se dizia católico, um documento denominado « Reclamação » [Lustosa, 1990].

Mas, após essas reações dos primeiros meses do processo de laicização, despontou no interior da Igreja Católica, mesmo nos meios eclesiásticos, o interesse pelo diálogo com o regime republicano, bem como a idéia de efetuar uma articulação política mais direta, através da realização de um sonho há algum tempo acalentado : o da criação do Partido Católico. Mas, segundo Lustosa, diante da falta de consistência interna nesse partido e da falta de apoio eclesiástico, o « Partido Católico não conseguiu, em período algum da história do catolicismo brasileiro, passar de fogo de palha de agitações locais de clérigos e leigos católicos bem-intencionados, porém politicamente malpreparados » [Lustosa, 1990, p. 24].

A fase de « reconciliação » entre Igreja Católica e Estado ocorreu na década de 1930, sob o governo de Getúlio Vargas (1930-1945), amigo de Dom Sebastião Leme, nomeado arcebispo coadjutor do Rio de Janeiro e da capital da República em 1921. A boa relação existente entre essas duas renomadas figuras públicas « solidificou uma aliança que aproximaria novamente a Igreja ao Estado, mas numa modalidade diferenciada à traumática experiência imperial » [Esquivel, 2003, p. 9].

A Constituição de 1934 selou a aproximação entre a Igreja Católica e o Estado brasileiro. No dizer de Giumbelli, tal Constituição teria ferido a Constituição de 1891 ao introduzir o princípio da « colaboração recíproca » entre Estado e religião (subentende-se Igreja Católica) [Giumbelli, 2002]. Nessa Constituição, diz Mariano, a Igreja Católica conseguiu avançar de tal maneira na retomada de sua privilegiada relação com o Estado que alcançou o status de religião « quase oficial » [Mariano, 2002, p. 145].

Ainda na década de 1930 fora criada a Liga Eleitoral Católica, próxima à Ação Católica, que :

« Analisava os candidatos a postos eleitorais, a partir de alguns princípios ou exigências que julgava indispensáveis para os interesses da Igreja (indissolubilidade do matrimônio, ensino religioso nas escolas...) e recomendava ou vetava esses candidatos » [Gomez de Souza, 2004, p. 84].

Tal iniciativa da Igreja gerou críticas e motivou a reflexão de uma presença na política numa dimensão mais ampla do que a eleitoral, isto é, « se daria ao nível da consciência ética, em ações e posicionamentos na sociedade (*polis*), nos processos de tomada de decisão coletiva e na gestão da coisa pública » [Gomez de Souza, 2004, p. 84].



A Constituição de 1946 reafirmou os princípios da separação Estado-Igreja e da colaboração do Estado com a Igreja na realização do bem comum. Isso significa, conforme sublinha R. Mariano, que durante o período republicano o Estado não passou a tratar de forma isonômica os diferentes grupos religiosos [Mariano, 2002, p. 142]. Ao contrário, apesar dos dispositivos legais, outras religiões encontraram dificuldades para serem socialmente aceitas, entre elas as evangélicas e sobretudo as mediúnicas (afro-brasileiras e espíritas), tendo sido inúmeras vezes acusadas de perturbação da ordem pública, de prática de curandeirismo e de exercício ilegal da medicina.

Mas, após a segunda guerra mundial, e sobretudo nas décadas de 50 e 60, a situação nacional havia mudado. O Estado procedeu a uma centralização crescente do sistema político, alcançando sua culminação com o golpe militar em 1964. A Igreja Católica, por sua vez, se reestruturou com a criação da Conferência Nacional dos Bispos do Brasil (CNBB), em 1952, ampliou, no início da década de 60, a sua presença nas áreas social e política (sindicalização rural, educação popular, além de continuar com ações já em andamento junto a jovens do meio rural, estudantes secundários e universitários, operários), dando origem à chamada igreja popular progressista, que vai ser a grande defensora dos direitos humanos nos anos 70 [Gómez de Souza, 2004].

De fato, na década de 60, no Brasil e em quase toda a América Latina, vão ser gestadas as Comunidades Eclesiais de Base (CEBs), que, juntamente com toda uma série de movimentos sociais, repensam e questionam a sociedade, suas estruturas e valores. Segundo Prandi e Souza, as CEBs visavam « recuperar o espaço perdido na sociedade » e significaram uma « mudança efetiva na prática pastoral, com inequívoca abertura para as questões sociais, gerando também mecanismos de formação de militância político-partidária » [Prandi e Souza, 1996, p. 69]. Lembram ainda esses autores que o auge desse movimento deu-se entre o final dos anos 70 e início dos anos 80 e tinha como « espelho » a ditadura, « cuja obra é identificada como a injustiça social, a falta de respeito aos direitos humanos, a censura, a perseguição política, a tortura, a prisão e a morte », e o seu esvaziamento ocorreu em razão da « política de “restauração conservadora” promovida pelo alto controle institucional da Igreja (...), o refluxo dos movimentos sociais (...), uma certa crise do catolicismo devido à forte concorrência com outras opções religiosas, sobretudo o evangelismo pentecostal... » [Prandi e Souza, 1996, p. 69-73].

Legalmente, a Constituição de 1967 reiterou o princípio da separação Igreja-Estado, tal como fora estabelecido nos mesmos termos de 1891, 1934, 1937 e 1946, « com a proibição de estabelecer, subvencionar ou embaraçar os cultos religiosos e de manter com eles relação de dependência ou aliança » [Scampini, 1978, p. 234]. Portanto, essa Constituição introduziu uma cláusula restritiva à « colaboração recíproca », presente nas Constituições de 1934 e de 1946. Enfim, a



Constituição de 1988 manteve os dispositivos vigentes nas demais constituições acerca da separação Igreja-Estado.

Faz-se necessário agora um breve registro sobre a relação estabelecida entre a Igreja Católica e o regime militar implantado no país entre os anos 1964 e 1985. Num primeiro momento, a Igreja, enquanto instituição, através de mensagem da CNBB, datada de 27 de maio de 1964, apoiou o golpe militar, sob o pretexto de ele ter evitado a implantação do comunismo no Brasil. Reproduzia, assim, semelhante apoio ao regime feito há alguns anos antes em relação ao Estado Novo de Getúlio Vargas. Mais tarde, porém, a partir de 1968, a Igreja mudou de posição, mostrando, assim, como destaca Mainwaring, que « o conservadorismo político não é tão intrínseco às Igrejas » [Mainwaring, 1989, p. 25]. Desde então, e até o início dos anos 80, a Igreja se tornou « uma adversária resoluta dos regimes de exceção e uma das forças motrizes na luta pela democratização » [Löwy, 1997, p.198], aparecendo « aos olhos da sociedade civil e dos próprios militares como o principal adversário do regime de exceção... » [Löwy, 1997, p. 202]. De fato, ela se posiciona fortemente não só contra a violência utilizada pelos órgãos de repressão, mas também contra a estrutura econômica vigente, preconizando atenção aos setores excluídos da população e defendendo o retorno da democracia.

Alguns bispos destacaram-se na « defesa valente dos direitos humanos e na denúncia à repressão e à tortura, sem restrições às diferentes crenças e ideologias » [Pierucci, 1996, p. 254]. São eles : D. Paulo Evaristo Arns, D. Helder Câmara, D. Waldyr Calheiros, D. Antonio Fragoso, D. Tomas Balduino e D. Pedro Casaldáliga.

A posição crítica da Igreja Católica em relação ao regime militar deveu-se a uma série de fatores, tais como : a influência do Concílio Vaticano II (1962-1965), a Conferência de Medellín (1968), a repressão contra setores da Igreja e, sobretudo, segundo Löwy, ao papel da « base » religiosa, ou seja,

« ... os meios cristãos – laicos ou membros do clero, militantes da JUC e da JOC, religiosos e religiosas, intelectuais e trabalhadores – ativamente engajados no combate contra o regime de exceção, que foram, sem dúvida, o « motor » da transformação da instituição » [Löwy, 1997, p. 203].

Nota-se, portanto, que a Igreja Católica não adotou uma posição unívoca durante todo o período em que vigorou o regime militar. Como refere Scott Mainwaring, as diferentes relações mantidas pela Igreja refletem o jogo de forças existentes no interior da própria instituição, com reflexos nas relações com o Estado. Segundo o autor norte-americano, sobretudo no início dos anos 60, início da década de 70 e após 1982, « surgiram graves tensões entre os grupos tradicionais e os progressistas... » [Mainwaring, 1989, p. 20], tendo contribuído, para tanto, as importantes « intervenções » sofridas pela Igreja católica brasileira progressista de parte do Vaticano. De fato, segundo Mainwaring, a partir de 1982,

« A nomeação de bispos conservadores, a pressão contra teólogos, bispos e práticas progressistas, e o favorecimento dos moderados e conservadores, junto

com a pressão para que a Igreja cortasse e modificasse seu envolvimento político porque a sociedade civil produzira seus próprios canais políticos, começou a impedir os católicos progressistas de expandir seu nicho dentro da Igreja. Entretanto, a Igreja brasileira já havia se estabelecido como agente dos mais importantes e inovadores da Igreja internacional e da política brasileira das últimas décadas » [Mainwaring, 1989, p. 35].

Também Gomez de Souza sublinha que, apesar de pressões em contrário, após a abertura política, a Igreja continuou vigilante no trato da coisa pública, de tal sorte que hoje se pode afirmar « que há uma tradição, constituída e amadurecida, de voz ativa e de presença permanente da Igreja no que se refere à coisa pública, isto é, à vida política em seu sentido mais amplo e abrangente » [Gomez de Souza, 2004, p. 86].

Relativamente à participação direta de membros do clero católico na política institucional brasileira, vale recordar que o padre Diogo Feijó chegou à condição de regente do Império entre os anos de 1835 e 1837. Talvez seja esse o mais alto posto político ocupado por um clérigo na política nacional. No mais, a participação direta do clero na política institucionalizada é bastante reduzida, embora por ocasião das eleições proporcionais do ano 2000, o Setor de Vocações e Ministérios da CNBB tenha constatado um aumento de candidaturas de religiosos a cargos públicos. Um estudo de Moreira de Oliveira, realizado junto a 176 dioceses brasileiras, o que corresponde a 65,67 % do total, apurou que, nas mencionadas eleições, a quantidade de candidatos « superou a faixa de cem padres » [Moreira de Oliveira, 2002, p. 263], tendo cerca de 70 % deles concorrido a cargo de prefeito, seguido de vice-prefeito e de vereador. Os dados da pesquisa mostraram que 41 % dos padres candidatos concorreram pelo Partido dos Trabalhadores (PT), seguido do Partido do Movimento Democrático Brasileiro (PMDB), com 12 %, e do Partido da Social Democracia Brasileira (PSDB), com 9 %. A pesquisa mostrou ainda que 44,77 % dos candidatos venceram as eleições [Moreira de Oliveira, 2002, p. 264-265].

A fraca presença do clero na disputa a cargos eletivos deve-se às seguintes razões. Em primeiro lugar, predomina uma forte resistência no meio social católico à candidatura de sacerdotes a cargos políticos. Em segundo lugar, a resistência é ainda maior na própria hierarquia católica. Ou seja, os bispos geralmente se manifestam contrários à presença de sacerdotes na política, enfatizando que quando isso ocorre eles são aconselhados a se afastarem das atividades religiosas. Enfim, e não sem menor importância, o fato de não ter sido criado no Brasil um forte partido democrata-cristão que aglutinasse a presença político-partidária dos católicos, diferentemente de países como Itália, Chile e Venezuela, por certo tem sua importância na dificuldade de eleição, seja de membros do clero, seja de fiéis católicos, na vida política nacional [Gómez de Souza, 2004, p. 86].



Porém, reitero que, se por um lado a Igreja Católica não participa diretamente da política partidária, por outro lado, ela não se mantém alheia à política. Basta ver os documentos da CNBB, bem como os posicionamentos críticos, institucionais ou individuais, tomados geralmente antes dos períodos eleitorais. Isso significa que a Igreja age « de modo a influir na política e nas políticas, com base em sua mensagem religiosa e sociopolítica », caracterizada pelo « compromisso da Igreja no Brasil com a democracia e com o Estado de Direito e sua opção de apoiar um modelo democrático, politicamente soberano e participativo, economicamente inclusivo e socialmente justo » [Azevedo, 2004, p. 118].

Concluindo este item, pode-se afirmar que, se por um lado, historicamente, a Igreja Católica não tem tido uma presença na política institucional mais incisiva, por outro, ela está longe de figurar como uma instituição social desatenta à política. Por isso, nos períodos democráticos da vida brasileira, em momentos que antecedem as eleições, ela sempre mostra sua voz e expressa sua posição, sobretudo através da divulgação de « cartilhas » para orientação do voto dos seus fiéis. Além disso, parece que a Igreja Católica comparece de forma mais incisiva na política nacional quando se defronta com a figura de um « outro oponente », real ou imaginário. Assim, nas décadas de 30 e sobretudo de 60 (por ocasião do apoio institucional ao golpe militar) o horizonte era o comunismo, que desejava impedir a sua implantação no Brasil ; já nas últimas décadas, após o ingresso expressivo dos evangélicos na política, como veremos mais à frente, e a formação de « bancadas evangélicas » no Congresso Nacional e em Assembléias Legislativas Estaduais e Câmaras Municipais, parece que a Igreja Católica, ao menos em determinadas regiões, dioceses ou municípios, tem demonstrado interesse em se aproximar dos políticos alinhados com o catolicismo. Tal relação, que se dá na forma de encontros com membros da hierarquia<sup>4</sup>, tem suscitado a evocação de se tratarem de « bancadas católicas ». Não se trata, evidentemente, de um efeito mecânico e de uma resposta católica ao surgimento das « bancadas evangélicas », embora tudo leva a supor que, em algum grau, haja alguma relação entre elas<sup>5</sup>.

## Os Evangélicos e a Política

Embora os evangélicos, com seu trabalho assistencial e educacional, participem, de alguma forma, da vida pública nacional desde a sua implantação no país, a saber : os protestantismos de imigração e de missão, a partir do século XIX, e o pentecos-

4. Trata-se, afirma Dom Antonio Cheuiche, bispo Emérito de Porto Alegre, de um « novo espaço onde os parlamentares se reúnem para rezar, para melhorar a sua vida espiritual e aprofundar a consciência e seus conhecimentos sobre o compromisso político do cristão » (*Jornal Nova Versão*, 18-24/10/2001, p. 5).

5. Para uma análise do efeito mimético produzido pela bancada evangélica, sobretudo pela Igreja Universal do Reino de Deus, sobre demais igrejas e religiões no Brasil, ver Oro, 2003.

talismo, a partir da primeira década do século XX<sup>6</sup>, a sua presença na política institucional é um fenômeno da Nova República. De fato, por ocasião da Primeira República (1889-1930), a presença protestante na política nacional é quase nula [Freston, 1993]. Já na Era Vargas (1930-1945) houve o primeiro e talvez o mais importante pronunciamento político já realizado por líderes evangélicos brasileiros, que se mobilizaram em reação ao estreitamento das relações entre o governo Vargas e a Igreja Católica. Tal pronunciamento, chamado « Memorial », lançado em maio de 1932, foi articulado sobretudo por líderes presbiterianos, e nele constavam reivindicações típicas da tradição laica, do liberalismo e de uma social-democracia da época : voto secreto, justiça popular, rápida e gratuita, completa laicidade do Estado e do ensino oficial, absoluta liberdade de manifestação de pensamento, educação popular obrigatória, promoção do pacifismo, etc.

A Constituinte de 1934 marcou a estréia dos protestantes na política nacional, favorecida pela nova legislação eleitoral e impulsionada pelas pretensões católicas. Ou seja, o ingresso protestante na política nacional ocorreu até certo ponto em reação à intenção católica do momento de re-catolicizar a sociedade e o Estado. Mas, nessa Constituinte, a presença protestante se resumiu a um único parlamentar, Guaracy Silveira, um paulistano, pastor metodista, que se dizia socialista-cristão, eleito praticamente pelo eleitorado evangélico. Ele foi reeleito para o Congresso em 1945, sendo, novamente, o único evangélico.

Por ocasião das eleições de 1947, vários deputados estaduais e vereadores evangélicos lograram se eleger. O número de deputados permaneceu entre seis e doze até a legislatura que chega a 1987.

Por ocasião do golpe militar de 1964, o posicionamento majoritário das igrejas evangélicas em relação ao regime foi semelhante ao da Igreja Católica. Mas, a partir de 1968, enquanto esta última, como vimos, retirou o seu apoio ao regime, as igrejas evangélicas, menos a Luterana, continuaram a sustentá-lo. Aliás, o próprio regime militar se aproximou do segmento evangélico na medida em que a Igreja Católica se posicionava criticamente em relação a ele. No entanto, houve líderes evangélicos que agiram fortemente contra o regime. É o caso do missionário presbiteriano Jaime Wright que, ao lado de D. Paulo Evaristo Arns, então arcebispo da arquidiocese de São Paulo, atuaram na defesa dos direitos humanos. Ambos organizaram e publicaram o livro « Brasil : nunca mais ».

6. Por protestantismo de imigração referimo-nos fundamentalmente ao luteranismo, implantado no Brasil pela imigração germânica, em 1824, enquanto que o protestantismo de missão cobre um conjunto de denominações (presbiteriana, batista, metodista e outras), difundidas principalmente pela ação missionária anglo-saxônica. O pentecostalismo desembarca no Brasil em 1910, em São Paulo, com a fundação da Igreja Congregação Crista do Brasil, e em 1911, com a fundação da Igreja Assembléia de Deus, em Belém do Pará. Na década de 30 difunde-se a Igreja do Evangelho Quadrangular e a partir da década de 50 inicia a proliferação de igrejas pentecostais « brasileiras », como O Brasil para Cristo (1956), Deus é Amor ( 1962), Universal do Reino de Deus (1977), Internacional da Graça de Deus (1980), etc.



Esse fato revela que, de forma semelhante ao que vimos em relação à Igreja Católica, não parece ter havido uma unanimidade de posicionamentos de parte das igrejas evangélicas e de seus líderes frente ao regime militar.

A partir da Assembléia Nacional Constituinte de 1986, ou seja, após a redemocratização do país, os evangélicos ingressaram em maior número na política e ganharam visibilidade na política brasileira. Nessa ocasião, foi implantada no Congresso Nacional a chamada « Bancada Evangélica », uma bancada pluripartidária, composta de 33 membros, sendo 18 deles do ramo pentecostal. Segundo Pierucci, tal bancada atuou como um bloco corporativo na defesa da « maioria moral » e aliaram-se politicamente à direita [Pierucci, 1996, pp. 175 e ss]. Também Freston sublinha que o grupo evangélico manteve unidade em questões comportamentais (aborto, drogas, divórcio, homossexualismo), elegendo a família, mas também a mídia, como temas de grande interesse, caracterizando-se, ainda, pela ausência de crítica às autoridades e distância de questões sociais como a reforma agrária<sup>7</sup>. Porém, continua o autor, os evangélicos formaram menos uma « direita ideológica » e mais um « centro fisiológico » [Freston, 1993].

Ainda relativamente à Constituinte de 1986, nota-se que a presença evangélica no Congresso Nacional se modificou com o ingresso de representantes de igrejas pentecostais que abandonaram o *slogan* « crente não se mete em política », e assumiram o *slogan* « irmão vota em irmão ». Segundo Freston, tal mudança de orientação ocorreu especialmente às vésperas da Constituinte, mobilizando sobretudo a Assembléia de Deus, em razão de notícias, na forma de boato, que corria então nesse meio religioso, segundo as quais a Igreja Católica estaria articulando voltar a ser a religião do Estado e cercar a liberdade religiosa para as demais igrejas e religiões.

A partir de 1989, os evangélicos se engajaram nas eleições majoritárias. As igrejas pentecostais, como Assembléia de Deus e Quadrangular, embora não tivessem apoiado explicitamente nenhum candidato no primeiro turno, inclinaram-se por apoiar Fernando Collor de Mello no segundo turno. Por sua vez, as igrejas Universal do Reino de Deus e Casa da Benção externaram, através de seus líderes, apoio a Collor já no primeiro turno. Pesou para o apoio a esse candidato a sua pregação contra a corrupção, suas promessas de mudança e sua imagem de pessoa « temente a Deus », diferentemente de Lula, que foi acusado de ser « ateu » e « comunista »<sup>8</sup>.

Porém, nessas mesmas eleições, « setores progressistas » de algumas igrejas protestantes históricas formaram dezoito comitês evangélicos pró-Lula, espalhados em vários estados do país [Mariano e Pierucci, 1994, p. 92-106].

7. Ainda segundo Freston, as posições da maioria da bancada evangélica sobre o aborto, o homossexualismo e a pena de morte coincidiram com as posições oficiais da Igreja Católica. Divergiram, porém, na questão do divórcio [Freston, 1993].

8. Nessas eleições, Fernando Collor de Mello venceu Luiz Ignacio Lula da Silva no segundo turno por 49,94 % contra 44,23 % dos votos válidos.

Nas eleições de 1989, a representação evangélica no Congresso Nacional baixou para 22 deputados, dado interpretado dentro e fora das igrejas como uma reação do eleitorado evangélico ao tipo de atuação política (fisiológica e anti-ética, em alguns casos) levada a efeito por alguns parlamentares evangélicos na legislatura anterior.

Por ocasião das eleições de 1994 os evangélicos novamente se dividiram nos apoios aos candidatos Fernando Henrique Cardoso e a Luiz Inácio Lula da Silva<sup>9</sup>. Junto a alguns segmentos pentecostais, especialmente a Universal, a campanha anti-Lula continuou nos moldes de 1989, repetindo em relação a ele os mesmos clichês de ser comunista, de ter a intenção de perseguir os evangélicos, de receber apoio da Igreja Católica e de freqüentar terreiros de Umbanda e Candomblé para pedir ajuda aos « demônios » [Campos, 2002]. Nessas eleições, apareceu forte junto à sociedade em geral, e ao próprio campo evangélico em particular, a força política da Universal, que, para tanto, contava com uma já bem montada rede midiática e muitos recursos financeiros.

Nas mesmas eleições de 1994, a bancada evangélica no Congresso Nacional subiu novamente, agora para 31 deputados federais, dos quais 19 pentecostais e destes 6 da Igreja Universal do Reino de Deus. Também nessas eleições foram eleitos os senadores evangélicos Íris Rezende, pelo Estado de Goiás, e Benedita da Silva, pelo Rio de Janeiro, tendo ela sido a primeira mulher negra a se eleger para o Senado em toda a história do Brasil.

Nas eleições presidenciais de 1998 se apresentaram novamente como candidatos, embora não sendo os únicos, Fernando Henrique Cardoso e Luiz Inácio Lula da Silva, tendo o primeiro sido re-eleito, com 53,06 % contra 31,71 % de votos obtidos por Lula. Tal como nas eleições precedentes, foram organizados comitês agregando os evangélicos para ambos os candidatos. Leonildo Campos assinala que, mais uma vez, os evangélicos penderam majoritariamente para o lado de Fernando Henrique [Campos, 2002, p. 19]. Entretanto, é importante assinalar que, pela primeira vez, a Universal se mostrou mais simpática a Lula, publicando em seu jornal *Folha Universal* entrevistas e frases favoráveis ao candidato do PT. É possível que com essa atitude a Universal quisesse manifestar suas reservas em relação a Fernando Henrique, devido a certas medidas tomadas durante o seu primeiro mandato e consideradas por ela como desfavoráveis [Campos, 2002].

Nas eleições de 1998 foi eleita para o Congresso Nacional a maior « bancada evangélica » vista até então na história do Brasil, com 53 deputados. Nas mesmas eleições de 1998, a Universal elegeu 26 deputados nas assembleias legislativas de 18 estados da federação [Fonseca, 1998, p. 20].

A partir desse êxito político da Universal, P. Freston escreveu, ainda em 1999, que a Universal « representa uma força que desequilibra o meio evangélico e

9. Nessas eleições, Fernando Henrique Cardoso foi eleito com 54,3 % dos votos válidos enquanto Luiz Inácio Lula teve oficialmente 27,0 %.



começa a polarizá-lo », precisando ser levada em consideração sempre que se discutir a relação entre protestantismo e política » [Freston, 1999, p. 329-340]. Os fatos ocorridos nos anos posteriores confirmaram o acerto dessa afirmação. Por exemplo, um ano mais tarde, Conrado escreveu, acerca da Universal, que ela constitui uma força política na vida pública brasileira a que « o campo político não pode mais ficar alheio » [Conrado, 2000, p. 77].

Por ocasião das eleições presidenciais de 2002, dirigentes da Universal, assim como de parcela importante de líderes religiosos do campo evangélico, mas não sua unanimidade, expressaram, durante a campanha do primeiro turno, seu apoio ao também evangélico Anthony Garotinho, do Partido Socialista Brasileiro (PSB), o primeiro candidato evangélico a participar de uma campanha à Presidência da República. Mas como Garotinho não foi eleito para o segundo turno – ele recebeu a significativa, mas não suficiente, votação de 15 175 729 votos, ou seja, 17,87 % dos votos<sup>10</sup> – para o segundo turno a Universal se inclinou a apoiar Lula, o mesmo acontecendo com Anthony Garotinho, que declarou o seu apoio ao candidato do PT já na largada do segundo turno. Por seu turno, o candidato José Serra se mobilizou pessoalmente para obter o apoio das Assembléias de Deus, bem como da Quadrangular<sup>11</sup>.

Ainda nas eleições majoritárias de 2002, vale registrar que a « bancada evangélica » saiu ainda mais fortalecida, com 59 parlamentares, sendo 23 deputados filiados às Assembléias de Deus, 22 vinculados ou apoiados pela Universal, 8 das igrejas batistas e os demais de outras denominações. Também no Senado houve um aumento de evangélicos. Agora são quatro: Marina Silva (Partido dos Trabalhadores-Acre), Bispo Marcelo Crivella (Partido Liberal-Rio de Janeiro), Magno Malta (Partido Liberal-Espirito Santo) e Paulo Otávio (Partido da Frente Liberal-Distrito Federal). Atualmente a bancada evangélica transformou-se em « Frente Parlamentar Evangélica » e seu líder é o deputado federal, da Assembléia de Deus, Adelor Vieira, do PMDB de Santa Catarina.

Hoje, passados praticamente 20 anos da formação da primeira « Bancada Evangélica » no Congresso Nacional, um balanço de sua atuação mostra que ela não constitui um grupo político coeso. Segundo Fonseca, são raros os temas e as votações em que se pode perceber a existência de uma unidade evangélica. Ela aparece em assuntos ligados à moral, como a discussão em torno do aborto e da união civil dos homossexuais. Mas, continua Fonseca, « uma análise do comportamento do congressista evangélico mostra que esta “bancada” (evangélica) é um mito » [Fonseca, no prelo].

10. Vale recordar que, nessas mesmas eleições, a esposa de Garotinho, a também evangélica Rosinha Matheus foi eleita governadora do Estado do Rio de Janeiro com 4 101 423 votos, ou seja, 51,30 % do total de votos.

11. Nas eleições presidenciais de 2002, Lula venceu com 61,39 % dos votos válidos contra 38,7 % de Jose Serra.



Igualmente, hoje é prudente também se relativizar a questão da posição político-ideológica da « bancada evangélica ». A. Corten mostra que ela foi tida geralmente como « de direita e conservadora ». Porém, frisa esse autor, em verdade ela não é mais conservadora do que a média da população. E, especificamente sobre o pentecostalismo, esse autor afirma que ele « ... não é nem mais nem menos conservador do que a igreja católica » [Corten, 1997, p. 18].

O mais recente acontecimento envolvendo a Universal ocorreu no início de 2005, a saber : a fundação de um partido político. Inicialmente chamado de Partido Municipalista Renovador, em outubro de 2005 seu nome foi mudado para Partido Republicano Brasileiro. Segundo a *Folha de São Paulo*, edição de 13/01/2005, « o crescimento do PL (que abriga o maior número de deputados ligados à igreja), que teria diminuído o poder de influência da Universal na sigla, e as resistências de outras legendas a aceitarem seus candidatos estão entre as causas apontadas para a criação da nova sigla ».

Concluindo este tópico sobre o ingresso dos evangélicos, especialmente dos pentecostais, na política brasileira, pode-se afirmar que ele resulta da conjunção de razões de ordem simbólica e de ordem prática. Ou seja, verifica-se, de um lado, uma leitura pentecostal da desmoralização e da deslegitimação da política, visível nas inúmeras reportagens da imprensa acerca da corrupção, malversação de verbas públicas, apropriação, desvio e uso ilícito de dinheiro, tudo isso ocorrendo, na ótica pentecostal, em razão da atuação das « forças do mal » na política, mas que eles têm condições de enfrentar e superar através de um poder infinitamente superior de que são detentores : o poder do Espírito Santo. Mas, de outro lado, o ingresso evangélico-pentecostal na política também resulta da tomada de consciência da sua importância numérica e do seu capital político, o que os conduz a reivindicar igualdade de tratamento recebido do Estado pela Igreja Católica, em termos de recursos públicos, apoio a seus projetos e programas sociais. Assim sendo, esses políticos estariam reproduzindo uma semelhante lógica corporativa que prevalece junto a outros setores sociais.

Seja como for, hoje no Brasil, e na América Latina, como acertadamente afirma Dodson, o pentecostalismo desafia o estereótipo construído sobre ele de ser passivo e indiferente em relação à sociedade e mesmo hostil em relação à política [Dodson, 1997, p. 34-36].

## **As Religiões Afro-Brasileiras e a Política**

Dos três segmentos religiosos mencionados que, entre outros, compõem a diversidade religiosa brasileira, o afro é, de longe, o que detém menor presença no campo político propriamente dito, embora, como se saiba, seja grande a sua importância na cultura brasileira.

Após a redemocratização do país, em 1985, a cada nova eleição, nos principais Estados brasileiros, sempre ocorre o comparecimento de alguns agentes das



religiões afro-brasileiras como candidatos a cargos políticos, seja por indicação de algum partido, em razão de sua presumível liderança, seja pela condição de líderes de « terreiros »<sup>12</sup> ou de federações.

No entanto, não há notícias de alguém que, pautando sua campanha na identidade afro-religiosa, tenha sido eleito ao Congresso Nacional ; e são raros aqueles que foram eleitos para as Assembléias Legislativas Estaduais assim como para as Câmaras Municipais. Um discurso recorrente dos candidatos que ultimamente tentam mobilizar no campo político a sua identidade religiosa afro-brasileira, é o da necessidade de essa religião eleger seus representantes a cargos políticos para obter do Estado semelhantes benefícios obtidos pelas igrejas neo-pentecostais, nomeadamente a Universal do Reino de Deus.

Notamos, novamente nesse caso o que já constatamos em relação ao segmento católico, ou seja, algum grau de influência evangélica, sobretudo de parte da Universal, para a tentativa de ingresso no campo político. Porém, esse último discurso não parece entusiasmar os eleitores afro-religiosos.

Como explicar a dificuldade das religiões afro-brasileiras em eleger seus membros a cargos eletivos ? Várias razões podem ser arroladas.

Em primeiro lugar, trata-se de um conjunto de religiões que detém uma porcentagem reduzida de indivíduos que a elas se identificam, embora se saiba que o número de seguidores seja bem maior<sup>13</sup>. Trata-se, portanto, de religiões que não dispõem de um capital social capaz de conduzir nas esferas políticas seus representantes, de forma semelhante, por exemplo, às igrejas evangélicas.

Em segundo lugar, trata-se de religiões em que « não há nenhuma organização institucional eficaz que os unifique ou que permita uma ordenação mínima capaz de estabelecer planos e estratégias comuns... » [Prandi, 2003, p. 24]. Além disso, tais religiões constituem-se de pequenos grupos, quase domésticos, que são os *terreiros*, todos ao mesmo tempo autônomos e rivais entre si, em meio a pequenas e frágeis redes de alianças. Ora, esse ethos constituído de permanente disputa, rivalidade entre terreiros e desqualificação do outro torna bastante remota a possibilidade de união entre terreiros e grupos, mesmo em se tratando de proveito para a religião [Prandi, 1991, p. 163].

12. « *Terreiro* » é o nome pelo qual se refere o espaço sagrado em que ocorrem os rituais no âmbito das religiões afro-brasileiras. Equivale ao de templo, ou igreja, em outras religiões.

13. Segundo o último censo de 2000, 1,9 % da população brasileira se identificou a uma religião mediúnica, sendo 1,3 % (ou seja, 2 337 432 pessoas) do segmento espírita e 0,3 % (ou seja, 571 329 pessoas) do segmento afro-brasileiro. Esses números, porém, sobretudo os que se referem às religiões afro, estão subestimados ao menos pela metade do que outras pesquisas revelaram e isso se deve, conforme R. Prandi, « às circunstâncias históricas nas quais essas religiões se constituíram no Brasil e ao seu caráter sincrético daí decorrente. [...] Por tudo isto, é muito comum, mesmo atualmente, quando a liberdade de escolha religiosa já faz parte da vida brasileira, muitos seguidores das religiões afro-brasileiras ainda se declararem católicos » [Prandi, 2003, p. 16]. Por isso mesmo, continua o autor, « Até hoje o catolicismo é uma máscara usada pelas religiões afro-brasileiras, máscara que evidentemente as esconde também dos recenseamentos » [Prandi, 2003, p. 17].

Em terceiro lugar, as circunstâncias históricas em que as religiões afro-brasileiras se constituíram no Brasil também ajudam a compreender a sua quase ausência no político, assim como a sua concepção da política. De fato, tais religiões foram formadas no século XIX, época em que, como vimos, o catolicismo era a religião oficial e, portanto, a única tolerada no Brasil. Nesse quadro, o espaço de reprodução religiosa era limitado e para fazer frente aos ataques e acusações que sofria da sociedade envolvente, especialmente o candomblé estabeleceu com ela uma relação de clientelismo e de busca de favores, que se mantém até o presente. Assim, diz Prandi [Prandi, 2003], se constituiu a concepção da política por parte dessas religiões : mais clientelista e assistencialista e menos representativa e eletiva.

No entanto, a dificuldade encontrada pelas religiões afro-brasileiras no sentido de eleger seus membros em cargos políticos não significa que esse segmento religioso não esteja agindo politicamente em defesa de seus interesses. Ao contrário, em vários estados da federação nota-se uma importante mobilização no sentido de defendê-las dos preconceitos, discriminações e intolerâncias, visando, assim, alcançar um melhor grau de aceitação e de legitimação social. Para tanto, muitas vezes, as religiões afro-brasileiras se aliam a outras forças políticas e atores sociais.

## **Conclusão**

No Brasil atual comprovamos o acerto das afirmações de dois importantes analistas da relação entre religião e política em nosso país. De fato, afirma Joanildo Burity : « Os partidos e candidatos que não levam em consideração os grupos religiosos em seu discurso e estratégia correm sério risco de se complicarem ou inviabilizarem eleitoralmente » [Burity, 1997, p. 46] ; por sua vez, declara Pierre Sanchis : « as formas contemporâneas de religião não vão mais deixar de articular-se visivelmente à política... » [Sanchis, 2001, p. 40].

Isso significa que, se por um lado a procura pelas religiões e igrejas por parte dos políticos, especialmente por ocasião do « tempo da política » [Palmeira, 2000, p. 7-15], faz parte da cultura política brasileira, notamos, por outro lado, uma tendência crescente de inserção de instituições religiosas e de religiosos na política. Aliás, esse não é somente um fenômeno nacional. Ele é também internacional, associado, segundo alguns analistas do macro-contexto, no dizer de Geertz [2001], à desilusão em relação às grandes ideologias, ao fracasso das promessas da modernidade, e, especificamente em relação ao campo político, a um « déficit global » do político, ou seja, a um certo « desencantamento » do político que vigora nos dias atuais no ocidente [Michel, 1997]. Também no Brasil ocorre uma « desqualificação do político » posto que, segundo Renato Janine Ribeiro, aqui a imagem dos políticos é ruim ; « a opinião pública brasileira é bastante cética em relação aos políticos » [Ribeiro, 2002, p. 99] pois sua prática está, em certa medida, associada ao patrimonialismo, ao nepotismo e à corrupção. Essa afirmação de Ribeiro é comprovada por uma pesquisa realizada pelo Instituto Gallup, divulga-



da em novembro de 2004, sobre o grau de confiança em relação aos políticos em diversos países do mundo. O Brasil é o país que detém a mais alta cifra de desconfiança em relação aos políticos. São 90 % dos brasileiros que afirmaram não confiar nos políticos, enquanto que a média dos países europeus é de 50 %<sup>14</sup>.

Enfim, vale sublinhar, em relação ao Brasil, que a aproximação entre o político e o religioso não consiste numa tentativa « fundamentalista » de instauração de uma hegemonia ideológica exclusivista, semelhante ao que ocorre em outros contextos, com outras religiões<sup>15</sup>. Também, não parece ser o caso de se ver em tal aproximação um « retrocesso » da democracia republicana. E, enfim, também não se trata de analisar tal aproximação como sendo a expressão de insuficiência de consciência política nacional<sup>16</sup>. Antes, parece ser heurísticamente mais pertinente se ver, nesse processo, um « recurso cultural » detentor de efeitos políticos<sup>17</sup>, levado a efeito pela sociedade brasileira, onde « o domínio do “sobrenatural” aparece como fundamental para compreender o sistema de representações... » [Velho, 1991, p. 129], e onde se observa « uma luta para ampliar a dimensão religiosa do espaço público e não por laicizá-lo » [Carvalho, 1999, p. 16]<sup>18</sup>.

14. *Jornal Zero Hora*, Porto Alegre, 17/11/2004.

15. Tal é o caso, por exemplo, do fundamentalismo islâmico que, segundo David Martin, procura instaurar, em diversos países, uma hegemonia ideológica e submeter todos os cidadãos às prescrições da lei islâmica. No caso dos evangélicos na política latino-americana, ao contrário disso, « a ambição (...) é somente, com uma ou duas exceções, constituir um grupo de pressão eficaz para defender seus interesses institucionais e os princípios morais em seu sentido amplo, e de fazer ouvir suas vozes no debate público » [Martin, 2001, p. 63-64].

16. Aplica-se aqui a advertência de Geertz. Para ele, « a visão que parece subjazer a inúmeras análises da expressão religiosa (...) de que a religião não passa de uma máscara e uma mistificação, um encobrimento ideológico de ambições perfeitamente seculares e mais ou menos egoístas, simplesmente não é plausível » [Geertz, 2001, p.59].

17. Referindo-se especificamente à Bíblia, mas poderíamos estender para a religião em geral, R. Novaes chama a atenção para o fato de que « na era da informação, em pleno século XXI, a Bíblia continua sendo um poderoso « recurso cultural » para a compreensão do mundo e para ancorar escolhas religiosas com efeitos políticos » [Novaes, 2001, p. 80].

18. Para uma análise da presença da religião no espaço público brasileiro, ver Birman, 2003.

## BIBLIOGRAFIA

- AZEVEDO Dermi, « A Igreja Católica e o seu papel político no Brasil », *USP Estudos Avançados*, Dossiê Religiões no Brasil, nº 52, set-dez 2004.
- AZZI Riolando, *A cristandade Colonial. Mito e ideologia*, Petrópolis, Vozes, 1987.
- AZZI Riolando, « A Instituição eclesiástica durante a primeira época colonial », in *História da Igreja no Brasil*, 4ª ed. Petrópolis, Vozes, ed. Paulinas, 1992.
- BIRMAN Patrícia (org), *Religião e espaço público*. São Paulo, CNPq/PRONEX, Attar Editorial, 2003.
- BURITY Joanildo, *Identidade e política no campo religioso*, Recife, IPESPE, Ed. Universitaria/UFPE, 1997.
- CAMPOS Leonildo Silveira, *Os « políticos de Cristo »*. Uma análise do comportamento político de protestantes históricos e pentecostais no Brasil, Trabalho apresentado no GT Religião e Sociedade, no XXVI Encontro Nacional da ANPOCS, Caxambu, MG, 2002.
- CARVALHO José Jorge de, *Um espaço público encantado*, Brasília, UNB, Série Antropologia, nº 249, 1999.
- CONRADO Flavio, *Cidadãos do Reino de Deus*, Mestrado em Antropologia, Universidade Federal do Rio de Janeiro, 2000.
- CORTEN André, « Pentecôtisme et politique en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, nº 24, janvier-mars, 1997.
- DODSON Michael, « Pentecostals. Politics and Public Space in Latin America », in CLEARY Edward e STEWART-GAMBINO Hannah (Ed), *Power, politics and Pentecostals in Latin America*, Boulder, Westview Press, 1997, p. 34-36.
- ESQUIVEL Juan, *Igreja católica e Estado na Argentina e no Brasil. Notas introdutórias para uma análise comparativa*, Trabalho apresentado nas XXII Jornadas sobre Alternativas Religiosas na América Latina, São Paulo, USP, outubro de 2003.
- FONSECA Alexandre Brasil, *Secularização, Pluralismo religioso e Democracia no Brasil*, Tese de Doutorado em Sociologia defendida na USP, São Paulo, 2002.
- FONSECA Alexandre, Brasil, *Religion and Democracy in Brazil (1998-2001): a study of the leading evangelical politicals* (no prelo).
- FRESTON Paul, *Protestantes e política no Brasil: da Constituinte ao Impeachment*, Tese de Doutorado, Universidade de Campinas, 1993.
- FRESTON Paul, « Protestantismo e democracia no Brasil », *Lusotopie*, 1999.
- GEERTZ Clifford, *Nova luz sobre a Antropologia*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar Ed. 2001.
- GIUMBELLI Emerson, *O fim da religião. Dilemas da liberdade religiosa no Brasil e na França*, São Paulo, Attar Editorial, CNPq/PRONEX. 2002.
- GOMEZ DE SOUZA Luiz Alberto, « As várias faces da Igreja Católica », *USP Estudos Avançados*, Dossiê Religiões no Brasil, nº 52, set-dez 2004.
- LÖWY Michel, « L'Église en Amérique latine : le cas brésilien », in MICHEL Patrick, *Religion et Démocratie*, Paris, Albin Michel, 1997.
- LUSTOSA Oscar de Figueiredo (org.), *A Igreja Católica no Brasil e o Regime Republicano*, São Paulo, Edições Loyola/CEPEHIB, 1990.
- MAINWARING Scott, *Igreja católica e política no Brasil (1916-1985)*, São Paulo, Ed. Brasiliense, 1989.
- MARIANO Ricardo, *Análise sociológica do crescimento pentecostal no Brasil*, Tese de Doutorado em Sociologia defendida na USP, São Paulo, 2002.
- MARIANO Ricardo e PIERUCCI Antonio Flavio, « O envolvimento dos pentecostais na eleição de Collor », *Novos Estudos-CEBRAP*, nº 34, novembro 1994.
- MARTIN David, « La poussée évangéliste et ses effets politiques », in BERGER Peter (ed), *Le réenchantement du monde*, Paris, Bayard, 2001.



- MICHEL Patrick, « Introduction », in MICHEL Patrick (ed), *Religion et Démocratie*, Paris, Albin Michel, 1997.
- MOREIRA DE OLIVEIRA Jose Lisboa, « A candidatura de presbíteros a cargos políticos », *Revista Eclesiástica Brasileira*, nº 246, Abril 2002.
- NOVAES Regina, « A divina política », *Revista USP*, São Paulo, nº 40, 2001.
- ORO Ari Pedro, « A política da Igreja Universal e seus reflexos nos campos político e religioso brasileiros », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, nº 53, 2003.
- PALMEIRA Moacir, « Eleição municipal, política e cidadania », *Tempo e Presença*. nº 311, 2000.
- PIERUCCI Antonio Flavio, « Representantes de Deus em Brasília : a bancada evangélica na Constituinte », in PIERUCCI Antonio Flavio e PRANDI Reginaldo, *A realidade social das religiões no Brasil*, São Paulo, Hucitec, 1996.
- PRANDI Reginaldo, *Os candombés de São Paulo*, São Paulo, Hucitec, 1991.
- PRANDI Reginaldo, « As religiões afro-brasileiras e seus seguidores », *Civitas*. Porto Alegre, PUC/RS, V. 3, nº 1, jun. 2003.
- PRANDI Reginaldo e SOUZA Andre Ricardo de, « A carismática despolitização da Igreja Católica », in PIERUCCI Antonio Flavio e PRANDI Reginaldo, *A realidade social das religiões no Brasil*, São Paulo, Hucitec, 1996.
- RIBEIRO Renato Janine, « Religião e política no Brasil contemporâneo », in FRIDMAN Luiz Carlos (ed), *Política e Cultura. Século XXI*, Rio de Janeiro, ALERJ, Relume Dumara, 2002.
- SANCHIS Pierre, « Desencanto e formas contemporâneas do religioso », *Ciencias Sociales y Religion*, Porto Alegre, Ano. 3, 2001.
- SCAMPINI José, *A liberdade religiosa nas constituições brasileiras*, Petrópolis, Vozes, 1978.
- VELHO Gilberto, « Individuo e religião na cultura brasileira », *Novos Estudos-CEBRAP*, nº 31, 1991.

## RÉSUMÉ/RESUMO/ABSTRACT

Cet article analyse les relations que l'Église catholique, les églises évangéliques et les religions afro-brésiliennes entretiennent aujourd'hui avec le champ politique institutionnel au Brésil. Il montre que les églises, et notamment l'Église catholique, ont noué des relations d'une intensité variable avec l'État selon les périodes en dépit de la séparation légale du religieux et du politique instituée en 1889. Par ailleurs, il établit que le rôle récent des églises évangéliques dans la politique institutionnelle brésilienne a, selon un effet de mimétisme, provoqué un intérêt nouveau des autres églises et religions vis-à-vis du politique.

**Este texto recupera historicamente e apresenta dados atuais acerca da relação que a Igreja Católica, as igrejas evangélicas e as religiões afro-brasileiras mantêm com o campo político institucional no Brasil. Argumenta-se que nesse país, embora desde o advento da República em 1889 tenha sido legalmente proclamada a separação entre religião e**

**política, na prática as relações, sobretudo entre Igreja Católica e Estado, nunca foram de radical distanciamento, mas de aproximações, cuja intensidade tem variado segundo os momentos históricos. Além disso, a atual importante presença evangélica na política institucional brasileira tem provocado um efeito mimético de interesse pela participação na política, embora de fraca efetivação, por parte de outras igrejas e religiões.**

This article analyzes the relations between the Catholic Church, the Evangelical Churches, the Afro-Brazilian religions and the political institutional field in contemporary Brazil. It demonstrates that churches, and above all the Catholic Church, maintained relationships of a variable degree with the State in spite of the separation of political and religious fields set up by the 1889 law. Furthermore, it demonstrates that the recent role of Evangelical churches in Brazil's institutional policy had a mimetic impact: it has driven other religions into the political field.

### MOTS CLÉS

- Brésil
- églises
- religion
- politique

### PALAVRAS CHAVES

- Brasil
- igrejas
- religião
- política

### KEYWORDS

- Brazil
- churches
- religions
- politics

Raimundo Pereira Alencar Arrais\*

## Escrevendo e cartografando a cidade do Recife na passagem para o século XX

### Présentation par Martine Droulers

Cet article explore une perspective stimulante de l'historiographie urbaine visant à appréhender le plan d'une ville en suivant les sinuosités d'un texte d'époque. À partir d'une proposition méthodologique originale, l'historien Raimundo Arrais ouvre ainsi un champ de recherche fécond sur la relation géographie/écriture. Il s'agit de suivre un parcours de découverte au cœur de la troisième ville brésilienne de l'époque, Recife, en prenant comme guide un des chapitres du livre de Joaquim Barbosa Viana, *Recife, capitale de l'État du Pernambouc* (1899). Cet auteur, à la fois narrateur et guide, oriente le regard du lecteur tout au long d'un itinéraire susceptible de retenir le voyageur qui, débarquant d'un transatlantique, peut circuler dans la ville en pleine expansion en empruntant le tramway (*bonde*) tiré par des ânes à la vitesse de 9 km/heure.

Le texte commence par une description poétique de la ville basse qui surgit, couchée sur les eaux telle une illusion d'optique, s'attarde sur le point de réception qu'est le quartier portuaire qui donne son sens à la ville, puis se poursuit par la traversée de l'île d'Antonio Vaz pour arriver sur la partie continentale de Boa Vista jusqu'à la gare de départ des lignes de tramways. Débute alors un parcours dans la ville bourgeoise, documenté par l'énumération des édifices les plus révélateurs d'une ville moderne. L'auteur signale ainsi les progrès de la civilisation urbaine incarnés par les institutions de justice, d'éducation, d'ordre et le triomphe des Arts sur la nature. Barbosa Viana, en digne représentant de son groupe social,

\* Universidade Federal do Rio Grande do Norte (Recife).



les commerçants et négociants, qui appellent de leurs vœux une réforme urbaine des quartiers centraux, donne une vision lisse et nette du Recife vu à partir des rails où rien ne vient dépayser l'œil du voyageur. Tout est subordonné au pur visuel avec le moins de présence humaine possible et surtout pas de mention des quartiers pauvres accrochées dans les interstices, sur les rives des fleuves, dans les terres inondées, sur les pentes des collines, éléments qui viennent rappeler les régions rurales du Pernambouc et l'économie régionale du sucre. Si Recife a pu être dénommée la « Venise américaine » elle est aussi la *Mucambopolis*, faite d'agglomérats citadins de cahutes précaires qui couvrent de larges zones et qui font honte aux élites urbaines. Le Nouveau Recife, élégant, parfumé, éclairé à l'électricité, consomme des produits et des services modernes, ses frontières sont cependant fragiles avec des interruptions, des discontinuités marquées par ce désordre urbain qui fait la une des journaux et des rapports de police. L'envers de ce Nouveau Recife s'exprime nuitamment dans les quartiers centraux et géographiquement dans les quartiers mal famés qui terrorisent les élites.

Pourtant, dans ce parcours proposé, le tramway est sans âme, sans camaraderie ni péripétie de voyage et le regard de l'étranger nettement orienté pour donner de Recife, à l'extérieur, une image favorable. Les vides de la carte tout comme les silences de Barbosa Viana qui ignorent des pans entiers de l'espace urbain, aussi bien les bordels et maisons de passe du quartier Saint-Antoine, que ces « lieux de non droit », viviers de malfaiteurs et d'hommes de main, illustrent la dépendance des élites aux sirènes de la modernité et la volonté de gommer les horreurs de la ville. Les grands traits du plan de la réforme urbanistique que celle-ci connaîtra à partir des années 1920 sont de cette manière mis en place par les élites locales pour les étrangers. Étayant la démonstration, les références bibliographiques soulignent le renouveau des études d'histoire urbaine au Brésil qui mettent l'accent sur la formation concomitante de la ville moderne et des quartiers pauvres ; la racine des conflits est ainsi lue à travers les cartes des espaces urbains en processus de mutation.

No meio intelectual do Recife das primeiras décadas do século XX, é perceptível o nascimento de uma movimentação intelectual que revela o desejo de, através da escrita, percorrer a cidade e definir-lhe as molduras. Numa poesia que capta as virações da cidade, numa ficção que situa suas personagens no cenário das ruas, nos relatórios médicos que denunciam os perigos da miséria das coletividades pobres, no entusiasmo reformador do jornalismo mundano – em todas as expressões escritas capta-se a agitação urbana do Recife. As personagens de ficção, por exemplo, aparecem, desde o final do século XIX, imbuídas de certa densidade psicológica, se deslocando pelas ruas, enfronhando-se nos aglomerados e se perdendo nos ermos da cidade. Neste ensaio procuraremos delinear uma dessas maneiras de se percorrer a cidade do Recife por meio da escrita.



Textos são construtores de imagens e se dão a ler como representação do real. Do mesmo modo, o espaço não é apenas fato sensível. É fato conceitual, revelado na expressão dos mapas : « A percepção do espaço pode ser múltipla, devido a seu sentido polissêmico, construído na relação do terreno e seus elementos com o observador » [Knauss, 1997, p. 137]. Procuraremos levantar a cartografia produzida por essa literatura, tomando a cartografia como « resultado de um esforço intelectual de organização do espaço » [Knauss, 1997, p. 137].

Investiremos na relação entre geografia e escrita, entre espaço e literatura, adotando, como estratégia, a leitura dos mapas, « não como metáforas [...], e menos ainda como ornamentos do discurso, mas como ferramentas analíticas : que dissecam o texto de uma maneira incomum, trazendo à luz relações que de outro modo ficariam ocultas » [Moretti, 2003, p. 13]. Esses mapas construídos por palavras permitem que se reconheça a « natureza espacial das formas literárias : cada uma delas com sua geometria peculiar, suas fronteiras, seus tabus espaciais e notas favoritas » e, por outro lado : « trazem à luz a lógica interna da narrativa : o domínio semiótico em torno do qual um mundo se aglutina e se organiza. A forma literária aparece, dessa maneira, como o resultado de duas forças conflitantes e igualmente significativas : uma que funciona de fora, e a outra, de dentro. Trata-se do problema usual e, no fundo, do único problema real da história literária : a sociedade, a retórica e sua interação » [Moretti, 2003, p. 15].

Texto e desenho entrelaçam-se : os traçados, as linhas, os pontos de fuga, os claros e escuros, os realces e esmaecimentos, os sublinhados, negritos e omissões, serão considerados aqui como resultado de uma operação intelectual executada sobre um texto calcado no tecido da cidade.

Essa concentração da escrita sobre a cidade do Recife, por parte dos membros de sua intelectualidade, corresponde à experiência de incorporações ao Recife das vastas transformações resultantes dos projetos modernizadores que mobilizam as elites urbanas desde, pelo menos, o final do século XIX. Nesse contexto, sua intervenção intelectual se dá por meio de ensaios, romances e crônicas, com as quais ela constitui aquela rede simbólica que ordena e interpreta a rede física que compõe a cidade, na direção interpretativa sugerida por Ángel Rama, ou seja, a constituição da cidade ideal pela cidade letrada [Rama, 1985, p. 52-53]. Uma dessas iniciativas está num livro publicado no Recife no penúltimo ano do século XIX, precisamente no ano de 1899.

## Do pacote transatlântico ao bonde

O livro *Recife, capital do Estado de Pernambuco* foi escrito por Antônio Joaquim Barbosa Viana. Tem menos de 200 páginas<sup>1</sup> e guarda, na sua estrutura, na medida em que sistematiza diversos dados e informações acerca de Pernambuco, dando-lhes uma finalidade utilitária, a aparência daqueles almanaques que vinham

1. Faço uso da segunda edição do livro: Vianna, 1970.

aparecendo a cada ano, desde o início do século XIX, com o propósito de orientar os indivíduos dentro de uma cidade em expansão<sup>2</sup>. A prosa, porém, é um pouco mais dilatada que a dos almanaques, pendendo para o ensaísmo. Português de origem, Barbosa Viana se fixou em Pernambuco (o livro é um tributo consagrado à terra « onde, há mais de trinta anos temos recebido como estrangeiro, o mais afável acolhimento, a que sempre nos confessamos reconhecidos », escreve ele nas palavras que dirige ao leitor) e foi um comerciante bastante estimado na cidade. Ocuparia, a cadeira número 1 da Academia Pernambucana de Letras, fundada no ano seguinte ao da publicação do livro<sup>3</sup>.

Das partes de que o livro se compõe (Ao leitor, Preliminares e os quinze capítulos que se seguem), a que importa aos propósitos deste ensaio é o capítulo I, dividido em duas seções, intitulado « A cidade do Recife. Seu desenvolvimento desde a descoberta de Pernambuco até hoje ». Especialmente sua abertura, que se inicia com o seguinte período :

« Quem, a bordo de um paquete transatlântico, chega pela primeira vez a Pernambuco, tem a ilusão de que a cidade do Recife vai surgindo nas águas, tanto mais se avolumando e engrandecendo quanto mais se aproxima o paquete do pôrto » [Vianna, 1970, p. 17].

Essas primeiras palavras merecem ser lidas com redobrada atenção. Através delas, o autor sugere que, ao término de demorada viagem marítima, o visitante vê, diante dele, a primeira imagem do Recife : uma cidade se erguendo repentinamente das águas. A observação não era original, pois o inglês Henry Koster, no final de 1809, afirmou coisa semelhante. Depois de escrever que « A costa é baixa e, conseqüentemente, não pode ser vista vindo do mar, senão a certa distância », assinala : « em seguida se encontra a cidade do Recife que, surgindo sobre o banco de areia muito baixo, parece sair das ondas » [Koster, 1978, p. 26, 27]. Tampouco era original, nas descrições da cidade, o recurso poético à imagem do aparecimento súbito no horizonte, da cidade deitada sobre as águas. Gravuras e fotografias datadas de um período anterior ao livro fixaram nos olhos de quem contemplava o Recife, a imagem da faixa horizontal estendida sobre as águas, irrompendo, aqui e ali, as formas agudas dos campanários, atrás da qual se estendiam os arrabaldes e as plantações de cana de açúcar espalhadas num raio de poucos quilômetros a oeste. Ao tempo de Barbosa Viana já havia se firmado entre os intelectuais e se disseminando no senso comum as associações imagéticas de uma cidade híbrida, mal definida

2. Desde a década de 1850 vinham sendo publicados no Recife as « Folhinhas de algibeira ou Diário eclesiástico e civil » e os números anuais do « Almanak administrativo, mercantil, industrial e agrícola da provincia de Pernambuco ». Esse *almanak*, no seu número de 1868, tratava, na introdução, da importância desse gênero de publicação : « Ao nosso ver, nesse livro se vai resumindo a historia da cidade ou provincia para a qual é elle feito, e as informações que, mais ou menos, exactas, mais ou menos abundantes, póde fornecer a todos, são uteis e muitas vezes necessarias, tanto aos que na cidade teem fixo o seu domicilio, como aos que por ella passam e precisam conhecê-la.
3. Seu elogio foi feito, como manda o protocolo acadêmico, pelo seu sucessor na mesma cadeira. O discurso está em Albuquerque, 1976, p. 225-226.



entre o elemento sólido e o líquido. Dessas associações, a que mais se celebrou foi a de *Veneza Americana*, elaborada pela literatura local, numa série de invocações que teve seu ponto alto na segunda metade do século XIX, com Gonçalves Dias<sup>4</sup>.

Contudo, depois dessa abertura, logo no período seguinte o visitante é esclarecido, e o segredo da aparição súbita da cidade é desvendado com uma explicação : « Esta ilusão, conhecida de todos os que, por mar, têm aportado ao Recife, embora produzido por um efeito de ótica, assenta em um fato verdadeiro : a cidade do Recife foi efetivamente, em sua maior parte, conquistada às águas » [Vianna, 1970, p. 17].

Como se vê, o autor se encarrega de poupar o visitante da inquietação, afastando dele o mistério sem resposta. É importante assinalar que o gesto esclarecedor, desfazendo a impressão enganosa, no primeiro contato com o visitante, se propagará ao longo do texto. A cidade a ser explorada é, claramente, uma cidade sem véus.

Fixemo-nos na proposição inicial de Barbosa Viana : « Suponhamo-nos em companhia de um passageiro que desembarca no Lamarão, e se dispõe a visitar ligeiramente a cidade » [Vianna, 1970, p. 25]. Ela estabelece um gesto simultâneo, situado entre a escrita e a ação. O escritor é um narrador e um guia. Ele escreve e conduz o percurso, delineando-se entre o escritor e o leitor uma relação que se sustenta no desempenho de papéis específicos – o autor, à medida que vai escrevendo, desenrolando seu mapa, abrindo os percursos da cidade, vai guiando o viajante; o leitor, no jogo proposto pelo escritor, vai se projetando no deslocamento proposto. Assim, o texto vai sendo alinhavado no fio da viagem descrita e conduzida pelo escritor/guia. No tecido urbano, o narrador/guia realiza um recorte por meio da escrita, fixando e desdobrando no papel as rotas a serem percorridas no interior da cidade, desenhando com a escritura um mapa dentro do seu arruamento. Assim, ele estabelecerá as perspectivas do olhar e selecionará os objetos sobre os quais deverá voltar-se a atenção do observador. Ao mesmo tempo em que rege a leitura, ele define o andamento e a direção do percurso.

O sinal para a origem da narrativa e da viagem é o porto. O porto é o ponto de recepção, o marco inicial do itinerário, especialmente o *lamarão*, o desembarcadouro natural do bairro do Recife, o bairro portuário situado num istmo que desce da cidade de Olinda, ao norte. Seu ponto de partida, bem como o jogo de simulação que ele propõe ao leitor, está sintetizado nessa anunciação : « Suponhamo-nos em companhia de um passageiro que desembarca no Lamarão, e se dispõe a visitar ligeiramente a cidade ».

Antes, porém, à entrada da barra, no movimento lento do navio manobrando na estreita entrada em direção ao ancoradouro, ele faz um gesto indicativo para a direita, ao norte, onde está situada, distante uma légua, encarapitada nas elevações,

4. Análise mais detida da construção dessa imagem, no contexto do século XIX pernambucano, está em Arrais, 2004, cap. 3.

a cidade de Olinda : « Ao entrar a barra (sic), nós vemos à direita a cidade de Olinda, e, em frente a *Fortaleza do Buraco*, hoje desarmada » [Vianna, 1970, p. 25].

A seguir, vai se deslocando num contorno da borda do istmo, aproxima-se do Forte do Brum, aponta a estação da estrada de ferro Recife-Timbaúba e chega à praça do Comércio : « primeiro e principal porto de desembarque, em cujo lado sul está o palacete da Associação Comercial Beneficente », seguido dos « belos edifícios da Companhia Pernambucana de Navegação e Vapor » [Vianna, 1970, p. 25].

O deslocamento equivale a uma operação topográfica transcorrendo na correspondência que pretende uma precisão que permita a fidelidade entre a representação e o espaço sensível. Como nesse pequeno trecho, todo o percurso realizado se orientará num trajeto verossímil, sem descontinuidade, sem saltos imaginativos, na observância rigorosa da disposição real dos edifícios, na abertura correta dos ângulos visuais, ao longo das artérias que estarão retratadas, oito anos depois, na planta desenhada pelos engenheiros ingleses Douglas Fox e Michel Whitney.

O guia prossegue embarcado, entrando na barra, olhando para esses indicativos situados na fímbria oriental do bairro portuário. Mas o deslocamento que ele propõe é dentro do Recife. Ele atravessa a ponte Sete de Setembro (« passaremos sob a ponte *Sete de Setembro*, e vamos saltar no término do Cais do Apolo... ») e, na continuidade do período, escreve « para tomar o americano (bonde) na rua do Barão do Triunfo, onde é a estação central da Companhia Ferro Carril de Pernambuco ». Aqui, o guia revela uma supressão cujo sentido importa a este artigo : depois de desembarcar no Cais do Apolo, o guia tem de caminhar até a rua Barão do Triunfo, na estação referida. Ele suprime a referência do deslocamento no único trecho do percurso que exige que se ponham efetivamente os pés no chão. Retornaremos a esse ponto.

## **O bonde sem alma**

Chegando à praça do Comércio, ainda nas proximidades do porto, impõe-se uma decisão ao escritor que se desloca sobre o mapa do Recife: passada a ponte, abrem-se vários itinerários para aquele que deseja entrar na planície, que compreende as três porções de terra, ligadas por um conjunto de pontes, onde estão distribuídos seus quatro bairros centrais : a ilha de Antônio Vaz, onde se encontra Santo Antônio, bairro administrativo e residencial, e o bairro de São José ; na parte continental, o bairro da Boa Vista e, distanciando-se do litoral, os arrabaldes.

Não apenas as direções que serão dadas aos percursos, como os meios por que eles se realizarão, vão ser indicados pelo guia. Nessa passagem do século, as possibilidades de deslocamento dentro do Recife não são poucas : poder-se-ia percorrer a cidade à pé, fazer uso do cavalo, de carros a tração animal, bonde puxado por burros, da locomotiva chamada *maxambomba*, ou utilizar canoas que deslizavam no rio na distância de dez quilômetros dentro da cidade [Chacon, 1959, p. 46]. O guia escolhe o bonde de burros, transporte coletivo instalado por uma



companhia inglesa, a Companhia Ferro Carril de Pernambuco, que corria desde 1871 sobre trilhos que foram se dilatando progressivamente, em vários ramais partindo do bairro portuário rumo aos arrabaldes mais populosos. Escolhido o meio de locomoção, bastava acomodar-se dentro do carro.

O primeiro trajeto realizado é o da linha que, saindo da estação principal dos bondes, na rua Barão do Triunfo, no carro de tabuleta encarnada, se dirige ao arrabalde elegante da Madalena. Transpondo a ponte Buarque de Macedo, ele entra nos domínios da ilha de Antônio Vaz e alcança a praça da República. Localizando-se naquele ponto, o guia/escritor aponta ao leitor/visitante os primeiros objetos de sua atenção.

Acompanhando sua enumeração, vamos colhendo no texto os adjetivos com que o autor, grafando em itálico, designa os pontos que ele destaca no seu percurso : a *Escola de Engenharia*, o *Palácio do Governo*, o *Teatro Santa Isabel*, o *Liceu de Artes e Ofícios*, o *Quartel de Cavalaria*. Entrando na rua 15 de novembro, ele indica o *Quartel do 2º Corpo de Polícia*, o *Gabinete Português de Leitura*, o *Forum*, as oficinas dos jornais. Prosseguindo pela rua 1º de março, destaca a *Matriz de Santo Antônio*. Alcançando a rua Nova, toma a ponte da Boa Vista e chega à rua da Imperatriz, no bairro da Boa Vista, onde chama à atenção para a matriz da Boa Vista e o « elegante jardim » da *Praça Maciel Pinheiro*. Desse ponto em diante, sucede um texto menos denso, sem nada para destacar, percorrendo a rua do Aragão e chegando, através de trechos sem interesse, ao Benfica, áreas de ocupação rarefeita.

Num segundo roteiro, num carro de tabuleta verde, o guia entra na ilha de Antônio Vaz, percorrendo a rua Nova e, em seguida, tomando a rua Marquês do Herval, onde ele assinala a sede do *Instituto Arqueológico e Geográfico de Pernambuco*. Já no bairro de São José, faz notar o « magnífico edifício » da *Casa de Detenção*, as oficinas da *Companhia de Água do Beberibe*; ao sul, a *Estação da Estrada de Ferro Central*, o *Gasômetro* e a *Fábrica de Estopa*. A partir daí, as referências escasseiam, o traçado do seu mapa se esgarça, diminui a densidade do conjunto dos objetos a serem indicados ao visitante. Numa penada ele suspende o percurso naquela direção, uma vez que, escreve ele, « nada mais temos de notável nesta linha, quer no ramal que segue pela rua Marquês do Herval, quer no que segue para rua de São João e desce pela do Coronel Suassuna, entroncando, ambas, junto do Viveiro do Muniz » [Vianna, 1970, p. 29].

A seguir, retoma-se o ponto inicial, principiando-se o trajeto a partir das linhas que saem do bairro da Boa Vista, nas proximidades da matriz da Boa Vista : uma rumando para a rua Fernandes Vieira, na região fronteira desse bairro ; a outra, para a Capunga, à oeste, um arrabalde elegante. Tomando o carro de tabuleta amarela, ele entra na rua do Hospício e rua da Conceição. Descendo essa rua, já na porta de entrada dos arrabaldes, o guia aponta o *Instituto Pasteur*, o *Hospital Militar*, na rua Gervásio Pires, indica a *igreja da Soledade*, o *colégio de São José* ; na rua Fernandes Vieira, o *Instituto Vacinogênico* e o *parque Amorim*.

O guia percorre a cidade, por dois outros ramais, com bondes de tabuleta azul, que se dirigem para o bairro de Santo Amaro, na direção norte da cidade, indo um pela rua da Aurora e o outro pela rua do Hospício. Na linha da rua da Aurora, ele destaca a *Câmara dos Deputados*, a *Inspetoria da Instrução Pública*, a *Escola Normal*, o *Cemitério Público*, o *Asilo de Mendicidade*. No outro ramal, que entra na Boa Vista seguindo pela rua do Hospício, destacam-se o *Passeio Público 13 de maio* e o *Quartel do Hospício*. Na última linha, a circular, o guia assinala, margeando o rio Capibaribe pela rua da Aurora, a *Igreja dos Ingleses*, o *Clube Internacional* e a *chefatura de Polícia*.

Eis o mapa traçado pelo guia Barbosa Viana. O que ele nos informa ? Que cidade ele nos descreve ? Uma cidade feita toda de pontos assinalados e catalogados, de indicativos grafados com a escrita itálica, cintilando ao longo das linhas. Cada um desses pontos que ele nos revela, atesta o orgulho emanado do repertório das « realizações materiais » introduzidas na cidade, aproximando-se, nesse particular, de um gênero de escrita que proliferou na literatura urbana do século XIX, os já mencionados almanaques.

Eles são iluminados para testemunhar, no conjunto, o progresso material da capital, seu poderio comercial, o desenvolvimento fabril, o zelo pela instrução pública, a vida espiritual de sua população – elementos que, figurando desde meados do século XIX na pauta perseguida pelas elites provinciais, balizavam o progresso urbano. Esse sentido, aliás, explicado nos capítulos seguintes do livro, pode ser lido nas palavras com que ele arremata a seção que estamos examinando : « O nosso intuito foi dar, sucintamente, uma idéia do desenvolvimento do Recife e o seu estado atual, e cremos haver atingido o fim que tivemos em vista » [Vianna, 1970, p. 33].

Cada um desses sinais remete para uma utopia civilizatória do século XIX acalentada pelas elites pernambucanas. Elas indicam a participação num imaginário em que terão lugar decidido a instituição da justiça, as mediações da ordem, a difusão da instrução, o ensino dos ofícios, que reforça a convicção de uma sociedade que acredita no trabalho redentor, a devoção a um catolicismo que também caminhava rumo ao disciplinamento, embebendo-se a cidade de uma ordem civilizatória sorvida dos países na Europa do norte. O guia promove, dessa forma, uma associação entre a materialidade plantada no solo da cidade, e os discursos fundadores do progresso, pondo ênfase nos nomes estrangeiros (ingleses e franceses sobretudo) cinzelados nas estruturas de ferro que cortam o chão (nos canos de água, de esgoto, nos trilhos de ferro) e proliferam nos indicadores comerciais publicados na cidade.

A história do Recife, em Barbosa Viana, retira seu sentido da acumulação de conquistas obtidas sobre a natureza, com a introdução e concentração de melhoramentos materiais. Na primeira seção do capítulo I, tratando da história da cidade, Barbosa Viana traça um rápido painel administrativo de Pernambuco, fazendo o encômio dos governos empreendedores, que incluem o príncipe Maurício de Nassau, num interregno dentro do breve domínio flamengo do século XVII, e o



Barão da Boa Vista, em meados do século XIX. Assim ele sintetiza a evolução urbana da capital nos mapas da cidade :

« Quem compulsa as plantas da cidade do Recife, desde 1645 (Barleus), 1815 (Koster), 1844 (Gama) e a atual, verifica facilmente o quanto houve de esforço para arrancar aos terrenos paludosos, aos mangues e ao domínio das águas, as belas ruas que hoje ornamentam a nossa linda cidade » [Vianna, 1970, p. 24].

O texto de Barbosa Viana é um repositório formado pela coleta exaustiva dos fatos associados às grandes realizações materiais, testemunhando o triunfo da arte sobre a natureza, reafirmando o poder demiúrgico da engenharia do ferro, materializado nas pontes e no mercado central, organizando a história do progresso local para desfilar diante dos olhos do viajante que percorre essa exposição aberta em que foi convertida a cidade, dentro do espírito exibicionista que marcou a atitude da burguesia do século XIX, com as exposições universais, seguidas, no Brasil, pelas exposições nacionais e pelas exposições nas várias províncias do Império<sup>5</sup>. E prossegue, exaltando o progresso como uma promessa penhorada à cidade, introduzindo vocábulos que expressarão, daí a pouco, as obsessões urbanísticas do século XX :

« Há muito que fazer ainda, principalmente nas freguesias de São José e Boa Vista, mas isso é apenas uma questão de tempo e de bons desejos. O Recife tem proporções para ser uma grande cidade, higiênica e elegante, e há de conseguir ser tudo isso » [Vianna, 1970, p. 24].

A atenção do viajante/leitor é dirigida para esses sinais que Barbosa Viana vai semeando no mapa. Às vezes, no registro do nome da localidade, num texto frio, o efeito transmitido pela irradiação discreta dos adjetivos (« belo edifício ») uma daquelas « portas da linguagem por onde o ideológico e o imaginário penetram em grandes ondas » [Barthes, 2002, p. 20], o prestigiado e esclarecido comerciante A.J. Barbosa Viana dá uma demonstração de que partilha com seu grupo social o entusiasmo por aquilo que desde o final do século XIX parecia às elites capaz de redimir Pernambuco do declínio econômico. No raiar do século XX, agregados na poderosa Associação Comercial de Pernambuco, sediada no bairro portuário, os negociantes formam o grupo mais ativo entre aqueles que se posicionam à frente das amplas reformas urbanas, que compreende o reaparelhamento do porto e a remodelação do bairro do Recife. Ele mesmo fora, por

5. Em 1872, as elites pernambucanas preparavam-se para a Exposição Internacional que teria lugar em Viena, no ano seguinte. O engenheiro Buarque de Macedo escreveu, a respeito da exposição provincial de 1872, que « A indústria e as artes não ficaram propriamente estacionárias nesta província no decurso do período posterior á precedente exposição : o progresso não foi notavel, mas é sensível. Subsistem ainda todos ou quase todos os estabelecimentos fábris que exhibiram então curiosos productos, e nomeadamente as fundições, que tão úteis são á lavoura, e que teem prosperado ultimamente ; as fabricas de sabão, de licôres, destillações, chapellaria etc. Algumas dellas receberam melhoramentos ; e novas e pequenas fabricas se fundaram. » [Acta da sessão de inauguração da Exposição provincial de Pernambuco em 1872].



duas vezes, secretário da Associação Comercial, em 1893/4 e 1895/6 [Pinto, 1987, p. 285]<sup>6</sup>.

O próprio meio de transporte que Barbosa Viana elege para realizar o percurso no interior do Recife, o bonde, figurava para os recifenses como um dado do adiantamento da cidade. Antes das críticas que receberá por volta de 1910, por parte daqueles que queriam colocar o Recife numa corrida que tinha na posição de frente o Rio de Janeiro, Capital Federal, a imprensa costumava acicatar o sentimento provinciano dos recifenses lembrando, provocadoramente, que a implantação do serviço de bonde elétrico estava se dando em outras capitais brasileiras, antes do Recife. Isso não impedia, contudo, que o bonde fosse eleito, em revistas elegantes locais, como um posto de observação para o movimento da cidade elegante e afrancesada [Arrais, 1998, cap. 1].

Representado sobre os trilhos, o Recife de Barbosa Viana se estende, sem opor embaraços, sem admitir tropeços, sem suscitar choques, antecipando o desejo do princípio da fluidez do movimento e o deslocamento sem interrupção, proporcionado pela linha reta e pelas formas geométricas exaltadas pelo urbanismo moderno do início do século XX<sup>7</sup>. Ao percorrer a cidade, esse guia visualiza o ideal de uma cidade que não havia tomado forma ainda, projetando a aspiração de uma cidade racional, moderna, desimpedida no tráfego, organizada sob os princípios que estarão na base das reformas urbanas do Recife da primeira década do século XX, que incluem a reaparelhamento do porto e, a partir daí, o remodelamento de todo o bairro do Recife, a que se seguem o plano de saneamento e a reorganização do serviço sanitário [Moreira, 1994, cap. 4].

Na ordem topográfica desses roteiros exatos, os trilhos do bonde, calcados sobre o mapa da cidade, os olhos deslizam a partir dos trilhos de ferro, de dentro dos carros que rodam na velocidade de nove quilômetros por hora [Zaidan, 1991]. Nada perturbará o olhar do viajante. Nenhum embaraço no deslocamento, nenhuma entropia na descrição do deslocamento, nenhum ruído, pois o guia detém todo poder para operar seleções, obscurecendo, realçando, desenhando os claros e escuros do mapa, definindo linhas pálidas e linhas fortes. Produzindo, enfim, uma representação sobre o espaço para elaborar, através de procedimentos seletivos, uma cartografia.

Portanto, promovendo uma apreensão visual, o autor converte a cidade num objeto de exposição, metódica, ordenada, distante, reduzida a símbolos visuais, apreendidos unicamente pelo exercício do olhar. Cidade só matéria, exibida de longe, da janela do bonde. Uma cidade que não deixa irromper os sons da rua. Inodora. O bonde que carrega o viajante de Barbosa Viana é frio, não tem a camaradagem da viagem, não suscita experiências como aquela vivida pelo jovem

6. Sobre as posições que vigoravam dentro da ACP, favoráveis aos melhoramentos do porto, no início do século XX, ver Pinto, 1987, p. 27-30.

7. Reporto-me especificamente à crítica de Le Corbusier, nos anos vinte, à cidade moderna: « A grande cidade, fenômeno de força em movimento, é hoje uma catástrofe ameaçadora, por não ser animada por um espírito de geometria » [Le Corbusier, 2000, p. 24].



Gilberto Amado, no início do século XX, em seus anos de formação de escritor, ao observar a paisagem da janela do vagão, estendendo os olhos fantasiosos, em longos percursos do centro aos arrabaldes, deixando-se invadir pelo êxtase de uma paisagem sugestiva, numa atitude receptiva aos cheiros, à surpresa, ao perigo e às descobertas inusitadas propiciadas pelas ruas da cidade – tudo isso que entrará como elemento formador de sua vivência pessoal e intelectual, conforme ele mesmo escreve : « Às vezes, quando vazio o veículo, eu conversava com o condutor e o cobrador, informava-me, convivia » [Amado, 1958, p. 16]<sup>8</sup>. Não tem, igualmente, o calor e a marca da diversidade que aparece no cronista Mário Sette, seu contemporâneo :

« Os bondes, caminho dos subúrbios, passam. Surdindo do engasgo da estreitíssima rua do Cabugá dobram vagorosamente o oitão da matriz de Santo Antonio e sobem a rua Nova, atendendo a um e outro passageiro que deseja subir ou descer. Param a um simples aceno de chapéu de sol ou a um agudo psiu. E retomam a marcha num desapertar brusco do breque e num estalar rápido do chicote » [Sette, 1981, p. 54].

O bonde frio de Barbosa Viana percorre um mapa despovoado e, por conseguinte, livre dos atropelos e contrariedades que a realidade não poupava aos seres humanos que viviam na cidade. A viagem simulada não tem, por exemplo, as interrupções das paradas demoradas da viagem dos bondes, quando os burros empacavam à subida das ruas, sob o excesso de peso, obrigando os passageiros a descer e aguardar.

## O porto, o guia, o Estrangeiro

Como se viu, o sentido, os enquadramentos, a direção e os contornos dessa cidade estão condensados no porto. O porto é a origem e o sentido de tudo, matriz das narrativas de origem do Recife, ponto de inflexão de rotas que se projetam em sentidos opostos, para dentro e para fora do continente, ante-sala em que se recebia o visitante e onde ancoram os navios que chegam das longas viagens oceânicas. No porto, mãos palpitantes de ansiedades abriam caixas, pacotes e envelopes que desembarcavam nos navios vindos da Europa, trazendo notícias, pessoas queridas, máquinas, objetos diversos e imagens, transportadas do porto para os bairros, cidades e vilas situados nos limites da região economicamente dependente do Recife [Sette, 1940, p. 151-153]<sup>9</sup>.

8. E no último parágrafo desse livro carregado de experiências emocionais com a cidade, Amado arre-mata : « Intelectualmente tornara-me seu filho. Na sua atmosfera estimulante formou-se-me o entendimento, apurou-se-me o caráter. Eram impregnadas da sua seiva as fervidas imaginações que abrolhavam dentro de mim e das quais iriam sair *A chave de Salomão*, os estudos e ensaios de *O País*, o *Grão de Areia*, o que de melhor e mais original escrevi. » [Amado, 1958, p. 288].

9. Os jornais acompanham com regularidade a movimentação do porto. *O Jornal do Recife*, por exemplo, informa as notícias à cidade a partir dos navios : « VAPOR DA EUROPA : Hontem à tarde fundeou no Lamarão o paquete francez Gironde (...) Noticias de que foi portador : ... » *Jornal do Recife*, 4 de junho de 1877. Nessa outra nota, o mesmo jornal mostra o sabor da novidade das mercadorias desembarcadas do porto, no reclame do *Grande Cosmorama* : « pelo vapor francês ultimamente chegado da Europa, recebeu [a loja] grande colleccão de lindas e variadas vistas, assim como um magnifico sortimento de prendas as mais preciosas... » [*Jornal do Recife*, 2 de junho de 1868].

Ao mesmo tempo, o porto é o ponto de projeção para o exterior. Dele infletem os raios que descrevem, por um lado, a dependência econômica e cultural da capital ; por outro, a dominação que a capital transfere para sua área de influência regional. Nele vai terminar a primeira etapa do percurso dos produtos agrícolas que chegavam dos arra-baldes, da Zona da Mata e do Sertão, para embarcar e seguir, pelo Oceano, sua longa viagem de metamorfose em mercadoria.

A cidade do Recife nascera dessa mediação entre o mundo agrícola e o mundo comercial, retratada na paisagem do bairro portuário : armazéns, casas importadoras e exportadoras, bancos e hotéis permitiam uma extração de renda que lhe conferia um lugar específico nas hierarquizações espaciais. O porto, de fato, podia ser apontado como o primeiro dos fatores da concentração comercial e industrial da cidade do Recife :

« Um grande porto que atrai todo o comércio exportador e importador, operações financeiras concentradas na capital regional, um mercado de consumo em relativa expansão, um interior desprovido de indústrias, uma rede de transporte em forma de leque e cujo centro é formado pela cidade, um imenso reservatório de mão-de-obra barata, inchado pela abolição dos escravos e pelo êxodo rural » [Perruci, 1978, p. 139].

Esse autor sugere a vinculação da história econômica com uma história que é também social, especialmente ao indicar o sinal da presença formadora de outras cidades dentro da cidade do Recife, às quais poderíamos acrescentar a existência de certas cidades móveis. É contra elas que, a partir da década de 1920, sobretudo, o Estado se voltará, fazendo acompanhar as reformas urbanas de medidas que procuram fixá-las, imobilizá-las, eliminá-las, ou mudar sua natureza. São cidades encravadas dentro da cidade do Recife, às beiras de rios, em ilhotas, em alagados, subindo aos poucos os morros, em luta contra uma natureza rude, largadas à própria sorte, resultando em formas às vezes crismados com nomes que, por si só, sugerem a ilegitimidade de sua existência. Uma dessas cidades recebeu o nome de *mucambópolis*, a cidade de mucambos, uma cidade descontínua, compósita – uma massa de casebres fincados na lama, hostis a enquadramentos do planejamento, enchendo grandes áreas do Recife, desdobrando-se em pontos espalhados por bairros como Santo Amaro, Ilha do Leite, Afogados, Poço da Panela, Várzea, Beberibe... [Gominho, 1998].

Essas reformas, encetadas nas duas primeiras décadas do século XX, atingem, numa etapa inicial, o porto e o bairro portuário, e têm como finalidade apertar os laços da economia local com os grandes centros capitalistas mundiais. O porto e o bairro do Recife concentram o capital e se encarregam de promover a ligação do estado com a economia regional, ligando-se aos mercados do açúcar. Dali irradiam para o interior os modelos de civilização absorvidos do além-mar, onde se miravam as elites locais para construir a identidade da cidade, um empreendimento que seguia a tendência do Rio de Janeiro, a Capital Federal. No espaço material da capital, o porto é o eixo onde se fixa o espelho para que as elites do Recife contemplem sua identidade.



Desse ponto de fuga projeta-se a luz sobre a cidade, revelando ao espectador os seus caminhos. Não se trata, porém, de qualquer olhar. Trata-se do olhar do estrangeiro. Ou, mais precisamente, o « olhar do Estrangeiro », com inicial maiúscula, fórmula usual invocada na metade do século XIX. Através dele é que o guia julga, reprova, aponta e fustiga os maus hábitos, aplica o ferrete pedagógico para passar a descompostura e introduzir a culpa no colonizado infantilizado, de modo a endossar a autoridade das elites locais, nas suas iniciativas reformadoras voltadas para a matéria da cidade e para a alma de seus moradores, em sua maioria renitente nos seus hábitos que ofendiam as mais elementares noções de moral, civildade, higiene, ordem – as palavras sagradas das elites do século XIX.

Veja-se como, em publicação de 1883, um educador recifense, depois de afirmar que « as artes são pois o alicerce de todo o verdadeiro progresso », condenava a arquitetura colonial, com praticamente as mesmas palavras que Barbosa Viana empregaria : « O estrangeiro que desembarca em qualquer das principaes cidades de nosso extenso litoral vê-se obrigado a crer, pela evidencia aos olhos que se acha no meio de um povo inteiramente averso á idea do bello e que ignora ou menospreza as artes de Phidias e Vignola » [Gama, 1883, p. V e VII]. O « olhar do Estrangeiro » era, de fato, a metáfora obsessiva esgrimida por intelectuais ilustrados do final do século para suscitar a vergonha nos seus habitantes e nas autoridades públicas pelos horrores da cidade: seu lastimável estado de higiene, sua população analfabeta, descalça, malcheirosa, que ativava lixo nas ruas, cuspiam nas calçadas e urinava nos pés das pontes.

No porto, fundem-se os raios da dependência econômica e os raios do olhar judicioso do estrangeiro. Não foi, desse modo, fortuita a escolha dessa figura para servir ao mesmo tempo de ponto de fuga e eixo do desenho urbano, fincado, na descrição de Barbosa Viana, sobre a urdidura do texto e o tecido da cidade. O percurso narrativo e o desenho daí derivado se constroem na representação do olhar do Estrangeiro e para o Estrangeiro.

Modernizando-se as estruturas produtivas, renovando a imagem do Recife, esperava-se que a cidade pudesse inserir-se de modo mais favorável nos mercados mundiais e afirmava-se sua capacidade de agregar-se à mesma esfera dos « povos civilizados », subordinado às mesmas leis auspiciosas que regiam seus destinos. Modelo de civilização, fonte de recursos, a Europa provia as necessidades das elites modernizadoras<sup>10</sup>.

Invocando esse olhar do Estrangeiro, poetas, bacharéis, jornalistas e comerciantes embebidos de cultura francesa, clamavam insistentemente aos poderes públicos, pedindo, desde o final do século XIX, o remodelamento da cidade e o reaparelhamento do seu porto. Efetivamente iniciados a partir da década de dez, esses empreendimentos acabarão por, numa obra dispendiosa, desenhar o cartão postal

10. Sobre os investimentos estrangeiros no Recife nas primeiras décadas do século XX, ver Perruci, 1978, p. 75-78

para ser contemplado a partir do porto : duas largas avenidas, ladeadas de edifícios de arquitetura eclética, abertas sobre quarteirões inteiros, desfazendo e revolvendo no pó um emaranhado de construções vindas de períodos anteriores. No vértice dessas duas avenidas seria levantado o palacete coríntico da Associação Comercial de Pernambuco.

A República, instituída em 1889, favoreceu a criação de infra-estrutura urbana, com mais ímpeto na Capital Federal, equipada burocraticamente para gerir o novo regime [Sevcenko, 1983, p. 25-51]. No Recife, essas reformas atingiram a extensão do bairro portuário, em 1913. A partir de então, podia-se projetar sem impedimentos, em direção ao interior da cidade, o olhar daquele que, na imaginação de Barbosa Viana, « chega de um paquete transatlântico ». Partindo do porto, a luz, finalmente, poderá correr livremente, realçando os motivos florais dos edifícios ecléticos, brilhando no bronze das portas, até alcançar as pontes que se internam na ilha de Antonio Vaz. No porto é plantada a estátua do Barão do Rio Branco, o grande luminar da diplomacia brasileira na passagem para o regime republicano, assinalando o Marco Zero da cidade, olhando para o Oceano [Franca, 1977, p. 22].

Barbosa Viana, que exerceu funções de cônsul – sabia bem desincumbir-se de seu ofício. Nesse *fin-de-siècle*, o interlocutor do Estrangeiro, não poderia ser outro: um guia diligente, esclarecido, de formação européia, dedicado ao ofício da mediação entre os povos, examinando e relatando aos seus governos as potencialidades econômicas dos pontos os mais distantes dos centros capitalistas<sup>11</sup>. Ele fala do espaço localizando-se entre duas culturas, como :

« Um locutor que pode recorrer a vários registros, combinando-os em um mesmo enunciado, ou recorrendo a eles ao sabor das situações sociais e espaciais com as quais se confronta e conforme as posições que ocupa ou pretende ocupar, ajustando com mais ou menos « talento » ou eficácia sua maneira de falar. Tentando conjugar o imprevisto e os riscos de mal-entendido » [Depaule e Topalov, 2001, p. 19].

Ele sabe acionar mecanismos seletivos rigorosos, no resguardo de um bonde cortando a cidade nos seus trechos mais urbanizados, apresentando as credenciais para sair-se bem da delicada tarefa de mergulhar no obscuro interior do Recife, fazendo o estrangeiro olhar com seus olhos de guia, operar seleções necessárias para que se pudesse visualizar um mapa que mantivesse uma certa uniformidade dentro do emaranhado heterogêneo de linhas, do novelo de ruas e travessas, da polifonia das falas, da heterogeneidade de comportamentos e valores.

Se pensarmos em mapas calcados sobre os eixos básicos em que se extremam as classes sociais, numa delimitação evidentemente grosseira, poderíamos ler os

11. Para apreciarmos essa importância dos cônsules no século XIX, e particularmente dos cônsules franceses em Pernambuco, é suficiente observar a riqueza de dados que eles registraram na correspondência contida nos Archives du ministère des Affaires Étrangères e nos Archives Nationales na França. Eles forneceram dados originais para os estudos de história econômica de Takeya, 1995 e, anteriormente, concentrando-se sobre Pernambuco, Perruci, 1978.



anúncios dos jornais, cronistas, memorialistas, examinar fotografias e, a partir disso, delinear o domínio da gente elegante da cidade. No exercício da escrita dos cronistas se dá a definição e a posse dos territórios, a passarela da gente elegante da cidade. Pelo uso, pela disseminação de símbolos de distinção, a gente elegante demarca simbolicamente seus territórios. Suas fronteiras são frágeis, mas podem ser apreendidas nas práticas corporais com que seus moradores a desenham. Eis um dos percursos delineadores de fronteiras, dos mais usuais no início do século XX: poder-se-ia, por exemplo, sair da praça da Independência, ainda em direção ao porto, tomar outra rua elegante, que corria à direita: a rua Duque de Caxias. Seguindo-se em frente entrava-se na rua do Crespo e se alcançava a ponte Maurício de Nassau, uma daquelas duas pontes que convergiam para o porto. Esse curto percurso explicita o mais nítido traçado dentro do território revestido da designação de *Recife Novo*: elegante, odorífero, iluminado à luz elétrica, ressoando pronúncias francesas e inglesas, servido pelos signos do mundo de consumo do mundo moderno: sorvetes, chás, modistas, cabeleireiros...<sup>12</sup>

Contudo, esse era na verdade, um mapa de linhas tênues, de incisões leves, sutis essências que poderiam romper-se facilmente, se confundindo naquela intrincada malha de contornos, traços sinuosos, disformes, seccionados por inúmeras interrupções, vazios marcados no corpo da cidade, nas discontinuidades – espaços indesejados, ocupados por gente indesejada<sup>13</sup>.

Poderíamos distinguir dois modos básicos como esses indesejados inscrevem sua presença na cidade: primeiro, na constituição de territórios móveis, apossando-se de modo provisório, inesperado, dos domínios circunscritos do *Recife Novo*: pobres e trabalhadores, transitando no limite da criminalidade; segundo: uma presença mais duradoura no solo, fixando sobre o chão as quatro pernas de um mucambo ou ocupando um cômodo de um daqueles sobrados abandonados nas áreas centrais<sup>14</sup>.

Na primeira situação, o campo conquistado pela elegância, num estreito recorte, tinha de recuar, cedendo a uma negociação sobre o uso do espaço. O *Recife Novo* passava a abrigar, então, seus territórios antípodas. Quando às nove horas da noite fechava-se o comércio e se apagavam as luzes das ruas de movimento mais intenso, a cidade elegante sucumbia nas trevas que a luz mortiça dos lampiões não conseguia dissolver. Aos fragmentos, aparece o registro lacônico da desordem urbana na correspondência da autoridade policial, no relato matutino do jornal, na cena de litera-

12. Sylvia Couceiro cartografou esses espaços elegantes da cidade e os cruzamentos que seus ocupantes viviam com os pobres, dando idéia da operação de negociação entre os diversos grupos sociais [Couceiro, 2003, capítulo 3].

13. Na segunda metade do século XIX, as posturas municipais mandavam que os proprietários ocupassem ou zelassem desses vazios. A imprensa, contudo, se queixava continuamente dos terrenos baldios na cidade, que desafiavam essas posturas. Ver, por exemplo, *Jornal do Recife*, 15 dez. 1875.

14. Para um exame do assunto a partir das bandas de música e dos capoeiras que percorriam as ruas do Recife, espalhando o temor entre a população, ver Arrais, 1998, p. 84-100.

tura, numa zanga de leitor de jornal. Essa cidade de sombras imprecisas, com seus vultos suspeitos, correrias de perseguição, apitos de inspetores de quarteirão, murmúrios de arruaceiros, é o reverso desse *Recife Novo*, em que apostaram tantas esperanças as elites da cidade. Ébrios, capoeiras, vigaristas, vadios, pedintes, larápios, mulheres de vida desairosa, eram os povoadores dessa cidade noturna.

Na segunda situação, o desconforto se materializa e sua presença pode ser indicada no mapa do Recife. A cidade recusada introduz uma descontinuidade no tecido urbano, figurando como uma ausência, um silêncio na representação do espaço. Não devemos tomar esse silêncio como um vazio, mas como uma enunciação agitada por sentidos produzidos dentro de um contexto social específico<sup>15</sup>. Em sua versão mais agressiva, essa cidade é vista sob a forma de um universo de barbárie que pululava nos arrabaldes pobres e que aterrorizava as classes abastadas, segundo um quadro construído por um conjunto crescente de intelectuais, a partir das últimas décadas do século XIX.

Nesse ponto, os vazios do mapa e o silêncio das palavras do guia Barbosa Viana se revelam plenos de significados. Seu mapa pode ser reconstituído pelos percursos e pelos marcos que propõe ao olhar, mas também por aquilo que omite nos longos intervalos de silêncio durante seu percurso. Podemos reter, apenas como amostra, alguns desses fragmentos de espaço dentro da cidade. Nos trechos situados nas áreas centrais, às quais eram atribuídas identidades negativas. Entre eles, encontram-se os que acolhiam negócios relativos ao sexo. Para ficarmos no bairro de Santo Antônio, identificamos os célebres prostíbulos cujos nomes eram sussurrados entre os homens, nas cercanias do Pátio do Carmo, das ruas do Rosário, das Trincheiras, Imperador. O meretrício barato encravava-se na rua do Fogo, das Hortas, das Águas Verdes, nos becos do Sirigado, do Sarapatel. Representações negativas também se haviam incorporado a trechos do bairro de São José, adentrando-se em zona de casario arruinado e becos sinuosos<sup>16</sup>.

Um pouco mais afastados das áreas centrais, estavam aqueles pontos designados pelo impreciso topônimo « lugar », onde a administração só botava os pés por meio das investidas da polícia. Era o caso do *lugar* Coqueiros, uma paisagem de mucambos, onde, no romance de Theotônio Freire, ocorre uma reunião de gente dançando o frenético « coco » que acabou provocando um crime de morte e cuja descrição, enfatizando doenças e promiscuidade, contrasta com aquele que é fornecido páginas adiante, sobre o bairro da Boa Vista, precisamente a praça Maciel Pinheiro: « No centro da praça o jardim abria os seus dois portões, e de dentro e pelo ar, evolavam-se perfumes das flores e as arvores ramalhavam-se suavemente, aos cílios da brisa mansa » [Freire, 1897, p. 101]. Para os lados de Santo Amaro encontrava-se a *Zona do Pombal*, onde ficava a *aldeia do 14*, habitada por

15. Sirvo-me das reflexões de Orlandi, 1993, p. 11-25.

16. Esses territórios do Recife do século XX foram reconstituídos a partir de uma revista dirigida ao público masculino por Arrais, 1997, p. 10-23.



« mulheres de soldados » [Sette, 1981, p. 32, 145, 200 ; 1985, p. 61]. Também marcadamente perigosa era a área próxima do Hospital Pedro II, que o romancista Carneiro Vilela localizou na geografia moral da cidade :

« Esse lugar prestava, no Bairro da Boa Vista, os mesmos serviços que prestavam no do Recife – Fora de Portas, e em São José – a Cabanga. Era um viveiro de capangas, e de malfeitores, e só tinha nisto uma rival : a rua do Cisco, lá para as bandas do Campo Verde, entre Soledade e os fundos da antiga Faculdade de Direito, à rua do Hospício » [Carneiro Vilela, 1984, p. 391].

É impossível refazer esse emaranhado de manchas, linhas, interceptações que enchem o território no meio do qual corre o bonde de Barbosa Viana : são os manguezais, os mucambos, os casebres de palha, os becos sujos, as vizinhanças do cemitério, que se encontram naqueles « lugares sem interesse » de Barbosa Viana. As áreas mencionadas nessas descrições – ruas, pequenos trechos, zonas inteiras – são aquelas que aparecem nos jornais freqüentemente associadas ao crime, às descrições das zonas de pobreza fornecidas por médicos e reformadores sociais em geral. Se forem transportados para o mapa do Recife deixarão, na verdade, pouco terreno às imagens aprazíveis aos olhos de Barbosa Viana.

O domínio, no meio intelectual do Recife, das tendências literárias que proclamavam a observação direta e a análise psicológica, postulando a influência decisiva do meio e da hereditariedade sobre os temperamentos, conduzia à conclusão fácil de que ambientes assim só poderiam produzir caracteres deformados, inclinados ao crime, corruptores da civilização que se pretendia edificar naquela cidade dourada com todo o revestimento que as elites locais compreendiam na expressão *Recife Novo*. Não havia, portanto, o que olhar nesse mundo de imagens, gestos e odores resistentes às noções de civilização delineadas no século XIX.

Desse modo, os silêncios da linguagem do guia Barbosa Viana revelam sua significação quando confrontados sobre o quadro das aspirações que as elites locais proclamam desde a segunda metade do século XIX. Os pontos omitidos em seu mapeamento, muitos deles situados no alcance do raio de visão de quem olhava da janela do bonde, ao longo dos seus vários percursos, revelam os mecanismos seletivos da representação cartográfica. Os desenhos vão sendo orientados em sentidos que nos revelam uma perspectiva obediente a uma geografia dos imperativos da dependência estrutural, consolidados nos caminhos conformados pelo progresso do século XIX, nos quais as elites locais buscam sofregamente se inserir. Esses desenhos reafirmam essa dependência, mas não deixam de revelar, igualmente, até onde vai a força das classes sociais na sua intenção de moldar o espaço da cidade à sua semelhança.

As palavras, nesse sentido, participam da tentativa de reconstrução do mundo ideal dentro da geografia insubordinada do Recife. Em Barbosa Viana, a escritura vem em socorro da impotência da real, e no mesmo tempo antecipa a direção dos percursos e das formas que os desejos vão moldar nos projetos reformadores que viriam para a cidade a partir da segunda década do século XX.



## BIBLIOGRAFIA

- *Acta da sessão de inauguração da Exposição provincial de Pernambuco em 1872, Pernambuco*, Typ. do Jornal do Recife, 1872.
- ALBUQUERQUE Ulisses Lins de. *Um sertanejo e o sertão*, 2 ed., Rio de Janeiro-Brasília, J. Olympio-INL, 1976.
- *Almanak administrativo, mercantil, industrial e agrícola da provincia de Pernambuco para o anno bisexto de 1868*, Recife, Typ do Jornal do Recife, 1868.
- AMADO Gilberto, *Minha formação no Recife*, Rio de Janeiro, J. Olympio, 1958.
- ARRAIS Raimundo, *Recife, culturas e confrontos : as camadas urbanas na campanha salvacionista de 1911*, Natal, EDUFRN, 1998.
- ARRAIS Raimundo, *O pântano e o riacho : a formação do espaço público no Recife do século XIX*, São Paulo, Humanitas/FFLCH/USP, 2004.
- BARTHES Roland, *O prazer do texto*, 3 ed., São Paulo, Perspectiva, 2002.
- BRESCIANI Maria Stella (org.), *Palavras da cidade*, Porto Alegre, Ed. Universidade UFRGS, 2001.
- CARNEIRO Vilela, *A emparedada da Rua Nova*. 3a. ed., Recife, Fundação de Cultura Cidade do Recife, 1984.
- CHACON Vamireh, *O Capibaribe e o Recife : história social e sentimental de um rio*, Recife, Secretaria de Educação e cultura de Pernambuco, 1959.
- COUCEIRO Sylvia, *Artes de viver a cidade : conflitos e convivências nos espaços de diversão e prazer do Recife nos anos 1920*, (Doutorado em História), Pós Graduação em história, UFPE, Recife, 2003.
- DEPAULE Jean-Charles e TOPALOV Christian, « A cidade através de suas palavras », in BRESCIANI Maria Stella (dir), *Palavras da Cidade*, Porto Alegre, Ed. da Universidade, 2001, p.17-38.
- FRANCA Rubem, *Monumentos do Recife*, Recife, Secretaria de Educação e Cultura, 1977.
- FREIRE Theotonio, *Passionario*, Recife, Typ. F. P. Boulitreau, 1897.
- GAMA Ayres, *Noções de Bellas-Artes*, Pernambuco, Typographia Central, 1883.
- GOMINHO Zélia de Oliveira, *Veneza Americana X Mucambópolis : o Estado Novo e a cidade do Recife (Década de 30 e 40)*, Recife, CEPE, 1998.
- *Jornal do Recife*, Recife, 2 jun. 1868.
- *Jornal do Recife*, Recife, 15 dez. 1875.
- KNAUSS Paulo, « Imagem do espaço, imagem da história : a representação espacial da cidade do Rio de Janeiro », *Tempo*, Rio de Janeiro, v. 2, n. 3, jun.1997, p.135-148.
- KOSTER Henry, *Viagens ao Nordeste do Brasil*, 2a. ed., Recife, Secretaria de Educação e Cultura, 1978.
- LE CORBUSIER, *Urbanismo*, 2. ed., São Paulo, Martins Fontes, 2000.
- MOREIRA Fernando Diniz, *A construção de uma cidade moderna : Recife (1909-1926)*, Recife, 1994, Mestrado (Desenvolvimento Urbano), UFPE.
- MORETTI Franco, *Atlas do romance europeu, 1800-1900*, São Paulo, Boitempo, 2003.
- ORLANDI Eni P., *As formas do silêncio : no movimento dos sentidos*, 2. ed., Campinas, Editora da UNICAMP, 1993.
- PERRUCCI Gadiel, *A República das usinas : um estudo de história social e econômica do Nordeste, 1889-1930*, Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1978.
- PINTO Estevão, *A Associação Comercial de Pernambuco : Livro comemorativo do seu primeiro centenário. (1839-1939)*, Recife, ACP, 1987 (Ed. fac-similar da edição de 1940).
- RAMA Ángel, *A cidade das letras*, São Paulo, Ed. Brasiliense, 1985.
- SETTE Mário, *Os Azevedos do Poço [1938]*, 2a. ed., Recife, Fundação do Patrimônio Histórico e Artístico de Pernambuco, Diretoria de Assuntos Culturais, 1985.
- SETTE Mário, *Anquinhas e bernardas*, São Paulo, Livraria Martins, 1940.



- SETTE Mário, *Maxambombas e maracatus*, 4. ed., Recife, Fundação de Cultura Cidade do Recife, 1981.
- SEVCENKO Nicolau, *Literatura como missão: tensões sociais e criação cultural na Primeira República*, São Paulo, Brasiliense, 1983.
- TAKEYA Denise Monteiro, *Europa, França e Ceará : origens do capital estrangeiro no Brasil*, Natal-São Paulo, Editora Universitária UFRN-HUCITEC, 1995.
- VIANA Antônio Joaquim Barbosa, *Recife, capital do Estado de Pernambuco*, (Reedição), Recife, Secretaria de Estado de Educação e Cultura, 1970.
- ZAIDAN Noêmia Maria, *O Recife nos trilhos dos bondes de burro (1871-1914)*, Recife, Dissertação (Mestrado), MDU-UFPE. Recife, 1991.

## RÉSUMÉ/RESUMO/ABSTRACT

Dans *Recife, capital do Estado de Pernambuco* (1899), Barbosa Vianna décrit la ville de Recife tel un centre portuaire et commercial vers lequel afflue la production de la région. Il maintient une correspondance fidèle entre récit narratif et cartographie urbaine, élit des parcours déterminés et guide le visiteur étranger dans les rues de la ville. À partir de son livre, cet essai analyse les relations que les élites locales entretiennent avec les valeurs d'une Europe non-ibérique, le désir de modeler la ville selon les exigences du marché, ainsi que l'adhésion aux idéaux de progrès et civilisation caractéristiques du XIX<sup>e</sup> siècle.

**Este ensaio examina o livro *Recife, capital do Estado de Pernambuco*, de Barbosa Viana, publicado em 1899. A forma como é descrita a cidade do Recife (centro portuário e comercial para o qual convergia a produção da região), mantendo uma correspondência fiel entre**

**a narrativa e a cartografia urbana, elegendo determinados percursos e guiando o visitante estrangeiro pelas ruas da cidade, evidencia as relações que as elites locais mantêm com os valores da Europa não-ibérica, o desejo de se modelar a cidade segundo as exigências do mercado e a adesão aos ideais de Progresso e Civilização do século XIX.**

In *Recife, capital do Estado de Pernambuco* (1899), Barbosa Vianna describes the city of Recife as a seaport and thus as the area's commercial center. He upholds a truthful connection between narrative and urban cartography, chooses determined paths and guides the foreign visitor through the city's streets. This essay draws on Vianna's book to analyze the relations of local elites with non-Iberian values, the desire to model the city on the economic market's demands and the adhesion to the characteristic 19<sup>th</sup> century ideals of progress and civilization.

### MOTS CLÉS

- Recife
- ville
- parcours urbain
- narration

### PALAVRAS CHAVES

- Recife
- cidade
- percurso urbano
- narrativa

### KEYWORDS

- Recife
- city
- urban Paths
- narrative

# **INFORMATION SCIENTIFIQUE**





**Christophe Albaladejo  
et Xavier Arnauld de Sartre  
(dir.), *L'Amazonie brésilienne  
et le développement durable.  
Expériences et enjeux  
en milieu rural*, Paris,  
L'Harmattan, 2005, 286 p.**

Cet ouvrage rassemble une collection de douze articles, écrits par seize chercheurs français, brésiliens et allemands d'horizons disciplinaires divers. Il a pour objectif de présenter à la fois quelques résultats de travaux de recherche appliquée, réalisés dans le cadre de la Zone Atelier Amazonie du CNRS « Environnement et développement en front pionnier amazonien », et l'état d'une réflexion construite collectivement autour de séminaires. C'est ainsi qu'il assure une certaine continuité avec un ouvrage précédent de la même collection, coordonné par Albaladejo et Tulet (1996) en donnant, après une décennie de terrain en Amazonie orientale (sud-est de l'État du Pará), une vision renouvelée des fronts pionniers, en ajoutant cette fois-ci un questionnement supplémentaire : l'agriculture familiale face au développement durable.

La première partie de l'ouvrage se propose de mettre à l'épreuve du terrain les politiques publiques de développement de l'agriculture familiale, qui est « au centre de tout projet de territoire durable en Amazonie ». Les modalités de la « démocratisation de la relation de développement » sont le premier des idéaux du développement durable que les auteurs proposent d'interroger. Christophe Albaladejo se fonde sur des entretiens réalisés dans la région de

Marabá en 2002 pour montrer qu'en dépit de la multiplication des dispositifs locaux de représentation (publics et privés), les agriculteurs font revivre les traditionnelles relations d'allégeance et de clientélisme à travers les réseaux fermés (syndicats ruraux, associations, fédérations, ONG, agences de développement ou de recherche, *prestadoras*) qu'ils sont contraints d'intégrer pour négocier leur accès à l'aide publique. Tout en critiquant le placage de politiques élaborées pour le Sud du pays à la réalité amazonienne, Albaladejo reconnaît toutefois l'amorce d'un processus « d'apprentissage social » et de transformation de la gouvernance locale. Jacky Picard approfondit cette thématique de l'apprentissage de la démocratie en comparant les modalités d'allocation de crédits et de conseil technique dans les lotissements de Rio Vermelho et de Benfica : la première localité a bénéficié de l'intermédiation de l'entreprise publique Emater, la seconde a fait intervenir une coopérative agricole populaire proche des syndicats. J. Picard constate ainsi, dans le cas de Rio Vermelho, une reproduction des stratégies habituelles des petits colons – qui vont à l'encontre des ambitions du développement durable –, tandis que l'expérience plus démocratique de Benfica laisse apparaître une diversification des projets de vie. Par exemple la composition d'un cheptel bovin – qui implique l'ouverture de pâturages et la destruction du couvert forestier – a été quasi systématique dans le premier cas alors qu'à Benfica, les agriculteurs ont aussi investi dans l'élevage porcin, la pisciculture ou les cultures pérennes, moins gourmands d'espace. Malgré tout, ni l'expérience « paternaliste » ni

l'expérience « démocratique » n'ont permis de vérifier une stabilisation des agriculteurs sur leur lot. Les chapitres suivants tirent les leçons méthodologiques de deux projets de développement menés avec la participation des syndicats de travailleurs ruraux. Près d'Altamira, par l'intermédiaire d'une ONG, Aquiles Simões et Heribert Schmitz ont expérimenté l'installation de la traction attelée, sollicitée par les agriculteurs. Les auteurs se sont aperçus que l'intérêt local pour le projet n'était pas technique mais électoraliste ; ils profitent de cette expérience pour questionner l'engagement de la recherche dans le contexte du « développement participatif » et la manipulation dont elle peut faire l'objet.

Iran Veiga et Albaladejo étaient installés dans la région de Marabá. L'intention du projet était de profiter de la position d'intermédiaire des représentants agricoles pour, premièrement, instruire auprès des agriculteurs une réflexion sur la gestion forestière et, dans un second temps, influencer les institutions et les politiques publiques. Ils finiront par conclure que la « participation » et la « gestion concertée » sont illusoire en Amazonie, mais que « ce qui est important, c'est le processus d'apprentissage qui consiste à les mettre en pratique ». En précisant leur conception du développement durable, Albaladejo et Arnauld de Sartre proposent à plusieurs reprises de réformer les indicateurs « objectifs » servant à en faire l'évaluation. La persistance d'un « taux de déboisement » important est un facteur classiquement mis en avant pour illustrer l'avancée du front pionnier en

Amazonie et, de fait, l'échec des politiques brésiliennes de développement durable. Anne-Elizabeth Laques et Adriano Venturieri explorent l'analyse d'imagerie satellitaire dans le municipe d'Uruará et utilisent la technique de l'analyse paysagère pour évaluer l'impact spatial d'une politique de développement sur l'évolution du couvert forestier. Plutôt que d'en faire une simple mesure statistique, les deux chercheurs identifient les éléments d'interprétation qui peuvent en faire un outil d'évaluation efficace, en montrant comment la transformation de la forêt en pâturage participe d'un processus de construction territoriale et comment l'analyse paysagère s'intègre à la compréhension des comportements sociaux. Ce chapitre de conclusion de la première section est à l'image du parti pris méthodologique de l'ouvrage : plus qu'à la détermination des objectifs à atteindre et à leur appréciation à partir de bilans, l'accent est mis sur l'importance de la compréhension des pratiques locales, ce qui permet de déterminer les moyens de la mise en œuvre du développement durable. En partant de l'hypothèse que des pratiques durables ne s'établissent que si celles-ci sont en adéquation avec les attentes et les espoirs des agriculteurs, il est important d'étudier les stratégies sociales et économiques qui président aux stratégies spatiales et environnementales (migration, comportement agricole, foncier). Leur évaluation permettra ensuite d'y trouver le sens du développement durable, d'en dégager les potentialités d'application dans l'espace pionnier et leur systématisation à travers des politiques publiques.



La seconde section de l'ouvrage élargit la proposition des auteurs, en observant davantage les pratiques humaines et leurs interactions sur l'espace et la nature. La « durabilité » à garantir n'est pas simplement celle des écosystèmes et de leur diversité floristique, mais celle des interrelations : vider une forêt de ses hommes n'est pas une solution environnementale. La présence de l'homme doit se concilier, d'une manière économiquement et écologiquement viable, au cadre naturel, qui est de toute façon le garant de sa propre permanence. Depuis une dizaine d'années, les unités de conservation environnementale se sont développées au Brésil comme instrument de protection de la forêt. Florence Pinton et Catherine Aubertin attirent l'attention sur la présence des populations traditionnelles dans les aires protégées et donnent des éléments sur leurs pratiques de construction du territoire. Leurs représentations et modalités de gestion font de ces espaces une zone de transition entre, d'une part, les espaces de protection intégrale et, d'autre part, des espaces de forte pression anthropique. Martine Droulers et François-Michel Le Tourneau illustrent à ce propos les contradictions des pouvoirs publics. Une petite région du Tocantins (Barreira Branca), en bordure du fleuve Araguaia, était restée en retrait des dynamiques de colonisation. Constatant un massif forestier demeuré intact, l'État du Tocantins décide d'y appliquer une mesure environnementale, sans avoir pris connaissance du programme de l'INCRA d'y installer des lots dans le cadre de la réforme agraire. Cet exemple pose la question de la

confusion des statuts fonciers, que les auteurs éclairent de façon originale, en reconstituant la chaîne foncière à partir de données cartographiques rares. En resserrant le zoom de l'objectif, Albaladejo et Veiga nous font passer de la zone de colonisation à la parcelle travaillée par l'agriculteur. En décrivant les principales techniques culturales et stratégies de gestion de l'espace et du couvert boisé, ils s'interrogent sur la prise en compte des savoirs locaux par les experts (et *vice versa*). Albaladejo et Veiga confrontent les deux manières de représentations de la fertilité des sols et réfléchissent sur les possibles conditions d'un échange technique. Les articles de Laurence Grandchamp Florentino puis de Xavier Arnauld de Sartre sont centrés sur les motivations familiales des migrations des agriculteurs de la Transamazonienne. Grandchamp Florentino montre que le départ vers la ville ne signifie pas nécessairement l'abandon des activités et/ou des revenus agricoles. La multipolarité et la combinaison des réseaux urbains et ruraux sont une des stratégies assumées, qui nous renseigne sur la variété des pratiques adoptées. Xavier Arnauld de Sartre s'intéresse aux ambitions des fils de migrants et se penche sur la question de la transition générationnelle : comment l'évolution des pratiques agricoles et la relation à la ville peuvent-ils servir de base à des actions de développement durable ? Véronique Boyer conclut l'ouvrage en réintroduisant, à partir de l'exemple pentecôtiste, les institutions religieuses dans le système de représentation rural et rappelle son rôle actif dans les processus de décisions locaux.

La diversité des contributions nous permet d'appréhender la nécessité d'aborder la thématique du développement durable à plusieurs échelles, locale et régionale, pour l'introduire dans le débat national. La variété des angles d'approche et des outils techniques utilisés dans cet ouvrage pour informer la problématique instruit sur la nécessité de (re)construire le cadre d'analyse de cette notion. Enfin, l'approche à partir des pratiques humaines insiste sur l'importance à redonner aux populations face à l'environnement dans la perspective durable.

**Stéphanie Nasuti**  
(Université Paris III-IHEAL)

**Martine Droulers**  
**et Céline Broggio, *Le Brésil,***  
**Paris, Presses universitaires**  
**de France, coll. « Que sais-**  
**je ? », 2005, 128 p.**

Les Presses universitaires de France ont confié à Martine Droulers et Céline Broggio la tâche de renouveler le « Que sais-je ? » sur le Brésil, dont six éditions avaient paru sous le nom de Pierre Monbeig (1954, 1958, 1968, 1976, 1983, 1989) puis deux sous celui de Raymond Pebayle (1992 et 1995). C'est là une excellente chose, car durant les dix ans qui nous séparent de la dernière édition, le Brésil a considérablement changé. Par ailleurs, cette nouvelle version est bien plus qu'une actualisation, puisque les auteurs ont pu écrire un texte entièrement nouveau. On se réjouit que le résultat ait pu

s'adapter aux spartiates contraintes de la collection (format réduit, pas d'illustration, un plan simple) pour apporter des éclairages nouveaux. La construction, tout d'abord, est originale. Au lieu de proposer un vaste découpage régional, les auteurs préfèrent en effet brosser dans les chapitres 1 et 2 un vaste portrait de l'ensemble du territoire brésilien et des profondes évolutions qu'il a connues dans les trente dernières années avant de traiter de la géographie régionale. Celle-ci est d'ailleurs limitée à la quarantaine de pages du chapitre 3 puisque le dernier chapitre est consacré aux « nouvelles intégrations territoriales », dans lequel on interroge les nouvelles relations entre le pays et son espace, à la fois sous l'angle de la transfrontaliarité, corollaire de l'engagement du Brésil dans le Mercosul, mais aussi sous celui de la redéfinition du fédéralisme ou de la question de la gouvernance des zones urbaines, questions très délicates dans le Brésil contemporain. L'ensemble, plus surprenant mais aussi plus ambitieux qu'une description minutieuse des régions brésiliennes, apporte encore d'heureuses surprises. On pourra par exemple apprécier particulièrement les développements sur les questions d'éducation ou de santé, ou sur le rôle des nouveaux réseaux dans une certaine uniformisation de la culture brésilienne. De la même manière l'insistance sur la croissance des zones urbaines et sur le poids toujours très grand du littoral face à « l'intérieur », malgré les grandes politiques de « conquête de l'Ouest ».





Si peu de critiques peuvent être faites au travail des auteurs, on notera que ce « Que sais-je ? » n'échappera pas à l'un des inconvénients les plus criants de la série, qui est l'obsolescence rapide de certains détails. Il n'évoque ainsi presque pas l'avancée de certains débats (ou le recul de certaines dynamiques) durant le gouvernement Lula, alors que le (premier ?) mandat de celui-ci se termine dès la fin de cette année. On souhaiterait que les PUF soient capables de réaliser des mises à jour, au moins tous les deux ans, pour éviter ce souci. Un autre problème vient de la gestion des rééditions de la collection encyclopédique : si « la civilisation afro-brésilienne » et la « littérature brésilienne » sont encore disponibles, l'« Histoire du Brésil » semble épuisée, ce qui est dommage. Peut-être une version actualisée est-elle en cours de réalisation ? D'autre part, s'il existe une « Histoire du Brésil », il aurait mieux valu intituler le volume consacré à la géographie « L'espace brésilien », évitant ainsi au lecteur potentiel de penser qu'histoire, géographie et civilisation pourraient être traitées dans le seul présent volume.

En dehors de ces considérations, *Le Brésil* de Martine Droulers et Céline Broggio est un ouvrage solide et novateur, qui sera particulièrement utile pour les étudiants qui commencent à s'intéresser à la géographie de cet immense pays, « plus continental que tropical » comme le disent les auteurs, quitte à ce que la géographie contrarie la musique.

**François-Michel Le Tourneau**  
(CNRS-CREDAL)

**Celso Castro, Vitor Izecksohn et Hendrik Kraay (org.), *Nova História Militar Brasileira*, Rio de Janeiro, Editora FGV, 2004, 460 p.**

*Nova História Militar Brasileira*, une publication organisée par Celso Castro, Vitor Izecksohn et Hendrick Kraay, entend donner un nouveau sens à la recherche sur les institutions militaires brésiliennes en histoire et en sciences humaines. Tout d'abord, les auteurs souhaitent rompre avec une histoire traditionnelle centrée sur la narration des batailles et la biographie des « grands hommes » et réalisée par des « historiens militaires », c'est-à-dire des officiers des Forces armées. Au Brésil, l'affirmation de l'histoire militaire en tant que sujet de recherche universitaire fut également difficile. Dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la consolidation du métier de l'historien corrélative à l'expansion des universités coïncida avec l'intensification du mouvement militaire dans le domaine politique. De 1964 à 1985, la dictature militaire découragea substantiellement les recherches sur les Forces armées. D'autre part, pendant longtemps, les études sur l'univers militaire restèrent tributaires de lectures marxistes ou d'analyses favorisant le rôle politique des Forces armées. Ces études n'étaient justifiées que dans la mesure où elles proposaient une analyse des rapports entre les militaires et le cadre politique ou entre les structures de classes et les institutions militaires.

Entendant rompre avec ces analyses, brièvement présentées dans l'introduction de l'ouvrage, *Nova Historia Militar Brasileira* rassemble des études qui ont su mettre en évidence les rapports entre les institutions et leurs contextes de formation et d'existence. Ces dix-sept articles, écrits par des auteurs brésiliens ou brésiliannistes, sont autant de nouvelles propositions de recherche visant à comprendre l'interaction des Forces armées et de la société. Une nouveauté quand on songe au mépris avec lequel les Brésiliens ont considéré l'Armée depuis la fin de la dictature militaire. Les institutions de la nouvelle République, les mouvements et les organisations de la société civile se sont construits en opposition au régime militaire. Aussi, pendant les deux décennies qui ont suivi le retour à la démocratie, la recherche sur les Forces armées ne suscita que peu d'intérêt parmi les historiens. La parution de *Nova História Militar* signe l'inversion de cette tendance et permet au lecteur de suivre le regain d'intérêt pour les questions militaires dans le Brésil contemporain.

Publié en 2004, soit quatre décennies après le coup d'État, cet ouvrage marque également une étape dans l'accès aux sources militaires. Les perspectives d'analyse ayant été modifiées à mesure de l'ouverture des archives<sup>1</sup>, les auteurs ouvrent l'histoire militaire à de nouveaux objets tels que l'origine sociale des membres des Forces armées, les liens de sociabilité, le rapport entre les hiéar-

chies, la punition à bord. Ils entendent également revisiter l'étude de la participation des forces armées au combat et à la guerre eux-mêmes. Très influencé par les travaux réalisés dans le monde anglo-saxon, l'ouvrage fait du domaine militaire un nouveau champ d'action de l'histoire sociale. Certains travaux présentent le quotidien et la construction des identités dans les institutions militaires. Dans « Recrutamento militar no Rio de Janeiro durante a Guerra do Paraguai », Vitor Izenksohn analyse les questions liées au recrutement, aux rapports sociaux et à l'esclavage dans la province de Rio de Janeiro. Une perspective similaire sous-tend l'article de Hendrik Kraay, « O cotidiano dos soldados na guarnição da Bahia (1850-1889) », qui analyse les soldats en tant que groupe et interroge les rapports quotidiens établis entre eux. Gardant la même optique mais travaillant sur un autre univers, peu exploité jusqu'à nos jours, l'article de Álvaro Pereira do Nascimento, « Entre o convés e as ruas: vida de marinheiro e trabalho na Marinha de Guerra (1870-1910) », analyse l'impact de la discipline et de l'expérience quotidienne sur l'identité et la conscience de groupe.

Toujours dans la lignée des études anglo-américaines, l'ouvrage présente des recherches dédiées au genre, à la construction de l'identité masculine et à l'homosexualité tel « Ser homem pobre, livre e honrado : a sodomia e os praças nas Forças Armadas brasileiras (1860-1930) » de Peter M. Beattie. Dans « Mulheres, homossexuais e Forças

1. Il faut signaler ici que récemment le gouvernement du président Lula a autorisé l'ouverture des archives militaires encore secrètes sur la persécution, les tortures et les morts pendant le régime militaire. Les archives seront transférées aux Archives nationales et consultables à partir du 1er janvier 2006. Cependant, ne seront accessibles à la consultation que les documents datés jusqu'à 1975.



Armadas no Brasil », Maria Celina D'Araújo s'interroge quant à elle sur la participation des femmes parmi les conscrits ; elle analyse les différents paradigmes présidant à l'incorporation des femmes et des homosexuels dans l'Armée brésilienne.

L'étude des pratiques de guerre et des stratégies constitue un troisième axe problématique. Écrit par Pedro Puntoni, le premier article de l'ouvrage, « A arte da guerra no Brasil : tecnologia e estratégias militares na expansão da fronteira da América portuguesa (1550-1700) », analyse les différences entre la pratique de la guerre dans les territoires de la colonie brésilienne (la *guerra brasileira*) et en Europe. De même, dans « A ocupação político-militar brasileira do Paraguai (1869-1976) », Francisco Fernando Monteoliva Doratioto analyse le conflit du Paraguay à partir des rapports diplomatiques brésiliens, tandis que Cesar Campiani Maximiano propose dans « Neve, fogo e montanhas : a experiência brasileira de combate na Itália (1944-1945) » de revisiter l'action de l'Armée brésilienne dans la Seconde Guerre mondiale en insistant sur le fait de guerre et les difficultés du quotidien des soldats du corps expéditionnaire brésilien (la FEB) en Italie.

La FEB est également l'objet d'étude de Francisco César Alves Ferraz qui analyse le retour au Brésil de la division, la menace politique qu'elle représentait ainsi que les attentes des ex-combattants et la question de la réinsertion dans « Os veteranos da FEB e a sociedade brasileira ». Une même analyse des dimensions politique et sociale du corps militaire caractérise l'article de Fábio Farias

Mendes, « Encargos, privilégios e direitos : o recrutamento militar no Brasil dos séculos XVIII e XIX » et celui de Celso Castro, « Revoltas de Soldados contra a República ». Consacré à la protestation des certains soldats contre l'installation de la République au Brésil, ce dernier retravaille la notion d'orientation politique à l'intérieur des forces armées.

La punition et les violences sont le sujet d'autres travaux. À partir de l'exemple du bateau-prison *presiganga*, Paloma Siqueira Fonseca pose la question des limites entre mondes militaire et civil sous les périodes de Dom João VI et Dom Pedro I dans « A presiganga e as punições da Marinha (1808-1831) ». Dans « A profissionalização da violência extralegal das Forças Armadas no Brasil, 1945-1964 », Shawn C. Smallman poursuit la réflexion sur la violence et les tortures au sein de l'Armée pendant l'intermède démocratique des années 1945-1964.

En dépit du désir manifeste des organisateurs, l'économie générale de l'ouvrage n'est pas directement liée aux axes thématiques définis dans l'introduction. Les articles se suivent dans un ordre chronologique et couvrent la quasi-totalité de l'histoire du Brésil alors que les organisateurs n'envisagent ni une lecture linéaire, ni une lecture exhaustive de la question. Pourquoi ne pas aller plus avant en proposant, par exemple, des regroupements thématiques d'articles ? D'autre part pourquoi calquer le renouveau de l'histoire militaire brésilienne sur les études anglo-américaines ? La volonté manifeste des organisateurs d'établir un dia-

logue entre la recherche sur les questions militaires aux États-Unis et au Brésil invite les chercheurs américains, européens ou formés par l'historiographie française, à prendre position sur ce terrain. Tout en gardant de nouvelles perspectives et en exploitant des archives inédites, ces études permettraient à une nouvelle histoire militaire brésilienne d'émerger, dans le dialogue, et non l'imitation, entre des traditions historiographiques divergentes et la réalité d'un terrain encore peu exploité.

**Sílvia Capanema P. de Almeida**  
(Université Paris X-Nanterre /  
EHESS)

**Francisco Doratioto, *Maldita guerra, Buenos Aires, Emecé Historia, 2004, 656 p.***

La guerre du Paraguay, également connue sous le nom de guerre de la Triple Alliance ou de *Guerra grande*, a opposé le Paraguay à une coalition formée par le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay entre 1864 et 1870. C'est jusqu'à nos jours le conflit le plus meurtrier qu'ait connu l'Amérique du Sud, avec environ un million de morts et une escalade de la violence inattendue pour les dirigeants en place à l'époque<sup>2</sup>. Les causes de la guerre furent diverses : les conflits frontaliers datant de l'époque coloniale et de la rivalité entre l'Espagne et le Portugal, l'invasion de l'Uruguay par le Brésil pour protéger ses intérêts et favoriser la prise de pouvoir d'un gouvernement allié (octobre 1864), les sen-

timents anti-brésiliens du président paraguayen Francisco Solano Lopez ou encore l'occupation inattendue de la province argentine de Corrientes par les troupes paraguayennes (avril 1865). L'ouvrage de Doratioto, dont la première édition est parue en portugais en 2002, est tout d'abord remarquable du fait de la richesse et de la quantité des sources exploitées. Outre l'abondante bibliographie, l'auteur s'appuie en effet sur un énorme travail d'archives effectué au Brésil (et notamment au palais Itamaraty de Rio où le fonds consacré à la guerre du Paraguay a récemment été ouvert par le gouvernement du président Lula), en Argentine, en Uruguay, au Paraguay, en Espagne, au Portugal et même au Vatican<sup>3</sup>. Il en résulte des découvertes surprenantes, quelques-unes allant à l'encontre des histoires officielles de cette guerre et d'autres proposant des réponses à quelques questions qui n'étaient pas élucidées jusqu'à présent. Nourri de nombreuses cartes et photographies, ainsi que d'une chronologie précise et particulièrement utile, ce livre s'attache donc à défaire un certain nombre de mythes entourant ce conflit et décrit aussi bien le contexte historique régional et international que les origines du conflit, la dure routine des soldats envoyés au front aussi bien que les relations conflictuelles entre les pays alliés.

En dépit des multiples travaux déjà réalisés sur la guerre du Paraguay, le livre de Doratioto revient utilement sur les prémices de la guerre et les désaccords

2. En dépit d'une autre guerre, historiographique cette fois, concernant le bilan humain du conflit.

3. Doratioto évoque également les archives du *Foreign Office* à Londres, ainsi que des documents conservés aux États-Unis.



diplomatiques entre les différents pays. Il souligne par exemple l'aspect cyclique des relations de confiance entre les deux grands pays que sont l'Argentine et le Brésil et le fait que le Paraguay prône déjà depuis quelque temps un autre équilibre régional basé sur un axe Asunción-Montevideo. À cette époque, en effet, le Paraguay n'est déjà plus pas un pays riche et développé ainsi que le prétendaient plusieurs travaux, mais un pays en crise qui vit dans une relative autarcie. Sa puissance régionale est avant tout militaire : alors que le Paraguay compte à peu près 80 000 hommes entraînés en 1864, le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay réunis n'ont environ que 35 000 hommes. Au chapitre des révisions historiographiques les plus notables, Doratioto réévalue l'efficacité de chefs militaires comme Mitre, alors président de l'Argentine, ou Tamandaré et Caxias, les deux grands personnages militaires brésiliens du conflit. Il revient également sur l'action des diplomates anglais lors de la pacification de l'Uruguay au tout début du conflit en 1864. Alors qu'un leitmotiv affirmait que les Anglais, bien implantés économiquement dans les quatre pays belligérants, avaient voulu cette guerre pour réaliser des bénéfices commerciaux<sup>4</sup>, l'auteur démontre le contraire. Refusant de voir en Francisco Solano Lopez le héros anti-impérialiste que l'on présenta parfois, il attaque aussi vivement des auteurs tels que le Paraguayen Juan O'Leary qui firent de cette guerre une épopée patriotique, affirme que le Paraguay est loin d'avoir perdu un million de personnes et pro-

pose plutôt le chiffre de 450 000 morts. Ce livre éclaire, ouvre des portes et raconte de façon entraînante comment des pays d'Amérique du Sud, indépendants et souverains, ont pu se laisser aller à une telle escalade de la violence. Cette étude de la guerre du Paraguay fait partie des travaux les plus aboutis sur le sujet, tout autant accessible aux lecteurs non initiés qu'importante pour les historiens spécialistes de cette période toujours mal connue de l'histoire sud-américaine.

**Boris Reith**  
(Université Paris III-IHEAL)

**Laurent Vidal, Mazagão, la ville qui traversa l'Atlantique. Du Maroc à l'Amazonie (1769-1783), Paris, Aubier, 2005, 314 p.**

Récemment inscrite au patrimoine de l'humanité, la forteresse de Mazagão (l'actuelle El Jadida), fondée au début du XVI<sup>e</sup> siècle, est un exemple rare des tout premiers peuplements portugais sur la route des Indes orientales. Maître de conférences en histoire à l'Université de La Rochelle, Laurent Vidal relate dans ce livre un épisode méconnu de son histoire.

Avec la colonisation du Brésil, le Portugal se détourne, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, de ses bastions africains. Deux mille Portugais sont abandonnés dans leur citadelle et subissent les attaques de plus en plus nombreuses des Maures. En 1769, le Roi du Portugal juge que les intérêts de la Couronne sont ailleurs et décide de faire de ces assiégés

4. Cf. par exemple León Pomer, *La guerra del Paraguay : gran negocio*, Buenos Aires, Calden, 1968.

des pionniers de l'Amazonie nouvelle : le déplacement de la ville est alors décrété. De Mazagão à Lisbonne, de Lisbonne à Belém, de Belém à la Nouvelle Mazagão, il durera plusieurs années au cours desquelles les populations vivront dans l'attente de leur nouvelle ville jetée dans la jungle amazonienne. Cette attente, diverse selon les moments et les acteurs, est au cœur de ce livre qui s'achève sur la proposition d'une « histoire sociale de l'attente ». Mazagão y est tour à tour ville de passage, ville métisse, ville vécue, ville de mémoire. L'auteur qui a exploré les fonds d'archives les plus divers s'appuie très méthodiquement sur les sources sans que la lecture n'en souffre. Il réussit à évoquer ces moments difficiles grâce à une écriture nerveuse et pertinente. Il rend tangible le traumatisme d'une population qui, dans sa nouvelle implantation amazonienne, s'adapte difficilement au climat équatorial et à la cohabitation avec les Indiens.

Les blessures furent profondes et la nostalgie persistante. La mémoire dure et surprend : les gens de la Nouvelle Mazagão, pour la plupart descendants d'esclaves noirs, célèbrent chaque année d'héroïques combats contre les Maures. Cette histoire, vieille de presque deux cent trente années, a quelque résonance aujourd'hui dans la mesure où ce livre savant nous éclaire, nous apostrophe et aide peut-être à mesurer concrètement la souffrance des déplacés.

**Mona Huerta  
(CNRS-CREDAL)**

**Áureo Busetto, *A democracia cristã no Brasil : princípios e práticas*, São Paulo, Editora UNESP, 2002, 306 p.**

Issu d'une thèse de doctorat réalisée à l'Université de São Paulo en 1998, cet ouvrage est la première étude importante consacrée à la démocratie chrétienne au Brésil. Jusque-là en effet, seuls quelques articles scientifiques isolés ou témoignages d'acteurs permettaient d'appréhender l'histoire de ce mouvement politique en terre lusophone. Bien qu'il prête le flan à de nombreuses critiques, le livre d'Áureo Busetto contribue par conséquent à combler une lacune historiographique importante en même temps qu'il semble avoir ouvert la voie à d'autres travaux sur le même thème – ceux de Sandro Anselmo Coelho notamment<sup>5</sup>.

Tout au long des quatre parties qui constituent ce travail, l'auteur s'attache d'une part à exposer les grandes lignes doctrinales de la DC brésilienne et le projet de « Terceira Via » dont elle fut porteuse, d'autre part à expliquer pourquoi le Parti démocrate-chrétien (né officiellement à São Paulo en juillet 1945) n'a jamais pu représenter une force politique majeure à l'échelle nationale et a presque complètement disparu dans la tourmente des années 1960. Si ce second point, qui permet de revisiter l'histoire politique du Brésil entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le coup d'État de 1964, s'avère plutôt convaincant et permet par exemple de prendre la mesure de figures politiques

5. Cf. par exemple « O Partido Democrata Cristão : teores programáticos da terceira via brasileira (1945-1964) », *Revista Brasileira de História* (São Paulo), v. 23, n° 46, 2003, p. 201-228.



telles que André Franco Montoro, Heráclito Sobral Pinto ou Antônio Queiroz Filho, le premier laisse davantage à désirer sur le fond comme sur la forme du propos. En effet, comprendre l'émergence de la DC en Amérique latine suppose de retracer en détail la trajectoire intellectuelle d'une génération de laïcs de l'entre-deux-guerres, confrontés à la crise du libéralisme, hantés par le spectre communiste, parfois tentés par le fascisme et souvent hésitants sur la question de la démocratie. Or, c'est là que le bât blesse : sans que l'on sache sur quelles sources ou sur quelle bibliographie il s'appuie (les notes de bas de page sont singulièrement lacunaires et le statut de la preuve s'en trouve naturellement altéré), l'auteur évoque en vrac et de manière souvent simplificatrice la réception au Brésil de l'œuvre du philosophe Jacques Maritain ou de celle du père dominicain Louis-Joseph Lebret, la réunion de Montevideo qui donne naissance en avril 1947 à une « Internationale démocrate-chrétienne » en Amérique latine, les relations entre les démocrates-chrétiens brésiliens et leurs homologues latino-américains ou le « modèle » que peuvent constituer les partis démocrates-chrétiens européens qui connaissent leur heure de gloire après 1945. Par exemple, écrire que Maritain procède d'une pensée « libérale-chrétienne » (p. 51) constitue non seulement un contresens sur la philosophie politique de l'auteur d'*Humanisme intégral*, mais révèle également que le projet démocrate-chrétien en lui-

même (qui procède de la double filiation du catholicisme intransigeant – antilibéral – et du catholicisme social) et l'idée de « Terceira Via » n'ont pas été bien compris. Sur ce point, l'auteur disposait pourtant au Brésil de sources de première main qui auraient pu lui être de la plus grande utilité, comme les archives d'Alceu Amoroso Lima (également connu sous son pseudonyme de Tristão de Athayde, personnalité centrale pour comprendre la genèse de la DC au Brésil) conservées à Petrópolis ou celles du Centro Dom Vital et de la revue *A Ordem* (lieux privilégiés de maturation du projet démocrate-chrétien entre les deux guerres mondiales). Il en va de même à propos de « l'économie humaine » de Lebret, traitée sans aucune référence au livre décisif de Denis Pelletier dans lequel de nombreuses informations concernant le Brésil auraient pu être puisées<sup>6</sup>.

Plus généralement, c'est toute la bibliographie qui s'avère lacunaire et révèle les faiblesses d'un livre qui peut s'avérer utile pour quiconque s'intéresse à l'histoire politique du Brésil contemporain, mais sans doute pas en matière d'histoire religieuse et d'histoire intellectuelle. Et l'usage purement décoratif des travaux de Bourdieu, au travers de notions de « champ » et d'« habitus », ne saurait compenser ces faiblesses.

**Olivier Compagnon**  
(Université Paris III-IHEAL /  
CREDAL)

6. *Économie et Humanisme. De l'utopie communautaire au combat pour le Tiers-Monde, 1941-1966*, Paris, Cerf, 1996 (notamment p. 297 et suiv.).

**Boris Fausto, Fernando J. Devoto, *Brasil e Argentina. Um ensaio de história comparada (1850-2002)*, São Paulo, Editora 34, 2004, 576 p.**

D'avantage encore qu'en Europe, l'écriture de l'histoire en Amérique latine est intimement liée à des enjeux d'identité nationale. Ainsi que le rappelaient récemment Michel Bertrand et Richard Marin pour le XIX<sup>e</sup> siècle, « dans tous ces jeunes États aux identités nationales incertaines et encore peu affirmées, l'histoire s'est d'abord vue chargée de la mission d'en identifier et d'en affirmer les principaux traits, susceptibles d'en devenir les éléments constitutifs »<sup>7</sup>. Cette tendance ne s'est pas démentie durant une bonne partie du XX<sup>e</sup> siècle, ce qui contribue largement à expliquer la relative absence de travaux comparatistes dans l'historiographie de l'Amérique latine – et notamment de travaux comparatistes réalisés par des historiens latino-américains. Aussi l'entreprise de Boris Fausto (professeur de Science politique à l'Université de São Paulo, USP) et Fernando J. Devoto (professeur d'histoire à l'Instituto Ravignani de l'Université de Buenos Aires, UBA), tous deux reconnus comme d'éminents spécialistes de leur histoire nationale, mérite-t-elle d'abord d'être saluée pour le simple fait qu'elle explore une voie

presque complètement vierge et d'encourager un renouvellement de la pratique des sciences humaines et sociales en Amérique latine<sup>8</sup>.

L'ouvrage s'ouvre sur une introduction nourrie, entièrement consacrée à la question du comparatisme et dans laquelle les auteurs reviennent notamment sur les propositions méthodologiques ou empiriques de nombreux pionniers de la comparaison, européens (Max Weber, Emile Durkheim, Henri Pirenne, Oswald Spengler, Arnold Toynbee) ou américains (Barrington Moore, Charles Tilly, Alfred Chandler, Sydney Pollard). En particulier, l'héritage de Marc Bloch et de son célèbre texte de 1928 est explicitement revendiqué<sup>9</sup> : il s'agit bien ici d'étudier des sociétés proches dans le temps et dans l'espace, de rechercher les similitudes et les différences, non pas pour aboutir à une conclusion générale valable pour tous les objets de la comparaison qui serait nécessairement porteuse de simplifications et de réductionnismes, mais pour repenser l'histoire de chacun des objets à l'aune de l'altérité (p. 25). Plus encore et bien que ce point ne fasse pas l'objet d'un développement méthodologique spécifique, c'est aussi à une comparaison dynamique ou à une histoire croisée que tentent de se livrer Fausto et Devoto : au-delà des relations diplomatiques et commerciales entre ces deux pays sou-

7. *Écrire l'histoire de l'Amérique latine. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, CNRS Éditions, 2001, p. 9.

8. Notons toutefois trois publications récentes qui allaient dans le même sens, sans pour autant proposer une histoire totale et comparée de l'Argentine et du Brésil : José María Lladós, Samuel Pinheiro Guimarães, *Perspectivas Brasil e Argentina*, Rio de Janeiro, IPRI, 1997 ; *Brasil-Argentina: a visão do outro*, Brasília, FUNAG, 2000 ; Carlos Henrique Cardim, Mônica Hirst (org.), *Soberania e cultura política: Brasil-Argentina*, Brasília, IPRI, 2003.

9. « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de Synthèse historique*, 1928, t. 46, p. 15-50.





vent pensés par leurs élites comme concurrents et rivaux, la question du regard mutuel est largement traitée, notamment en ce qu'elle participe parfois au processus de décision politique comme c'est le cas pendant la Guerre de la Triple Alliance (1864-1870), en termes de politiques migratoires ou dans la relation de chaque pays avec les États-Unis à partir des années 1900. Et si la dynamique d'échanges intellectuels et culturels dans laquelle vivent traditionnellement les deux voisins n'est pas réellement mise en valeur, on ne saurait reprocher à un projet si ambitieux de ne pas être exhaustif. Le spécialiste de telle ou telle période jugera peut-être insuffisants les passages qui lui sont consacrés, mais ne pourra que gagner à la lecture de cet essai qui ne tombe jamais dans le piège des « vies parallèles » pas plus qu'il ne cède à l'idée d'un destin commun entre l'Argentine et le Brésil.

Ces éléments étant posés, le corps du livre est organisé selon quatre parties chronologiques : la première traite des héritages coloniaux et des dynamiques de construction nationale jusqu'en 1900, en plaçant résolument la focale sur la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle plutôt que sur la période des Indépendances et de l'émergence des États nouvellement indépendants ; la seconde conduit du tournant des deux siècles à la crise des années 1930 ; la troisième est consacrée aux populismes brésilien et argentin et à l'épuisement du projet dont ils étaient porteurs (1937-1968) ; la dernière, enfin, aborde le temps des dictatures et des transitions démocratiques, sans négliger certaines évolutions récentes telles que la libéralisation radicale des économies

et l'essor de la pauvreté ou de l'extrême pauvreté depuis le début des années 1990. Si cette somme s'achève par une ample chronologie et une bibliographie d'excellente qualité, il manque en revanche une conclusion qui aurait pu permettre aux auteurs de dresser un bilan de leur entreprise intellectuelle, d'en suggérer certains prolongements ou certaines limites.

En effet, l'économie générale de l'ouvrage donne à penser sur certains problèmes fondamentaux auxquels est confronté l'historien, comme celui de la périodisation. Existe-il des ruptures réellement significatives pour chacun des deux pays ainsi que le laissent supposer les années tournantes très précises que proposent les auteurs ? Au contraire, chacune des phases envisagées doit-elle être pensée de manière élastique afin de se soumettre aux exigences du comparatisme ? Autrement dit, comparatisme et périodisation sont-ils compatibles dès lors que l'on se frotte à ces questions sur un temps long ? Car si l'on peut admettre que les années 1900 constituent pour l'ensemble de l'Amérique latine un tournant identitaire (crise du modèle libéral, poussée des mouvements sociaux, émergence de l'hégémonie états-unienne, redéfinition de la relation des élites avec l'Europe, etc.) qui vaut autant pour l'Argentine que pour le Brésil, la date de 1937 (proclamation de l'*Estado Novo* au Brésil) ne va pas de soi pour inaugurer l'ère populiste en Argentine. N'aurait-il pas été préférable de considérer la crise de 1929 comme le véritable point de départ de ce moment populiste, ainsi que le font la plupart des essais généraux consacrés au XX<sup>e</sup> siècle

latino-américain ? La réflexion pourrait être étendue à l'année 1968, qui n'inaugure pas la dictature brésilienne – même si elle en annonce le durcissement – ni ne correspond à un tournant quelconque dans l'histoire argentine<sup>10</sup>. Ce n'est toutefois pas par négligence que les auteurs ne justifient à aucun moment les ruptures qu'ils ont choisies : ils touchent là un problème épistémologique que bien d'autres ont touché avant eux et auquel un développement des travaux comparatistes permettra peut-être de répondre.

**Olivier Compagnon**  
(Université Paris III-IHEAL /  
CREDAL)

***MPB musique populaire  
brésilienne, catalogue  
de l'exposition du Musée  
de la musique (17 mars-26 juin  
2005), Paris, Cité  
de la musique / Réunion  
des musées nationaux, 2005.***

L'ouvrage *MPB musique populaire brésilienne*, édité en contrepoint de l'exposition éponyme organisée au Musée de la musique à Paris au printemps 2005, à l'occasion de l'Année du Brésil en France, est moins un catalogue d'exposition qu'un recueil d'articles faisant le point des connaissances actuelles sur l'expression musicale brésilienne dite populaire. Les auteurs, français ou brésiliens, tracent les grandes lignes du champ vaste et complexe qu'est la musique de cet État à l'échelle d'un continent, embrassant une infinité de

styles et de répertoires. Les articles relèvent d'approches diverses (ethnomusicologie, histoire culturelle, sociologie, esthétique) et se répartissent en trois grandes parties qui sont autant d'axes problématiques. La première aborde des thèmes généraux permettant de situer la musique brésilienne dans son (ses) contexte(s) de production, la seconde regroupe quatre articles portant sur « les genres fondateurs » (*choro*, *samba*, *baião* et *bossa nova*), la dernière, constituée de trois articles, interroge la thématique dite des « passeurs » de la musique populaire. L'ouvrage, qui se clôt sur un épilogue évoquant les tendances actuelles, brosse donc de manière assez complète, mais aussi assez éclatée, une histoire culturelle de la musique populaire brésilienne, de l'époque coloniale à nos jours. Illustré par de nombreuses reproductions en couleurs de documents ou d'objets qui figuraient, pour la plupart, au sein de l'exposition, le catalogue est assorti en fin de volume d'une chronologie indicative et d'un glossaire très utiles pour les lecteurs non spécialistes. On peut regretter néanmoins l'absence d'une bibliographie générale, complétant les éléments bibliographiques donnés à la fin de chaque article, qui aurait donné à l'ouvrage un poids scientifique plus conséquent.

La préface de Laurent Bayle, l'introduction de Dominique Dreyfus et le premier article, signé Paulo Dias et Marianna F. Martins Monteiro, abordent tous la contradiction entre unité et diversité, inhérente à la culture brésilienne en général, et à son expression musi-

10. Cf. Luis Alberto Romero, *Breve historia contemporánea de la Argentina*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2<sup>e</sup> éd., 2001, p. 169 et suiv.



cale en particulier. À l'image d'un pays métis, la musique brésilienne est multiple : l'exposition comme le catalogue en sont des reflets fidèles, sans pour autant perdre de vue l'autre pôle du paradoxe, soit la constitution progressive d'un champ autonome, reconnu internationalement sous le nom de musique populaire brésilienne. Les auteurs du premier article rappellent les prémices de l'intérêt porté à la musique populaire au Brésil, de la part des folkloristes ou des compositeurs de musique savante, tels Villa-Lobos. Revenant ensuite sur l'histoire sociale de l'époque coloniale, où culture et religion étaient unies de manière inextricable, ils expliquent l'avènement de formes musicales nouvelles au XIX<sup>e</sup> siècle, en lien avec les phénomènes d'urbanisation croissante et de laïcisation des pratiques culturelles – musiques de bals intégrant l'apport des danses européennes, défis des *repentistas* du Nordeste, etc. Un bref article d'Henrique Cazes sur la « Naissance d'une identité brésilienne » évoque l'héritage indien dans la musique populaire brésilienne et insiste surtout sur l'héritage portugais (prépondérance du système tonal européen, des instruments à corde, mais aussi importance de la poésie et de l'improvisation) et sur l'héritage africain (abondance des percussions, vivacité des rythmes), triple matrice à la source du dynamisme de la création musicale au Brésil. Dans son article, « Musique, société et pouvoir : trois moments », Walnice Nogueira Galvão analyse, quant à elle, la musique brésilienne sur le long terme, à l'aune des relations entre musiciens, société et pouvoir. Si l'examen de la figure du *malandro carioca* (le

voyou de Rio) dans les paroles de chansons, donne des informations pertinentes sur le contexte de création de la samba, les paragraphes consacrés à la période de la dictature (1964-1984) et à la revendication noire à l'origine de courants musicaux comme le *mangue-beat* ou le rap (années 1990) auraient mérité plus d'espace au sein de l'ouvrage. À la fin de cette première partie figure un article d'Ariane Witkowski, déjà paru dans la revue *Diogène* en mars 1997, intitulé « Le goût de la langue métisse ». Au regard de problématiques comme celle du nationalisme, l'auteur y analysait les paroles de la chanson *Lingua* de Caetano Veloso, membre fondateur en 1968 du courant Tropicaliste qui se réclamait clairement de l'Anthropophagie, principe esthétique cher à l'écrivain moderniste Mário de Andrade dans les années 1920, fondé sur la « dévoration rituelle » des éléments étrangers.

La deuxième partie du catalogue s'ouvre par un article d'Henrique Cazes consacré au *choro*, qui montre bien comment s'est constitué ce genre à partir de rythmes importés d'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle (polka, valse, mazurka, etc.), lesquels donnèrent également naissance à la *maxixe*, par l'intermédiaire de la *polka-lundu*. Il rappelle la trajectoire des pionniers du genre, tels Ernesto Nazareth ou Pixinguinha (dont la longue carrière a marqué de son empreinte la musique brésilienne et joué un rôle primordial dans sa diffusion outre-mer), ainsi que son évolution au cours du XX<sup>e</sup> siècle, sous l'influence du jazz. Carlos Sandroni retrace ensuite l'essor de la samba carioca : sa naissance au début du XX<sup>e</sup> siècle

dans l'entourage des émigrés bahianais de Rio de Janeiro, le changement stylistique qui marque la fin des années 1920 et le rôle du carnaval puis des écoles de samba dans la définition du genre et sa diffusion, jusqu'à ce que la samba, sous ses multiples formes, devienne « le genre par excellence de la musique brésilienne ». Dominique Dreyfus aborde la question du *baião*, genre musical caractéristique de la région du Nordeste, dont les premiers succès à l'échelle nationale furent obtenus par Luis Gonzaga dans les années 1940, relayé par de nombreux émules avant d'influencer le courant Tropicaliste. Elle note aussi que le terme *forró* émerge dans les années 1970 pour désigner les musiques nordestines qui, malgré leur origine rurale, ont conquis aujourd'hui les salles de bal de toutes les grandes villes du pays. Enfin, Tarik de Souza retrace l'émergence de la bossa nova (préfigurée dans les années 1950 par la *samba-canção*), son éclatement rapide en une multiplicité de courants, ainsi que la manière dont elle a « conquis le monde » avec l'exil de nombreux musiciens aux États-Unis pendant la dictature militaire (point vraiment problématique car la mode de la *bossa nova* et la diaspora musicale brésilienne aux États-Unis est antérieure à 64). Sans contester le choix méthodologique d'une approche historique et sociologique dans l'ensemble de ces articles, des éléments d'ordre proprement musicologiques auraient été les bienvenus et, pourquoi pas, un disque accompagnant et illustrant le propos des auteurs.

La troisième et dernière partie reprend de manière plus systématique des éléments sur les « passeurs » égrenés au

long des articles précédents. Jairo Severiano insiste avec raison sur le rôle des médias de masse, de la fin du XIX<sup>e</sup> jusqu'aux années 1970 (le music-hall, puis le cinéma, l'enregistrement sonore, la radio et enfin la télévision), dans la diffusion des musiques auprès d'un public toujours plus large. Sérgio Cabral rappelle, quant à lui, l'importance du carnaval, produisant annuellement des chansons, *marchas* ou sambas, à partir du célèbre *Pelo telefone* de Donga en 1916, considéré comme la première samba enregistrée. L'auteur souligne que le carnaval de Rio constitue le « principal aiguillon de la production musicale » dans les années 1930 et 1940, et le lecteur regrettera peut-être que les carnivals de Salvador et de Recife, dont l'ampleur ne cesse de croître depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle, soient évoqués un peu trop brièvement. Enfin, Zuzi Homem de Mello retrace la portée contestataire des festivals musicaux organisés au temps de la dictature militaire, dans les années 1965-1972, analysant, année par année, le contexte de chaque festival, ses participants et ses répercussions politiques et musicales.

Musique populaire urbaine, mais d'origine rurale, résultat de la rencontre entre les diverses cultures qui ont forgé la société brésilienne, la MPB fut aussi un véritable creuset intégrant les influences extérieures. Comme le rappelle l'épilogue sur les courants musicaux postérieurs aux années 1960 (Tropicalisme, rock, *samba-reggae*, rap...) : la création musicale au Brésil est avant tout un dialogue entre passé et présent, tradition et innovation, régional et international. Néanmoins, le catalogue comme l'expo-



sition montrent de manière assez convaincante que la musique est un élément fondamental dans la définition de la « brasilianité » : à travers son identité « métisse » et néanmoins unificatrice, elle apparaît donc comme un véritable « espace de cohésion nationale ».

**Sophie Jacotot**

(Université Paris I-Panthéon-Sorbonne)

**Marilena Chaui, *Brasil: Mito Fundador e Sociedade Autoritária*, São Paulo, Editora Fundação Perseu Abramo, 2000, 104 p.**

Marilena Chaui propose avec cet ouvrage une réflexion approfondie et originale sur l'histoire du Brésil de 1500 à nos jours, en développant l'idée de l'existence d'un « mythe fondateur » constitutif de toute la société brésilienne. Elle se demande comment ce « mythe fondateur » s'est construit dans l'Histoire et quel rôle il joue encore dans la société d'aujourd'hui. La réflexion prend pour point de départ l'interrogation suivante : comment le Brésil peut-il pratiquer « l'apartheid social » tout en développant l'image positive d'une unité fraternelle solidaire, d'un peuple né du métissage, pacifique et sans préjugés ? L'auteur montre comment cette contradiction s'explique à travers l'histoire d'un pays qui a toujours été producteur de mythes et demeure profondément marqué par des structures sociales inébranlables. Professeur de philosophie à l'Université de São Paulo (USP), Marilena Chaui est spécialiste de l'his-

toire de la philosophie moderne et de philosophie politique ; membre fondateur du Parti des Travailleurs, elle a également assumé le poste de secrétaire municipale à la Culture à São Paulo sous l'administration du PT et soutient actuellement le gouvernement Lula dans la crise qu'il traverse.

Marilena Chaui introduit sa réflexion sur l'histoire du Brésil à partir de l'idée de nation, invention historique récente définie à partir de la fin de la domination coloniale et la proclamation de l'Indépendance en 1822. Entre 1830 et 1918 se développe progressivement une idéologie nationale fondée sur l'idée du « principe de nationalité », définie par l'unité territoriale puis sur celle du « caractère brésilien » lié au métissage indien, noir, portugais. Avec l'apparition de la République en 1891, toutefois, l'État est confronté au problème de savoir comment garantir l'unité du pays malgré les divisions économiques, sociales et politiques. L'idée d'une nation définie essentiellement par le territoire et par le caractère ou l'esprit du peuple ne suffit plus : l'État a besoin d'une religion civique, le patriotisme qui se transforme en nationalisme à partir des années 1930 avec la présidence de Getulio Vargas. La nation devient alors un élément puissant d'identification sociale et politique ; l'idéologie nationaliste se cristallise dans le mouvement du *verdeamarelismo* durant la période populiste et jusque dans les années 1970<sup>11</sup>. Celui-ci est né parmi les propriétaires terriens qui, au lendemain de l'instauration de la République, voulaient présenter une image auto-célébrative du pays et divul-

11. Le nom de ce mouvement rappelle les couleurs du drapeau brésilien, vert et jaune.

guer la vision d'un grand pays agraire et traditionnel afin de garantir leur hégémonie et conserver ce qui restait du système colonial. L'idéologie de la classe dominante va alors proposer des représentations commodes, agréables, valorisantes, unificatrices mais éloignées de la réalité. La dictature populiste de Vargas fortifie l'idée de l'unité de l'État et de la nation par le culte du drapeau et de l'hymne national chanté dans toutes les écoles, par la glorification du passé en allant jusqu'à imposer des thèmes nationaux pour les défilés des écoles de samba lors du carnaval. L'image *verdeamarela* est revitalisée par la dictature militaire dans les années 1970 avec l'image du « Brasil Grande », de ses richesses naturelles et des qualités pacifiques de son peuple. Marilena Chaui défend l'idée selon laquelle l'image *verdeamarela*, aujourd'hui, est consolidée dans une autre image du Brésil : celle du football, du café, du carnaval. Cette nouvelle image sert, selon les propres mots de l'auteur, de « compensation imaginaire à la classe défavorisée du pays », ce qui permet de faire accepter encore aujourd'hui les inégalités considérables existant dans la société brésilienne.

On comprend donc comment le Brésil s'est construit à partir de la sacralisation de la nature, de l'histoire et du pouvoir. Marilena Chaui montre ainsi que le Brésil est marqué par l'apologie de la nature, à travers la signification de son drapeau par exemple ou par la manière dont est pensée ou enseignée l'histoire de son origine<sup>12</sup>. On ne cesse d'évoquer la lettre de Pero Vaz de Caminha adres-

sée au roi D. Manuel, où, parlant du Brésil qu'il vient de découvrir avec le navigateur Cabral, il le décrit comme le jardin de l'Eden, véritable Paradis terrestre. Le Nouveau Monde est le retour à la perfection de l'origine où les hommes sont pacifiques et innocents. Cette « vision de Paradis » est productrice de l'image mythique fondatrice du Brésil. C'est le Brésil-Paradis, symbole de la nature originelle. Cette représentation permet de croire en l'unité et l'identité de la nation et du peuple brésilien. Le second élément de production du mythe fondateur nous projette dans l'histoire théologique. Le Brésil, lors de sa découverte, est perçu non seulement comme le « Paradis retrouvé », mais aussi comme la terre bénie par Dieu. Le Brésil est entré dans l'histoire par la porte de la Providence et n'a pas été découvert par hasard ; l'Histoire était déjà écrite. L'auteur montre comment la classe dominante s'est toujours plu à donner une telle vision de la Nation, les Brésiliens devenant les agents de la volonté de Dieu. Le dernier point développé est celui de la sacralisation du pouvoir. Le Brésil est profondément imprégné des valeurs de la société patriarcale et de la relation dominant/dominé. Le propriétaire terrien a eu, pendant très longtemps, un pouvoir total sur ses terres et sur toute la province. Sa volonté est une loi pour tous ceux qui sont sous sa protection, la famille, les esclaves attachés à son domaine et tous les clients qui dépendent de ses faveurs. Ainsi un système clientéliste pernicieux se développe. Aujourd'hui encore, la

12 Le rectangle vert symbolise les forêts ; le losange jaune, l'or et les richesses minérales ; le cercle bleu, le ciel et « les étoiles où brillent le Cruzeiro do Sul indiquent que nous sommes bénis par Dieu ».



relation entre le représentant élu et la population reste le régime de faveur.

Marilena Chaui donne des clés pour comprendre les difficultés de la société actuelle à travers l'histoire des mythes et des idéologies. En ayant conservé les marques de la société coloniale esclavagiste, la société brésilienne reste dominée par une structure hiérarchique de l'espace social : les relations sociales et intersubjectives sont perçues à travers le modèle du supérieur qui ordonne et de l'inférieur qui obéit. L'auteur définit par conséquent le Brésil comme une société autoritaire et prend clairement position dans ses conclusions, ne cachant pas sa révolte face à la situation actuelle du pays et s'insurgeant contre les justifications proposées de la pauvreté, du chômage, de l'existence de sans terres, de la corruption, de l'injustice sociale, des inégalités économiques, de la ségrégation riches/pauvres et de l'idée que le pays est ingouvernable.

*Brasil: Mito Fundador e Sociedade Autoritaria* est donc un ouvrage très riche par la connaissance qu'il révèle du Brésil et de son identité. Loin de l'histoire événementielle, cet essai qui confine parfois au discours politique – d'inspiration marxiste – analyse de manière stimulante les mythes fondateurs de la société brésilienne en termes d'idéologie dominante au service de la classe dominante. Cette analyse permet de mieux situer la position actuelle de l'auteur, controversée, de défense du gouvernement de Lula dans le sens où elle considère que les attaques viennent essentiellement de la classe dominante qui, par l'intermé-

diaire des médias, cherche à bloquer le processus du progrès social.

**Pauline Hartmann**  
(Université Paris III–IHEAL)

**Luís R. Cardoso de Oliveira,**  
*Droit légal et insulte morale.*  
*Dilemmes de la citoyenneté*  
*au Brésil, au Québec*  
*et aux États-Unis, Laval,*  
**Les Presses de l'Université**  
**Laval, 2005, 164 p.**

L'ouvrage de Luís Cardoso de Oliveira réunit plusieurs travaux que l'auteur a tirés de ces enquêtes au Brésil, au Québec et aux États-Unis. Dans une perspective comparative, il prend pour objet les difficultés de la citoyenneté démocratique, en abordant de manière originale la question des rapports entre la protection juridique, les demandes de reconnaissance et les atteintes à la considération d'un individu ou d'un groupe. Aussi différentes soient ces trois sociétés, dans chacune d'elles, montre-t-il, le droit ne permet pas d'apporter une solution satisfaisante aux dénis de reconnaissance dans les interactions sociales ordinaires.

Dans le cadre d'un raisonnement qui s'inscrit dans le prolongement de celui de Roberto DaMatta, l'auteur relève ainsi que, au Brésil, le souci de manifester sa considération à la personne de l'interlocuteur lèse les autres citoyens, quand ce comportement se traduit par l'octroi d'un passe-droit. À partir notamment de l'ethnographie de conflits portés devant une Cour des petites créances à Cambridge (Massachusetts) où il a travaillé comme béné-

vole dans un service de conseil parajuridique, il note, à l'inverse, la grande difficulté des parties en présence à comprendre combien la considération est nécessaire à la qualité de la vie sociale et peut, à ce titre, être considérée comme une « obligation (éthico-morale) ». Le déficit de citoyenneté, précise Cardoso de Oliveira, est certes indubitablement plus important au Brésil, où les droits de citoyenneté d'une majorité de la population sont très largement bafoués. Il n'en reste pas moins, selon lui, que, dans ce pays, l'insistance mise à témoigner sa considération à autrui permet souvent à un individu d'établir un rapport positif à soi en se voyant reconnu comme une personne digne, alors que le fait de ne pas être considéré sous cet angle, fréquent, selon lui, dans la sociabilité états-unienne, est communément vécu comme une offense.

Si les États-Unis constituent de longue date une réserve à comparaisons pour les sciences sociales brésiliennes (que l'on pense en particulier aux écrits de Gilberto Freyre, Sérgio Buarque de Holanda, Oracy Nogueira, Viana Moog et DaMatta), Luís R. Cardoso de Oliveira renouvelle cet exercice classique, en l'inscrivant dans le cadre plus vaste d'une anthropologie des démocraties modernes. Il ne concentre, en effet, pas seulement son propos autour des problèmes posés par l'héritage de l'esclavage, le racisme et les diverses inégalités liées à la couleur de la peau. Il le situe de façon plus générale dans les débats sur la problématique de la reconnaissance dans les sociétés contemporaines. À cet égard, l'élargissement du champ de la comparaison à la situation du Québec

est particulièrement stimulant. L'auteur s'intéresse en particulier à la demande de reconnaissance du particularisme québécois au Canada. En faisant clairement ressortir comment les revendications identitaires des Québécois mettent en évidence l'articulation difficile des droits individuels et des identités collectives dans une société pourtant gagnée aux valeurs individualistes et égalitaires, il souligne la dimension morale de la citoyenneté, qui suppose que soit reconnue la substance morale d'un acteur sous peine de porter atteinte à la dignité à laquelle il estime avoir droit. Or, justement, si les actes de déconsidération n'apparaissent guère aux États-Unis, ils ont une grande visibilité au Québec, où ils donnent lieu à des mobilisations politiques quand l'identité québécoise est déniée et, au Brésil, quand l'identité d'un individu est méprisée. La singularité du cas brésilien conduit Cardoso de Oliveira à donner un relief particulier aux développements de Charles Taylor sur la politique de la reconnaissance. Après avoir affirmé l'importance du philosophe canadien sur sa recherche, il définit « la *déconsidération*, ou les *actes de déconsidération*, comme le revers de la reconnaissance, (...) et [il] préfère parler de *déconsidération*, au lieu de manque de reconnaissance, pour mettre l'accent sur l'insulte morale qui se présente quand l'identité de l'interlocuteur, parfois de façon incisive, n'est indéniablement pas reconnue » (p. 118).

Une des qualités, et non des moindres, de ce livre est que son auteur place le Brésil, les États-Unis et le Québec sur un même pied d'égalité, sans jamais céder, comme c'est souvent le cas chez





les auteurs brésiliens, ni à la désespérance sur son pays d'origine, ni non plus à son exaltation. C'est donc une analyse comparative rigoureuse et sans complaisance que propose Luís Roberto Cardoso de Oliveira. On peut ainsi penser que ses doutes au sujet de l'idée selon laquelle, avant la conquête des droits civils dans les années 1960, le préjugé de couleur au Brésil avait des effets moins négatifs que la discrimination raciale légale aux États-Unis, ne manqueront pas de susciter quelque irritation chez ceux qui euphémisent aujourd'hui encore les conséquences du racisme dans la société brésilienne. Le rappel du coût pour le budget de l'État que représentait jusqu'à il y a peu le financement des retraites des fonctionnaires, s'il est assurément un bon exemple de l'une des formes qu'a pu historiquement prendre l'organisation politique d'une société hiérarchisée, ne devrait de même probablement pas lui valoir l'unanimité de ses collègues.

Une tension parcourt le raisonnement de Cardoso de Oliveira. Elle tient précisément à la valeur qu'il accorde à la considération et concerne les limites des demandes de reconnaissance, qu'elles soient exprimées par des groupes ou par des individus. Il écrit ainsi « la reconnaissance d'une identité authentique n'est pas seulement une question de cordialité par rapport à l'interlocuteur, mais une obligation morale dont la non-observance peut être vue comme une agression, même si elle n'est pas intentionnelle, de la part de celui qui nie la demande de reconnaissance » (p. 118).

D'un point de vue normatif, un idéal aussi élevé d'empathie et de civilité se présente de prime abord comme un but souhaitable pour une société démocratique. Mais surgit aussitôt une série de questions, intrinsèquement liées ? Toute attente de considération est-elle légitime du point de vue de l'idée de démocratie ? Ou, dit autrement, toute demande de reconnaissance peut-elle être acceptée comme telle ? La revendication de droits moraux ne contredit-elle pas souvent l'exercice des droits légaux ? L'auteur perçoit au fond bien le problème, mais il ne lui apporte pas véritablement de réponse définitive. Cela n'invalide en rien la richesse de son travail, car il se peut, en définitive, que cette tension soit insoluble et constitutive des sociétés démocratiques, contrainte à osciller entre un concept abstrait de l'individu-citoyen et la prise en compte concrète de la personne. Et des variations qui s'établissent entre ces deux pôles résultent largement du reste la diversité des figures de la démocratie.

L'interrogation sur cette tension suggère l'ampleur du chantier ouvert par Luís R. Cardoso de Oliveira. En plaçant de la sorte le Brésil dans la discussion sur l'exigence de reconnaissance dans les sociétés démocratiques, il laisse en effet entrevoir comment le Brésil et les sociétés hybrides et métisses d'Amérique latine peuvent susciter des recherches théoriques et empiriques capables de contribuer à la réflexion sur le politique et le cours actuel de la modernité.

**Dominique Vidal**  
**(Université de Lille III / GRACC)**



# LES AUTEURS



**Olivier ALLARD**, ancien élève de l'École normale supérieure (Cachan) et agrégé de sciences sociales, enseigne au département d'ethnologie de l'Université Paris X-Nanterre. Il a travaillé en 2002 chez les Guarani du Paraguay dans le cadre d'un projet de développement et s'apprête à repartir sur le terrain. Il entame une thèse d'anthropologie sociale à l'Université de Cambridge sous la direction de Stephen Hugh-Jones.

**Raimundo Pereira Alencar ARRAS** est professeur d'histoire à l'Université fédérale du Rio Grande do Norte. Docteur en histoire sociale de l'Université de São Paulo, il a notamment publié les livres *Recife, culturas e confrontos : a participação das camadas urbanas na Campanha Salvaçionista de 1911* (Natal, EDUFRN, 1998), *O pântano e o riacho : a formação do espaço público no Recife do século XIX* (São Paulo, Humanitas / FFLCH / USP, 2004) et *A Capital da Saudade : destruição e reconstrução do Recife em Gilberto Freyre, Manuel Bandeira, Joaquim Cardozo e Antônio Austragésilo* (Recife, Bagaço, 2006). Il mène actuellement des recherches sur le processus de modernisation de la ville de Natal entre 1920 et 1940.

**Benjamin BUCLET** est post-doctorant au *Laboratório de Gestão do Território – LAGET* (Université fédérale de Rio de Janeiro) et associé à l'unité de recherches 169 de l'Institut de Recherches pour le Développement (IRD) « Patrimoines naturels, Territoires et Identités ». Docteur en socio-économie du développement (École des Hautes Études en Sciences sociales), il étudie les organisations et institutions du marché international du développement, en particulier en Amazonie continentale.

**Anouck CAPE** achève son doctorat de littérature et civilisation françaises à l'Université de Paris X-Nanterre, où elle est allocataire de recherche. Elle travaille sur les représentations culturelles de la folie et s'intéresse aux relations entre psychiatrie et littérature. Elle a publié plusieurs articles sur ce sujet.

**Maud CHIRIO** est ancienne élève de l'École normale supérieure (Paris) et agrégée d'histoire. Membre de l'UMR MASIPO (Mondes américains : sociétés, circulations, pouvoirs) et monitrice à l'Université de Paris I, elle prépare une thèse de doctorat en histoire sur *Les jeunes officiers comme acteurs politiques pendant le régime militaire brésilien (1964-1985)*, sous la direction d'Annick Lempérière (Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne).

**Anaïs FLÉCHET** est agrégée d'histoire et actuellement détachée au CNRS. Membre de l'UMR IRICE (Identités, Relations internationales et Civilisations de l'Europe) et associée au département d'anthropologie de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (PPGAS), elle prépare une thèse de doctorat en histoire sur *La réception de la musique populaire en France au <sup>xx</sup> siècle*, sous la direction de Robert Frank (Université Paris I-Panthéon-Sorbonne). Elle est l'auteur de *Villa-Lobos à Paris. Un écho musical du Brésil à Paris* (Paris, L'Harmattan, 2004).

**Isabel GEORGES** est sociologue et chargée de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement. Membre de l'UR « Savoirs et Développement » et professeur visitant à l'Université de São Paulo (Faculdade de Filosofia e Ciências Sociais), ses recherches actuelles portent sur les formes de l'insertion sociale et professionnelle dans les milieux populaires au Brésil. Elle publiera prochainement *La face cachée d'un métier relationnel : vie et travail des opératrices du téléphone en France et en Allemagne* (Paris, l'Harmattan, coll. « Logiques sociales »).

**Paulo Cesar da Costa GOMES** est professeur de géographie à l'Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ) et a été professeur invité en France à plusieurs reprises (Université de La Rochelle, Université de Pau, Université de Lyon). Auteur de nombreux livres ou articles, il a récemment dirigé (avec Vincent Berdoulay et Jacques Lolive) *L'espace publique mis à l'épreuve* (Bordeaux, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005) et publié (avec Laurent Vidal) « Déplacement des savants, déplacements des savoirs ». *Bastidiana*, v. 35-36. Paris, 2002. p. 175-182.

**Jean-Pierre GOULARD** est docteur en anthropologie sociale et ethnologie et l'auteur d'une thèse sur *Les genres du corps. Conceptions de la personne chez les Ticuna de la haute Amazonie* (sous la direction de Philippe Descola, École des Hautes Études en Sciences sociales). Membre de l'EREA-UMR 7535, il a publié plusieurs contributions dans les champs du religieux, de l'organisation sociale et de l'identité. En collaboration avec l'INT d'Évry, il développe le projet d'une base de données pour le traitement des « objets naturels » et des terminologies de parenté. Chargé de cours à l'Université de Metz entre 2000 et 2005, il est actuellement chargé de conférences à l'EPHE. Il publiera prochainement un ouvrage intitulé *El cuerpo del mundo* (Lima, IFEA).

**Ari Pedro ORO** est professeur d'anthropologie à l'Université fédérale du Rio Grande do Sul, à Porto Alegre. Docteur de l'Université de Paris III – Sorbonne Nouvelle et professeur invité de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine en 2005-2006, il a notamment publié *Avanço Pentecostal e Reação Católica* (1996) et *Axé Mercosul : a expansão das religiões afro-brasileiras para os países do Prata* (1999). Il a également dirigé, avec André Corten et Jean-Pierre Dozon, *Les nouveaux conquérants de la foi. L'Église universelle du royaume de Dieu* (Paris, Karthala, 2003). Il mène actuellement une recherche sur les rapports entre religion et politique au Brésil.

**Daniella de Castro ROCHA** achève un doctorat de sociologie à l'École des Hautes Études en Sciences sociales (Centre d'Étude des Mouvements sociaux), consacré à l'expérience du Parti des Travailleurs dans la région du District fédéral au Brésil. Elle enseigne à l'Université de Caen en tant qu'attachée temporaire d'enseignement et de recherche et participe à l'équipe de recherche internationale « Expériences éducatives et construction de frontières sociales » (EHESS en France, Unicamp au Brésil, Université d'Uppsala en Suède, Université d'Iasi en Roumanie), coordonnée par Monique de Saint Martin. Ses recherches s'inscrivent principalement dans deux axes de réflexion : les recompositions de l'espace poli-

tique brésilien après la transition démocratique et la production des élites de gauche dans le Brésil contemporain.

**Marie-Hélène SA VILAS BOAS** est doctorante en science politique sous la co-direction de Daniel van Eeuwen (Institut d'Études politiques d'Aix-en-Provence / CSPC-CREALC) et de Maria José Fontela Nunes Rosado (Pontífica Universidade Católica de São Paulo). Elle prépare une thèse intitulée *Action publique et féminisme d'État au Brésil*.

**Rodrigo R. H. F. VALVERDE** est doctorant en géographie de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ). Il a récemment publié « Géographie et violence urbaine : une réflexion sur la guerre pour l'espace à Rio de Janeiro », dans Paulo C. C. Gomes, Vincent Berdoulay et Jacques Lolive (dir.), *L'espace publique mis à l'épreuve* (Bordeaux, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 151-160).

**Emmanuel de VIENNE** achève son doctorat d'ethnologie à l'École des Hautes Études en Sciences sociales, sous la direction de Philippe Descola. Il a mené une enquête de terrain de dix-neuf mois chez les Trumai du Mato Grosso, au Brésil, de 2003 à 2005, dans le cadre du programme de documentation des langues menacées (DoBeS) organisé par le *Max Planck Institute for Psycholinguistics* de Nijmegen (Pays-Bas). Il se consacre maintenant à l'écriture de sa thèse, qui porte sur la définition et l'acquisition des catégories ontologiques Trumai. Il enseigne également l'anthropologie à l'université de Poitiers en qualité d'attaché temporaire d'enseignement et de recherche.

INSTITUT DES AMÉRIQUES

# *Être indien dans les Amériques*

sous la direction de  
Christian Gros et Marie-Claude Strigler

Préface de Philippe Descola  
du Collège de France



Éditions de l'Institut des Amériques

études  
de la documentation française

édition 2006

# Amérique latine

Les

sous la direction de  
**Polymnia Zagefka**

le portail de recherche de  
**INÉAL**  
Recherche en ligne de  
l'Institut National de l'Édition  
et de la Documentation

Observatoire des changements en Amérique latine

La documentation Française



Achevé d'imprimer : Le Clavier  
Dépôt légal n° 6050  
juin 2006